

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DU REPOS HEBDOMADAIRE

L'APPLICATION
DES PRESCRIPTIONS LÉGALES SUR LE REPOS HEBDOMADAIRE
DANS LES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
séra soutenu le Samedi 6 Décembre 1913 à 1 heure 1/2.

PAR

Ch. BERTHOMIEU

RÉDACTEUR AU MINISTÈRE DU TRAVAIL
ANCIEN SOUS-CHEF DU CABINET DU MINISTRE

Président : M. RAOUL JAY, professeur.

*Suffragants : { MM. FERNAND FAURE, professeur.
CAPITANT, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1914

*Thèse
Pamb
1914*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

65061.

DU REPOS HEBDOMADAIRE

L'APPLICATION
DES PRESCRIPTIONS LÉGALES SUR LE REPOS HEBDOMADAIRE
DANS LES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
sera soutenu le Samedi 6 Décembre 1913 à 1 heure 1/2.



PAR

Ch. BERTHOMIEU

RÉDACTEUR AU MINISTÈRE DU TRAVAIL
ANCIEN SOUS-CHEF DU CABINET DU MINISTRE

Président : M. RAOUL JAY, professeur.

*Suffragants : { MM. FERNAND FAURE, professeur.
CAPITANT, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1914

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Objet et Champ d'étude

Voici sept ans que la loi du 13 juillet 1906, établissant le repos hebdomadaire en faveur des ouvriers et des employés, est entrée en vigueur. Ses dispositions sont actuellement incorporées dans le Livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale.

Les difficultés qui suivirent sa mise en application ont été, pour la plupart, résolues. Les dérogations au régime du repos collectif du dimanche qui furent jugées nécessaires, ont été largement autorisées. Les incidents et les controverses du début qui se traduisirent à la Chambre par les interpellations de mars 1907, se sont maintenant apaisés. Même le projet de loi du 31 mai 1907 déposé par le Gouvernement après ces discussions pour modifier la loi de 1906, devenu caduc à la suite du renouvellement de la législature, n'a pas été renouvelé.

Autant de signes certains que, sous l'action du temps, les mœurs se sont relativement adaptées aux prescriptions nouvelles tandis que l'Administration, chargée de veiller à l'application de la loi, puisait dans les enseignements de l'expérience une interprétation pratique du texte légal.

Dans ces conditions, l'heure est propice pour dresser le bilan de la réforme. C'est le but que nous nous proposons dans cette étude, en limitant toutefois nos investigations aux entreprises commerciales.



L'établissement industriel et l'établissement commercial présentent en effet des différences qui impliquent cette distinction et permettent cette limitation.

L'organisation du travail dans l'entreprise commerciale est influencée d'une manière directe par la clientèle qui pénètre dans l'établissement. Il n'en est pas de même, en général, dans l'industrie où, bien que le travail soit réglé quantitativement d'après les commandes reçues ou prévues, la vie intérieure de l'atelier reste indépendante de l'acheteur du produit. Dès lors, toute mesure de réglementation du travail dans le commerce devra tenir compte des habitudes du public et se heurtera ainsi à un ordre nouveau de difficultés.

De plus, au point de vue particulier du repos hebdomadaire, le repos du dimanche était d'usage dans l'industrie avant la loi de 1906, à l'exception des établissements où les conditions techniques de l'entreprise ne permettent pas cette suspension du travail : si bien que le législateur qui dut prévoir pour cette dernière catégorie le régime du roulement, n'a guère donné qu'une sanction juridique aux habitudes établies.

Tout autre était la situation dans le commerce où le repos collectif du dimanche demeurait l'exception, où même le repos hebdomadaire n'était pas toujours donné. C'est dans ce domaine que l'intervention légale eut un rôle effectif et que des résistances se manifestèrent, parce que la loi tendait ici, non plus à sanctionner les mœurs, mais à les modifier sensiblement.

C'est donc par l'étude de l'application de cette législation dans le commerce qu'on peut se rendre compte de l'efficacité de la réforme : il est intéressant de remarquer à cet égard que les auteurs de la proposi-

tion de loi du 6 avril 1900 dont la loi du 13 juillet 1906 est issue, ne visaient que « les bazars et magasins ».



Qu'est-ce exactement que le commerce ? En législation du travail, aucun texte légal ne donne la définition juridique de cette expression. D'une manière générale, on peut dire que « l'industrie transforme l'objet auquel elle s'applique à la différence du commerce où ne se font que des échanges » (Arrêt de la Ch. Civ. de la Cour de Cassation du 3 août 1903 (1). Mais dans sa concision, cette définition demeure imprécise et il faut, pour délimiter le champ de nos recherches actuelles, procéder par analyse.

Nous admettons, dans cette étude, que l'industrie est déterminée par l'énumération inscrite à l'article 1^{er} du livre II du Code du Travail (ancien article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels). Cette énumération vise « les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance ». Dès lors, toutes les entreprises soumises aux prescriptions légales sur le repos hebdomadaire qui n'entrent pas dans cette nomenclature dont la jurisprudence a fixé l'exacte portée, doivent être considérées comme assujetties au titre d'établissements commerciaux.

Les dispositions des lois de 1892 et de 1906 sont du

(1) Dalloz, 1904, I. 45.

même ordre et elles figurent maintenant dans le même livre du Code du Travail, voire au même titre : il est donc logique d'utiliser la nomenclature de 1892 pour distinguer, dans l'application des prescriptions sur le repos hebdomadaire, l'établissement industriel de l'établissement commercial.

Sans doute cette manière de voir nous amène à classer notamment dans le commerce certaines professions mixtes, telles que boulangers, bouchers et restaurateurs qui forment, selon l'expression courante, « les petites industries de l'alimentation » auxquelles la loi de 1892 fut déclarée inapplicable, sur l'avis du Conseil d'Etat, par une circulaire ministérielle du 7 juillet 1894 (1). Mais il convient de remarquer que le Conseil d'Etat estimait justement que ces professions se rattachent plutôt au commerce ou à la vie domestique.

■
* *

Nous nous proposons d'exposer les modalités d'application d'une législation complexe, non pas à un point de vue juridique abstrait, mais en révélant les difficultés rencontrées et les solutions admises par l'administration et la jurisprudence. Soucieux de mettre en relief les résultats acquis, nous ne nous attarderons pas à l'examen purement historique et théorique de la question qui constitue d'ailleurs l'objet principal de plusieurs ouvrages.

Nous ne voulons pas montrer la formation du système : c'est son fonctionnement qui nous préoccupe, c'est la vision du mécanisme en marche que nous voulons donner.

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1894, p. 914.

Bien qu'il s'agisse d'une étude plus particulièrement documentaire, nous dégagerons les imperfections de l'application et des textes pour faire apparaître les moyens d'y remédier. Nous voudrions surtout que cette indication ressorte de cet ouvrage qu'un texte de loi sociale n'a, pratiquement, qu'une faible valeur intrinsèque : il vaut principalement par son application qui le transforme en une œuvre vivante et cette application, si la réforme est sérieuse, ne doit et ne peut être qu'une lente adaptation des mœurs sous l'action progressive et continue de l'organe exécutif.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Principes et Historique de la réforme

SECTION I

Principes.

Nécessité du repos hebdomadaire. — Il n'est pas utile d'insister longuement sur l'avantage que présente pour le travailleur le repos d'une journée par semaine, car personne aujourd'hui n'en conteste la nécessité.

M. Poirrier qui fut le premier rapporteur au Sénat de la proposition de loi sur le repos hebdomadaire, a résumé en ces termes, au début de son rapport (1), les arguments d'ordre physiologique et moral qui militent en faveur de ce repos :

« Les journées ne peuvent être trop prolongées sans
« épuiser les forces intellectuelles ou physiques de ce-
« lui qui se livre à un travail suivi.

« Un repos est non moins nécessaire après plusieurs
« journées de travail pour rendre à l'homme toute son
« énergie.

« Il est indispensable, en effet, que de temps à autre,
« chefs d'établissements, ouvriers, employés, quittent
« l'usine, le magasin, le bureau. Ils ont besoin d'ou-
« blier leurs préoccupations, de rompre avec des occu-

(1) V. Rapport POIRRIER, *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 98.

« pations fatigantes, absorbantes, de respirer un air
« plus pur que celui où ils passent toutes les journées.

« Médecins, hygiénistes, proclament à l'envi la nécessité de repos périodiques.

« Ces repos sont nécessaires à la santé de l'homme
« qui travaille. Ils ne le sont pas moins pour son intelligence et pour son cœur.

« Il ne faut pas que le travailleur ne connaisse de
« l'existence que le dur labeur. Il doit pouvoir goûter
« la douceur du foyer, vivre de la vie de famille, jouir
« de la présence de sa femme, de ses enfants, de leurs
« sourires. Il faut qu'il puisse conseiller ses enfants,
« les diriger ; quoi de plus moralisateur que l'accomplissement de ces devoirs ?

« L'ouvrier, l'employé ne doit pas être perpétuellement à la tâche. Il ne faut pas qu'il vive comme un
« paria dans une société civilisée. Il faut respecter en
« lui sa dignité d'homme, lui donner la possibilité de
« connaître et de goûter la beauté de nos œuvres littéraires, musicales et artistiques, de se promener à travers les bois, les champs et d'apprécier la nature.

« Dans une démocratie surtout, il faut s'efforcer de
« donner au citoyen les moyens d'élever son niveau
« moral ; l'idéal doit avoir une large place dans son
« cœur. Il faut qu'il puisse voir, entendre et étudier
« tout ce qui peut lui inspirer l'amour du beau, du vrai
« et du bien.

« Aussi les philosophes, les penseurs, les hommes
« d'Etat proclament, aussi bien que les médecins, les
« hygiénistes, la nécessité du repos périodique.

« C'est le repos hebdomadaire qui est unanimement
« adopté ; il remonte à la plus haute antiquité, se confond avec les prescriptions de l'Eglise catholique, avec
« les lois et ordonnances de l'ancienne monarchie sur

« le repos dominical ; il est pratiqué soit librement, « soit obligatoirement, dans la plupart des nations civilisées. »

Valeur particulière du repos du dimanche. — Il est également reconnu que les avantages du repos hebdomadaire se trouvent considérablement accrus si ce repos est pris collectivement à jour fixe. Dans tous les cas où cette modalité est économiquement possible, c'est elle qu'il faut préférer et ce jour de repos collectif ne peut être que le dimanche, comme l'impliquent les usages et les mœurs, indépendamment de toute considération religieuse.

M. Gide déclarait à ce sujet, en 1904, au Conseil supérieur du travail : « Si le législateur ne doit pas se « préoccuper de savoir quel est le jour de repos au « point de vue religieux, s'il ne doit pas se préoccuper « de savoir si c'est le dimanche chrétien ou le jour du « sabbat juif, il y a aussi, en sens inverse, ce que j'appellerai une espèce de prudence anticléricale ou antireligieuse à affecter de ne pas voir qu'en fait c'est le « dimanche qui est le jour choisi et adopté par les « mœurs et celui qui sera le plus conforme à l'utilité « publique, seul point qui doit préoccuper le législateur (1). »

Ce jour-là, les membres de la famille se trouveront réunis et pourront goûter ensemble les joies saines et réconfortantes du repos domestique. Le dimanche est la journée de gaieté et de divertissements populaires et l'employé qui prendra sa juste part à la fête commune en retirera plus de plaisir et de profit qu'il n'en aurait obtenus d'un repos solitaire au sein de la cité en travail.

(1) Cons. sup. trav., 13^e session, novembre 1904, p. 13.

« N'est-ce pas le dimanche, disait M. Jay, en 1901, « au Conseil supérieur du travail, que les enfants sortent de l'école, le dimanche que dès à présent la majorité des ouvriers chôment, le dimanche qu'ont lieu les réunions publiques et les conférences, que se font les élections ? (1) »

Le repos collectif du dimanche apparaît donc comme le repos familial par excellence, tandis que le repos hebdomadaire alternatif n'est qu'un repos individuel, isolé, de moindre valeur morale et non exempt de péril.

A la tribune du Sénat, le 26 mai 1905, dans un discours qui vaudrait d'être cité tout entier, M. Monis déclarait : « Il faut, Messieurs, se reposer ensemble, déposer à la même heure le fardeau que l'on a porté toute la semaine, et partager de fraternels loisirs. Il faut, s'il fait soleil, parcourir la campagne avec, pour cortège, l'amitié, et, j'ose le dire, pour compagnon quelquefois un sentiment plus tendre. Il faut que le repos hebdomadaire soit éminemment altruiste et social (2). »

Intervention du législateur. — Si une heureuse unanimité s'affirme pour préconiser le repos hebdomadaire et même le repos collectif du dimanche toutes les fois qu'il est possible, l'intervention du législateur dans ce domaine n'a pas rencontré la même approbation générale.

Les économistes de l'école individualiste et libérale, des représentants autorisés des milieux patronaux ont soutenu que l'initiative privée suffisait à réaliser le repos hebdomadaire et qu'une loi, avec ses prescriptions

(1) Conseil sup. trav., 10^e session, juin 1901, p. 95.

(2) *Bull. Insp. trav.*, 1907, p. 190.

formelles et rigides, ne pouvait qu'entraver l'essor économique et même, dans certains cas particuliers, amener des ruines. A leur avis, la loi ne pourrait jamais être assez simple pour s'adapter à la diversité changeante de l'activité industrielle et commerciale et les dispositions détaillées et complexes par lesquelles elle prétendrait à cette souplesse, susciteraient un contrôle minutieux et tracassier, le plus souvent inefficace. Les abus possibles de la liberté, abus que l'initiative privée pourchasse et restreint sans cesse, sont un moindre mal en regard des inconvénients inévitables qui naissent de la contrainte légale.

C'est ainsi qu'en 1904, le Conseil général de la *Fédération des Industriels et Commerçants français* émettait le vœu suivant : « La Fédération croit préférable
« de chercher à assurer le repos hebdomadaire par une
« entente entre patrons et ouvriers plutôt que par l'intervention législative; susceptible de porter atteinte
« à la liberté individuelle aussi bien des ouvriers que
« des patrons et qui n'est pas assez souple pour se plier
« aux nécessités des différents commerces et industries (1). »

En novembre 1904, à la 13^e session du Conseil supérieur du travail où la question fut discutée, MM. Tournon, Isaac, Honoré, délégués patronaux, défendirent volontiers cette thèse.

A cette argumentation en faveur de la liberté du travail qui a été régulièrement présentée, sous des formes appropriées, contre tous les projets de réglementation, les interventionnistes ont répondu en dénonçant l'in-

(1) J. CRUVEILHIER, *Rapport sur la proposition de loi relative au repos hebdomadaire*, Fédération des Industriels et commerçants français, 50, boulevard Haussmann, 1904, p. 53.

suffisance des initiatives individuelles. La liberté, en cette matière, a de fâcheuses répercussions ; tels commerçants qui donneraient volontiers le repos du dimanche ne peuvent s'y résoudre parce que quelques concurrents n'acceptent pas ce régime. Les exemples abondent de tentatives de fermeture le dimanche qui n'ont pas abouti ou d'accords en ce sens qui ont été rompus par la mauvaise volonté de quelques-uns et parfois même d'un seul.

En 1904, au Conseil supérieur du Travail, M. A. Fontaine, directeur du travail (1), a cité, d'après le *Bulletin de la Ligue pour le Repos du Dimanche*, plusieurs faits de ce genre qui se sont produits en 1903 et 1904 dans le commerce de Nice, Avignon, Lons-le-Saunier, Perpignan, Bordeaux, Tarbes. Au cours des discussions parlementaires sur la proposition de loi ayant pour but d'établir le repos hebdomadaire, des faits analogues étaient apportés à la tribune de la Chambre par M. Fournier (2), à la tribune du Sénat par le Ministre du Commerce, M. Dubief (3) : ils signalèrent des tentatives ou ententes avortées à Nîmes, Boulogne-sur-Mer, Saint-Quentin, Le Mans, Alger, Chartres, Beauvais, Rennes, Marseille, Lille. A Nîmes et à Boulogne-sur-Mer, une seule opposition suffit pour empêcher la fermeture du dimanche.

Ainsi la solidarité que crée la concurrence implique, pour que le repos hebdomadaire soit donné, un régime commun, une règle uniforme pour les mêmes groupes de

(1) Cons. sup. trav., 13^e session, compte rendu, p. 35.

(2) Ch. Dép., séance 27 mars 1902 : *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 70.

(3) Sénat, séance 26 mai 1905, *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 179, et 180.

concurrents : cette règle générale, convenablement sanctionnée, la loi seule peut l'établir.

« Il reste tout de même des magasins qui ne ferment pas le dimanche, disait M. Gide en 1904 au Conseil supérieur du Travail, et l'initiative privée présentera toujours cet inconvénient qu'elle laissera toujours quelques magasins qui ne fermeront pas et moins il y en aura et plus le fait sera abusif... La loi a précisément pour but d'empêcher qu'une petite minorité peu scrupuleuse vienne abuser de la philanthropie des autres (1). »

Tels sont brièvement résumés les principes et les considérations générales qui justifient la législation actuelle sur le repos hebdomadaire.

SECTION II

Historique.

Ancien régime, Révolution, Restauration (2). — Sous l'ancienne monarchie, l'influence considérable de l'Eglise catholique avait imposé le chômage des dimanches et des fêtes religieuses ; de nombreux édits et ordonnances sanctionnaient cette obligation.

Un premier décret prescrivant le repos du dimanche fut rendu par Childebert, en 552. Des édits ou ordonnances ont été successivement rendus par Pépin, en

(1) Cons. sup. trav., 13^e session, p. 14.

(2) Cf. ESTÈVE DE BOSCH, *Du repos hebdomadaire*; th. Caen, 1907, p. 5.

744, Charlemagne, en 789 et 808, François I^{er} le 7 janvier 1520, Charles IX en 1560, Henri III en mai 1579. Il faut faire mention spéciale d'une ordonnance de police rendue le 12 décembre 1641. Une autre ordonnance a été prise par Louis XIV le 11 janvier 1696, suivie d'une déclaration royale du 16 décembre 1698. Enfin, sous Louis XVI, il faut citer l'ordonnance du 30 avril 1778 (1).

La Révolution, éprise du principe de liberté individuelle, abolit cette réglementation. Toutefois, sous le Directoire, une loi du 17 thermidor an VI, prescrit le repos du *decadi*. Mais sous le Consulat et l'Empire, le régime de liberté du travail reparut et se maintint, malgré l'avis de Portalis.

La Restauration fit immédiatement revivre les ordonnances de l'ancienne monarchie par la loi du 18 novembre 1814, relative à la célébration des fêtes et dimanches (2).

La loi de 1814 faisait défense, pendant les dimanches et fêtes, « aux marchands d'étaler et de vendre, les
« ais et volets des boutiques ouverts ; aux colporteurs
« et étalagistes de colporter et d'exposer en vente leurs
« marchandises dans les rues et places publiques ; aux
« artisans et ouvriers de travailler extérieurement et
« d'ouvrir leurs ateliers, etc... (art. 2). »

Des dérogations étaient admises : la défense n'était pas applicable « aux marchands de comestibles de toute
« nature ; à tout ce qui tient au service de santé ; aux
« postes, messageries et voitures publiques ; aux ventes

(1) V. Rapport POIRRIER au Sénat, 1905: *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 99-100.

(2) V. texte: *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 100, note

« usitées dans les foires et fêtes dites patronales, etc...
« (art. 7). »

Loi d'inspiration confessionnelle, n'interdisant d'ailleurs que les manifestations extérieures du travail, elle tomba en désuétude sous la monarchie de Juillet et fut enfin abrogée par la loi du 12 juillet 1880, comme contraire à la liberté de conscience et à la liberté du travail.

Parlant de la loi de 1814, en 1904, au Conseil supérieur du travail, M. A. Fontaine pouvait dire : « Ce n'est
« pas une loi qui prescrit le repos hebdomadaire ; c'est
« une loi qui prescrit simplement aux individus d'avoir
« l'air de se reposer le dimanche ; c'est une loi faite
« au point de vue religieux et qui paraît ne se préoccuper que du scandale causé par les mécréants qui
« n'observent pas le repos dominical (1). »

Législation concernant les enfants et les femmes. — La réglementation moderne du travail, inspirée d'une pensée de protection ouvrière, apparut avec la loi du 22 mars 1841, relative au travail des enfants employés dans les manufactures, usines ou ateliers. L'article 4 de cette loi prescrivait que « les enfants au-dessous de 16
« ans ne peuvent être employés les dimanches et jours
« de fêtes reconnus par la loi » ; l'article 7 admettait cependant qu'un règlement d'administration publique pourrait « statuer sur les travaux indispensables à tolérer de la part des enfants, les dimanches et fêtes
« dans les usines à feu continu. »

La loi du 22 février 1851, sur le contrat d'apprentissage, prescrivait dans son article 9, § 5, que « les dimanches et jours de fêtes reconnues ou légales les

(1) Cons. sup. trav., 13^e session, p. 36.

« apprentis dans aucun cas, ne peuvent être tenus vis-à-vis de leur maître, à aucun travail de leur profession ». Toutefois, aux termes du paragraphe suivant, « dans le cas où l'apprenti sera obligé, par suite de conventions ou conformément à l'usage, de ranger l'atelier aux jours ci-dessus marqués, ce travail ne pourra se prolonger au delà de 10 heures du matin. »

La loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, abroge et remplace la loi du 22 mars 1841. Il est stipulé, dans son article 5, que « les enfants âgés de moins de 16 ans et les filles âgées de moins de 21 ans ne pourront être employés à aucun travail, par leurs patrons, les dimanches et fêtes reconnues par la loi, même pour rangement d'atelier. » L'article 6 admettait, pour les enfants occupés dans les usines à feu continu, une exception dont un règlement d'administration publique devait fixer les conditions (1).

La loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, a abrogé, par son article 32, la loi du 19 mai 1874. En vertu de l'article 5 « les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}, plus de six jours par semaine, ni les jours de fêtes reconnues par la loi, même pour rangement d'atelier ».

L'article 7 admet que l'obligation du repos hebdomadaire pourra être temporairement levée par l'inspecteur du travail pour certaines industries désignées dans un règlement d'administration publique. L'article 5 du

(1) Décret du 22 mai 1875, modifié par le décret du 5 mars 1877.

décret du 15 juillet 1893, plusieurs fois modifié, donnait la liste de ces industries. D'après la circulaire ministérielle du 17 mai 1900 (1), la suppression du repos hebdomadaire ne pouvait être autorisée plus de quinze fois par an.

Ainsi la loi de 1892, plus compréhensive que la loi de 1874, protégeait l'enfant jusqu'à 18 ans et la femme de tout âge, mais elle ne prescrivait plus le repos du dimanche : elle admettait d'une manière générale le repos alternatif, le régime du roulement.

Le rapporteur à la Chambre, M. Waddington, estimait qu'on ne pouvait fixer le repos au dimanche, sans se mettre en contradiction avec la loi du 12 juillet 1880 qui abrogeait la loi du 18 novembre 1814 (2).

L'article 31 de la loi du 2 novembre 1892 stipule que « les dispositions de la présente loi sont applicables « aux enfants placés en apprentissage et employés dans « un des établissements visés à l'article 1^{er} ». Le régime établi par la loi de 1851 est donc partiellement abrogé et ne subsiste que pour les apprentis occupés dans des établissements non assujettis à la loi de 1892, par exemple les petites industries de l'alimentation.

Il convient, pour terminer cet exposé, d'indiquer la répercussion de la loi fondamentale du 13 juillet 1906, concernant le repos hebdomadaire, sur les dispositions particulières aux enfants et aux femmes. A cette date, deux catégories de dispositions de ce genre étaient en vigueur : les articles 5 et 7 de la loi de 1892 et, pour certains apprentis, l'article 9 de la loi de 1851.

La loi du 13 juillet 1906 a formellement abrogé les

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1900, p. 570.

(2) V. Rapport Waddington, 1893 : *Bull. Insp. Trav.*, 1893, page 194.

articles 5 et 7 de la loi du 2 novembre 1892 « en ce qui « touche le repos hebdomadaire » (article 18, § 1^{er}). Ces prescriptions subsistent en ce qui concerne le chômage des fêtes légales.

Mais la loi de 1906 est muette au sujet des apprentis protégés par la loi de 1851. Toutefois, le champ d'application de la loi de 1851 étant inclus dans celui de la loi de 1906, on pouvait soutenir que les dispositions sur le repos hebdomadaire de la loi de 1851 se trouvaient tacitement abrogées. Dans les travaux préparatoires de la loi de 1906, la question n'a pas été posée : le silence de la loi sur ce point ne révèle donc pas la volonté de laisser subsister ces dispositions ; il nous paraît être un oubli du législateur.

On aurait pu légitimement admettre la survivance des prescriptions sur le repos hebdomadaire de la loi de 1851 si elles eussent été plus protectrices que la loi de 1906 : or, cette plus grande protection ne nous paraît pas établie, car si la loi de 1851 prévoit le repos du dimanche sans dérogation, à la différence de la législation de 1906, elle admet dans certains cas, l'emploi de l'apprenti jusqu'à dix heures du matin pour rangement d'atelier .

Quoi qu'il en soit, la loi du 26 novembre 1912 qui a rassemblé toutes les dispositions en vigueur sur la réglementation du travail pour former le livre II du Code du Travail, reproduit les prescriptions susvisées de la loi de 1851 dans l'article 54 de ce livre. Le législateur a ainsi décidé que la loi de 1906 ne les avait pas tacitement abrogées.

Il est à remarquer que les lois de 1841, 1874 et 1892 visaient spécialement l'industrie. La loi de 1851, bien que plus extensive, s'y rapportait plus particulièrement. Ni les ouvriers adultes de l'industrie, ni le personnel des

établissements commerciaux ne bénéficiaient du repos hebdomadaire légal.

Genèse de la loi du 13 juillet 1906.— La loi du 13 juillet 1906 établissant le repos hebdomadaire en faveur des ouvriers et employés, est née d'un mouvement de revendication organisé par les intéressés eux-mêmes. Les syndicats d'employés de commerce furent les principaux acteurs de cette campagne.

Un courant d'opinion favorable dont on peut voir l'expression dans la « Ligue pour le Repos du dimanche » vint appuyer l'action syndicale. D'ailleurs les partisans du repos dominical religieux ne pouvaient qu'approuver de telles revendications. Il faut encore noter que des associations et syndicats patronaux se prononcèrent en faveur du repos du dimanche (1).

A un autre point de vue, avec la loi du 29 décembre 1900, prescrivant que des sièges doivent être mis à la disposition des femmes employées dans les magasins et boutiques, le principe de la réglementation du travail dans le commerce était entré dans le droit positif. Après l'extension aux établissements commerciaux de la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, réalisée par la loi du 11 juillet 1903, l'heure était venue de réglementer la durée même du travail dans ces entreprises et puisque la fixation légale de la durée journalière présentait des difficultés, il était naturel qu'on songeât à réglementer la durée hebdomadaire.

Une proposition de loi fut déposée à la Chambre des

(1) Voir les vœux patronaux signalés par M. A. Fontainé: Cons. sup. trav., 13^e session, 1904, p. 33 et 34.

Députés, le 6 avril 1900, par M. Zévaès. Elle était ainsi rédigée :

« Article unique. — Il est interdit aux patrons et employeurs de faire travailler plus de six jours par semaine dans les bazars et magasins (1). »

Cette proposition de loi fit l'objet d'un rapport de M. G. Berry, au nom de la Commission du Travail, déposé le 16 janvier 1902 (2). Le projet de la Commission conservait le régime du repos hebdomadaire sans fixation de jour de repos ; il visait, par énumération d'entreprises, l'industrie et le commerce ; il conférait aux maires le pouvoir d'établir des exceptions.

La Chambre discutait, amendait et votait ce projet par 422 voix contre 10, dans la séance du 27 mars 1902.

Entre temps le Conseil supérieur du travail, au cours de sa session de 1901, votait sans opposition les motions suivantes :

« Qu'en principe, le repos hebdomadaire soit garanti aux adultes comme aux enfants et aux femmes ; (vœu présenté par la Commission permanente du Conseil) ;

« Sauf les cas exceptionnels qui seraient laissés à l'appréciation de l'administration, le jour de repos sera le dimanche ; (vœu de M. de Montgolfier, membre patron) ;

« Dans les professions alimentaires et commerciales où le repos hebdomadaire ne pourra avoir lieu tous les dimanches, les ouvriers et employés devront tous les jours avoir deux dimanches par mois ; (vœu Briat). » (3).

La session de 1904 fut entièrement consacrée à l'étude

(1) Exposé des motifs et proposition de loi : *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 45.

(2) Rapport BERRY : *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 46.

(3) Cons. sup. trav., 10^e session, 1901, p. 97 et 98.

de la réforme du repos hebdomadaire, sur rapport de Mlle Blondelu qui prenait comme base de discussion le projet de la Chambre (1). Cependant les vœux émis par le Conseil supérieur du travail diffèrent sensiblement de ce projet : notamment le Conseil estime qu'il convient de prescrire, comme règle générale, le repos collectif du dimanche ; il n'admet pas le pouvoir attribué aux maires d'accorder des dérogations, lesquelles, à son avis, doivent être fixées par la loi ou déterminées par décret ; il propose que le Conseil municipal puisse décider la fermeture les dimanches et jours fériés dans une même catégorie d'établissements, sur la demande des deux tiers des chefs de maisons intéressés (2).

Ce n'est que le 21 février 1905 que M. Poirrier, rapporteur de la proposition de loi au Sénat, déposa son rapport (3). Le projet de la Commission sénatoriale ne prescrivait pas le repos du dimanche ; mais il adoptait dans leurs grandes lignes les vœux du Conseil supérieur du travail sur la fermeture et l'octroi des dérogations.

Le Sénat aborda la discussion du projet dans la séance du 25 mai 1905. A la séance du 26 mai, le contre-projet Monis qui prévoyait le repos du dimanche, appuyé par le Gouvernement, était pris en considération et renvoyé à la Commission.

Le 20 mars 1906, M. le Sénateur Ch. Prevet déposait, au nom de cette commission, un rapport supplémentaire (4). Le nouveau projet présenté au Sénat comportait le repos collectif du dimanche comme régime nor-

(1) Cons. sup. trav. : Rapport de Mlle Blondelu ; Procès-verbaux des séances de la Commission permanente ; Documents : 1 vol. 1904.

(2) Compte rendu de la 13^e session du Cons. sup. du trav.

(3) Rapport POIRRIER, *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 98.

(4) Rapport PREVET, *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 202.

mal. Ce projet fut discuté au cours de l'année dans les séances des 3 et 5 avril, 12 et 29 juin, 3 et 5 juillet.

C'est le projet voté par le Sénat le 5 juillet qui devint la loi du 13 juillet 1906, la Chambre des Députés l'ayant adopté à l'unanimité de 576 votants et sans modifications dans sa séance du 10 juillet 1906, sur le rapport de M. Zévaès (1). La loi de 1906 apparaît donc comme l'œuvre du Sénat.

Aperçu de l'application de la loi de 1906. — Entrée en vigueur sous l'égide de cette approbation unanime, la loi du 13 juillet 1906 ne tarda pas cependant à rencontrer des difficultés.

Récriminations chez les commerçants qui n'obtinrent pas des préfets toutes les dérogations qu'ils sollicitèrent ; protestations dans le monde des employés et des ouvriers où l'on estimait les autorisations préfectorales trop nombreuses et la répression des infractions commises mal assurée. L'agitation se traduisit, dans la rue, par des manifestations comme la démonstration populaire du 20 janvier 1907 organisée dans la capitale par la Bourse du Travail ; à la Chambre, par une série d'interpellations discutées au mois de mars de la même année.

De part et d'autre, l'Administration était vivement incriminée et cependant la divergence même des griefs qui lui étaient adressés prouve qu'elle s'efforçait de se maintenir dans un juste milieu. Certes, dans la phase de première application, en l'absence de régime transitoire légalement organisé, en l'absence d'une jurisprudence complète et cohérente, en raison de l'interprétation différente que les préfets ont pu donner aux

(1) Rapport ZÉVAËS, *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 527.

instructions ministérielles sur l'octroi des dérogations, un flottement s'est produit, que la résistance de beaucoup de commerçants, dérangés dans leurs habitudes, n'a pu qu'aggraver. Mais de telles difficultés sont inévitablement inhérentes à la mise en application de toute réglementation vaste et complexe et peut-être ceux des interpellateurs de mars 1907 qui conclurent à des modifications générales de la loi traduisirent-ils inopportunément et avec trop de véhémence contre l'effort d'application, une émotion qui était dans l'ordre des choses.

Les interpellations étaient les suivantes :

1° Interpellation de M. G. Berry, concernant les deux circulaires de M. le Ministre du Travail visant le repos hebdomadaire ; 2° de M. Lafferre, sur les décisions divergentes des préfets en ce qui concerne l'application de la loi sur le repos hebdomadaire et sur l'interprétation donnée par les circulaires ministérielles à divers articles de la loi ; 3° de M. Puech, sur l'application de la loi sur le repos hebdomadaire ; 4° de M. Engerand, sur la situation du personnel domestique des hôtels et restaurants des villes de saison, relativement à la loi du 13 juillet 1906 ; 5° de M. Empereur, sur l'application de la loi du repos hebdomadaire dans les petites villes et les communes rurales.

La discussion de ces interpellations eut lieu les 1^{er}, 8 et 23 mars 1907. Elle fut close par le vote d'un ordre du jour déposé par M. Sarrien et conçu en ces termes :
« La Chambre, résolue à maintenir intacts les principes
« de la loi sur le repos hebdomadaire, confiante dans le
« Gouvernement pour en faire une application large-
« ment libérale et prenant acte de son engagement de
« proposer les modifications nécessaires à la loi en
« temps utile pour qu'elles puissent être discutées avant

« la fin de la présente session, repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour (1) ».

Deux actes furent la conséquence de ce vote. Par circulaire du 10 avril 1907 (2), le Ministre du Travail instituait une série de tolérances qui élargissaient les dérogations légales ou visaient certains cas particuliers.

Par un projet de loi déposé à la Chambre le 31 mai 1907 (3), le Gouvernement proposait d'inscrire dans la loi de 1906 les dérogations admises à titre de tolérances par la circulaire du 10 avril. Le projet prévoyait aussi pour les boulangers, les hôtels et restaurants, des régimes spéciaux caractérisés par le *repos groupé*.

Ce projet de loi fut renvoyé à la Commission du travail avec de nombreuses propositions de loi émanant de l'initiative parlementaire, ayant pour objet de modifier la loi du 13 juillet 1906. Ce sont, dans l'ordre chronologique, les propositions : 1° de M. Cornand ; 2° de M. Trouin ; 3° de M. Georges Berry ; 4° de M. Engerand ; 5° de MM. Empereur et Chion-Ducollet ; 6° de M. Cosnard ; 7° de M. Depasse ; 8° de MM. Lehoucq et Marc Réville ; 9° de M. Violette ; 10° de M. Guillemet (4).

Il y eut sur le projet du Gouvernement et sur l'ensemble de ces propositions, un rapport de M. Zévaès (5), au nom de la Commission du travail, déposé le 12 mars 1908. Mais la discussion n'eut pas lieu. Ni le rapport, ni le projet n'ont été repris après le renouvellement

(1) *J. O.*, 24 mars 1907, Ch. dép. : texte, p. 811 ; vote, p. 813.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 5.

(3) Doc. parl., n° 1007, *J. O.*, p. 444.

(4) Cf. RÉVILLON : *Le Repos hebdomadaire*, th. Lyon, 1908, Ch. VI, p. 203.

(5) Doc. parl., n° 1578, *J. O.*, p. 217.

de la législature, en 1910 : ils ont été ainsi frappés de caducité. Il en fut de même de la plupart des propositions de loi émanant de l'initiative parlementaire.

Il existait seulement, au 1^{er} janvier 1913, en instance à la Commission du travail de la Chambre, quatre propositions, ayant pour objet de modifier la législation sur le repos hebdomadaire : ce sont les propositions de M. G. Berry, du 3 novembre 1910 ; de M. Ballande, du 31 janvier 1911 ; de M. Raoul Péret, du 5 avril 1911 ; de M. Aubriot, du 12 décembre 1912. Citons encore une proposition de loi de M. Engerand, du 14 juin 1910, relative au repos hebdomadaire dans les chemins de fer d'intérêt local, renvoyée à la Commission des Travaux Publics (1).

Enfin à la date du 19 mai 1913, le Ministre du Travail déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi relatif à l'application des prescriptions sur le repos hebdomadaire aux Halles centrales de Paris.

Ainsi, quant au fond, la législation de 1906 subsiste sans modifications, malgré l'ordre du jour du 23 mars 1907. Elle a été simplement étendue aux clercs des études des offices ministériels par l'article 95 de la loi de finances du 13 juillet 1911. Un décret du 21 janvier 1909 l'a rendue applicable à l'Algérie (2).

Quant à la forme, la loi du 13 juillet 1906 a été abrogée par la loi du 26 novembre 1912, à la suite de la pro-

(1) D'après l'Etat des projets et propositions de loi au 1^{er} janvier 1913, *Bull. Off., Trav.*, janvier 1913, p. X.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 8 ; V. loi de codificat., 26 nov. 1912, art. 6 § 1^{er}. — Le décret du 12 février 1913 qui prévoit l'extension du L. II du Code du Trav. à la Martinique, prescrit seulement le repos du dimanche pour les enfants et les femmes occupés dans l'industrie : *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 57. Même observation au sujet du décret du 7 sept. 1913 (application du L. II. à la Guadeloupe).

mulgation du Livre II du Code du Travail dans lequel ses dispositions ont été incorporées (1).

Pour compléter et préciser le texte légal plusieurs règlements d'administration publique ont été rendus ; ce sont les suivants :

1° Décret du 24 août 1906, organisant le contrôle de l'application de la loi du 13 juillet 1906, modifié par le décret du 13 juillet 1907 ;

2° Décret du 14 août 1907, complétant la nomenclature des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement, modifié par les décrets des 10 septembre 1908 et 30 avril 1909 ;

3° Décret du 16 mars 1908, déterminant la nomenclature des catégories d'établissements admises aux dérogations de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1906, en ce qui concerne les femmes et les enfants, abrogé et remplacé par le décret du 29 avril 1913 ;

4° Décret du 31 août 1910, déterminant les dérogations particulières au repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu.

La loi du 13 juillet 1906 ayant été abrogée, ces décrets manqueraient de base légale si l'article 4 de la loi de codification du 26 novembre 1912 n'avait prévu leur maintien « jusqu'à ce qu'ils aient été modifiés par des actes nouveaux ». A la première modification, ces règlements seront en conséquence abrogés et remplacés par de nouveaux décrets, pris en vertu des dispositions du Livre II du Code du Travail. Au 1^{er} octobre 1913, un seul des anciens décrets avait été abrogé et remplacé, ainsi qu'il résulte de la liste ci-dessus.

De nombreuses circulaires ont été adressées par le

(1) Code Trav., Livre II: art. 17, 30 à 50, 93, 95, 96, 107, 111, 120, 159 à 162, 178, 182, 184.

Ministre du Travail aux inspecteurs divisionnaires du travail et aux préfets au sujet de l'application de la loi du repos hebdomadaire. Au 1^{er} octobre 1913, leur nombre s'élevait à 37, dont 22 pour les années 1906 et 1907. Les plus importantes sont les deux instructions générales du 3 septembre 1906 et du 10 avril 1907 et les circulaires des 20 juillet et 9 août 1906 et du 15 janvier 1913, relatives à l'octroi des dérogations par les préfets (1).

En somme, la circulaire du 10 avril 1907 a inauguré un régime d'application très libérale qui a calmé l'agitation dans les milieux patronaux. Mais les tolérances qu'elle prévoit dépassent les limites légales et elles ne sont légitimes qu'à la condition de préparer l'application intégrale de la loi, non de lui faire échec. Admises à titre provisoire, elles doivent être progressivement retirées : la Chambre elle-même qui les avait provoquées par le vote de l'ordre du jour Sarrien, adoptait dans la deuxième séance du 20 janvier 1911 une résolution invitant le Ministre du Travail à réviser les circulaires sur le repos hebdomadaire afin d'assurer la stricte application de la loi.

Toutefois, si l'agitation générale du début s'est apaisée, des difficultés qui méritent d'être notées se sont encore produites : nous les exposerons au cours de cette étude. La plus grave d'entre elles, dans le domaine commercial, nous paraît être l'affaire de « La Samaritaine », à Paris : par décision du 29 novembre 1912, le Conseil d'Etat admettait l'extension d'une dérogation accordée par le Préfet à des établissements spécialisés, aux rayons de ce grand magasin vendant les mêmes ar-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 161, 163, 168 ; 1907, p. 5 ; 1913, p. 5.

tibles ; cet arrêt a suscité de vives protestations dans le monde des employés et amené le dépôt de la proposition de loi Aubriot du 12 décembre 1912.

Mais, d'autre part, la jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Cour de Cassation accomplissait son rôle régulateur en fournissant des indications stables et précises pour la solution des cas litigieux. C'est ainsi qu'utilisant les multiples décisions du Conseil d'Etat en la matière, la circulaire précitée du 15 janvier 1913 donne aux préfets des instructions générales et détaillées sur l'autorisation et le retrait des régimes exceptionnels.

CHAPITRE PREMIER

Champ d'application

SECTION I

Etablissements et professions.

Considérations générales. — L'article 30 du Livre II du Code du Travail (ancien art. 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906) qui définit le champ d'application des prescriptions légales sur le repos hebdomadaire, vise les établissements industriels et commerciaux et leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Le commerce — qui fait l'objet spécial de notre étude — est donc visé dans une formule générale, non par une nomenclature d'établissements. C'est là une innovation de la loi du 13 juillet 1906. Les précédentes lois de réglementation du travail, en particulier celles qui régissent le travail commercial, énumèrent des catégories d'entreprises : la loi du 29 décembre 1900, relative aux sièges des employées, s'applique dans « les magasins et boutiques » et la loi du 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité, assujettit les « laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement ».

La proposition de loi votée par la Chambre comportait une nomenclature de ce genre. L'article 1^{er} visait notamment « les services du département, de l'Etat et de la commune, les cuisines des hôtels, restaurants, pâtisseries et des autres établissements de l'industrie de l'alimentation, caves, chais et entrepôts, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement ». Le Conseil supérieur du travail s'est prononcé contre le procédé de l'énumération, dans la crainte que certaines professions ne fussent omises et exclues contrairement à la pensée du législateur (1). La Commission sénatoriale s'est rangée à cette manière de voir.

Nous avons dit dans l'Introduction (2), ce qu'on pouvait entendre par commerce, en réglementation du travail. Sont assujetties à ce titre toutes les entreprises soumises à l'article 30 du Livre II du Code du Travail qui ne sont pas comprises dans la nomenclature de l'article 1^{er} du même texte.

En somme, les diverses entreprises commerciales auxquelles s'appliquent les prescriptions légales sur le repos hebdomadaire pourraient être classées de la manière suivante :

1° Commerce de gros :

2° Commerce de détail (nouveautés, chaussures, bimbeloterie, etc...) ;

3° « Petites industries » et commerces de l'alimentation ;

4° Services et soins personnels, non domestiques (en-

(1) Conseil sup. trav., 13^e session, 1904: intervention COUPAT, p. 72; vote, p. 83.

(2) Voir p. 3.

treprises de location, coiffeurs, hôtels, maisons de santé, théâtres, etc...);

5° Entreprises de transports par terre, autres que les chemins de fer (tramways notamment).

D'après le rapport annuel de la Commission supérieure du travail, le nombre des établissements commerciaux soumis à l'obligation du repos hebdomadaire se serait élevé, en 1912, à plus de 211.000 (1).

Ce chiffre nous paraît être inférieur à la réalité, surtout avec la définition large que nous avons donnée du commerce : d'après les statistiques du recensement de 1906, le nombre des établissements commerciaux et des entreprises de transports par terre occupant un personnel, s'élèverait à près de 293.000 (2).

Sur ces 293.000 établissements, 270.000 environ occupent 1 à 5 employés (3) : la proportion des petites et moyennes entreprises serait donc, d'après ces chiffres, de 92 0/0.

Aucune loi de réglementation du travail ne comporte un champ d'application aussi vaste que la loi codifiée du 13 juillet 1906. C'est ainsi que 9.622 établissements qui échappent aux prescriptions légales sur l'hygiène et la sécurité (art. 65 du Livre II du Code du Travail, ancien art. 1^{er} de la loi de 1893-1903) sont soumis à la législation du repos hebdomadaire (4). Le législateur,

(1) Rapports, 1912, tableau p. LXV.

(2) « Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 4 mars 1906 », 1910, tome I^{er}, II^e partie : commerce, 277.697 (p. 119); manutention et transports par terre, 15.010 (p. 238-239); soit 292.707.

(3) Statist. Recens. 1906, tome I^{er}, II^e Partie: établissements commerciaux de 1 à 5 employés, 257.151 (p. 122); manutention et transports par terre, 12.743 (p. 238-239); soit 269.894.

(4) Rapports, 1912, tableau p. VI.

en inscrivant dans la liste des établissements admis à donner le repos par roulement, les hôpitaux, maisons de retraite et d'aliénés, maisons de santé, pharmacies, entreprises d'informations et de spectacles, musées, expositions, etc... (1), a indiqué *ipso facto* qu'il entendait donner un sens très compréhensif aux termes « établissement commercial » par lesquels sont désignées, de façon large et sommaire, les entreprises commerciales assujetties.

Ces considérations générales permettent d'apercevoir l'ensemble du champ d'application de l'article 30 sus-visé, quant au commerce ; mais il importe d'en tracer les frontières exactes d'après les instructions administratives et les décisions de jurisprudence.

Agriculture et commerce. — Viser seulement l'établissement industriel et commercial, c'est écarter l'exploitation agricole (2). L'agriculture avec ses longs chômages et ses périodes de travaux urgents, se prête difficilement à la réglementation. Le repos du dimanche est d'ailleurs normalement pratiqué dans les campagnes, à l'exception des époques de grands travaux, tels que vendanges et moissons. Les repos supprimés sont largement compensés par les chômages résultant des intempéries et des saisons. De plus, les travaux agricoles qui s'effectuent en plein air, ne comportent pas, au point de vue de l'hygiène, les inconvénients du travail à l'atelier ou dans les bureaux et magasins.

Mais il advient souvent que, suivant la loi économique de l'intégration, l'exploitation agricole se complète

(1) V. Code Trav., L. II, art. 38 (ancien art. 3, Loi 1906).

(2) Un amendement présenté à la Chambre par M. FOURNIER visant « les travailleurs des champs » a été repoussé à la séance du 27 mars 1902 : V. *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 72.

par des entreprises annexes qui présentent intrinsèquement un caractère commercial. Lorsque de tels services ne sont pas le complément nécessaire de l'exploitation agricole en ce sens qu'on pourrait aussi bien les concevoir comme entreprises distinctes et que, d'autre part, un personnel spécial leur est affecté, ce personnel doit bénéficier du repos hebdomadaire légal: ainsi, les magasins de vente de graines appartenant à des *producteurs de semences* et les magasins de vente de plantes et de fleurs appartenant à des *horticulteurs*, avec personnel spécialisé, sont assujettis (1).

L'applicabilité de la loi aux *expéditeurs de fruits et légumes* de diverses localités des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse a été contestée par les intéressés qui prétendaient relever de l'industrie agricole. L'administration, au contraire, a considéré ces expéditeurs comme chefs d'établissements commerciaux; ils achètent, en effet, sur le marché des produits qu'ils emballent et envoient sur les marchés des grandes villes de l'Europe pour les revendre avec bénéfices: « Ils font donc des actes de commerce et sont, par suite, de véritables commerçants » (2). Il a été même admis que les ateliers où les producteurs font procéder au triage et à l'*emballage des primeurs* par un personnel distinct de celui occupé à l'exploitation agricole, sont des services commerciaux, assujettis en conséquence (3).

L'*élevage* est une branche de l'agriculture. Toutefois, chez les *laitiers nourrisseurs*, quand le personnel agricole est nettement distinct du personnel commercial, ce-

(1) Cf. lettre minist. 23 avril 1907, *Bull. Insp. Trav.* 1907, p. 544.

(2) Rapports, 1908, p. LVII et lettre minist. 16 juillet 1909, *Bull. Insp. Trav.* 1911, p. 29.

(3) Lettre minist. 29 avril 1909: *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 36.

lui-ci doit bénéficier du repos hebdomadaire. Le Ministre du Travail estime, dans sa lettre du 22 juillet 1909 (1), que la solution contraire aboutirait, sans motifs juridiques, à placer les laitiers-nourrisseurs dans une situation plus favorable que celle des crémiers, leurs concurrents.

Lorsque le personnel n'est pas différencié en personnel agricole et personnel commercial, il conviendra, d'après la même lettre, de rechercher, pour chaque espèce, quel est le caractère prédominant de l'entreprise : selon qu'elle apparaîtra comme principalement agricole ou commerciale, elle échappera à la loi ou y sera soumise. L'assujettissement à la patente sera un élément d'appréciation. Cette règle donnée au sujet des laitiers nourrisseurs pourra servir de criterium dans bien des cas analogues.

Plusieurs propriétaires de *porcheries* installées dans les environs des abattoirs de la région de Lyon avaient refusé de donner le repos hebdomadaire. Le service de l'Inspection du travail a provoqué des poursuites en se basant sur un arrêt de la Cour de Cassation du 12 juin 1907 (2), qui déclare que l'individu exploitant une industrie consistant dans l'élevage et la vente d'animaux est commerçant, alors qu'il est obligé d'acheter tout ce qui lui est nécessaire pour la nourriture des animaux et que son industrie ne constitue pas l'exploitation d'un fonds agricole. Les contrevenants ont été condamnés en simple police (3).

Les *écoles de dressage de chevaux* sont considérées comme des établissements agricoles au regard de la

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 173.

(2) *Ch. Requ.*, Dalloz, 1907, I.427.

(3) *Rapports*, 1908, p. LVII.

législation sur le repos hebdomadaire, d'après la circulaire ministérielle du 22 mai 1913 (1), à la suite d'un avis émis dans ce sens par le Comité consultatif des Arts et Manufactures. Il faut entendre par écoles de dressage « les établissements qui ont pour objet de recevoir des chevaux pour les dresser, les entraîner et les préparer pour la vente, la remonte, les concours ou les hippodromes, que ces animaux leur soient confiés moyennant rétribution et pour un temps par leurs propriétaires ou qu'ils aient été achetés pour être revendus après dressage et complet développement, et qu'ils joignent ou non à leurs opérations de dressage un enseignement d'équitation ». Par contre, ne sont pas des écoles de dressage, mais bien des entreprises commerciales « les établissements qui ne servent qu'à recevoir en pension les chevaux et voitures des particuliers ou qui en détiennent pour les donner en location ou pour faire des transports ».

Transports. — Bien qu'elles soient parfois qualifiées d'industrie, nous avons classé dans le commerce les entreprises de transport pour les raisons générales exposées ci-dessus et parce que la circulation des marchandises nous paraît être un aspect de l'activité commerciale ; quant à la circulation des voyageurs, elle constitue essentiellement une entreprise de services personnels.

Les transports ne sont pas tous assujettis à la législation du repos hebdomadaire par suite d'une exclusion formelle édictée par l'art. 30 §2 du Livre II du Code du Travail (ancien article 17 de la loi de 1906) à l'égard des entreprises de *transport par eau* et des *chemins de fer*.

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 244.

En ce qui concerne les *transports par eau*, l'exclusion de la législation de 1906 se fonde, d'après les travaux préparatoires (1), sur l'impossibilité de la leur appliquer. Cependant l'article 28 de la loi du 17 avril 1907, relative à la sécurité de la *navigation maritime* et à la réglementation du travail à bord des navires de commerce, a prescrit le repos hebdomadaire, dans certaines conditions, pour le personnel des navires.

L'exclusion des entreprises de transport visées par l'art. 30 § 2 est considérée comme absolue ; l'absence de dispositions spéciales pour certaines d'entre elles, n'entraîne pas leur assujettissement au régime de 1906. Ainsi les *transports fluviaux*, la Compagnie des Bateaux Parisiens par exemple, ne sont astreints à aucune prescription de repos hebdomadaire : il s'agit d'ailleurs d'entreprises privées dont l'exploitation n'est pas régie par cahier des charges, mais simplement soumise aux règlements généraux sur la police de la navigation.

Le service de l'Inspection du Travail avait exigé que les *employés de bureau des Compagnies de navigation* obtinssent le repos hebdomadaire ; mais la Cour de Cassation, dans un arrêt du 18 janvier 1908 (2), a estimé que « la disposition de l'article 17 est générale ; qu'elle « s'étend à tous les employés et ouvriers qui concourent « au fonctionnement du transport ; que, dès lors, il n'y « a lieu de faire des distinctions non prévues par le « texte et qui seraient, par suite, arbitraires. »

Il s'agissait en l'espèce des bureaux d'une *agence maritime et de transit*. Mais il résulte des motifs que, pour le commerce de transit, l'agence eût été assujettie s'il ne s'était agi d'un commerce accessoire, sans personnel

(1) V. Rapport POIRRIER, *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 132.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 259.

spécial. Ainsi le service de l'Inspection a exigé et obtenu l'observation du repos hebdomadaire chez les *transitaires* du port de Dunkerque qui sont en même temps agents maritimes de lignes déterminées (1).

Dans son projet du 12 mars 1908, la Commission du travail de la Chambre proposait de réduire l'exclusion des transports par eau au personnel embarqué et d'appliquer la loi aux bateaux-omnibus.

A l'égard des *chemins de fer*, l'exclusion se fonde, ainsi qu'il résulte des travaux préparatoires et des termes mêmes de l'article 30 § 2, sur l'existence de dispositions spéciales qui régissent le travail dans ces entreprises. Cette réglementation particulière se trouve dans plusieurs arrêtés du Ministre des Travaux Publics, notamment l'arrêté du 9 mai 1906 (2), modifiant deux arrêtés du 4 novembre 1899 sur la durée du travail et des repos : 1° des mécaniciens et chauffeurs ; 2° des agents des trains, — l'arrêté du 17 avril 1908 (3) sur les heures d'ouverture et de fermeture des gares de marchandises les jours de semaine et les dimanches et jours de fêtes ; d'autre part, les Compagnies par lettre collective du 21 septembre 1906, ont pris l'engagement de donner à leur personnel cinquante-deux jours de repos par an, et le Ministre des Travaux Publics, par circulaire du 12 juin 1907 (4), a donné des instructions pour rendre effectif cet engagement. Il faut signaler, en outre, que pour les nouvelles concessions de lignes de chemins de fer départementaux et régionaux, les Ministres des Travaux Publics et du Travail exigent l'insertion, dans les cahiers des charges, de clauses relatives au

(1) Rapports, 1911, p. LI.

(2) *Bull. Off. Trav.*, juillet 1906, p. 735.

(3) *Bull. Off. Trav.*, juillet 1908, p. 677.

(4) BRUNEAU, *Le Repos hebdomadaire*, 1907 ; Annexes, p. 337.

repos hebdomadaire du personnel. Cette exigence trouve actuellement une base légale certaine dans l'article 126 de la loi de finances du 8 avril 1910, concernant les chemins de fer secondaires, d'intérêt local et les tramways, et dont le § 2 est ainsi conçu : « Les conventions « ou cahiers des charges, annexés à l'acte déclaratif « d'utilité publique d'une voie ferrée, devront à l'avenir « comprendre les dispositions relatives aux conditions « du travail..... du personnel » (1).

L'exclusion des chemins de fer se limite, en principe, aux services qui font partie intégrante de ces entreprises. Elles ne s'étend pas aux travaux de déchargement des wagons effectués sur le quai particulier d'un *embranchement industriel* par les ouvriers de l'établissement intéressé (arrêt de la Cour de Cassation du 4 août 1911 (2)). Toutefois, il faut l'étendre aux travaux qui ont un rapport intime et nécessaire avec l'exploitation proprement dite des chemins de fer, même si le personnel occupé à ces travaux est au service d'un sous-traitant. Ainsi il a été admis qu'une *entreprise de nettoyage des wagons* de voyageurs dans les gares n'est pas soumise à la législation de 1906 (Lettre ministérielle du 14 octobre 1912) (3). La même solution doit être donnée en ce qui concerne le service des *wagons-restaurants* et des *wagons-lits*.

Des contestations se sont élevées au sujet des *buffets des gares*. Dans un arrêt du 14 novembre 1908 (4), la Cour de Cassation s'est prononcée en faveur de l'assujettissement de cette catégorie d'entreprises : elle a

(1) *Bull. Off. Trav.*, juin 1910, p. 636.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 343.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 394.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 415.

estimé que les diverses obligations imposées au concessionnaire de buffet par la Compagnie de chemins de fer, ne modifient pas le caractère de l'établissement commercial qu'il exploite ; bien que les locaux affectés au buffet soient une dépendance de la voie ferrée, l'établissement est essentiellement distinct de l'entreprise de transport exploitée par la Compagnie (1).

Il ne faut pas comprendre parmi les transports exclus comme chemins de fer, les *chemins de fer industriels et miniers* non affectés à un service public, ni les *tramways* (Circulaire ministérielle du 17 décembre 1906) (2). L'assujettissement des tramways est d'ailleurs nettement confirmé par la jurisprudence de la Cour de Cassation (arrêt de la Chambre des Requêtes du 17 mai 1907 (3). Toutefois une distinction s'impose, comme l'indique la circulaire du 22 mai 1907 (4) : parmi les entreprises de tramways, « les unes destinées au transport
« des voyageurs et, dans certains cas, des messageries,
« sont établies dans les villes ou leur banlieue ; elles
« comportent des voyages journaliers très fréquents et
« constituent, en quelque sorte, des services d'omni-
« bus sur rails ; les autres relient des centres le plus
« souvent éloignés, ayant pour objet de permettre le
« transport, entre ces points, non seulement des voya-
« geurs, mais de marchandises, et ne pouvant être dif-
« férenciées des chemins de fer, ni au point de vue des
« conditions d'établissement, ni à celui du mode d'ex-
« ploitation, sont, en réalité, malgré leur dénomination,

(1) Voir Rapports, 1908, p. LV. — Cf. lettre minist., 27 février 1908 : *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 13.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 354.

(3) *Dalloz*, 1908, I. 317.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 547.

« de véritables chemins de fer d'intérêt local ». La première catégorie de tramways est seule assujettie aux prescriptions légales sur le repos hebdomadaire.

L'application de la loi aux *cochers* et *chauffeurs* des entreprises de louage de voitures a été contestée : cette contestation portant, non sur le caractère commercial de la profession ou de l'entreprise, mais sur la qualité d'employé des cochers et chauffeurs, la question sera examinée dans la Section suivante qui traite des « Personnes protégées » (1).

Emplois domestiques et emplois commerciaux. — Les *gens de maison*, les domestiques attachés à la personne n'exercent pas une profession commerciale et, par conséquent, ne bénéficient pas du repos hebdomadaire légal. « L'application de la loi à cette catégorie « de travailleurs, déclarait M. Poirrier dans son rapport au Sénat, aurait exigé, en effet, pour le contrôle, l'ingérence de l'inspecteur dans chaque maison, dans chaque famille » (2).

Mais si les domestiques occupés et rémunérés directement par un particulier sont écartés, les employés d'une entreprise qui fournit des services domestiques et des soins personnels sont considérés comme exerçant une profession commerciale.

À la séance de la Chambre du 8 mars 1907, développant son interpellation « sur la situation du personnel domestique des hôtels et restaurants de villes de saison », M. Engerand (3) se prononçait pour l'inapplicabilité de la loi à ce personnel, parce que domesti-

(1) Voir ci-après, p. 60.

(2) Rapport POIRRIER, *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 120.

(3) V. discours ENGERAND; *J. O.*, 9 mars 1907, p. 610.

que. Mais dans un arrêt du 6 juillet 1907 (1), la Cour de Cassation réfute nettement cette théorie : les *garçons d'hôtel* ne peuvent être assimilés aux gens de maison bourgeoise, car bien qu'appelés à rendre des services à la personne des voyageurs, ils ne sont pas attachés à leur personne ; ils coopèrent à l'exploitation de l'établissement commercial de leur patron.

Pour le personnel des *cercles*, la lettre ministérielle du 3 octobre 1908 (2) fait une distinction selon le mode de gestion de l'établissement. Dans les cercles exclusivement dirigés par un Conseil d'administration nommé par les membres et n'ayant pas pour objet de réaliser des bénéfices, le personnel doit être considéré comme occupé à des travaux domestiques non visés par la loi. « Il y aurait lieu, au contraire, de requérir l'application de la loi dans les cercles qui constitueraient de « véritables entreprises commerciales cherchant à réaliser des bénéfices : c'est le cas, par exemple, des « cercles qui prévoient des distributions de dividendes « à leurs actionnaires, et, en général, du plus grand « nombre de cercles dits « ouverts » pour lesquels le « personnel occupé ne saurait être considéré comme « étant exclusivement affecté au service domestique « personnel des membres du cercle. Il en serait de « même dans un cercle n'ayant aucun caractère commercial, dans le cas où le personnel ne dépendrait « pas de l'administration du cercle, mais relèverait « d'un soumissionnaire. L'entreprise de ce dernier pos« sède en effet un indéniable caractère commercial qui « entraîne l'assujettissement des employés qu'il oc-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 61.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 379. — Cf. lettre minist. 9 juillet 1913 : *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 254.

« cupe. » (Lettre ministérielle précitée du 3 octobre 1908).

La Cour de Cassation a jugé implicitement dans un arrêt du 23 avril 1910 (1), explicitement dans un arrêt du 15 décembre de la même année (2), que le personnel et en particulier les *valets de pied des casinos* sont des employés bénéficiaires de la législation du repos hebdomadaire; les motifs de l'arrêt du 15 décembre 1910, au sujet d'un casino et d'un cercle, rappellent ceux de l'arrêt susvisé du 6 juillet 1907, relatif à un hôtel : ces valets de pied rendent des services aux particuliers qui fréquentent le casino sans être attaché à leur personne ; ils coopèrent au bon fonctionnement du casino et du cercle (3).

En ce qui concerne le cercle, l'arrêt du 15 décembre 1910 est, sur un point, la confirmation de la doctrine administrative émise dans la lettre du 3 octobre 1908 (4).

A Limoges, l'Agence nationale d'affichage qui exploite les chalets de nécessité, prétendait que les femmes qui les desservent doivent être considérées comme attachées à un service domestique. Cette interprétation n'a pas été admise. Les *cabinets publics d'aisance et de toilette* ont été compris, avec l'approbation du Conseil d'Etat, dans le décret du 14 août 1907 qui complète la nomenclature des établissements admis à donner le repos par roulement (5).

Il est à remarquer que les mêmes professions, selon

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1910, p. 142.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1910, p. 255.

(3) V. Rapports, 1910, p. LII.

(4) Voir ci-dessus, extraits lettre minist., 3 octobre 1908, § final.

(5) V. Rapports, 1909, p. XXIV, *in fine*.

qu'elles sont exercées au service d'un particulier et de sa famille ou pour les besoins d'une entreprise commerciale, changent de caractère : ainsi le *concierge* d'un immeuble destiné à l'habitation est un domestique et échappe à la législation du repos hebdomadaire, tandis que le concierge d'une entreprise commerciale est, au contraire, un employé au sens de l'article 30 du Livre II du Code du Travail (1). La même distinction pourrait être faite entre le *cocher* d'une voiture particulière et tel cocher d'un loueur de voitures.

Certains commerçants avaient prétendu que la loi ne s'appliquait pas aux *hommes de peine* ou *garçons de course* affectés au service des magasins et désignés sous le nom de « domestiques » : l'Inspection du travail dut réclamer en leur faveur le bénéfice de la loi (2). »

Carrières libérales et professions commerciales. — Les professions libérales sont celles qui offrent un caractère scientifique ou artistique prédominant : l'exercice de ces professions ne comporte pas de règles précises de durée et s'accommoderait difficilement d'une réglementation à cet égard. Les carrières libérales échappent à la législation du repos hebdomadaire : ainsi les *secrétaires* ou *aides des littérateurs*, *artistes-peintres* ou *sculpteurs*, des *compositeurs de musique*, des *médecins*, *chirurgiens*, *dentistes*, *vétérinaires*, ne sont pas assimilés aux employés de commerce. Mais cette exclusion ne s'étend pas aux *photographes*, *architectes*, *pharmaciens* dont le travail est plus régulier et dont la profession présente un caractère commercial

(1) V. Circ. minist., 3 sept. 1906 : *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 169.

(2) Rapports, 1907, p. LXIX, *in fine*.

plus marqué. Quant aux bureaux des *banques, compagnies d'assurances, agents d'affaires*, leur assujettissement est certain.

Les pharmacies sont indiquées dans l'article 38 du Livre II du Code du Travail qui donne la nomenclature des établissements admis de droit à la dérogation du roulement. Il en est de même d'autres établissements sur la nature desquels on pouvait hésiter : ainsi les *hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé* (1) et encore les entreprises de *journaux, d'informations* et de *spectacles*, les *musées* et *expositions*.

Mais même dans ces établissements, la loi s'applique exclusivement au personnel employé et ouvrier. D'après la circulaire ministérielle du 3 septembre 1906 (2), « le « législateur n'a entendu viser ni les *médecins* dans « les hôpitaux ou maisons de santé, ni les *rédacteurs* « pour les journaux (3), ni les *acteurs* dans les théâtres. Il ne semble pas douteux, au contraire, que le « personnel de service et le personnel administratif « soient soumis au repos hebdomadaire ». Une lettre ministérielle du 12 novembre 1908 (4), indique formellement qu'il faut comprendre dans le personnel de service d'une maison de santé « les employés du service médical et de la surveillance (infirmiers et infirmières) » ;

(1) L'énumération précise des cliniques et établissements hospitaliers est due à un amendement du sénateur REYMOND : V. débats parl. : *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 412.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 172.

(3) Un amendement DELAHAYE, interdisant de « rédiger, composer ou imprimer aucun journal » le dimanche, a été repoussé par le Sénat : V. débats parl. : *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 240 à 243.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 384.

cette catégorie de personnel, d'après une lettre ministérielle du 13 avril 1908 (1) concernant une maison d'aliénés, ne saurait être assimilée aux domestiques attachés à la personne.

On s'est demandé si les *élèves pharmaciens*, pendant les trois années de stage auxquelles ils sont astreints par les règlements scolaires, doivent bénéficier légalement du repos hebdomadaire. Dans sa lettre du 2 décembre 1907 (2), le Ministre du Travail se prononçait dans le sens de l'affirmative, parce que ces élèves « comme les employés, concourent par leur travail à « l'exercice d'une profession commerciale ». Le décret du 26 juillet 1885 qui prescrit le stage professionnel, ne contient d'ailleurs aucune disposition sur les rapports entre le patron pharmacien et le stagiaire ; il paraît donc les laisser dans une situation identique à celle des employés et patrons ordinaires (3).

Si, dans les théâtres, les acteurs doivent être exclus du bénéfice de la loi, il n'est pas contestable que les *machinistes*, les *ouvreuses* et même les *préposés à la location* (4) ont droit au repos hebdomadaire. Que décider à l'égard des *figurants*, *ballerines*, *choristes* et *musiciens* ? Convient-il de les assimiler aux acteurs ou aux employés ? Sans doute, ils concourent avec les acteurs à l'exécution artistique de la représentation ; cependant, leur travail est plus régulier, moins nettement artistique ; pour la plupart, éléments anonymes d'un ensemble, ils pourraient être mis alternativement au repos, et remplacés au besoin, sans que le succès du

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 47.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 703.

(3) V. Rapports, 1907, p. LXVII.

(4) Voir sur les *préposés à la location*, Rapports, 1908, p. LIX.

spectacle fût compromis. L'Administration n'a jamais invité le service de l'Inspection du travail à requérir l'application de la loi à ce personnel (1).

Il résulte de la jurisprudence du Conseil d'Etat que les *Caisses d'Epargne* sont assujetties, attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi de 1906 (Code Trav., L. II, art. 30), « il est interdit d'occuper plus de six jours « par semaine un employé... dans un établissement « commercial... de quelque nature qu'il soit... même « s'il a un caractère... de bienfaisance » (Décision du Conseil d'Etat du 17 mai 1907) (2). Les Caisses d'Epargne figurent au décret du 14 août 1907, dans la nomenclature complémentaire des établissements admis au régime du roulement.

Consulté sur l'assujettissement des *institutions d'enseignement privé*, le Ministre de l'Instruction Publique a adopté l'avis émis par le Comité du Contentieux de son département, en date du 16 avril 1907, aux termes duquel la loi n'est pas applicable dans ces établissements. Le Comité rappelle que « la doctrine et la jurisprudence refusent la commercialité aux actes des directeurs d'établissements d'enseignement privé » ; il estime, d'autre part, que « l'article 1^{er} (3), en assujettissant à son action l'établissement industriel et commercial, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel, indique manifestement que les établissements d'enseignement échappent à la loi, puisqu'il a cru devoir préciser la nature spéciale de ceux qu'il y

(1) Il est intéressant de noter que le bénéfice de la juridiction prud'homale a été reconnu aux choristes, artistes et musiciens comme employés d'une entreprise commerciale.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 578.

(3) Actuellement art. 30 du L. II du Code Trav.

« soumet exceptionnellement... » L'avis du Comité est ainsi conçu : « Les établissements d'enseignement privé « recevant, moyennant une rétribution, des externes ou « des internes, ne sont pas rangés au nombre des éta- « blissements assujettis aux dispositions de la loi du « 13 juillet 1906, et leur personnel de toutes catégories « ne peut point, par conséquent, en demander l'appli- « cation. » *A fortiori*, les établissements publics d'en- « seignement du même ordre sont écartés du champ d'ap- « plication de la loi.

Enfin, des *employés des services des cultes* ont demandé, dans les circonscriptions de Bordeaux et de Lyon, à jouir du repos hebdomadaire légal. D'après le rapport annuel de la Commission supérieure du travail pour l'année 1910, cette requête ne pouvait être accueillie, en l'état actuel de la législation. Au sujet d'une demande d'indemnité formée contre le curé par le sonneur de cloches d'une église à raison d'un accident dont il avait été victime, il a été jugé « que le mi- « nistère exercé par le défendeur n'est ni une indus- « trie, ni un commerce », que la législation des acci- dents du travail ne saurait, par suite, être appliquée en l'espèce (Tribunal civil du Havre, 17 mars 1910). Il convient donc d'adopter la même solution, en ce qui concerne les prescriptions légales sur le repos hebdomadaire (1).

Offices ministériels. — Parmi les professions libérales, il faut signaler tout particulièrement les officiers ministériels. La loi du 13 juillet 1906 ne leur était pas applicable. Le Sénat, dans la séance du 29 juin 1906, avait d'ailleurs repoussé un amendement Delahaye, qui

(1) Rapports, 1910, p. LII.

se proposait d'étendre aux *clercs de notaire* le bénéfice de la nouvelle législation (1). La circulaire ministérielle du 3 septembre 1906 déclarait que « si la jurisprudence « admet comme professions commerciales, les *agents de change*, les *courtiers*, elle ne reconnaît pas le caractère commercial aux *officiers publics* (notaires), « ni aux *avoués*, *huissiers*, etc... » (2). Une circulaire du 2 mai 1907 (3) indiquait que les *courtiers d'assurances maritimes* et les *courtiers interprètes et conducteurs de navires* sont de véritables officiers publics comme les notaires et devaient, comme ceux-ci, être exclus du champ d'application de la loi.

Mais au cours de la discussion de la loi de finances pour l'exercice 1911, la Chambre des Députés adoptait, le 13 avril 1911, un amendement de MM. Lemire et Veber ayant pour but d'étendre aux « *clercs des études* dans les offices ministériels » le bénéfice du repos hebdomadaire (4). Cette disposition qui devint l'article 95 de la loi de finances du 13 juillet 1911, est actuellement insérée dans l'article 51 du Livre II du Code du Travail. C'est, à l'égard de la législation de 1906, une disposition extensive et non pas interprétative, car les *clercs* ne sont pas des employés d'entreprises commerciales : c'est une exception au principe de l'exclusion des professions libérales.

D'après les débats parlementaires, il appert que le

(1) V. Débats parl., *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 375-386.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 169.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 15.

(4) Débats parl.: Ch. Dép., 2^e séance, 13 avril 1911, adoption, *J. O.*, 14 avril, p. 2037; Sénat, 2^e séance, 7 juillet 1911, disjonction, *J. O.*, 8 juillet, p. 1194; Ch. Dép., 1^{re} séance, 10 juillet 1911, adoption maintenue, *J. O.*, 11 juillet, p. 2700; Sénat, 2^e séance, 11 juillet 1911, adoption, *J. O.*, 12 juillet, p. 1276.

législateur s'est préoccupé principalement des *clerks de notaire, d'avoué et d'huissier*. Consultée par le Ministre du Commerce au sujet de l'applicabilité de l'article 51 précité aux courtiers d'assurances maritimes et aux courtiers interprètes et conducteurs de navires, la section compétente du Conseil d'Etat (1) s'est prononcée pour la négative, « considérant qu'il résulte, tant des « termes mêmes de cet article que des travaux prépa- « ratoires qui en ont précédé l'adoption, que les dispo- « sitions dont il s'agit ne se rapportent qu'aux seuls « *offices judiciaires*, qui possèdent des chambres de dis- « cipline et dont le fonctionnement est soumis, par l'in- « termédiaire du Parquet, au contrôle supérieur du Mi- « nistre de la Justice » (Avis du 20 décembre 1911) (2).

Faut-il inférer de cet avis que les offices judiciaires qui ne comportent pas de chambres de discipline, comme les greffes, ne sont pas assujettis ? Ce serait, nous semble-t-il, donner une portée excessive à la disposition du § 2 de l'article 51, relative au contrôle, qui vise les chambres de discipline, que de l'utiliser pour réduire le champ d'application de la disposition essentielle du § 1^{er} du même article. Outre qu'on pourrait imaginer un autre système de contrôle, la surveillance n'est pas rendue impossible par le défaut de chambre de discipline puisque, dans ce cas, le parquet, qui est également visé au § 2, s'y trouve substitué.

Faire de la chambre de discipline le criterium de l'assujettissement serait, dans certaines corporations, comme celle des avoués, créer une dispense illogique

(1) Section des Travaux Publics et des Postes et des Télégraphes, de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 56.

en faveur des officiers ministériels qui, sur certains points du territoire, en raison de leur petit nombre, ne possèdent pas cette institution.

Aussi la circulaire du Garde des Sceaux du 20 juillet 1911 (1) prescrivait-elle aux Procureurs généraux de donner des instructions en vue de l'application de la législation sur le repos hebdomadaire « non seulement « aux chambres de discipline des officiers publics et « ministériels, mais aussi aux *greffiers* de première instance et de paix, ainsi qu'aux officiers publics et « ministériels, avoués, commissaires-priseurs ou autres « ne relevant pas d'une chambre de discipline ».

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux sera incessamment appelé à préciser la portée exacte de l'article 51 : en effet, M. Joly, greffier de justice de paix à Versailles, dans un pourvoi par lequel il défère au Conseil d'Etat un arrêté préfectoral du 27 mars 1913 qui lui refuse le bénéfice d'une dérogation à l'obligation du repos du dimanche, soulève l'exception d'inapplicabilité.

Services publics en régie ou concédés. — Les établissements et services publics sont ceux qui dépendent de l'Etat, des départements ou des communes (2). Mais il faut distinguer, parmi ces établissements ou services, ceux qui concourent à l'exercice de la puissance publique et ceux qui ne sont que des organismes de gestion.

La circulaire ministérielle du 14 avril 1906 (3) établit

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 323.

(2) Il faut ajouter à l'Etat, aux départements et communes, les « établissements publics » au sens du droit administratif : par exemple, les Chambres de Commerce.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 11.

cette distinction pour l'application des prescriptions sur l'hygiène et la sécurité du travail : « Il n'est pas douteux que le législateur n'a nulle part exprimé l'intention de soumettre la puissance publique agissant « comme telle au contrôle de l'Inspection du travail ». Faisant application de ce principe, cette circulaire écarte les bureaux des *trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers, percepteurs*, etc... Cette interprétation doit être utilisée pour l'application des prescriptions légales sur le repos hebdomadaire.

D'après la même instruction, il conviendrait d'écarter les services « n'ayant pas d'équivalent parmi les entreprises privées ».

Par argument *a contrario*, il faudrait donc assurer l'observation du repos hebdomadaire dans les bureaux de l'administration des *postes et des télégraphes*, puisque les entreprises privées de télégraphie (câbles sous-marins) sont reconnues assujetties (lettre ministérielle du 19 novembre 1908) (1), d'autant que l'application dans les bureaux de postes des lois de 1893-1903 sur l'hygiène et la sécurité a été admise (2).

La question fut soulevée à la Chambre, au cours des travaux préparatoires de la loi de 1906, par M. Sembat. Le Ministre du Commerce, sans opposer d'objection de principe, estimait qu'en raison de la dépense qu'entraînerait l'application complète du repos hebdomadaire dans les postes, il fallait procéder par étapes (3). C'est le même argument financier que faisait valoir le Ministre des Travaux Publics, répondant à M. Zévaès, au

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 335.

(2) *V. Circ.*, 6 juin 1904 : *Bull. Insp. Trav.*, 1904, p. 197.

(3) *Ch. Dép.*, 27 mars 1902 : *V. Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 61, 62 et 65.

cours de la discussion du budget des Postes et des Télégraphes, à la séance de la Chambre du 3 décembre 1906 (1). De même à la 2^e séance de la Chambre du 21 novembre 1912, au cours d'une discussion analogue, le Sous-Secrétaire d'Etat des Postes répondait à M. Aubriot : « ... Assurément nous voudrions donner
« à tout le personnel le repos hebdomadaire ; mais nous
« ne le pouvons que dans la mesure des crédits dont
« nous disposons. Nous avons ordonné la fermeture
« des bureaux de poste le dimanche à 10 heures du
« matin ; nous assurons à notre personnel un repos au
« moins tous les dix jours, et à mesure que les disponibilités budgétaires le permettront, nous ferons
« mieux... » (2).

Des difficultés se sont produites au sujet de certains établissements se rattachant à l'organisation militaire : une lettre ministérielle du 22 décembre 1906 (3) a déclaré la loi applicable au personnel civil des *cantines régimentaires* et une lettre du 9 janvier 1911 a décidé que les *manutentions militaires* (4) gérées par des adjudicataires occupant un personnel exclusivement civil, sont soumises aux prescriptions sur le repos hebdomadaire.

A la suite d'un procès-verbal dressé au directeur de ses *entrepôts*, la Chambre de Commerce de Nantes contesta l'application de la loi sur le repos hebdomadaire en l'espèce. Le directeur, poursuivi en simple police, a été condamné (5).

(1) V. *Bull. Off. Trav.*, janvier 1907, p. 64.

(2) V. *Bull. Off. Trav.*, décembre 1912, p. 1366.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 361.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 30.

(5) Rapports, 1910, p. 1. et 199.

La Cour de Cassation a rendu trois arrêts au sujet de l'application de la loi dans les services municipaux.

L'arrêt du 7 juillet 1911 (1) décide, au sujet du service des *pompes funèbres*, que « si le concessionnaire « que la commune est autorisée à se substituer se propose de réaliser un profit personnel et peut, dès lors, « être considéré comme dirigeant un établissement industriel ou commercial, il en est autrement de la commune quand elle assure directement ce service ; dans « ce dernier cas, en effet, la commune se borne à accomplir une des prescriptions de la loi (2) en vue « d'un service d'intérêt public et par suite sa gestion n'a « pas le caractère d'une entreprise industrielle et commerciale ;... si l'article 1^{er} du décret du 14 août 1907 « désigne les entreprises de pompes funèbres au nombre des établissements admis à donner le repos par « roulement, il n'a pu viser que les entreprises substituées aux communes... »

L'arrêt du 2 novembre 1911 (3) décide que « les préposés de *l'octroi*, agents d'un service public, ne sauraient être, à aucun titre, considérés comme les employés d'un établissement industriel et commercial, « lors même qu'ils sont sous les ordres d'un fermier d'octroi. »

L'arrêt du 3 mai 1912 (4) estime que « le service de « *l'enlèvement des boues* lorsqu'il est assuré directement par les communes constitue un service public,

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 196, et Rapports, 1911, p. LI.

(2) Loi du 28 décembre 1904 relative aux inhumations, art. 2 : « Le service extérieur des pompes funèbres... appartient aux communes à titre de service public... »

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 348, et Rapports, 1911, p. LII.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 176.

« l'administration municipale ayant, aux termes de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, mission de veiller à tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques ; si le concessionnaire que la commune s'est substitué se propose de réaliser un profit personnel, et peut dès lors être considéré comme dirigeant un établissement industriel ou commercial, il en est autrement de la commune quand elle assure directement ce service, alors qu'elle n'a d'autre but, en l'organisant, que de se soumettre aux lois d'hygiène et de salubrité publiques, en pourvoyant à la propreté de ses rues, sans aucun esprit de lucre ; ... si l'article 1^{er} du décret du 14 août 1907 désigne les entreprises d'arrosage, de balayage, de nettoyage et d'enlèvement des ordures ménagères au nombre des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement, il n'a pu viser que les entreprises concédées en vertu de l'article 133 de la loi du 5 avril 1884 » (1).

Cette jurisprudence nous suggère deux ordres d'observations. En premier lieu, il nous paraît que l'arrêt du 2 novembre 1911, d'une part, et les arrêts du 7 juillet 1911 et du 3 mai 1912, d'autre part, sont contradictoires : pourquoi le fermier d'octroi ne serait-il pas soumis à la législation du repos hebdomadaire, alors qu'il est admis que le concessionnaire des pompes funèbres

(1) Il est à noter qu'antérieurement, à Bourges, un entrepreneur d'enlèvement de boues qui n'accordait pas le repos hebdomadaire avait été acquitté : mais cette entreprise présentait un caractère agricole, car c'étaient les mêmes ouvriers qui ramassaient les boues et les transportaient, pour les répandre comme engrais, dans des terrains appartenant à l'entrepreneur. — Cf. Rapports, 1906, p. LX.

ou de l'enlèvement des boues y sera assujetti ? Il s'agit, dans les trois cas, d'après les motifs mêmes des arrêts, de « service public ». Objectera-t-on que le fermier d'octroi est un auxiliaire plus direct de la puissance publique ? Mais on ne peut soutenir qu'il participe à quelque degré que ce soit à l'exercice de la puissance publique, car, c'est un principe essentiel du droit moderne, que cette puissance est inaliénable ; elle ne peut être concédée ; nous sommes donc ici dans le domaine de la gestion publique comme dans les autres cas. Dirait-on que le décret du 14 août 1907 visant les entreprises de pompes funèbres et l'enlèvement des ordures ménagères, la Cour Suprême n'a pas prononcé dans ces deux espèces une décision d'exclusion absolue, comme dans le cas de l'octroi, afin de tenir compte de ce texte ? Cet argument pourrait expliquer la jurisprudence de la Cour de Cassation, mais ni cette jurisprudence, ni cet argument, ne nous permettent de formuler une règle générale et rationnelle sur l'assujettissement des établissements publics.

En second lieu, dans les arrêts du 7 juillet 1911 et du 3 mai 1912, la Chambre criminelle distingue le service public selon qu'il est en régie ou qu'il a été l'objet d'une concession. Dans le premier cas, ce service n'aurait aucun caractère commercial, parce que la commune ne se préoccupe que de l'observation de lois d'ordre public, « sans aucun esprit de lucre » — c'est la formule du second de ces arrêts. Faire dépendre de la sorte le caractère commercial de l'établissement, non de la nature intrinsèque du travail (1), mais du but

(1) Il est intéressant de noter que, pour déterminer le caractère industriel du travail d'un ouvrier au service d'une ville, au regard de la législation sur les accidents du travail, la Cour de

poursuivi, c'est restreindre sensiblement le nombre des établissements publics commerciaux ; c'est aboutir dans la pratique à des distinctions choquantes, car des employés affectés aux mêmes occupations seront ou non protégés selon qu'ils seront au service d'un concessionnaire ou de la commune. On peut trouver dans cette conséquence un argument juridique contre la distinction de la jurisprudence, car il est évident que la protection que le législateur a entendu accorder aux employés est tirée de considérations relatives à la nature du travail : les mêmes travaux devraient donc être également réglementés. De plus, ce serait justice que l'administration publique accordât à son personnel les mêmes avantages qu'elle impose aux établissements privés en faveur d'un personnel similaire.

Un autre argument juridique contre cette distinction nous est fourni par le texte même du Code du Travail : l'article 38 — 6° du Livre II (ancien article 3 — 6° de la loi de 1906) indique les *musées* comme établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement. C'est donc qu'ils sont compris dans l'expression « établissement commercial » au sens de cette législation. Or les musées publics sont gratuits en règle générale ; ils ne poursuivent pas un but de lucre : dès lors, si une contestation relative à l'assujettissement d'un musée public gratuit était portée devant la Cour Suprême et qu'elle jugeât dans le sens de l'affirmative, elle désavouerait sa jurisprudence antérieure ; au contraire, fidèle à cette

Cassation estime qu'il faut s'attacher « uniquement à la nature de l'industrie », sans considérer le but désintéressé : Cf. C. C., Ch. civ., arrêt du 20 mars 1912 : *Bull. Off. Trav.*, juin 1912, p. 627.

jurisprudence, se prononcerait-elle négativement, elle méconnaîtrait la pensée du législateur (1).

SECTION II

Personnes protégées

Considérations générales. — L'article 30 du Livre II du Code du Travail prévoit l'application des prescriptions sur le repos hebdomadaire en faveur des « employés ou ouvriers » du commerce et de l'industrie.

Il résulte de ces termes que *le patron* astreint à donner le repos hebdomadaire à ses ouvriers et employés, n'est pas tenu de le prendre lui-même. C'est d'ailleurs une des caractéristiques de la réglementation actuelle du travail de ne pas limiter l'activité personnelle de l'employeur. Prescrire la fermeture des magasins serait déroger à ce principe (2).

Rappelons ici que seul le travail commercial ou in-

(1) Objectera-t-on que la comparaison n'est pas possible parce que le musée devrait être considéré comme établissement du « domaine privé » ? Quel que puisse être l'intérêt juridique de cette théorie de droit administratif, nous ne pouvons que constater qu'elle aboutirait, en réglementation du travail, à des distinctions pratiquement regrettables.

(2) A cet égard, on peut comparer au système de fermeture la proposition de loi Justin GODART, relative à l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie : cette interdiction atteindrait non seulement l'ouvrier, mais aussi le patron, même n'occupant aucun ouvrier (doc. parl. n° 2336, J. O., p. 181).

dustriel est protégé et que, par suite, les personnes exerçant, dans un établissement assujetti, des professions qui n'ont pas ce caractère, ne peuvent se prévaloir de la législation sur le repos hebdomadaire : ainsi les médecins dans les hôpitaux, la servante d'un commerçant, le jardinier d'un marchand-fleuriste.

D'après les données statistiques du recensement de 1906, le nombre des personnes occupées dans les établissements commerciaux, suivant la définition que nous en avons donnée (1), s'élèverait à 1.022.000 (2).

Nous examinerons ci-après, en utilisant les solutions de l'administration et de la jurisprudence, les litiges qu'a soulevés l'exacte détermination de la qualité d'employé. Il existe, en effet, des personnes que leur condition dans l'entreprise place sur la frontière du patronat : il convient donc de rechercher quand elles sont au-delà ou en deçà de cette frontière.

Bien que la question de savoir si le *personnel d'extra* doit être compris dans le personnel de l'établissement auquel le patron doit le repos hebdomadaire, pourrait entrer dans l'étude des « personnes protégées », il nous semble préférable d'en reporter l'examen au chapitre suivant qui traitera du repos collectif du dimanche : l'emploi d'extras est en effet lié étroitement à cette question à cause des répercussions qu'il entraîne sur le fonctionnement de ce régime (3).

Durée du travail et mode de rémunération. — Faut-il, pour l'application des prescriptions sur le repos heb-

(1) Voir ci-dessus p. 3 et 29.

(2) Exactement 1.022.428 : Statistiques Recens., 1906, T. I^{er}, II^e Partie (tableaux p. 238 à 252).

(3) Voir p. 83.

domadaire, considérer la durée du travail quotidien ? La question s'est posée pour les *porteuses de pain* dont la besogne est très pénible, bien qu'elles ne fournissent chaque jour que quelques heures de travail, tout au moins en cette qualité : certains patrons ne voulaient pas les considérer comme soumises à la loi (1). La Cour de Cassation a décidé, dans un arrêt du 2 août 1907 (2) que la prescription du repos hebdomadaire est « générale et absolue ; qu'elle s'applique dans tous les cas, « quelle que soit la durée du travail journalier de l'employé ou de l'ouvrier ».

Cette règle peut paraître rigide, mais il est évident que la solution inverse serait une source de fraudes et d'abus. Il est à remarquer, d'autre part, que ces employés fournissant un travail quotidien de courte durée pour telle entreprise, ne restent pas inactifs le reste du temps : en général, ils travaillent pour leur compte ou dans un autre établissement. Dans ce dernier cas, deux entreprises leur devront le repos hebdomadaire : rien de plus légitime d'ailleurs puisqu'ils ne seront exonérés d'une journée effective de travail dans la semaine, selon le vœu du législateur, que par l'addition de ces deux repos.

Pas plus que la durée du travail, il ne faut considérer le taux et la modalité de la rémunération. La qualité d'employé ne se confond même pas avec celle de *salaire* et tel sera « employé » qui ne recevra aucun salaire. En effet, nulle disposition de la législation de 1906 ne concerne le salaire ; d'autre part, la loi vise les établissements industriels et commerciaux, même s'ils ont le caractère d'établissements d'enseignement

(1) V. Rapports, 1906, p. LXII.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 601.

professionnel ou de bienfaisance : or, dans ces deux catégories, les personnes protégées ne sont généralement pas salariées. D'ailleurs, la Cour de Cassation a décidé, dans l'arrêt du 7 mars 1907 (1), que le patron doit le repos hebdomadaire « à toute personne occupée « par lui à un travail concourant à l'objet de son entreprise industrielle ou commerciale ; que la loi ne « fait aucune distinction entre les ouvriers ou employés « qui sont salariés et ceux qui ne le sont pas. »

A *fortiori*, le personnel rémunéré exclusivement par les *pourboires* de la clientèle ne perd pas le droit au repos hebdomadaire.

Un cas particulier s'est présenté. Un entrepreneur de transports chargé, par contrat avec la Compagnie des Chemins de fer P.-L.-M., du service des messageries, occupait à ce service des camionneurs à qui il laissait le soin de recruter un certain nombre d'enfants appelés à les secourir. Ces enfants ne touchant d'autre salaire que les pourboires des destinataires de colis, n'étaient donc ni recrutés directement, ni payés par le chef d'entreprise. Ils accomplissaient néanmoins un travail important, à tel point que, sans leur concours, le nombre des camionneurs eût dû être doublé. L'entrepreneur refusa cependant de les reconnaître comme ses employés et de leur donner le repos hebdomadaire. A la suite d'un procès-verbal du service de l'Inspection, il fut condamné par jugement du tribunal correctionnel de Saint-Etienne, en date du 22 juin 1907 (2). Le tribunal estime que « ces auxiliaires, en fournissant leur travail d'une façon « constante aux facteurs, sont devenus de véritables em-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 39.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 603, — Cf. Rapports, 1907, page LXVIII.

« ployés dont la surveillance incombe au chef d'industrie. »

C'est principalement en se basant sur le mode de rémunération de leurs *cochers* et *chauffeurs* que les Compagnies de louage de voitures et d'automobiles ont contesté l'applicabilité de la loi à ce personnel. Elles affirmaient que les cochers et chauffeurs sont de « véritables associés qui ne sont astreints à aucun travail régulier, ni à aucun contrôle, qu'ils sont par suite des gérants à la journée de l'exploitation de la voiture qui leur est confiée s'ils se présentent au dépôt (1). » Mais le tribunal de simple police de Paris, par jugement du 2 mars 1907 (2), a condamné la Compagnie « L'Urbaine » : d'après ce jugement c'est en vain que la Compagnie soutient que l'emploi du compteur taximètre fait du cocher le gérant à la journée de la participation ayant pour objet l'exploitation de la voiture qu'il conduit en partageant, dans la proportion de 75 0/0 pour la Compagnie et de 25 0/0 pour le cocher, la recette indiquée par le taximètre ; qu'en effet, travaillant soit à la moyenne, soit au taximètre, le cocher fournit toujours à la Compagnie son travail qui consiste à conduire la voiture, et que son salaire est toujours dans les deux cas représenté par la différence entre le montant total de la recette qu'il a perçue pour le compte de la Compagnie et la somme qu'il doit payer pour l'emploi du matériel ». Le tribunal de simple police de Rouen, saisi de la même question, s'est prononcé dans le même sens (3).

Un jugement du tribunal de simple police de Nancy

(1) Rapports, 1908, p. LVII.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 604.

(1) V. Rapports, 1909, p. XXXIV.

du 1^{er} décembre 1906 (1) estime qu'en raison de leur liberté d'action, les *commis-voyageurs* ne doivent pas être classés parmi les employés et qu'ils ne sont pas astreints à l'obligation du repos hebdomadaire. Dans cette interprétation, le commis-voyageur pourrait être comparé et assimilé au gérant (2).

Un jugement du tribunal de simple police de Libourne, en date du 10 août 1910, relaxait un chef d'établissement poursuivi pour infraction aux prescriptions sur le repos hebdomadaire, en se fondant sur ce que les deux personnes occupées le jour du repos dans le magasin étaient des commis-voyageurs à la commission et ne pouvaient dès lors être assimilées aux employés. La Cour de Cassation, par un arrêt du 3 juin 1911 (3), a annulé ce jugement « dans l'intérêt de la loi ». Il ne résulte pas de cet arrêt que les commis-voyageurs soient assujettis, mais qu'ils ne peuvent, sans être considérés comme employés, remplacer habituellement le jour du repos le personnel du magasin: cette interprétation n'est qu'une application de la jurisprudence de la Cour suprême sur la question des extras (4).

Dans une certaine mesure, on pourrait comparer aux commis-voyageurs, les *receveurs des maisons de vente à crédit* qui effectuent, avec les recouvrements, la vente sur échantillon à domicile : la lettre ministérielle du 22 mai 1908 (5) a décidé qu'ils doivent bénéficier du repos hebdomadaire.

La *participation aux bénéfices* n'est qu'une modalité

(1) Cf. Pic, *Traité élément. de Législat. Industrielle*, 1912, p. 664.

(2) Voir ci-après: *gérants*, p. 69.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 190.

(4) Voir ci-après *extras*, chap. II, p. 83.

(5) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 229.

du contrat de louage de travail ; elle ne transforme pas ce contrat dans sa nature essentielle et l'employé intéressé reste un employé auquel le repos hebdomadaire est dû (arrêt de la Cour de Cassation du 8 février 1908 (1)).

Il n'y a pas lieu de distinguer, au point de vue qui nous occupe le louage d'ouvrage du louage de services : quel que soit le mode de rémunération, l'employé doit jouir du repos hebdomadaire. Toutefois, quant à la faveur du contrat de louage d'ouvrage, le travail s'effectue d'une manière indépendante hors de tout contrôle patronal, il conviendra de rechercher si l'employé bénéficiaire de ce régime n'est pas un véritable gérant (2).

Dans le domaine industriel, la Cour de Cassation a déclaré que la loi n'est pas applicable aux *tâcherons*, c'est-à-dire à « ceux qui entreprennent un travail à la tâche, avec la faculté de l'exécuter eux-mêmes ou de le faire exécuter par d'autres (arrêt du 2 mars 1912 (3)). »

Associés et Sociétés. — D'une manière générale la qualité d'associé est exclusive de celle d'employé. Mais ce n'est pas là une règle absolue : il n'est pas possible de prétendre qu'un employé qui serait en même temps petit actionnaire de la Société anonyme qui l'occupe, perdrait de ce fait la qualité d'employé au sens de la législation de 1906 ; on ne pourrait lui dénier cette qualité et son droit au repos hebdomadaire que s'il exerçait,

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 69.

(2) Voir ci-après : *gérants*, p. 69.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 37. — Cf C. C. arrêt 26 avril 1913 : allumeurs de réverbères, application de la loi : *Bull. Insp. Trav.*, 1913, n^{os} 3 et 4.

dans l'entreprise, un travail de surveillance ou de direction (1).

D'autre part, la distinction de l'associé et de l'employé n'est pas toujours chose aisée. S'il s'agit de sociétés en nom collectif ou des « associés en nom » de la commandite, la qualité d'associé ne sera pas contestable en raison même des conditions de forme et de publicité auxquelles les sociétés commerciales sont, en règle générale, assujetties ; mais la question sera plus délicate s'il s'agit de *l'association en participation* que le Code de Commerce dispense de ces formalités (2). Ce n'est que par l'examen particulier des clauses de la convention qu'on pourra décider, dans chaque espèce, si l'on est en présence d'un contrat de louage de travail avec mode spécial de rémunération ou d'un acte d'association en participation.

Ainsi l'arrêt précité de la Cour de Cassation, en date du 8 février 1908 (3), s'est prononcé sur l'espèce suivante : par lettre à son employé, le patron déclare que, désirant prendre une part moins directe à la gestion, il entend remettre à cet employé « une grande partie de la direction » et le rémunérer par des appointements mensuels de 200 francs et 50 0/0 sur les bénéfices nets à la condition qu'ils ne soient pas inférieurs à 6.000 francs dans l'année. La Cour Suprême a estimé que « cette « convention n'a pas eu pour effet de transformer en un « contrat de société le louage de services qui existait entre les parties ; que c'est à titre de rémunération de « ses services dans la maison de commerce que B... reçoit, en sus de ses appointements fixes, une part dans

(1) Rapports, 1908, p. LVI, *in fine*.

(2) V. art. 49 et 50 du Code de Commerce.

(3) Bull. Insp. Trav., 1908, p. 69.

« les bénéfices ; que cette part ne lui est même accordée
« qu'à la condition que les bénéfices s'élèveront à un
« chiffre déterminé ; que F... reste le seul maître de
« l'affaire et que B... continue à se trouver vis-à-vis de
« lui dans un état de dépendance incompatible avec la
« qualité d'associé. »

Dans un jugement du 20 juin 1908 (1), le tribunal de simple police de Bergerac déclare que « c'est la contribution éventuelle aux pertes comme aux bénéfices qui distingue l'association en participation du louage de travail ; cela est tellement vrai que la jurisprudence, si elle admet une entière liberté, quant aux proportions d'intérêts et quant aux autres conditions dans un contrat de cette nature, cette liberté ne peut pourtant aller jusqu'à exonérer l'une des parties des pertes subies ».

De même examinant une convention intervenue entre un patron coiffeur et ses deux employés et présentée par les intéressés comme contrat de société en participation, le tribunal correctionnel de Cognac, par un jugement du 2 octobre 1912 (2), déclarait « qu'en laissant à S... (le patron) tout le fardeau de pertes que l'entreprise peut éprouver, les parties n'ont pu constituer une société (art. 1855 du Code Civil) ; qu'un ouvrier peut, il est vrai, convenir qu'il n'apportera à l'association que son industrie, sans contribuer aux pertes, celles-ci, si elles viennent à avoir lieu, étant néanmoins supportées par lui en une certaine mesure puisque l'absence de bénéfices fait qu'il ne sera pas rémunéré de son activité ; — toutefois que dans le cas présent l'hypothèse est tout autre, S.... allant jusqu'à prendre à

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 269.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 455.

« sa charge tous les risques de non paiement, d'où il
« résulte que le travail de R... et de B... recevra, quoi-
« qu'il arrive une rétribution, et qu'on pourrait envisa-
« ger le cas où ceux-ci réaliseraient un bénéfice, alors
« que celui qu'ils appellent improprement leur co-asso-
« cié aurait seulement des dettes à payer ; qu'une telle
« situation ne saurait résulter d'une société en partici-
« pation, les articles 1855 du Code Civil et 48 du Code
« de Commerce s'opposant à un tel état de choses... »

Cette jurisprudence nous fournit un double criterium :
1° n'est pas un véritable associé celui que la convention,
objet du litige, laisse vis-à-vis du principal intéressé dans
une situation de dépendance incompatible avec la qua-
lité d'associé ; 2° n'est pas un associé, par application
de l'article 1855 du Code Civil, celui qui se trouve di-
rectement ou indirectement exonéré de la participation
aux pertes (1).

Lorsque le contrat d'association en participation pré-
sente tous les caractères juridiques requis, il est difficile
de savoir s'il a été établi dans une intention frauduleuse,
pour enlever à l'employé le bénéfice du repos hebdoma-
daire. L'appréciation de cette intention frauduleuse dé-
pend des circonstances et appartient seulement au juge
du fait ; elle échappe au contrôle de la Cour de Cassa-
tion. C'est dans ces conditions que la Cour suprême a
été amenée, à l'occasion de l'application des prescrip-
tions sur le repos hebdomadaire, à accepter comme va-
lables deux contrats de sociétés en participation (ar-
rêts du 2 février et du 4 mai 1907) (2).

(1) L'application de l'article 1855 du Code civil à l'égard des
associations en participation est admise actuellement par la doc-
trine et la jurisprudence. Cf. Thaller : *Traité élémentaire de Droit
commercial*, 1910, p. 269, n° 477-3°.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 37 et 1908, p. 61.

Très rarement les tribunaux ont pu saisir la fraude et tenir en conséquence le contrat pour inexistant, tout au moins au regard de la législation de 1906 : on peut citer un jugement du tribunal de simple police de Toulouse, en date du 9 novembre 1912 (1), qui estime sans valeur un contrat de ce genre signé par le patron avec un employé mineur, non habilité à faire le commerce, et déclare ne voir « dans le moyen soulevé par le prévenu qu'un subterfuge imaginé pour éluder la loi. »

Des contrats d'association en participation qui, d'après les rapports de l'inspection du travail auraient « un caractère fictif », mais qui n'en remplissent pas moins en apparence toutes les conditions légales requises, existeraient en maint endroit. Le premier a été signalé à Roubaix (2) ; à Limoges, un marchand de chaussures s'est associé plusieurs employés ; à Bourges, un mécanicien en cycles, à Cusset un marchand de nouveautés, ont fait de même, ainsi qu'un grand magasin de confections de Châtellerauld ; des contrats similaires ont été signalés à Bergerac (3).

Il ne semble pas rigoureusement exact de dire que ces contrats ont un caractère fictif, en ce sens que dès qu'ils ont été opposés pour se soustraire à l'obligation du repos hebdomadaire, ils ne sauraient, à notre avis, être annulés par contre-lettres, car de telles contre-lettres dont la cause apparaîtrait illicite resteraient sans valeur (4). Sans doute le patron et l'employé pourront s'accorder pour ne donner, en fait, aucun effet au contrat d'association : mais le contrat n'en reste pas moins

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 460.

(2) *Rapports*, 1906, p. LXIII, *in fine*.

(3) *Rapports*, 1907, p. LXIX.

(4) V. art. 1131 et 1133 du Code civil.

valable juridiquement et l'employé pourra toujours en réclamer les avantages. Le patron risque ainsi d'être pris à son propre piège et ce risque l'empêchera le plus souvent de recourir à cette combinaison frauduleuse. En pratique, bien qu'on ait pu voir par les exemples précédents que le procédé a été utilisé, on peut affirmer qu'il ne s'est pas généralisé.

Certains de ces contrats, quoique nés du désir d'échapper à la loi de 1906, ont pu avoir pratiquement un caractère effectif et ce n'est pas un des côtés les moins curieux de la réglementation du travail que ces répercussions assez inattendues, dans quelques cas fort rares d'ailleurs (1).

L'assujettissement des *sociétés coopératives* a soulevé des litiges très délicats et que la jurisprudence n'a pas encore nettement résolus. La société coopérative de production pratique un travail industriel: or, il résulte d'un arrêt de la Cour de Cassation, en date du 28 mars 1901 (2), que « le caractère industriel du travail est indépendant du but dans lequel il est organisé et que ce caractère dépend uniquement de sa nature propre et de son objet ». C'est en invoquant cet arrêt, qu'une lettre ministérielle du 5 mai 1909 (3) décide l'assujettissement d'une *boulangerie coopérative*.

C'est par la même argumentation qu'un arrêt de la Cour de Cassation du 16 mars 1912 (4) déclare soumise

(1) Autre exemple du même genre: les progrès de la législation limitant la durée de la journée de travail dans l'industrie, notamment la loi du 30 mars 1900, ont amené dans certaines branches une légère recrudescence du travail à domicile. (V. Rapports, 1903 et 1904, p. XVI).

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1901, p. 160.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 163.

(4) *Bull. Off. Trav.*, juin 1912, p. 625.

à la législation sur le repos hebdomadaire une petite *laiterie coopérative*, non assujettie à la patente.

Il serait désirable que la même solution fût adoptée à l'égard des *sociétés coopératives de consommation* qui pratiquent un travail commercial « par sa nature et son objet ». Telle n'est pas semble-t-il la solution rigoureuse de la jurisprudence : nous avons déjà indiqué que, d'après la Cour de Cassation, le travail commercial se reconnaît non plus à sa nature mais au but poursuivi, à la différence du travail industriel (1). C'est ainsi que la législation sur les accidents du travail est déclarée inapplicable à une société coopérative de consommation ne vendant qu'à ses membres « attendu que le service d'intérêts que fait une société coopérative aux porteurs de parts sociales n'imprime pas à cette société le caractère commercial qui dépend uniquement du but qu'elle poursuit ; que les sociétés coopératives de consommation qui ne vendent pas au public n'ont pas pour but la réalisation de bénéfices ; que les sociétés civiles ont, comme les sociétés commerciales, une personnalité distincte de celle de leurs adhérents ; ...que l'inscription d'une société au rôle des patentes est une mesure fiscale sans effet sur la détermination du caractère civil ou commercial d'une société » (arrêt de la Cour de Cassation, Chambre civile, en date du 22 novembre 1911) (2).

De même, un arrêt de la Cour Suprême du 14 mars 1908 (3) déclare inapplicable la loi sur le repos hebdomadaire aux bureaux d'une *compagnie d'assurances mutuelles* contre l'incendie, attendu que ces bureaux

(1) Voir ci-dessus, p. 54.

(2) *Bull. Off. Trav.*, mars 1912, p. 305.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 71.

d'une « société purement civile ne constituent ni un établissement commercial, ni un établissement industriel ».

Commentant cet arrêt, le rapport de la Commission supérieure du travail pour l'année 1907 estime « regrettable, en fait, que l'applicabilité de la loi à des employés soit subordonnée à des considérations entièrement étrangères à leur genre de travail (1) ».

D'après les termes mêmes de l'arrêt précité du 22 novembre 1911, si l'assujettissement de la société coopérative de consommation peut être discuté lorsqu'elle ne vend qu'à ses membres, il semble *a contrario* que la vente au public crée le but de lucre et entraîne l'assujettissement. Dans ce cas, l'Administration ne considère comme soustrait à l'obligation du repos que l'administrateur délégué, le directeur ou telle autre personne qui en remplit les fonctions sous un titre quelconque (2). Les autres employés actionnaires ou associés ont droit au repos hebdomadaire ; à plus forte raison les salariés non associés (3).

Gérants. — Aux termes de l'article 159 du Livre II du Code du Travail (ancien art. 13 de la loi de 1906) les gérants, comme les chefs d'établissements, sont responsables en cas d'infraction aux prescriptions légales sur le repos hebdomadaire. Astreints à assurer ce repos au personnel, ils ne sont pas assujettis à le prendre eux-mêmes.

Mais il est évident que c'est seulement lorsque le gérant possède de véritables attributions patronales qu'il

(1) Rapports, 1907, p. LXV, *in fine*.

(2) Rapports, 1908, p. LVI.

(3) Cf. Lettre minist. 12 septembre 1911 : *Bull. Insp. Trav.* 1911, p. 324.

pourra être assimilé à un chef d'établissement soustrait personnellement à l'obligation du repos hebdomadaire.

La Cour de Cassation, dans de nombreux arrêts, s'est efforcée de dégager les attributions caractéristiques du véritable gérant. Elle déclare tel, dans un arrêt du 2 février 1907 (1), celui qui achète et vend les marchandises, engage, paye et renvoie les employés, détient ainsi une portion de l'autorité des chefs de l'entreprise et assume la responsabilité du bon fonctionnement de la succursale.

Un autre arrêt du 2 février 1907 (2) estime que la demoiselle F... est réellement le chef de l'établissement, attendu que « si elle reçoit nécessairement les instructions de C..., elle est libre et maîtresse dans la succursale, qu'elle y loge, n'a pas d'autre domicile et y paye sa cote mobilière sous la désignation de F..., « dame gérante ».

La Cour de Cassation a également décidé que, « sans qu'il soit besoin de déterminer le caractère juridique qui lie les gérants de succursales à la Société des Docks rémois, il suffit de constater qu'il ressort du contrat que ces gérants administrent les succursales sous leur responsabilité personnelle moyennant des remises qui leur sont faites sur la vente des marchandises, qu'ils fournissent un cautionnement ; — que si ces gérants sont soumis à certaines règles dans leur gestion et au contrôle de la Société, ils n'en ont pas moins l'administration et la direction effectives de la succursale ; que, dans ces conditions, on ne saurait les considérer comme rentrant dans la catégorie des ouvriers et employés désignés à l'article 1^{er} de la loi

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 38.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 589.

« du 13 juillet 1906 » (Arrêts du 7 juin et du 25 octobre 1907 (1).

Dans un arrêt du 2 août 1907 (2), la Cour Suprême considère comme gérant celui qui a pris l'engagement de se fournir exclusivement à tel établissement des produits faisant l'objet de son exploitation principale et de vendre ces produits à des prix déterminés sur lesquels il lui est alloué une certaine remise, lorsque d'autre part il choisit sous son entière responsabilité le personnel nécessaire à l'exploitation de son commerce et fixe librement les jours et heures d'ouverture de son magasin, que la licence et la patente sont à sa charge et qu'il est tenu, pour les locaux et le matériel à lui confiés, des obligations du locataire.

On pourrait citer dans le même sens d'autres arrêts de la Cour de Cassation en date des 19 janvier et 8 juin 1907, 11 mars 1909 et 8 juillet 1911 (3) : il n'apportent aucun élément nouveau à la jurisprudence que nous avons analysée.

En sens contraire, il faut signaler l'arrêt de la Cour de Cassation du 11 juillet 1912 (4) concernant une convention par laquelle « la gérance » d'un magasin est confiée à une personne pour une durée de cinq ans aux appointements mensuels de 150 francs et, en outre, la moitié des bénéfices nets, avec promesse de vente du fonds de commerce à l'expiration d'un délai de cinq ans. Une telle convention n'aurait conféré la qualité de gérante à l'intéressée « que dans le cas où, tant au point de vue « de la direction de l'établissement que de la liberté et

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 595 et 1908, p. 65.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 64.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 36 et 596; 1909, p. 45; 1911, page 197.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 443.

« de la capacité commerciale qui lui auraient été reconnues, elle aurait été investie d'attributions inconciliables avec la qualité d'employé ».

Le gérant que la jurisprudence de la Cour Suprême reconnaît comme véritablement tel est celui qui dirige la maison avec une grande liberté et une égale responsabilité aux lieu et place du chef d'établissement : c'est le plus souvent un gérant de succursale.

Il semble donc que, dans la même maison ou succursale, il ne puisse exister qu'un gérant : les autres personnes ainsi qualifiées seront, en fait, subordonnées au gérant principal et véritable (1). Un arrêt de la Cour de Cassation en date du 6 mai 1910 (2), a refusé le titre de co-gérante à une employée parce que l'acte invoqué ne donnait à celle-ci ni liberté ni capacité commerciale et que les droits et obligations qui s'y trouvaient définis ne faisaient que « préciser les conditions d'un rôle de surveillance et comptabilité ».

La Cour d'Appel d'Agen a été saisie de l'interprétation d'un acte authentique par lequel un patron coiffeur donnait la gérance de son magasin à un de ses employés afin de pouvoir s'absenter souvent pour aller aux eaux et aussi pour préparer cet employé à prendre sa succession ; or, il ressortait des faits de la cause que le patron était présent dans le salon de coiffure avec le prétendu gérant au moment du procès-verbal, qu'il s'y tenait constamment, qu'il y servait les clients et encaissait la recette. La Cour d'Agen en a tiré cette conséquence, dans son arrêt du 26 décembre 1912 (3), que

(1) Cf. lettre minist. 21 juin 1912 : *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 150.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1910, p. 143.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 42.

l'employé, aux époques où son patron est présent, ne peut être considéré comme un véritable gérant dont la fonction essentielle est de remplacer le patron, qu'il redevient alors en fait un simple employé travaillant sous la direction du patron et auquel le repos hebdomadaire devait être donné (1).

Faut-il assimiler à un gérant l'employé qui remplace le patron pendant une absence d'une certaine durée ? Par suite des graves difficultés qui se produisent dans un certain nombre de petites entreprises lorsque le chef de l'établissement est appelé à accomplir une période d'instruction militaire, cette assimilation a été permise. Annoncée par le Ministre du Travail à la Chambre (2), cette solution a été consacrée par la circulaire du 10 avril 1907 (3). Mais, d'après la lettre ministérielle du 4 mai 1907 (4), l'autorisation est accordée à titre tout à fait exceptionnel et elle ne saurait être étendue à d'autres cas sans provoquer de graves abus (5).

A la suite de la définition du gérant donnée par la jurisprudence de la Cour de Cassation, il est aisé d'éviter les prescriptions légales sur le repos hebdomadaire en ce qui concerne les gérants de succursale : une adaptation convenable du contrat d'engagement y suffit

(1) Rapports, 1912, p. LVII, *in fine*.

(2) Ch. Dép., séance 23 mars 1907: *J. O.* 24 mars, p. 805, 3^e col.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 9.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 163.

(5) Un jugement du tribunal de simple police de Castres, en date du 1^{er} octobre 1907, refuse la qualité de gérant à un employé pendant les voyages du chef d'établissement (*Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 82): mais en raison de l'extrême dissemblance des cas de gérance et de remplacement, on ne peut tirer de conclusion générale de la solution de cette espèce particulière.

et plusieurs sociétés n'ont pas manqué de faire modifier les contrats afin d'y inscrire, par exemple, que le succursaliste est libre de fermer ou d'ouvrir aux heures qui lui conviennent (1).

Le rapport de la Commission supérieure du travail pour l'année 1911 signale « une vive campagne menée, « dans certaines localités, par les petits commerçants « contre l'immunité dont jouissent les gérants des éta- « blissements à succursales multiples à l'égard de la « loi sur le repos hebdomadaire (2). »

Membres de la famille. — La circulaire ministérielle du 6 novembre 1906, *in fine* (3), avait prescrit qu'il y avait lieu « d'exiger l'application de la loi aux membres « de la famille du patron lorsqu'ils sont véritablement « des employés ou ouvriers, ou qu'ils remplacent effecti- « vement des employés ou ouvriers de l'établissement « qui prennent leur repos ».

Cette formule générale a été précisée dans un sens plus libéral par la circulaire du 30 novembre 1906 (4) qui établit les « distinctions indispensables qu'un contrôle « à la fois vigilant et juste doit respecter, sous peine « de rendre excessif un principe en lui-même équita- « ble ». D'après cette circulaire, trois catégories de parents échappent à l'obligation du repos hebdomadaire :

1° La *femme* ne peut se voir appliquer la loi. Elle est, en fait, l'associée du mari, *lato sensu* : il ne s'agit pas ici d'association civile ou commerciale et le service de contrôle n'a pas à connaître des contrats de mariage.

2° Les *enfants* concourent, avec la femme, à la ges-

(1) V. Rapports, 1906, p. LXIII.

(2) Rapports, 1911, p. LII.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 348.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 350.

tion commerciale du patrimoine dont la garde appartient au père. Bien que la loi soit muette à leur sujet, l'intention du Parlement serait méconnue si on leur appliquait les dispositions légales.

3° Les parents, à un degré quelconque, qui sont, au sens civil ou commercial du mot, des *associés*, échappent également à la loi, non en qualité de « membre de la famille », mais en qualité d'associés, chacun d'eux ayant une part de gérance ou de direction.

Tous les autres membres de la famille, s'ils sont ouvriers ou employés, ont droit au repos hebdomadaire. La Cour de Cassation a confirmé cette théorie en décidant que la loi est applicable à la nièce de la directrice d'un établissement commercial, habitant avec elle et ne recevant aucun salaire. La Cour estime qu'il résulte « tant des articles 1^{er} et 2 (de la loi du 13 juillet 1906) que « de l'art. 18 et de sa référence à la loi du 2 novembre 1892, qu'il n'est fait d'exception qu'en faveur de la « femme, des enfants, des pupilles et des associés du « patron » (arrêt du 7 mars 1907 (1).

Conformément à cette jurisprudence, la lettre ministérielle du 1^{er} mai 1911 (2) assimile les *pupilles* aux membres de la famille non soumis aux prescriptions légales sur le repos hebdomadaire.

Les dispenses admises pour les membres de la famille du patron doivent logiquement s'appliquer aux personnes assimilées au chef d'établissement, associés et gérants. L'arrêt précité de la Cour de Cassation du 2 février 1907 (3) reconnaît cette dispense pour la femme du gérant.

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 39.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 160.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 33.

CHAPITRE II

Régime normal : Repos du dimanche

SECTION I.

Application et Particularités

Règles constitutives. — La législation sur le repos hebdomadaire comporte un régime normal et des régimes exceptionnels. Le repos collectif du dimanche constitue le régime normal ou de droit commun, celui qui doit être observé en l'absence de dérogation légalement reconnue ou spécialement autorisée.

La définition légale de ce régime est fournie par un ensemble de trois prescriptions :

1° Limitation de la durée hebdomadaire du travail : « Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier » — art. 31 du Livre II du Code du Travail (ancien art. 1^{er}, § 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906) ;

2° Fixation de la durée du repos : « Le repos hebdomadaire doit avoir une durée minima de 24 heures consécutives » — Code Trav., L. II, art. 32 (ancien art. 1^{er}, § 2 de la loi de 1906) ;

3° Désignation du jour du repos : « Le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche » — Code Travail, L. II, art. 33 (ancien art. 2, § 1^{er} de la loi de 1906).

Nous avons indiqué dans le chapitre Préliminaire (1) pourquoi le repos hebdomadaire devait, en règle générale, être fixé au dimanche et comment le législateur fut amené à adopter ce principe.

Quant à la durée du repos, le Conseil supérieur du travail avait émis le vœu qu'elle fût de trente-six heures consécutives (2). M. Jay déclarait, au cours de la discussion : « Il est indispensable que le travail ne puisse
« pas être organisé de telle façon que l'ouvrier ou l'em-
« ployé se trouve retenu au travail une grande partie
« de la nuit qui précède et aussi une grande partie de
« la nuit qui suit le jour du repos » (3). Cette précaution ne traduisait pas une crainte vaine, puisqu'un autre membre du Conseil, M. Honoré, signalait l'importance des ventes du samedi soir dans le commerce de détail et demandait pour ce commerce une réduction à trente heures, afin qu'on ait « six heures de non-coïncidence
« entre la fermeture du commerce de détail et la ferme-
« ture du commerce de gros, des administrations et de
« l'industrie pour que chacun puisse faire ses provi-
« sions. » A quoi M. Jay répondait que l'obligation des trente-six heures n'empêchait pas la prolongation du travail le samedi soir, mais assurait dans ce cas « auto-
« matiquement » une compensation le lundi matin (4).

Quoiqu'il en soit, M. Poirrier, rapporteur au Sénat, déclarait dans son rapport : « Nous disons vingt-quatre
« heures et non trente-six heures, comme le Conseil

(1) Voir ci-dessus, p. 8 et 20.

(2) Cons. sup. trav., 13^e session, 1904, p. 91. — La réduction à 24 h. n'était admise que pour les industries où le travail est « nécessairement » organisé par équipes.

(3) Cons. sup. trav., 13^e session, 1904, p. 86.

(4) Cons. sup. trav., 13^e session, 1904: interventions de MM. HONORÉ et JAY, p. 182 à 184.

« supérieur du travail. Le résultat sera le même. En « fait, dans les établissements où l'on ne travaille que le « jour, le repos sera de trente-six heures » (1). C'est la règle des vingt-quatre heures qui a prévalu.

Il convient de signaler que toute mesure de réglementation de la journée de travail dans le commerce aurait pour effet d'empêcher que la valeur du repos hebdomadaire ne soit diminuée par l'augmentation excessive du travail la veille ou le lendemain du repos (2).

L'obligation de donner vingt-quatre heures de repos le dimanche implique que ce repos sera donné de minuit à minuit : « S'il en était autrement, le législateur « n'aurait pas eu besoin d'autoriser par une stipulation « expresse le repos collectif du dimanche midi au lundi « midi ». (Circulaire du 3 septembre 1906 (2).

Facilités et difficultés d'application. — L'habileté commerciale est d'attirer la clientèle et par conséquent de tenir compte de ses habitudes dans l'organisation du travail. Les habitudes de la clientèle peuvent, dans

(1) Rapport POIRRIER: *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 120, *in fine*.

(2) On ne peut guère citer, sur cette matière, que le projet de loi du 7 juillet 1910 tendant à établir un repos ininterrompu de onze heures au moins entre deux journées de travail, pour le personnel des magasins et bureaux (Ch. Dép., doc. parl. n° 273, *J. O.*, p. 650): encore faudrait-il qu'il fût prescrit que ces onze heures ne peuvent être prises sur les 24 h. de repos hebdomadaire. — Signalons aussi sur la réglementation de la durée de travail dans le commerce, la proposition de loi déposée par M. Ghesquière, député, le 5 juillet 1910 (doc. parl., n° 2267, *J. O.*, p. 611) et une proposition de loi de M. de Mun, député, du 13 janvier 1911 (doc. parl., n° 668, *J. O.*, p. 48), ainsi que les discussions du Cons. sup. du travail dans sa session de nov. 1912 (V. Rapports et doc., et compte rendu de la 22^e session).

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 170.

certain cas, nuire à l'observation du repos du dimanche ; par contre, l'application progressive de la loi sur le repos hebdomadaire est de nature à réagir contre celles de ces habitudes qui ne sont pas rigoureusement commandées par des nécessités économiques.

Les rapports annuels de la Commission supérieure du travail constatent que la clientèle s'adapte au nouveau régime : « D'une façon générale, il semble que « l'importance des achats faits le dimanche diminue un « peu partout, sauf dans le commerce de l'alimenta-
« tion. » — « Le public prend de plus en plus l'habi-
« tude de faire ses achats en semaine quand tous les
« magasins sont ouverts » (1).

L'activité commerciale ne peut, en définitive, se trouver ralentie : si les achats du dimanche dominant, les ventes en semaine augmenteront, car les besoins de la clientèle qui règlent ces achats sont généralement indépendants de l'organisation de la vente. Des commerçants qui avaient sollicité des dérogations au régime normal, ont reconnu par la suite que l'augmentation des recettes du samedi et du lundi compensaient les pertes résultant du repos du dimanche (2).

Cependant, pour certains commerces, et dans certains cas, la recette perdue ne se retrouverait pas en semaine : il en est ainsi pour les commerces dont l'objet est de contribuer aux plaisirs du dimanche (tramways, spectacles, etc.) ; il en est de même lorsque des fêtes et foires dominicales provoquent une affluence exceptionnelle d'acheteurs. Des dérogations sont alors

(1) Rapports, 1908, p. LXI ; 1909, p. XXXVII.

(2) Rapports, 1907, p. LXXI.

admises dans le double intérêt du commerce et du public (1).

Un obstacle au repos du dimanche provient des marchés qui, dans certaines villes, se tiennent ce jour-là et attirent une clientèle nombreuse, ouvrière et rurale principalement. Maintes dérogations ont été accordées en conséquence (2). Il serait utile, pour maintenir le plus possible le repos du dimanche, de reporter ces marchés à un autre jour. C'est ce que certaines villes ont tenté (3). A l'exception des simples marchés d'approvisionnements dont la réglementation appartient au Conseil municipal (art. 68-13°, L. 5 avril 1884), la création, le changement et la suppression des foires et marchés sont décidés par le Conseil général sur la proposition des Conseils municipaux (art. 46-24° de la loi du 10 août 1871 et loi du 16 septembre 1879). Le Conseil général a pleins pouvoirs en cette matière et la décision définitive qu'il prend ne pourrait être annulée que pour excès de pouvoir ou violation de la loi (art. 47, L. 10 août 1871). Sans doute la fixation d'un marché au dimanche est de nature à entraver l'application des prescriptions relatives au régime normal de repos hebdomadaire ; mais il s'agit seulement d'une répercussion de fait et cette législation ne saurait être invoquée pour requérir l'annulation de la décision du Conseil général. Il appartient toutefois aux préfets, quand l'occasion se présente, d'éclairer les conseils généraux et municipaux sur les inconvénients des foires et marchés du dimanche au regard de l'application des prescriptions légales sur le repos hebdomadaire.

(1) Voir ci-après, notamment Ch. III, Sect. I et Ch. V, Sect. I.

(2) Voir ci-après, Ch. IV, Sect. II, *Autorisations directes*.

(3) Rapports, 1906, p. LXVI.

Il ne suffirait pas, en effet, de refuser toute dérogation au repos du dimanche pour amener le changement du jour de marché. Le commerce forain dans lequel le travail s'effectue généralement sans employés, avec le seul concours des membres de la famille, ainsi que les petits bouliquiers travaillant dans les mêmes conditions, profiteraient largement de cette situation au détriment des autres établissements de la localité (1). Normalement, en l'absence de marché, le grand et le moyen commerce supportent sans sérieux préjudice, la concurrence des petits magasins qui peuvent aisément fonctionner le dimanche sans employés par suite de la diminution de la clientèle ce jour-là.

Cependant le travail familial est regrettable, car si quelques-uns ont essayé de le représenter comme une faveur concédée au petit commerce à l'encontre des entreprises de quelque importance, il apparaît dans d'autres cas comme un moyen de fausser les conditions normales de la libre concurrence (2). Le petit commerçant dont la femme est malade ou dont les enfants sont en bas âge n'est pas moins intéressant que son concurrent qui peut se faire aider par sa famille et cependant la loi aboutit à favoriser celui-ci au détriment de celui-là. Le rapport de la Commission supérieure du travail pour l'année 1906 reconnaît que « les magasins gérés « par des patrons qui n'ont point d'enfants se trouvent « concurrencés par ceux qui, grâce à la présence de

(1) Sur la concurrence entre le commerce forain et le commerce local, voir interpellation BERRY, Ch. Dép., séance du 1^{er} mars 1907, *J. O.*, 2 mars, p. 534.

(2) Dans ce sens, voir les interpellations de M. LAFFERRE et de M. PUECH: Ch. Dép., séances des 1^{er} et 8 mars 1907, *J. O.* du 2 mars, p. 542, et du 9 mars, p. 608.

« nombreux enfants, peuvent ne diminuer en rien, pendant la journée du dimanche, leur activité du reste de la semaine : des plaintes sont formulées sur ce point dans toutes les circonscriptions ». D'autre part, dans nombre de petits établissements dirigés par des femmes veuves ou des patrons âgés qui ne peuvent fournir un travail personnel, l'observation du repos du dimanche peut mettre l'établissement dans un état d'infériorité à l'égard des petits établissements courants capables d'ouvrir par leurs propres moyens » (1).

Si le roulement est accordé pour des cas de cette nature, le même régime ne peut être refusé aux établissements commercialement similaires : l'exception se généralise et le régime normal risque de devenir l'exception.

Une autre forme de l'activité commerciale du dimanche résulte de l'inapplicabilité des prescriptions légales sur le repos hebdomadaire au gérant de succursale, dès qu'il dispose de certaines attributions patronales (2). Des petits commerçants qui renonceraient à travailler le dimanche sont incités au travail par la concurrence des gérants ; cette situation ne peut évidemment que susciter des demandes de dérogations de la part de commerçants qui accepteraient volontiers le régime du repos du dimanche si les non-assujettis, petits boutiquiers et gérants, s'y conformaient en fait (3).

Sur les frontières de Belgique et d'Allemagne, les commerçants français soumis au régime normal de repos hebdomadaire ont pu se trouver placés dans une si-

(1) Rapports, 1906, p. LXV. — Voir ci-après, Ch. IV, Sect. II, *Autorisations directes*.

(2) Voir ci-dessus, p. 69.

(3) Cf. Rapports, 1906, p. LXVI.

tuation défavorable à l'égard de leurs concurrents étrangers. Des faits de ce genre ont été signalés à Roubaix, Tourcoing, Nancy. Cependant, le repos dominical est obligatoire, en règle générale, en Belgique comme en Allemagne (1). Les préfets des départements situés sur les frontières ouvertes à la concurrence ne sauraient refuser aux commerçants français le bénéfice de régimes légaux équivalents aux dérogations au repos dominical dont peuvent jouir leurs concurrents effectifs à l'étranger : telle est la jurisprudence du Conseil d'Etat (décision du 7 juin 1907 (2)).

Personnel d'extra. — Le chef d'entreprise astreint à donner à son personnel le repos collectif, le dimanche ou tout autre jour, peut-il occuper un « personnel d'extra » en remplacement de ses employés mis au repos ?

Telle est la question des *extras*, l'une des plus délicates qu'ait soulevée la législation du repos hebdomadaire au double point de vue juridique et pratique.

L'Administration déclara tout d'abord que l'emploi d'extras le jour du repos collectif était illégal. Admettre cet emploi eût été donner aux établissements auxquels le roulement était refusé, les avantages essentiels de cette dérogation qui permet d'occuper un personnel tous les jours de la semaine.

« La loi ne permet point cette manière de faire. Elle « décide en effet, dans son article 2, § 1^{er} (C. Tr., L. II, « art. 33), que le repos hebdomadaire doit être donné « le dimanche. Et si la disposition générale de l'article 1^{er} reçoit satisfaction par l'emploi dans un éta-

(1) Rapports, 1906, p. LXVI. — Cf. interpellation BERRY, Ch. Dép., séance 1^{er} mars 1907, *J. O.*, 2 mars, p. 534.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 580.

« blissement d'un personnel permanent pendant six
« jours et d'un personnel d'extra le septième jour, il
« n'en est pas de même de la disposition du § 1^{er} de
« l'article 2... Tout établissement organisant un tel ré-
« gime doit être considéré comme donnant le repos par
« roulement. » (Circulaire du 9 août 1906, § 5) (1).

« Tout établissement soumis à un régime de repos
« collectif ne peut occuper aucun employé pendant la
« durée assignée à ce repos, sauf pour les travaux visés
« aux articles 4 et 5, § 1^{er} (C. Tr., L. II, art. 40 et 41).
« Il ne lui est pas permis notamment d'assurer pendant
« le repos collectif, par un personnel d'extra, la marche
« de l'industrie ou du commerce exercés. Cette manière
« de faire qui, en général, aurait pour but de tourner
« la loi, constituerait un repos par roulement. » (Circu-
laire du 3 septembre 1906) (2).

Cette thèse fut combattue à la Chambre au cours des
interpellations de mars 1907. M. Berry déclarait : « La
« loi ne dit pas que, si le dimanche le patron donne
« à ses employés et ouvriers le repos, il lui sera inter-
« dit d'engager des extras pour les remplacer. Les em-
« ployés et ouvriers bénéficient de leur jour de repos
« par semaine ; lorsqu'il le leur a donné, le chef d'éta-
« blissement a rempli ses obligations » (3).

Il est incontestable que, juridiquement, la première
doctrine administrative présentait un point faible : elle
présumait que les extras entraient dans le personnel
auquel le patron doit le repos hebdomadaire. Telle est
la question que la Cour de Cassation a particulièrement

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 164.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 170

(3) *Ch. Dép.*, séance 1^{er} mars 1907, *J. O.*, 2 mars, p. 532.

examinée et c'est la solution qu'elle lui a donnée qui gouverne sa jurisprudence en la matière.

La Cour Suprême a établi une distinction. D'après sa jurisprudence, entrent dans le personnel pour lequel le repos hebdomadaire est exigible, les extras occupés *habituellement* le jour du repos collectif : en conséquence, l'emploi des mêmes extras est impossible. Par contre, lorsque ces extras ne sont pas les mêmes, on ne saurait les considérer comme faisant partie du personnel de l'entreprise ; le repos hebdomadaire ne leur est pas dû et, par suite, leur emploi le jour du repos collectif est licite.

Le premier arrêt concernant les extras habituels et assujettis a été rendu le 19 janvier 1907 (1). La Cour déclare que « la loi du 13 juillet 1906 ne porte pas seulement défense, dans son article 1^{er}, d'occuper pendant plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ; qu'en même temps, elle exige, dans son article 2, que le repos hebdomadaire soit donné le dimanche, et que si, dans certaines conditions, un autre jour peut lui être substitué, le repos aussi bien dans ce cas, doit être donné d'une manière simultanée à tout le personnel de l'établissement ; — Que de la combinaison de ces dispositions, il résulte que, s'il n'est autorisé, soit de droit en vertu de l'article 3, soit par arrêté préfectoral, conformément à l'article 2, à donner le repos hebdomadaire par roulement à totalité ou partie du personnel, le chef d'entreprise ne peut, pendant la durée du repos collectif, occuper dans son établissement, d'une manière habituelle, de mêmes employés ou ouvriers, quoique ceux-ci n'y soient ap-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 34.

« pelés à aucun travail les jours ouvrables ; qu'aucune
« distinction n'ayant été faite entre les travailleurs oc-
« cupés dans un établissement selon qu'ils y seraient
« employés habituellement pendant un seul jour de la
« semaine, ou qu'ils y seraient employés habituellement
« pendant les autres jours, tous, indistinctement, cons-
« tituent, au sens de la loi, le personnel de l'entreprise,
« auquel, sous le régime institué par les art. 1^{er} et 2
« § 1^{er}, le chef d'établissement doit le repos collectif ;
« qu'il en est d'autant plus ainsi que le procédé consis-
« tant à faire alterner un personnel affecté au jour de
« repos avec un personnel affecté aux autres jours de
« la semaine, ne serait qu'une des formes du repos par
« roulement dont les art. 2 et 3 de la loi ont fait une
« caractéristique essentielle, d'une autre organisation
« du repos et du travail... » Dans le même sens, ont été
rendus les arrêts des 2 février et 20 avril 1907 (1).

L'inapplicabilité de la loi aux extras non habituels résulte, par argument *a contrario*, de la jurisprudence susvisée ; elle est d'ailleurs formellement consacrée par les arrêts du 4 novembre 1908 et du 12 février 1910 (2).

Aux termes de l'arrêt du 4 novembre 1908, « la loi
« n'oblige le patron à donner le dimanche le repos
« hebdomadaire qu'aux ouvriers et employés qui cons-
« tituent le personnel de l'entreprise et l'on ne saurait
« considérer comme faisant partie de ce personnel des
« travailleurs qui ne sont pas occupés habituellement
« dans l'établissement, soit les jours ouvrables, soit le
« dimanche, et dont chacun n'y a été employé qu'un
« dimanche, accidentellement, à titre d'extra ».

A fortiori, on doit considérer comme licite le concours

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 56 et 59.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 414, et 1910, p. 36.

exceptionnel que peut prêter au patron qui donne le repos du dimanche, une personne qui n'est pas à son service et venue seulement lui donner « un coup de main », en qualité de voisine et d'amie de famille (arrêt de la Cour de Cassation du 29 mars 1907) (1).

De même, le fait d'occuper, le jour du repos collectif, « par charité et pour faire une course » une personne qui n'est pas attachée à l'établissement, ne constitue pas une infraction parce que « l'emploi accidentel d'un tiers dans une maison de commerce pendant le jour « fixé pour le repos ne rentre pas dans les prévisions « de la loi du 13 juillet 1906 » (Arrêt de la Cour de Cassation du 4 mai 1907) (2).

Sans contester la valeur juridique de la distinction établie par la Cour Suprême entre les extras habituels et les extras accidentels, on ne peut nier qu'elle aboutisse, dans la pratique, à de regrettables conséquences. Cette jurisprudence, en effet, n'interdit pas l'emploi accidentel d'extras ; elle permet même de recourir chaque semaine au travail de ce personnel spécial, à la seule condition de ne pas occuper les mêmes individus. Il convient, en effet, de souligner que le terme « habituel » dont use la Cour se rapporte à la personne de l'extra, nullement à l'emploi d'extras.

Dès lors, il est possible et licite de recourir tous les dimanches, ou jours de repos substitués, à l'emploi d'extras, à condition de les changer. Exigence précaire puisque, en définitive, l'emploi d'extras se trouve admis. Dans certaines corporations astreintes au repos collectif, notamment chez les coiffeurs, les syndicats patronaux ont organisé dans plusieurs grandes villes un

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 59.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 719.

service de placement d'extras avec roulement entre les établissements intéressés (1).

Situation de l'employé le jour du repos. — Il convient d'envisager et de déterminer cette situation au double point de vue du *travail* et du *salaire*.

Au premier point de vue, il ne fait point de doute que, sauf dérogation, tout travail industriel ou commercial doit cesser le jour du repos : un arrêt de la Cour de Cassation du 6 juillet 1907 (2) casse un jugement d'après lequel « le prévenu n'avait pas privé ses « ouvriers du repos hebdomadaire auquel ils avaient « droit en les employant à un travail minime le jour « du repos. »

D'après la lettre ministérielle du 13 septembre 1911 (3), le repos devant assurer à l'employé « un jour de liberté pleine et entière » conformément à la jurisprudence de la Cour de Cassation (arrêt du 27 mai 1898, rendu sous l'empire de la loi du 2 novembre 1892 (4), il n'est pas possible d'appliquer ce jour-là aux infirmiers d'un asile la peine de privation de sortie; alors même qu'ils ne seraient astreints à aucun travail.

Il est même interdit à l'employeur d'effectuer le paiement de son personnel le jour du repos légal ou conventionnel (article 45 du Livre I^{er} du Code du Travail : ancienne loi du 7 décembre 1909 sur le paiement des salaires). Cette prescription consolide le repos hebdomadaire en déclarant illégale une pratique qui faciliterait la fraude.

(1) Cf. Rapports, 1909, p. XXXVIII.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 63.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 325.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1898, p. 330

Mais il faut se demander si le chef d'établissement peut, le jour du repos, occuper tel de ses employés à un travail qui ne présenterait pas le caractère industriel ou commercial, à une besogne domestique par exemple. Les prescriptions légales, peut-on dire pour justifier cet emploi, interdisent aux entreprises industrielles ou commerciales d'occuper leur personnel plus de six jours par semaine : interdire le travail agricole ou domestique qu'un employé de commerce pourrait effectuer chez son patron le jour du repos, serait ajouter à la loi.

Cette théorie nous paraît contestable. Sans doute il faut déterminer la nature industrielle ou commerciale de l'entreprise et du travail confié à l'employé pour affirmer son droit au repos hebdomadaire. Mais ce droit reconnu, il ne semble ni rationnel ni régulier d'admettre que le patron qui doit donner ce repos, puisse en priver l'employé par un simple changement d'occupation. A l'appui de cette doctrine, nous invoquerons tout d'abord le texte actuel des prescriptions légales ; tandis que l'ancienne loi du 13 juillet 1906 stipulait qu'il est interdit « d'occuper plus de six jours par semaine un « même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial... », le Livre II du Code du travail contient une prescription moins ambiguë puisqu'après avoir précisé, dans son article 30, que les dispositions de la Section sur le repos hebdomadaire s'appliquent « aux employés ou ouvriers occupés dans un « établissement industriel ou commercial », il stipule dans l'article 31, qu'il est interdit « d'occuper plus de « six jours par semaine un même employé ou ouvrier ».

En second lieu, nous citerons à l'appui de notre thèse l'arrêt susvisé de la Cour de Cassation du 27 mai 1898 d'après lequel le repos hebdomadaire doit assurer à

l'employé « un jour de liberté pleine et entière ». En outre, il est intéressant de noter que la Cour de Cassation, dans l'application des lois sur les accidents du travail, s'est, dans plusieurs cas, refusée à admettre comme un motif d'irrecevabilité de la demande d'un ouvrier ou d'un employé du commerce ou de l'industrie, le fait que l'accident était survenu au cours de l'exécution d'une besogne n'ayant pas un caractère industriel ou commercial (Cour de Cassation, Ch. civ., arrêts des 16 mai, 28 juin et 27 décembre 1911) (1).

Il est vrai qu'en fait le travail non commercial du dimanche aura généralement le caractère domestique et que les agents chargés du contrôle pourront difficilement le constater, car il s'effectuera principalement au domicile. Ce ne peut être une raison de conclure de cette fréquente impossibilité matérielle du contrôle à la légitimité de cette pratique qui, à notre avis, constitue une fraude, non un droit.

Mais si le patron est astreint à se priver des services de son employé le dimanche, ou tout autre jour de repos substitué, l'employé placé de la sorte dans la possibilité de jouir du repos qui lui est donné, pourra cependant très régulièrement accomplir un travail salarié industriel ou commercial chez un autre patron, soit que le jour du repos collectif dans cette dernière entreprise ne coïncide pas avec le jour du repos fixé dans celle où il est normalement occupé, soit que cette entreprise bénéficie du roulement, soit encore — la coïncidence des jours de repos collectifs étant supposée — qu'il y travaille à titre d'« extra accidentel ». Telle est la conséquence des dispositions légales qui ne créent, en somme,

(1) *Bull. Off. Trav.*, 1911, septembre, p. 893, et novembre, p. 1091; 1912, avril, p. 409.

qu'une obligation unique et à la charge de l'employeur : celle de donner le repos hebdomadaire.

Le jour de repos doit-il être payé ? Disons tout de suite que cette manière courante de poser la question n'en révèle pas les difficultés. Au Conseil supérieur du travail, en 1904, un membre ouvrier, M. Moreau, avait déposé la proposition suivante : « Le repos hebdomadaire ne peut avoir de répercussion sur les salaires ; c'est-à-dire que les traitements mensuels seront maintenus dans les établissements où ils existent et que le repos hebdomadaire sera payé dans les établissements où le salaire est quotidien (1). »

M. A. Fontaine, directeur du Travail, faisait justement remarquer à l'auteur de l'amendement que sa proposition, en l'absence de législation sur le salaire normal ou minimum, demeurerait sans portée. Il est sans intérêt de prescrire que le repos hebdomadaire sera payé puisque le taux du salaire est réglé exclusivement par le contrat et peut varier au gré des parties (2). La proposition Moreau fut écartée par le Conseil.

La législation sur le repos hebdomadaire ne contient aucune disposition sur les salaires et le législateur s'est défendu de toucher à cette question (3).

Dans la période de première application, des contestations se sont produites sur le point de savoir si la loi nouvelle ne modifiait pas les effets des conventions en cours. Un salaire mensuel promis pour trente journées de travail ne pouvait-il être proportionnellement réduit

(1) Cons. sup. trav., 13^e session, p. 131.

(2) V. Cons. sup. trav., 13^e session, 1904, p. 132.

(3) Cf. Rapport POIRRIER au Sénat: *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 119.

d'après le nombre de jours de repos légalement imposés ?

La Chambre civile de la Cour de Cassation, par un arrêt du 8 janvier 1907 (1), a décidé que lorsqu'un contrat de louage de services, conclu antérieurement à la loi de 1906, stipule que l'ouvrier travaillant à la semaine recevra, à titre de salaire hebdomadaire, une somme déterminée, aucune réduction proportionnelle sur le salaire ne saurait être admise sous le prétexte que l'ouvrier, en vertu de ladite loi, ne travaille plus que six jours au lieu de sept. S'il appartient au patron de dénoncer le contrat avant le commencement de la période pour laquelle cette convention va se continuer, par voie de tacite reconduction, ou d'en demander la résolution pendant qu'elle est en cours, il ne peut cependant pas, de sa seule autorité, et pour le passé, en modifier les conditions sous le prétexte que l'exécution en aurait été rendue partiellement impossible. Mais la loi n'ayant pas imposé au chef d'établissement l'obligation de payer à l'ouvrier le jour de repos, il en résulte que si les parties ont stipulé au profit de l'ouvrier un supplément de salaire pour le vin, à raison de 20 centimes par jour, ce salaire supplémentaire n'est pas dû pour le jour de repos.

Dans l'arrêt précité, la Cour Suprême avait admis la possibilité, pour l'employeur, d'obtenir la résolution du contrat en cours. Elle a fait application de ce principe dans un arrêt du 26 juillet 1909 (2) en rejetant un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Lyon qui prononçait la résolution d'une convention collective de travail passée le 20 juillet 1905 entre la Compagnie des

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 30.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 137.

chemins de fer à voie étroite de Saint-Etienne, Rive-de-Gier, Firminy et extensions, et le syndicat des employés des tramways à vapeur, mécaniciens, etc... La convention prévoyait le paiement des jours de repos dont elle fixait le nombre à 24 par an. Or, la loi sur le repos hebdomadaire portait ce nombre à 52. La Cour de Cassation a estimé « d'une part, que la loi de 1906 en prescrivant le repos hebdomadaire n'a pas édicté que la journée de chômage serait payée... ; d'autre part, que l'inexécution d'un contrat peut être une cause de résolution, alors même que cette inexécution proviendrait d'un fait de force majeure ; qu'il est, dès lors, loisible au patron, pendant le cours d'un louage de services fait pour un temps déterminé, d'en demander la résolution lorsque la modification apportée à la durée effective de travail pour la mise en vigueur de la loi sur le repos hebdomadaire entraîne pour lui une aggravation certaine des charges qu'il a prévues et acceptées... »

Quand le salaire est calculé par journée de travail, il apparaît que le jour de repos n'est pas payé, tandis que ce repos semble payé quand la rémunération est hebdomadaire ou mensuelle. Mais ce n'est là qu'une apparence et il ressort, à l'analyse, que cette affectation du salaire à la période de travail, y compris ou non compris les repos, ne modifie pas le jeu des lois économiques qui régissent le taux normal des salaires (1).

(1) Il y a lieu cependant de faire une réserve pour la période de première application de la loi de 1906, en raison des contrats en cours d'exécution comportant le paiement à la semaine ou au mois et n'accordant pas le repos hebdomadaire : en effet, ces contrats dont la loi nouvelle modifiait les conséquences, ne purent être qu'ultérieurement résolus, rectifiés ou librement maintenus.

Apprentis. — Il faut examiner, dans une étude particulière, de quelle façon le repos du dimanche doit être assuré aux apprentis, car le Livre II du Code du Travail renferme, dans l'article 54, des dispositions spéciales au repos hebdomadaire de cette catégorie de personnel. Cet article est une survivance de l'ancienne loi du 22 février 1851, art. 9 §§ 5 et 6. Nous avons vu, dans le Chapitre préliminaire (1), que ces dispositions de la loi de 1851 auraient pu être considérées comme abrogées. Nous nous proposons de montrer ici qu'elles s'adaptent mal, pratiquement, à la législation générale de 1906.

Aux termes du § 1^{er} de l'article 54 précité, « les enfants placés en apprentissage chez un fabricant, un chef d'atelier ou un ouvrier, ne peuvent être tenus *dans aucun cas*, vis-à-vis de leur maître, à aucun travail de leur profession, les dimanches... »

Cette prescription, si elle était littéralement appliquée, assurerait aux apprentis le repos du dimanche dans tous les cas, même lorsque l'établissement est bénéficiaire du roulement. Placé après les articles qui prévoient les dérogations, l'article 54, avec les termes « *dans aucun cas* », n'a de sens et de portée que s'il a pour effet d'interdire l'application aux apprentis des dérogations de la législation de 1906. Il va sans dire qu'une telle interdiction, si elle était observée, créerait des difficultés à l'établissement admis au bénéfice d'un régime exceptionnel et ne pourrait que nuire au recrutement des apprentis.

Bien que nous ayons écarté l'industrie de notre champ d'étude, il est curieux de remarquer que la formule générale de l'art. 54, § 1^{er}, englobe les apprentis soumis

(1) Voir ci-dessus, p. 17.

à la législation industrielle de 1892 avec les apprentis qui lui échappent. Or, pour la première catégorie, le système de réglementation du travail de la loi de 1851 qui revit dans l'article 54, avait été formellement abrogé et ces apprentis soumis, pour le repos hebdomadaire, au régime de 1906 : c'est la conséquence juridique rigoureuse de l'article 31 de la loi du 2 novembre 1892 et de l'article 18, § 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906. Ainsi le législateur qui a entendu n'effectuer qu'une codification de pure forme, a fait revivre en l'occurrence une disposition explicitement abrogée !

Le § 2 de l'article 54 mérite également d'être critiqué. Il vise seulement la deuxième catégorie d'apprentis, ceux qui échappent à la législation de 1892, les apprentis de l'alimentation par exemple : « Pour les établissements non visés à l'article 1^{er}, si l'apprenti est obligé, « par suite de *conventions* ou conformément à *l'usage*, « de ranger l'atelier aux jours ci-dessus marqués, ce travail ne peut pas se prolonger au delà de dix heures « du matin. »

Ainsi, tandis que la législation sur le repos hebdomadaire est d'ordre public et qu'on ne saurait y déroger par une clause particulière du contrat de travail, on admet pour des apprentis, des enfants, l'emploi jusqu'à dix heures du matin le dimanche, par l'effet de la convention. C'est une dérogation fondamentale à la nature impérative de la législation sur le repos hebdomadaire et cette faculté est d'autant plus grave qu'elle concerne justement un personnel infantile, le plus digne de protection.

Admettre le travail de l'apprenti le dimanche matin jusqu'à 10 heures pour rangement d'atelier sans prévoir de compensation, c'est admettre une réduction du repos hebdomadaire ; c'est déroger à la règle des vingt-

quatre heures de repos prescrite par l'article 32. Une telle dérogation est d'autant plus illogique que l'article 41 qui admet la réduction du repos hebdomadaire à une demi-journée pour des travaux analogues, — le nettoyage des locaux notamment, — stipule que cette dérogation n'est pas applicable aux enfants de moins de dix-huit ans et aux filles mineures.

Mal adaptées à la législation générale, ces mesures spéciales au repos hebdomadaire des apprentis sont, par là même, difficilement applicables et, en fait, inappliquées. La conclusion logique et juridique qui se dégage des considérations précédentes, est qu'il faut abroger l'article 54 du Livre II du Code du Travail, survivance caduque de la loi de 1851.

Observation du repos du dimanche. — Dans la période de première application, « le repos collectif du « dimanche a rencontré d'assez vives résistances. Cet « état de choses était à prévoir, surtout au début de « l'application de la loi, puisque le repos collectif dut « être imposé uniformément à de nombreux établis- « sements jusqu'à ce qu'il fût prouvé que le repos simul- « tané de tout le personnel, le dimanche, était préjudi- « ciable au public ou compromettait le fonctionnement « normal de l'établissement. Il fallait donc que le « préjudice pût être constaté pour chacune des espèces « d'établissements qui sollicitaient l'une des exceptions « de l'article 2 (C. Tr., L. II, art. 34) » (1).

Le rapport de la Commission supérieure du travail pour l'année 1907 (2) constate que « dans le commerce, « l'application du principe du repos collectif rencontre

(1) Rapports, 1906, p. LXIV.

(2) Rapports, 1907, p. LXX et LXXII.

« d'assez grandes difficultés. Au début de l'application
« de la loi, à part les établissements de denrées alimen-
« taires qui, légalement, ouvrent le dimanche matin,
« la plupart des établissements de commerce tendaient
« à se soumettre au régime général. Il n'en est plus de
« même aujourd'hui : depuis que des établissements di-
« vers ont obtenu des régimes de dérogation, d'autres
« établissements invoquent le préjudice causé pour ob-
« tenir tel ou tel régime exceptionnel, et la règle gé-
« nérale tend à son tour à devenir un régime d'excep-
« tion. Les commerçants, cependant, n'étaient point,
« en général, hostiles au principe même du repos col-
« lectif du dimanche. Ceux qui le sont ensuite devenus,
« en reportent la cause à certaines exceptions accor-
« dées à des concurrents, à l'exemption des membres
« de la famille, à l'emploi des extras dans des établis-
« sements similaires, à l'ouverture d'établissements con-
« currentes sous le régime de contrats d'association plus
« ou moins sincères, enfin à l'exemption des gérants
« succursalistes... Dans le petit commerce, il n'est pas
« de moyen que l'on n'ait imaginé pour essayer de se
« soustraire au repos collectif ce jour-là. Chacun s'est
« évertué à chercher un cas spécial, afin de pouvoir
« conserver au moins un employé le dimanche matin';
« les uns, sous prétexte d'avoir un gardien aux éta-
« lages extérieurs ; les autres, pour opérer le net-
« toyage, etc..., et tous font travailler leurs employés
« quand la présence de l'inspecteur n'est pas signalée. »

Il existe parmi les établissements qui donnent effectivement le repos du dimanche, des entreprises qui sont bénéficiaires de régimes exceptionnels en vertu d'une disposition légale ou d'un arrêté préfectoral. « C'est
« ainsi qu'au Havre, où le trafic est moins accentué le
« dimanche, les entrepreneurs de camionnage, les en-

« trepreneurs d'arrimage, les docks, les magasins généraux, ont choisi le repos collectif parce qu'à la faveur de ce repos, ils peuvent conserver le bénéfice des 15 suspensions annuelles (1) ; pour la même raison, les charcutiers de Chartres ont adopté le repos collectif (2). »

Quelques inspecteurs, dans leurs rapports annuels, ont donné le nombre des établissements qui ont renoncé au bénéfice de la dérogation pour adopter librement le régime du repos du dimanche : « On en compte 450 dans la circonscription de Dijon, 1.043 dans celle de Lille, 222 dans celle de Rouen et 278 dans celle de Toulouse. Parmi ces établissements se trouvent surtout des commerces de l'alimentation : boulangeries, pâtisseries, épiceries, charcuteries, boucheries, etc. (3). » Le rapport de la Commission supérieure du travail pour l'année 1912 (4), signale l'adoption du repos du dimanche par voie d'entente à Epinal, Niort et Fougères, chez les boulangers. A Fougères, l'accord est sanctionné par clause pénale : les signataires s'engagent à verser 100 francs à la caisse du syndicat en cas de violation de leurs engagements.

Depuis 1910, l'Administration s'est appliquée à établir la statistique des établissements d'après le régime du repos hebdomadaire dont ils font usage. Pour l'année 1910, cette statistique porte sur 65 0/0 environ des établissements commerciaux, d'après les indications du service de l'inspection du travail ; pour les années 1911

(1) V. Art. 47 du Livre II du Code du Trav. (ancien art. 6, § 3 de la loi de 1906).

(2) Rapports, 1907, p. LXXIV. — V. Rapports, 1908, p. LX.

(3) Rapports, 1911, p. LV.

(4) Rapports, 1912, p. LXVI.

et 1912, les recherches auraient porté sur la presque totalité des établissements commerciaux. Nous avons résumé dans le tableau ci-après les renseignements de cette statistique (1) :

Années	Etablissements commerciaux	Repos du dimanche		Même proportion dans l'industrie
		Etablissements	Proportion	
			%	%
1910	188.959	59.890	31,7	92
1911	207.069	67.232	32,4	93
1912	211.104	64.422	30,5	93,2

Il résulte de ce tableau que, tandis que le repos du dimanche est véritablement la règle générale dans l'industrie (93 0/0), il est l'exception dans le commerce (30,5 0/0). Cependant, si l'on met à part les villes de Paris (y compris la banlieue) et de Lyon, cette proportion augmente comme il apparaît ci-dessous :

Années	Paris et Lyon			Province		
	Etablissements commerciaux	Repos du dimanche		Etablissements commerciaux	Repos du dimanche	
		Etablis- sements	Pro- portion		Etablis- sements	Pro- portion
			%			%
1910.	42.272	6.089	14	96.687	53.801	55,6
1911.	104.353	11.248	10,5	102.716	55.984	54,5
1912.	104.657	10.650	10	106.447	53.772	50,5

Ainsi à Paris (2), le repos collectif du dimanche complet ne serait donné que dans 10 0/0 seulement des établissements commerciaux, tandis que, dans les départements, la proportion serait de 50,5 0/0.

(1) Rapports, 1910, p. LIV ; 1911, p. LIV et LV ; 1912, p. LXV.

(2) C'est Paris seul qui commande cette faible proportion ; à Lyon, le repos du dimanche serait plus fréquent : V. chap. IV, Ch. IV, Sect. II, *in fine*, *Statistique des dérogations accordées*.

Les établissements commerciaux qui ne donnent pas le repos hebdomadaire suivant le régime normal (69,5 0/0) se partagent en deux catégories : la première et la plus forte est celle des entreprises qui jouissent d'une dérogation permanente de plein droit ; la seconde comprend les établissements qui ont obtenu du préfet le bénéfice d'un régime exceptionnel (1). Parmi les commerces importants qui ne bénéficient pas de dérogations de plein droit et dans lesquels le repos du dimanche est généralement observé, parce que les préfets ont accordé peu d'exceptions, il faut citer les *libraires et papetiers* (86 autorisations seulement), *l'ameublement* (108), *les bijoutiers et horlogers* (119), *les banques et assurances* (193) (2).

Régimes exceptionnels : classification. — Les dérogations se divisent en deux grandes catégories : régimes exceptionnels permanents et régimes exceptionnels temporaires. Tandis que les régimes temporaires comportent des suppressions du repos hebdomadaire, avec ou sans compensation, les dérogations permanentes consistent dans le déplacement du jour normal de repos, tout au plus dans une réduction du repos hebdomadaire : une dérogation permanente qui comporterait la suppression du repos hebdomadaire serait en effet une véritable exclusion, comparable à celle qui vise les entreprises de transports par eau.

Dans la catégorie des dérogations permanentes, il faut distinguer : — 1° les exceptions admises de plein droit, en vertu d'une disposition légale ou réglementaire, en faveur de certains commerces ; ces dérogations

(1) Voir ci-dessous : Régimes exceptionnels, classification.

(2) V. Rapports, 1912, tableau, p. LXIII.

sont de trois sortes : le roulement (C. Tr., L. II, art. 38 et décret du 14 août 1907) ; un régime spécial pour les établissements de vente de denrées alimentaires au détail (C. Tr., L. II, art. 42) ; la réduction du repos à une demi-journée (C. Tr., L. II, art. 41) (1) ; — 2° les exceptions susceptibles d'être autorisées par les préfets sous certaines conditions à l'égard de tous établissements (C. Tr., L. II, art. 34).

L'application de ces deux ordres de dérogations sera examinée dans deux chapitres distincts (Chap. III et chap. IV).

Dans la catégorie des dérogations temporaires, il faut distinguer trois sortes d'exceptions : 1° celles qui sont spéciales au commerce (C. Tr., L. II, art. 44) ; — 2° celles qui sont théoriquement communes au commerce et à l'industrie (C. Tr., L. II, art. 40, 45 et 49) ; — 3° celles qui, bien que spéciales à l'industrie, sont appliquées par extension ou tolérance à certains établissements plutôt commerciaux (C. Tr., L. II, art. 46 et 47). Les dérogations temporaires, dans leur application, seront étudiées au Chapitre V de cet ouvrage.

D'autres classifications sont encore possibles. On peut distinguer les exceptions d'après le régime de repos qu'elles comportent (repos collectif, roulement, réduction du repos, suppression avec compensation, suppression sans compensation) ; d'après le titre qui légitime la dérogation (exception de droit, exception sur autorisation, exception sur préavis) ; d'après le champ d'application quant aux établissements (dérogations gé-

(1) Indiquons, pour mémoire, les dérogations particulières aux spécialistes des usines à feu continu (Code Trav., L. II, art. 39 : décret du 31 août 1910). Ces dérogations n'intéressent que l'industrie.

nérales ou spéciales), quant aux personnes (dérogations applicables à tout le personnel, dérogations inapplicables à certaines catégories). La classification que nous avons indiquée en premier lieu nous paraît la plus rationnelle et la plus claire ; elle constitue les grandes divisions du plan que nous avons adopté.

SECTION II

La fermeture des magasins

La fermeture en droit. — La législation sur le repos hebdomadaire ne prescrit pas la fermeture des magasins pendant le repos collectif. Nous avons déjà indiqué qu'elle oblige seulement le patron à donner le repos hebdomadaire à ses employés, non à le prendre lui-même (1).

En l'état actuel de la législation, le chef d'établissement peut donc travailler le dimanche, en l'absence de ses employés habituels, seul ou avec le concours de sa femme, de ses enfants, d'un associé, d'extras occasionnels ; il pourra même assurer le fonctionnement d'une succursale par l'intermédiaire d'un gérant.

Il est évident que le travail du patron et des personnes assimilées, le dimanche ou tout autre jour de repos collectif, par la concurrence qu'il fait aux établissements qui ferment ce jour-là, ne peut que susciter des diffi-

(1) Voir ci-dessus, p. 56.

cultés et entraver l'application normale et régulière de la loi. La fermeture obligatoire des magasins pendant le repos collectif des employés assurerait rigoureusement l'égalité des concurrents devant la loi et permettrait aux agents chargés du contrôle de remplir aisément et complètement leur mission. De plus, la fermeture garantirait le repos hebdomadaire à la classe des petits patrons dont le travail, par sa durée excessive et les inconvénients qui en résultent, mérite la protection du législateur, au même titre que le travail salarié.

L'argument essentiel contre la fermeture consiste à dire qu'elle est une atteinte grave à la liberté du travail, une innovation même, puisqu'elle aboutit à la réglementation directe du travail patronal. En 1904, au Conseil supérieur du travail, M. Touron déclarait : « Je voterai contre la fermeture, parce que je vois très bien quelles sont vos tendances : vous irez au besoin jusqu'à obliger les petits boutiquiers eux-mêmes à se reposer derrière leurs volets fermés, attendant ainsi à leur liberté individuelle sous prétexte d'imposer une règle inflexible » (1). Dès lors, la question se pose ainsi : faut-il, en économie sociale, préférer le maintien d'un principe à une réforme utile ou bien, l'utilité de la réforme étant démontrée, la dérogation au principe qui s'y oppose n'est-elle pas rationnelle ?

Nous adoptons cette dernière attitude, car il nous paraît que l'économie sociale a pour but le bien-être commun et qu'une théorie économique, — à la différence d'un principe de morale, — ne vaut que dans la mesure où elle s'adapte à ce but.

Cette tendance affirmée, il conviendra de rechercher, dans le domaine des faits, si la fermeture apporterait

(1) Cons. sup. trav., 13^e session, p. 48.

les avantages que nous lui avons attribués *à priori*. Mais il est intéressant de noter, tout d'abord, les efforts qui ont été tentés pour faire inscrire cette règle dans notre législation.

Sur la proposition de M. Raoul Jay, le Conseil supérieur du travail votait, en 1904, la motion suivante: « Le Conseil municipal pourra, sur la demande des deux tiers des chefs de maison intéressés, décider la fermeture les dimanches et jours fériés, pour toute la journée ou une partie de la journée, de tous les magasins ou d'une catégorie déterminée des magasins de la commune » (1).

La première proposition de loi adoptée par la Commission sénatoriale contenait, dans son article 2 (2), une disposition analogue, inspirée du vœu du Conseil supérieur. La proportion nécessaire de patrons qui devaient solliciter la fermeture était portée, en règle générale, aux quatre cinquièmes, « parce qu'en définitive, disait le rapporteur, M. Poirrier, faire régler les intérêts de quelques-uns par des concurrents, même par la majorité, est extrêmement grave... Si les quatre cinquièmes des patrons d'un même commerce ou d'une même industrie sont d'avis que l'on peut fermer les magasins sans inconvénient, il y a bien des chances pour que la résistance du dernier cinquième vienne d'une sorte de parti pris d'opposition » (3). Le pouvoir de décision était conféré au maire, non au Conseil municipal, et le retrait de l'arrêté de fermeture était

(1) Cons. sup. trav., 13^e session: proposition, p. 209; vote, p. 212.

(2) Voir *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 121.

(3) Discours POIRRIER au Sénat, séance du 25 mai 1905: *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 166.

prescrit lorsque la majorité des quatre cinquièmes le demanderait.

La deuxième proposition de loi de la Commission sénatoriale (1), rédigée à la suite de la prise en considération du contre-projet Monis, ne contenait aucune disposition sur la fermeture, sans que, d'ailleurs, M. le sénateur Prevet s'en soit expliqué dans son rapport.

Le Sénat fut cependant appelé à délibérer sur cette question. M. Philippe Berger déposa, en effet, un amendement à l'article 2, ainsi libellé : « En conséquence, « toutes les usines, magasins, boutiques, et en général « tous les établissements soumis à la loi seront fermés « le dimanche, sauf les cas prévus aux articles suivants. » Le Sénat repoussa l'amendement à la suite d'une intervention du rapporteur : « Auriez-vous la prétention de « légiférer, déclarait M. Prevet, pour dire qu'un citoyen « quelconque ne fera pas lui-même un certain acte un « certain jour ? Ce serait nous reporter à la loi de 1814 : « c'est l'arrêt de la liberté d'un citoyen un certain jour « parce que ce jour est le dimanche et qu'il faut respecter le dimanche » (2). Evoquer ainsi le spectre dominical et religieux pour combattre la fermeture du dimanche, c'est méconnaître la différence d'inspiration qui existe entre la loi confessionnelle de 1814 et la législation sociale actuelle (3).

Au cours des interpellations qui eurent lieu à la Chambre en mars 1907 sur l'application de la loi du 13 juillet 1906, deux orateurs appartenant à des partis opposés, manifestèrent une opinion favorable à la fermeture.

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 205.

(2) Sénat, séance du 29 juin 1906, *Bull. Insp. Trav.*, 1907, amendement, p. 387 ; intervention PREVET, p. 393 ; vote, p. 395.

(3) Voir ci-dessus, Chap. prélim., Sect. II, *Historique*, p. 12.

M. Lafferre déclarait : « Je crois que le législateur « aurait dû avoir le courage d'inscrire dans la loi la « formule que la commission permanente du Conseil « supérieur du travail avait un moment élaborée et « qu'elle a abandonnée par la suite ; il eût été facile de « la présenter ainsi : — Tous les magasins, à l'excepti- « on de ceux prévus à l'article 3, seront fermés le di- « manche » (1). De son côté, M. Lerolle disait : « J'ai « entendu les plaintes formulées et je puis certifier que « beaucoup de ceux qui critiquent la loi se plaignent « moins de l'obligation de fermeture qu'on leur impose « que de la liberté d'ouvrir laissée à leurs concurren- « ts » (2).

Dans le projet de loi concernant le repos hebdomadaire aux Halles centrales de Paris, déposé à la Chambre le 19 mai 1913 par le Ministre du Travail, il est prévu que les établissements situés dans le périmètre des Halles et vendant en gros des denrées alimentaires similaires seront fermés pendant la fermeture des pavillons de vente en gros (3). C'est la première fois qu'un projet du Gouvernement, — dans un cas particulier, il est vrai, — prévoit la fermeture.

Il importe de remarquer que certaines législations étrangères comportent la fermeture. La législation allemande, notamment, prescrit comme règle générale, la fermeture partielle du dimanche, avec faculté pour les municipalités, d'édicter la fermeture complète (4).

La pratique de la fermeture. — Bien que les pres-

(1) Ch. Dép., séance du 1^{er} mars 1907, *J. O.*, 2 mars, p. 540.

(2) Ch. Dép., séance du 23 mars 1907, *J. O.*, 24 mars, p. 810.

(3) Ch. Dép., doc. parl., n° 2.738, *J. O.*, p. 588.

(4) Voir sur l'application de la législation allemande, R. JAY : *La protection légale des travailleurs*, 1910, p. 184.

criptions légales n'interdisent pas l'ouverture des magasins pendant le repos collectif des employés, ce fonctionnement n'est possible que s'il s'agit d'un établissement occupant un personnel très réduit. En fait, les grandes et moyennes entreprises, à défaut du roulement, sont obligées de fermer.

Cette simple constatation affaiblit singulièrement l'argumentation des auteurs qui opposent le principe de la législation de 1906 au système de la fermeture, puisqu'il apparaît que pratiquement cette législation implique l'arrêt de certaines entreprises et fausse de la sorte les conditions naturelles de la concurrence.

Indépendamment des établissements qui ferment par contrainte, la fermeture volontaire et générale a été pratiquée par voie d'entente. Mais ces accords sont assez difficiles à établir car ils demandent une quasi-unanimité et leur existence est précaire parce qu'ils sont dépourvus de sanctions. Ces ententes avec leur difficulté et leur précarité, peuvent être comparées à celles qui furent tentées, avant la loi de 1906, livrées en définitive au caprice de « l'unique récalcitrant » (1).

Le rapport de la Commission supérieure du travail pour l'année 1907 signale la rupture d'un accord de ce genre à Luçon (Vendée) : « Les principaux commerçants « s'étaient réunis, dès le début de l'application de la « loi, et avaient décidé de fermer leurs magasins toute « la journée du dimanche. Ils avaient dépensé en commun un millier de francs en publicité pour prévenir « de leur décision leur clientèle rurale ». Mais en septembre 1907, le successeur d'un commerçant adhérent à l'entente ouvrit son magasin avec le concours de sa femme et de ses deux fils majeurs « profitant de ce que

(1) Voir ci-dessus, p. 11.

« son magasin était disposé de façon à pouvoir être surveillé facilement par ce personnel réduit ». Ce fut la cause de la rupture et le début d'un régime de dérogations (1). Le rapport de la Commission supérieure ajoute, appréciant ce fait relaté par l'Inspecteur divisionnaire de Nantes : « Son observation peut être généralisée ».

De même le rapport de la Commission supérieure du travail relatif à l'année 1911, signale, dans des conditions analogues, la rupture de pareils accords à Toulon, Saint-Dié, Raon-l'Étape, etc... (2).

Des ententes en vue d'un mode particulier de fermeture ont été signalées chez les pharmaciens qui sont bénéficiaires du roulement de droit. Dans plusieurs villes, notamment à Lyon, Grenoble, Lille et Reims, les pharmacies ferment le dimanche : une ou deux d'entre elles ouvrent par roulement pour servir la clientèle ou encore un pharmacien se tient en permanence le dimanche dans un local loué à frais communs (3). En 1912, une tentative de ce genre a échoué dans les pharmacies de Vitré (4).

Il s'est trouvé des établissements ayant obtenu le bénéfice de régimes exceptionnels, qui, en dehors de toute entente, ont adopté le régime de la fermeture du dimanche. Nous lisons dans le rapport de la Commission supérieure du travail pour l'année 1909 : « Certains « grands établissements qui avaient obtenu l'autorisation « d'occuper leur personnel le dimanche, au moins jus-

(1) Rapports, 1907, p. LXXII.

(2) Rapports, 1911, p. LVII.

(3) Cons. sup. trav., 13^e session, 1904 : Cf. Mlle Blondelu, p. 7 et M. Besse, p. 58. — Rapports, 1908, p. LX.

(4) Rapports, 1912, p. LXVII.

« qu'à midi, ferment maintenant complètement le dimanche, sans se préoccuper de la concurrence des petits établissements restés ouverts... En général, les commerçants se sont exagéré les résultats de la concurrence qui pouvait leur être faite, par un ou deux dissidents, par les magasins tenus par les membres d'une même famille (1). »

Pour Paris (y compris la banlieue) et Lyon des statistiques ont été établies en vue de rechercher la proportion des établissements qui ferment pendant le repos collectif du dimanche (2). Le tableau suivant présente les renseignements recueillis pour les entreprises commerciales soumises au régime normal et pour lesquelles la situation au regard de la fermeture a pu être relevée :

Années	Etablissements soumis au régime normal	Fermeture	
		Etablissements	Proportion %
1910	6.092	4.065	66,7
1911	11.646	9.355	80,3
1912	10.661	9.431	88,4

D'après cette statistique, la fermeture du dimanche entier, serait pratiquée par près de 9 dixièmes des établissements commerciaux soumis au régime normal (88,4 pour cent). Il ne faut voir dans les différences entre les trois années sur lesquelles ont porté les recherches, que l'indice d'une précision croissante de la statistique. La situation n'est pas la même à Paris et à Lyon, ainsi qu'il résulte du tableau ci-après :

(1) Rapports, 1909, p. XXXVII.

(2) Rapports, 1910, p. LVIII; 1911, p. LVII; 1912, p. LXVII.

Années	Paris et Département de la Seine			Lyon		
	Etablissements soumis au régime normal	Fermeture		Etablissements soumis au régime normal	Fermeture	
		Etablis- sements	Propor- tion %		Etablis- sements	Propor- tion %
1910..	4.988	3.768	73,5	1.104	297	26
1911..	10.189	9.050	89	1.457	305	20
1912..	9.757	9.104	93	904	327	36

Ainsi la fermeture du dimanche complet serait beaucoup plus pratiquée à Paris qu'à Lyon.

L'opinion du commerce. — La fermeture obligatoire le dimanche ou autre jour de repos collectif serait favorablement accueillie par les établissements importants, car, en fait, c'est le régime qui leur est imposé : aussi désireraient-ils qu'il fût généralisé (1). De même des patrons d'entreprises moyennes, à qui il est impossible de tenir leurs magasins ouverts le dimanche sans le concours de leur personnel, se plaignent de la concurrence que leur fait ce jour-là le très petit commerce et sont amenés à souhaiter un changement de régime dans le sens de la fermeture (2).

M. Jay avait parfaitement prévu cette situation, lorsqu'en 1904, préconisant la fermeture au sein du Conseil supérieur du travail, il disait : « La fermeture générale
« des magasins sera beaucoup plus facilement acceptée
« par les commerçants que la simple interdiction d'oc-
« cuper des employés le dimanche. Cette fermeture aura
« en effet pour eux l'avantage de ne pas modifier les
« conditions de la concurrence. Si le travail des em-
« ployés est seul réglementé, il arrivera que les chefs

(1) Rapports, 1906, p. LXVIII.

(2) Rapports, 1907, p. LXXIII.

« de maisons qui ne pourront organiser des équipes ou
« suffire sans l'aide d'employés au service de la clien-
« tèle, seront obligés de fermer leurs magasins tandis
« qu'à côté d'eux les magasins de certains de leurs con-
« currentes resteront ouverts. De pareilles inégalités au-
« raient nécessairement pour résultat de provoquer l'ir-
« ritation de ceux qui croiront leurs intérêts menacés,
« de compromettre le succès de la loi nouvelle (1). »

Au cours de la discussion au Sénat, à la séance du 29 juin 1906, M. Berger déclarait : « J'ai reçu un certain
« nombre de lettres de moyens commerçants qui tous
« me tiennent le même langage. Ils disent : — Si vous
« votez le projet de la Commission, vous nous ruinez
« parce que nous, qui avons deux ou trois ou quatre
« employés, vous nous obligez à fermer le dimanche et,
« à côté de nous, il y a une autre boutique qui tient le
« même article ; pendant que nous sommes fermés, elle
« restera ouverte parce qu'elle n'emploie que des mem-
« bres de la famille ; elle s'enrichira pendant que nous
« nous appauvrirons (2). »

L'opinion des grand et moyen commerces assujettis au repos collectif n'est pas douteuse. Mais le petit commerce qui possède la faculté d'ouvrir, y renoncerait-il volontiers ?

Certains économistes disposés à défendre le petit commerce contre la concurrence des grandes entreprises par le moyen de la loi, apercevraient volontiers dans la situation faite aux établissements familiaux par la législation du repos hebdomadaire, un avantage appréciable qu'il convient de conserver. « On n'est pas éloigné
« de considérer le maintien de l'activité commerciale des

(1) Cons. sup. trav., 13^e session, p. 210.

(2) Bull. Insp. Trav., 1907, p. 389.

« petits établissements le dimanche, — dit le rapport
« de la Commission supérieure du travail pour l'année
« 1907, — comme rétablissant, dans une certaine me-
« sure, l'équilibre rompu toute la semaine en faveur des
« établissements importants (1). »

Cette opinion est loin d'être partagée unanimement par les intéressés. Il existe « des petits patrons qui, pour
« des raisons particulières, ne peuvent exercer eux-
« mêmes le métier et se trouvent lésés par la concur-
« rence de petits patrons voisins. Tel est le cas de veu-
« ves de coiffeurs qui continuent à tenir l'établissement,
« de patrons infirmes qui ne servent plus eux-mêmes la
« clientèle, etc..... (2). » Ceux-là sont favorables à la fermeture.

Même parmi ceux qui ouvrent ou peuvent ouvrir, le système de la fermeture obligatoire rencontre des partisans. Dans son rapport pour l'année 1906, l'Inspecteur divisionnaire de Lille déclarait que « la fermeture se-
« rait bien accueillie par la majorité des petits com-
« merçants. Beaucoup de ces derniers n'ouvrent que par
« crainte de la concurrence d'un voisin (3). »

Un vœu significatif a été émis par le quatrième Congrès de la Fédération française des syndicats de l'Épicerie qui s'est tenu à Nantes les 22 et 23 juillet 1904 :
« ...Considérant qu'à côté des salariés, il existe toute
« une catégorie de petits patrons, véritable prolétariat
« du commerce français, dont le besoin de repos, pour
« eux et leur famille, est indiscutable ; — Considérant,
« toutefois, que si ce repos n'est pas réglementé, les
« agissements de certains d'entre eux, la concurrence

(1) Rapports, 1906, p. LXIX.

(2) Rapports, 1907, p. LXXIII.

(3) Rapports, 1906, p. LXVIII. — Voir également : Rapports, 1909, p. XXXVII.

« aidant, rendraient illusoire, sinon impossible, toute
« réforme dans ce sens, — la Fédération française des
« syndicats de l'Épicerie émet le vœu que le Parlement
« adopte au plus tôt une loi consacrant les principes
« suivants : — Tout commerçant ou chef d'entreprise
« devra tenir fermés ses locaux commerciaux ou indus-
« triels, au moins pendant vingt-quatre heures consé-
« cutives chaque semaine... » (1).

Une occasion s'est présentée de connaître l'opinion d'un certain nombre d'organisations professionnelles au sujet de la fermeture obligatoire des magasins le jour du repos.

La Commission permanente du Conseil supérieur du travail avait entrepris, au début de 1912, une vaste enquête sur la réglementation du travail des employés de commerce et de bureau. Une des questions posées concernait la fermeture des magasins envisagée comme une mesure devant compléter la réglementation de la journée de travail ou y suppléer.

Un certain nombre d'organisations interrogées, se méprenant sur la portée de la question, ont répondu en ce qui concerne la fermeture des magasins le jour du repos collectif, le dimanche dans la généralité des cas. — 180 organisations se sont ainsi prononcées en faveur de la fermeture obligatoire des magasins pendant le repos collectif ; parmi ces organisations se trouvent 7 chambres de commerce et 85 syndicats patronaux. Sur les 7 chambres de commerce, 5 se sont montrées favorables à la fermeture pendant toute la journée du dimanche, 2 à partir de midi seulement. Sur les 85 syn-

(1) Vœu signalé au Conseil supérieur du travail par M. A. Fontaine, 13^e session, 1904, p. 33 ; — à la Chambre des députés par M. Lerolle, séance du 23 mars 1907, *J. O.*, 24 mars, p. 810.

dicats patronaux (dont 43 groupaient des détaillants de l'alimentation, 15 des pharmaciens, 8 des coiffeurs et 19 des professions diverses), 51 se sont prononcés pour la fermeture pendant toute la journée du dimanche, 2 à partir de 10 heures, 17 à partir de midi, 5 à partir d'une heure, 2 à partir de 2 heures, 1 à partir de midi ou 2 heures. Une chambre de commerce et 37 syndicats patronaux ont demandé que la fermeture fût subordonnée à la consultation des intéressés et au consentement d'une majorité d'entre eux, majorité que la plupart ont fixée aux deux tiers, d'autres à la moitié plus un, quelques-uns aux trois quarts (1).

En fait, la fermeture du dimanche est assez répandue pour que la clientèle se raréfie ce jour-là dans les commerces où elle est normalement pratiquée. « Aussi, en « présence de cette diminution des ventes le dimanche, « de nombreux patrons seraient-ils d'avis de fermer, « afin de pouvoir bénéficier eux-mêmes d'un jour de repos (2) ».

Si l'on ne peut dire qu'il existe dans le commerce un mouvement général en faveur de la fermeture hebdomadaire, du moins apparaît-il que cette opinion y rencontre de nombreux partisans. Leur nombre augmenterait encore si le repos du dimanche n'avait subi des atteintes du fait des exceptions accordées par les préfets : ces dérogations ont été dans bien des cas la solution libérale des difficultés que soulevait l'ouverture de certains magasins pendant le repos collectif ; la fermeture aurait été la solution naturelle, en ce sens qu'elle aurait consolidé et généralisé le régime normal qui ne subsiste

(1) V. Rapports, 1911, p. LVIII.

(2) Rapports, 1908, p. LXI.

maintenant que dans 30,5 0/0 des établissements commerciaux (1).

Sans doute, la fermeture serait une solution rigoureuse. Dans certains cas même, on a pu la présenter comme vexatoire. Au Conseil supérieur du travail, M. Isaac, président de la Chambre de Commerce de Lyon, pouvait dire en parlant des petits boutiquiers :
« Ces modestes commerçants exercent leur profession
« dans le local où ils vivent. Leur arrière-boutique est
« à la fois leur cuisine et leur salle à manger, le devant de la boutique est leur salon ; ils s'y tiennent
« même le dimanche, ils sont assis sur le devant de leur
« porte à regarder les passants. Allez-vous leur dire de
« s'en aller, allez-vous fermer leur boutique ? Ce serait
« au premier chef une violation de la liberté individuelle.
« Je ne crois pas que vous puissiez vous y résoudre (2). »

Mais la proposition de M. Jay qui confère le pouvoir de décider la fermeture aux autorités municipales à la demande des deux tiers des commerçants intéressés, ne s'en remet-elle pas à la volonté de la corporation ? Et dans le domaine de la concurrence qui crée une solidarité étroite entre les commerçants du même groupe, le respect du droit n'est-il pas d'instituer un même régime pour tous et le respect de la liberté n'est-il pas de laisser les intéressés, dans les limites légales, exercer collectivement un libre choix ?

Clientèle ouvrière et rurale du dimanche. — Les rapports de la Commission supérieure du travail ont constaté que, d'une manière générale, les transactions dominicales subissaient un fléchissement : l'acheteur ne trou-

(1) Voir ci-dessus, p. 99.

(2) Cons. sup. trav., 13^e session, 1904, p. 18.

vant plus le dimanche tous les magasins ouverts, préfère remettre ses achats à un autre jour. Ce changement progressif des habitudes de la clientèle faciliterait la fermeture complète.

Il est entendu cependant que nous n'envisageons pas la fermeture des établissements tels que les hôtels, restaurants et cafés, qui, en raison de la nature du commerce auquel ils se livrent, ont obtenu de plein droit le bénéfice du roulement. Si pour certains d'entre eux, comme les pharmacies, la fermeture a pu parfois être partiellement appliquée par voie d'entente, il ne saurait être question d'étendre cette mesure aux professions qui apparaissent essentiellement comme les commerces du dimanche. Aussi la thèse que nous défendons ici n'est-elle par atteinte par l'argument que M. Touron présentait, en 1904, au Conseil supérieur du travail lorsqu'il reprochait aux partisans de la fermeture de vouloir, le dimanche, transformer Paris, la ville la plus attrayante du monde, en une véritable cité morte aussi ennuyeuse que Londres (1).

Mais, même pour les établissements qui donnent ou pourraient donner le repos du dimanche, il convient de se demander si la fermeture ne gênerait en rien l'acheteur, si les habitudes de la clientèle seraient susceptibles de se modifier sans inconvénient.

Il faut, à cet égard, distinguer trois sortes de clientèle : la clientèle bourgeoise, ouvrière, rurale. La première effectue volontiers ses achats en semaine parce qu'elle a le loisir de le faire ; elle réserve au contraire le dimanche au repos, aux distractions, et elle supporterait sans en souffrir l'obligation de ne pas acheter le

(1) Cons. sup. trav., 13^e session, p. 48, *in fine*.

dimanche dans les bazars, magasins de nouveautés, etc.....

Sensiblement différente est la situation des acheteurs ouvriers et ruraux. Pour les ouvriers et ouvrières, tenus toute la semaine à un travail absorbant, ils ne peuvent guère effectuer leurs achats que le dimanche. Dans les petits magasins de nouveautés, confections, chaussures, de la périphérie et de la banlieue des grandes villes, il règne le dimanche matin, du fait de cette clientèle, une activité exceptionnelle. Aussi serait-il difficile de prescrire pour ces petits magasins la fermeture complète du dimanche. Il faudrait s'en tenir actuellement à la fermeture de l'après-midi.

Actuellement, disons-nous, car cette situation n'est pas immuable. La clientèle ouvrière n'effectue ses achats le dimanche qu'à défaut de loisir en semaine. Dès lors, assurer ce loisir serait, par voie de conséquence, consolider la législation sur le repos hebdomadaire et permettre la fermeture des magasins le dimanche. Il faudrait que l'activité des ateliers et des usines fût arrêtée le samedi à midi : l'après-midi du samedi, sans préjudice du dimanche, serait laissée à l'ouvrier dont le repos hebdomadaire ne coïnciderait plus de la sorte avec le repos de l'employé de commerce, au détriment de celui-ci. Telle est la réforme connue sous le nom de « semaine anglaise », ce régime étant pratiqué en Angleterre où le repos du dimanche est rigoureusement observé. En France, M. de Mun a déposé à la Chambre le 11 novembre 1911 une proposition de loi « ayant pour objet d'établir le repos de l'après-midi du « samedi dans les établissements industriels (1). » Par

(1) Ch. Dép. Doc. parl., n° 1323, *J. O.*, 1912, p. 79. — Rapport J. Godart, du 21 déc. 1911.

une décision du Conseil des Ministres du 8 août 1913, le régime de la semaine anglaise a été accordé aux femmes employées dans les ateliers et manufactures de l'Etat relevant du Ministère des Finances ; la même décision était prise en faveur des femmes occupées dans les ateliers des postes et des télégraphes (1). Le Conseil supérieur du travail, dans sa dernière session (novembre 1913), a étudié la question de la « semaine anglaise » (2).

Au cours de la discussion du projet de loi sur le repos hebdomadaire au Sénat, l'opinion fut émise par M. Delahaye que, si la paye des ouvriers avait lieu le vendredi de préférence au samedi, les achats de la clientèle ouvrière pourraient se faire dans la journée du samedi et qu'ainsi le repos du dimanche se trouverait facilité dans le commerce. Mais la proposition de fixer la paye au vendredi fut écartée à deux reprises par le Sénat comme n'étant pas directement en rapport avec l'objet du débat (3).

Comme l'ouvrier des villes, l'habitant des campagnes est absorbé, en semaine, par les travaux de sa profession. Aussi d'une manière générale est-ce le dimanche, dans la matinée principalement, qu'il se rendra à la ville voisine pour effectuer certains achats.

Le commerce des villes doit une large part de son activité à la clientèle qui lui vient des communes et des hameaux d'alentour parce que, en dehors de l'alimenta-

(1) V. Cons. sup. trav. : rapport Briat, 23^e session, 1913, p. XXI.

(2) Cons. sup. trav. : Rapports et Doc. pour la 23^e session, 1913, 2 vol. ; compte rendu de la 23^e session, nov. 1913 (paraîtra en 1914). — Cf. Jay, *La Protection légale des Travailleurs*, 1910, p. 189.

(3) Sénat, séances des 5 avril et 3 juillet 1906 : *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 267-273 et 450-453.

tion, le petit commerce des campagnes ne saurait offrir à cette clientèle la variété des articles, ni les objets de luxe qui sont aisément l'apanage du commerce urbain. De plus, la diffusion de l'instruction et du bien-être dans les campagnes a augmenté les besoins et affiné le goût des populations rurales, tandis que se développaient les moyens de communication entre les villes et les petites localités des environs — tramways électriques, chemins de fer, autobus remplaçant l'incommode et lente diligence. Ainsi la ville est devenue le foyer d'activité commerciale de la région.

Dans ces conditions, la fermeture des magasins le dimanche matin apparaît comme préjudiciable au commerce urbain et à la clientèle rurale. Mais rien ne s'opposerait à ce qu'elle ait lieu à partir de midi.

Au surplus, il ne faut pas exagérer la portée de cet argument, car la plupart des villes ont un jour de marché hebdomadaire et c'est ce jour-là principalement que choisit pour effectuer ses achats, la clientèle rurale du commerce urbain, composée surtout des gros et petits agriculteurs qui règlent leurs travaux librement. Seuls les ouvriers agricoles n'ont pas la même liberté : mais ceux-là achètent peu à la ville, ce sont les clients habituels du commerce local ou du commerce ambulancier.

Enfin, il se produit un phénomène économique très intéressant au point de vue qui nous occupe : c'est la concurrence que les établissements commerciaux de la ville tendent à faire sur place au commerce rural, soit par la vente à domicile, soit encore par l'organisation de succursales dans les villages : ce phénomène se manifeste particulièrement dans l'alimentation, surtout dans l'épicerie. De la sorte, le commerçant allant de plus en plus vers l'acheteur, le client rural sera de moins en moins astreint à se déranger : grâce à cette reprise de la vie

commerciale locale, il pourra effectuer ses achats en semaine et sans déplacement. Ainsi l'évolution économique souscrit à la thèse de la fermeture.

La Commission supérieure du travail semble admettre la fermeture du dimanche après-midi. On lit, en effet, dans le rapport qu'elle a présenté sur l'application des lois réglementant le travail en 1906 : « La fermeture « obligatoire, bien que réclamée par un certain nombre « de syndicats patronaux, ne pourrait, en tout état de « cause, s'appliquer à la journée entière du dimanche, « car cette mesure serait fort gênante pour le public « ouvrier ainsi que pour les personnes habitant la campagne qui viennent faire leurs achats le dimanche en « ville (1). »

(1) Rapports, 1906, p. LXIX.

CHAPITRE III

Déroghations permanentes de droit (1)

SECTION I

Régime du roulement

Caractères généraux de ce régime. — Le roulement est un système de repos alternatif qui ne laisse subsister que l'obligation de donner vingt-quatre heures de repos par semaine à chaque employé (2). Sa caractéristique essentielle est de permettre à l'établissement bénéficiaire de fonctionner tous les jours avec le concours de ses employés habituels. Le roulement constitue une dérogation complète au principe du repos du dimanche ainsi qu'à la règle du repos collectif.

Le repos par roulement n'est dû à l'employé qu'après six jours de travail, à la différence des régimes collectifs dans lesquels le repos doit être donné à tous les employés le jour prévu sans qu'on puisse en priver ceux d'entre eux qui sont occupés depuis moins de six jours.

De plus, il n'est pas nécessaire que le repos soit

(1) Voir ci-dessus : classification des dérogations, p. 100.

(2) V. Circulaire du 9 août 1906 — 3^e; *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 163.

donné de minuit à minuit, à la différence du régime du repos du dimanche ou jour substitué. Il suffit que l'employé bénéficie de vingt-quatre heures consécutives, l'employeur fixant en toute liberté le point de départ de ce repos.

Le jour du repos peut être déplacé dans la semaine au gré du patron. Cette faculté a été reconnue à la tribune de la Chambre par le Ministre du Travail (1) et dans une lettre ministérielle du 27 mars 1907, concernant une entreprise de tramways (2). Il en résulte qu'un employé ayant eu le repos le lundi dans la première semaine, pourra, la semaine suivante, n'être mis au repos que le samedi, ou même le dimanche : il aura ainsi travaillé onze ou douze jours consécutivement. L'article 31 du Livre II du Code du Travail interdit d'occuper l'employé plus de six jours par semaine : il n'interdit pas expressément le travail consécutif plus de six jours, et dès lors, dans le système de roulement qui ne comporte pas le repos à jour fixe, la disposition précitée est satisfaite dès que chaque semaine a son repos, même si ces repos sont parfois à intervalle de plus de six jours. La Cour de Cassation, dans un arrêt du 13 mai 1910 (3), a admis incidemment cette interprétation dont la conséquence extrême est de permettre le *groupement* de deux repos hebdomadaires, le premier étant placé à la fin et le second au commencement de leurs semaines respectives.

Bien qu'on ne puisse invoquer aucune disposition précise pour empêcher de telles combinaisons, il nous paraît incontestable que la faculté de substituer au repos

(1) Ch. Dép., séance du 23 mars 1907, discours Viviani, J. O., 24 mars, p. 803.

(2) *Bull. Off. Trav.*, mai 1907, p. 492.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1910, p. 243.

de vingt-quatre heures par semaine un repos bimensuel de quarante-huit heures n'est pas en harmonie avec l'esprit de la législation dont l'objet est d'instituer le repos hebdomadaire (1). Cette interprétation n'avait pas été admise pour l'application de l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892 qui stipulait, dans les mêmes termes que l'article 31 du Livre II du Code, que les enfants et les femmes employés dans l'industrie ne pouvaient être occupés « plus de six jours par semaine » (2).

Il est encore admis dans le roulement, en raison du « silence de la loi » (lettre ministérielle du 5 novembre 1906) (3), que la semaine est une période de sept jours consécutifs dont le début est fixé librement par l'employeur, non la semaine civile du lundi au dimanche. Dans le même ordre d'idées, il n'y a pas lieu d'exiger qu'une même série de semaines soit fixée pour l'ensemble du personnel. En d'autres termes, le roulement autorise toute combinaison dans laquelle l'employé, individuellement considéré, obtient un repos de vingt-quatre heures, dans chaque période de sept jours consécutifs.

Fractionnement du repos. — Aux termes de l'article 43 du Livre II du Code du Travail (ancien art. 5 § 3 de la loi du 13 juillet 1906) « dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés et ad-
« mis à donner le repos par roulement, le repos d'une
« journée par semaine peut être remplacé par deux

(1) Dans le même sens, Berthiot, *Repos hebdomadaire*, p. 35 et Bruneau, *op. cit.*, p. 78.

(2) V. Lettre minist. 22 janvier 1897: *Bull. Insp. Trav.*, 1897, p. 20.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 357.

« repos d'une demi-journée, représentant ensemble la
« durée d'une journée complète de travail (1) ».

C'est donc la faculté accordée aux petits établissements admis au régime du roulement, de fractionner en deux parties le repos hebdomadaire. « Il est très facile
« de comprendre, disait au Sénat M. Ch. Prevet, rapporteur, que plus le nombre des employés est considérable, plus il est facile, sans troubler la marche
« de la maison, de se priver d'un employé ou d'en avoir un en surnombre. Quand il s'agit au contraire, d'un
« nombre très restreint d'employés, de trois ou quatre personnes, chacune d'elles constitue un rouage nécessaire au bon fonctionnement de la petite maison (2). »

Si l'on cherche à préciser le sens de l'expression « représentant ensemble une journée complète de travail », on est amené à conclure que « le législateur
« a défini en ces termes, non pas la durée totale en heures de liberté des deux repos compensateurs, mais l'exonération des heures de travail. Le législateur ne
« pouvait plus se référer à la notion initiale : repos de vingt-quatre heures consécutives. Il ne pouvait pas
« dire : deux repos de douze heures chacun ; c'est à peu près l'intervalle ordinaire entre deux postes de
« travail et le repos d'une journée n'eût été remplacé

(1) Le Cons. sup. du trav., en 1904, avait adopté une proposition dans ce sens ; mais il limitait la faculté du fractionnement en cas de roulement aux villes de moins de 3.000 hab. et aux établissements occupant moins de quatre employés ou ouvriers ; de plus, il stipulait que les deux fractions de repos devaient être prises l'une le matin, l'autre le soir. V. Cons. sup. trav., 13^e session, art. 1^{er} *in fine* du projet, p. 228.

(2) Sénat, séance du 3 juillet 1906 : *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 447.

« par rien ou à peu près. Aussi a-t-il tenu à préciser :
« il a indiqué qu'une telle demi-journée de repos était
« une journée où la durée du travail était réduite de
« moitié. Plus exactement, prévoyant que l'on pourrait
« donner tantôt une matinée, tantôt une après-midi, les-
« quelles ne comportent point même durée du travail,
« il a dit : représentant ensemble une journée de tra-
« vail. » (Circulaire du 3 septembre 1906) (1).

De cette explication même, il résulte, par ailleurs, que si l'expression « demi-journée » a été employée de préférence à celle de « douze heures », ce n'est point pour priver le bénéficiaire du droit au roulement de la faculté de donner le repos hebdomadaire à partir de n'importe quelle heure et l'obliger, dans le cas de fractionnement, à compter les demi-journées de minuit à midi ou de midi à minuit. On pourrait se demander toutefois si, juridiquement, le texte ne conduit pas à cette interprétation restrictive.

Les établissements bénéficiaires du roulement qui peuvent ainsi fractionner le repos hebdomadaire sont, d'après l'article 43 susvisé, ceux qui occupent au plus quatre personnes ayant droit à ce repos. Au cours des interpellations de 1907, à la Chambre, M. Thierry estimait cette limitation trop stricte :

« Lorsqu'il s'agit d'établissements autorisés à donner
« deux repos d'une demi-journée, il faudrait que l'on
« fit une échelle progressive indiquant des coefficients
« différents selon l'importance des centres de popula-
« tion, ou que l'on prit une mesure plus large que celle
« qui figure dans la loi » (2).

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 175.

(2) Ch. dép., séance du 23 mars 1907, *J. O.*, 24 mars, p. 796, 1^{re} col.

La circulaire ministérielle du 10 avril 1907 (1) répond à ce désir en étendant provisoirement la faculté de répartir le repos par roulement en deux demi-journées aux établissements occupant moins de huit ouvriers ou employés. Le projet de loi du 31 mai 1907 prévoyait la régularisation législative de cette tolérance ; il est, avons-nous dit, devenu caduc et la tolérance est encore appliquée.

Dans le commerce, le régime du fractionnement du repos est applicable à toutes les catégories de personnel, à la différence de l'industrie où, pour sauvegarder les avantages acquis par la législation du 2 novembre 1892, il est déclaré inapplicable aux femmes et aux enfants (C. Tr., L. II, art. 43 § 2).

Le roulement de droit. — Le droit au roulement peut trouver sa source dans une disposition légale ou réglementaire, ou bien dans une autorisation préfectorale. Il est traité dans la présente section de la première forme de roulement ou roulement de droit.

Le législateur a pris soin d'inscrire à cet effet dans le texte légal (C. Tr., L. II, art. 38 : ancien art. 3 de la loi du 13 juillet 1906) un certain nombre d'entreprises qui, en raison des exigences de la clientèle ou des nécessités techniques de l'industrie exercée, ne peuvent normalement subir d'interruption de 24 heures dans leur fonctionnement.

Mais la liste complète des établissements de cette nature ne pouvait être établie qu'à la suite d'enquêtes spéciales, après que l'expérience eût révélé les lacunes de la nomenclature du législateur. Aussi, dans le dernier § de l'article 38 précité, un règlement d'admi-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 8, *in fine*.

nistration publique est-il prévu afin d'énumérer les industries visées sous deux rubriques générales de cet article (10^e et 11^e) « ainsi que les autres catégories « d'établissements qui peuvent bénéficier du droit de « donner le repos hebdomadaire par roulement ». Donc l'administration possède le moyen d'allonger la nomenclature légale par voie réglementaire. Il est excessif, d'ailleurs, de voir dans ce procédé une « soupape de sûreté » — selon les termes de la circulaire du 3 septembre 1906 (1) —, puisque les préfets peuvent accorder le bénéfice du roulement à l'établissement qui n'en jouit pas de plein droit : la soupape de sûreté est dans l'autorisation préfectorale. Le décret n'aura d'autre effet que de généraliser, pour ces établissements, ce régime de repos hebdomadaire et de changer le titre qui en permet l'usage : le cas s'est présenté notamment pour les caisses d'épargne.

Au Conseil supérieur du travail, en 1904, M. Jay avait proposé que sur la demande d'un quart des ouvriers ou des patrons de la profession, ceux-ci fussent appelés à se prononcer sur les exceptions, admises par le décret, qui ne pourraient être maintenues que si le referendum réunissait une majorité d'ouvriers et de patrons favorable au maintien. Le vœu ne fut pas adopté (2).

Le règlement d'administration publique qui est intervenu porte la date du 14 août 1907 ; il a été modifié par les décrets du 10 septembre 1908 et du 30 avril 1909.

Les chefs d'établissement qui estiment que leur entreprise est visée dans les listes de l'article 38 et du décret

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 172, *in fine*.

(2) *Cons. sup. trav.*, 13^e session, p. 106 (texte) et 116 (vote).

du 14 août 1907 n'ont pas d'autorisation préalable à demander, ni d'avis à adresser à l'Inspection du travail. En cas de contestation entre le commerçant et l'inspecteur, les tribunaux sont appelés à régler le conflit. Il est à remarquer que l'énumération légale et réglementaire donnée par les dispositions susvisées, ayant pour effet d'établir un traitement exceptionnel, « est nécessairement limitative » (arrêt de la Cour de Cassation du 11 novembre 1909) (1).

Commerces bénéficiaires. — Les commerces qui bénéficient du roulement de plein droit figurent, avec des entreprises industrielles, à l'article 38 du Livre II du Code et au décret du 14 août 1907.

L'article 38 vise des établissements commerciaux qui peuvent être classés en quatre catégories :

1° L'alimentation, en ce qui concerne la « fabrication des denrées alimentaires destinées à la consommation immédiate » et les établissements de consommation : « restaurants et débits de boissons » ;

2° Le logement, l'hygiène, la santé : « Hôtels ; — « établissements de bains ; — hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés, dispensaires, « maisons de santé, pharmacies, drogueries, magasins « d'appareils médicaux et chirurgicaux » ;

3° Dans le domaine de la vie intellectuelle et récréative, « les entreprises d'informations et de spectacles ; « musées et expositions ; — entreprises de location de « livres, de chaises, de moyens de locomotion ; — débits « de tabacs et magasins de fleurs naturelles » ;

4° Les transports assujettis (tramways, loueurs de

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 340.

voitures), travaux de chargement et de déchargement dans les ports, débarcadères et stations.

Parmi les entreprises commerciales, *lato sensu*, qui figurent au décret du 14 août 1907 modifié, il faut distinguer celles auxquelles le roulement n'est concédé que pour certains services déterminés et celles qui bénéficient de ce droit sans réserve.

Dans la première catégorie se classent : 1° tous les établissements commerciaux en ce qui concerne le service de transport pour livraisons, le service préventif contre l'incendie, les soins à donner aux chevaux et animaux de trait (1), les travaux de désinfection ; — 2° les banques et les établissements de crédit, en ce qui concerne le service de garde ; — 3° les garages, en ce qui concerne le service du garage et les réparations urgentes de véhicules.

Dans la deuxième catégorie sont inscrits les caisses d'épargne, les établissements de commerce en gros de fleurs naturelles, les entreprises d'expédition, transit et emballage, les entreprises de pompes funèbres, les cabinets publics d'aisance et de toilette, les entreprises d'arrosage, balayage, nettoyage et enlèvement des ordures ménagères, les entreprises de désinfection.

Nous examinerons plus loin la situation des boulangeries et des hôtels et restaurants au regard de la législation sur le repos hebdomadaire. Les autres commerces admis de droit au roulement appellent diverses remarques.

Lorsqu'un établissement exerce plusieurs commerces dont un seul jouit du roulement, l'exception ne peut

(1) Le ferrage ne doit pas être compris sous cette rubrique : dans ce sens, jugement du tribunal de simple pol. d'Hennebont (Morbihan) du 7 octobre 1911 ; *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 363.

être étendue d'office aux autres catégories. Quand le personnel n'est pas spécialisé, le Ministre du Travail estime, dans sa lettre du 5 novembre 1906 (1), « qu'il y a lieu d'exiger que seule la profession donnant droit au roulement soit exercée par les employés le dimanche ». Il s'agissait en l'espèce d'un débit de tabac avec un commerce de mercerie annexé.

Par application du principe, déjà énoncé, que la nomenclature des établissements admis au roulement est limitative, le bénéfice de cette exception a été refusé aux libraires dépositaires de journaux qui se prévalaient de l'inscription des « entreprises de journaux ». Pareil refus a été opposé aux bouchers qui invoquaient la disposition relative à la « fabrication des produits alimentaires destinés à la consommation immédiate » (2). La Cour de Cassation a écarté, de même, les commissionnaires en bestiaux de boucherie (arrêt précité du 11 novembre 1909) (3).

Le tribunal de simple police de la Seine a écarté les confiseurs, par un jugement du 25 juillet 1908 : il les avait admis, dans une espèce identique, par un jugement antérieur du 14 mars de la même année (4). La Cour de Cassation, saisie de cette espèce, n'a nettement visé que le cas de la vente de denrées alimentaires à laquelle elle refuse le bénéfice du roulement de droit (arrêt du 23 juillet 1909) (5). Sans contester aux confiseurs, fabricants de bonbons et sucreries diverses, la qualité de fabricants de « denrées alimentaires », il

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 357.

(2) *Rapports*, 1906, p. LXXI.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 340.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 85 et 271.

(5) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 186.

nous paraît que ces produits ne sont pas « de consommation immédiate » et qu'on doive, en conséquence, leur refuser, même pour la fabrication, le régime du roulement de plein droit.

La rubrique susvisée comprend au contraire, sans conteste, les boulangers, pâtisseries et charcutiers, mais d'après la lettre de la loi, le roulement n'est régulièrement applicable qu'au personnel occupé à la fabrication (1). Il suit de là, qu'à la différence de la boulangerie, un dépôt de pain n'est pas compris dans l'exception. Au surplus, la vente de denrées alimentaires au détail jouit de dérogations particulières (2). Cependant, « il résulte des explications échangées au cours « de la discussion de la loi, au Sénat, que l'on doit « rattacher à la fabrication le personnel nécessaire, sur « place, à l'écoulement immédiat des produits, ces produits étant définis : « de consommation immédiate » ; « il arrive fréquemment, d'ailleurs, dans la pratique, « que les mêmes personnes soient employées aux deux « opérations » (Circulaire du 3 septembre 1906) (3).

Sous la rubrique « Restaurants, débits de boissons », il faut comprendre les cercles (4). Le projet de loi du 31 mai 1907 proposait de les y inscrire expressément.

En faveur des maisons de santé, la lettre ministérielle du 12 novembre 1908 (5), a admis, à titre de tolérance, le régime provisoirement consenti aux hospices de la ville de Paris. Ce régime comporte pour le personnel de jour : quatre demi-journées de repos par mois, avec

(1) Dans ce sens, arrêt de la Cour de Cass. du 18 février 1910 ; *Bull. Insp. Trav.*, 1910, p. 37.

(2) Voir ci-après, Section II, p. 141.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 172.

(4) Sur l'assujettissement des *cercles*, voir ci-dessus Ch. I^{er}, p. 40.

(5) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 384.

repos compensateur d'une journée entière par quinzaine ; pour le personnel de nuit, quatre nuits de repos par mois.

Le droit au roulement concédé aux établissements énumérés est une faculté, non une obligation. Ils peuvent donc toujours observer volontairement le régime normal du repos du dimanche. Nous avons eu l'occasion de signaler le système de fermeture pratiqué le dimanche par les pharmaciens de certaines villes (1).

La fermeture des gares de marchandises et des bureaux de régie a amené un certain nombre de maisons de camionnage et de transports à renoncer au repos par roulement ; le syndicat des ouvriers charretiers de Béziers a même obtenu du syndicat patronal correspondant la stipulation du repos du dimanche dans une convention collective de travail (2).

Le décret du 14 août 1907 a admis tous les établissements commerciaux au roulement, en ce qui concerne leur « service de transport pour livraisons ». Le terme « transport », s'il n'est pas une superfétation, doit exclure le simple « port » des paquets ; excluera-t-on aussi la livraison effectuée par véhicule poussé par le livreur (pousseuse des porteuses de pain), tandis qu'on admettrait au roulement la livraison par tricycles porteurs ? Ou bien écartera-t-on ce dernier véhicule, alors qu'on ne saurait refuser la dérogation à la petite voiture automobile ? L'administration n'a pu entrer dans de telles distinctions qui auraient été arbitraires. Elle a permis le roulement pour tous les livreurs, quel que soit le mode de livraison : « Mais s'il faut admettre qu'un employé spécialement affecté à la li-

(1) Voir ci-dessus, Ch. II, p. 108.

(2) Rapports, 1909, p. XL.

« vraisou, dit la lettre ministérielle du 6 mars 1908 (1),
« peut être occupé le jour du repos collectif sous ré-
« serve d'un jour de repos en semaine, on ne saurait
« autoriser ce régime en faveur d'employés qui ne rem-
« pliraient qu'exceptionnellement ou accessoirement le
« rôle de garçon livreur. »

D'après la même décision ministérielle, on ne peut étendre la dérogation à l'emballage par assimilation à la livraison.

Boulangeries ; le repos groupé. — La boulangerie appartient à ces entreprises de l'alimentation qui participent à la fois de l'industrie et du commerce. Exclue, en règle générale du champ d'application de la réglementation industrielle, elle se place en conséquence dans le domaine commercial (2). Néanmoins, la fabrication pour laquelle elle est admise de droit au roulement en vertu de l'article 38-1° du Livre II du Code du Travail, est une opération nettement industrielle et nous n'en parlerons ici que pour donner un exposé pratique de la théorie du « repos groupé » qui paraît être une solution des difficultés rencontrées dans la boulangerie (3).

Le roulement est d'application difficile, parce que, surtout dans les petites localités, il est malaisé de trouver de bons extras pour remplacer les ouvriers mis au repos : d'où opposition patronale à la législation. Quant aux ouvriers travaillant la nuit, dormant le jour, le repos hebdomadaire se présente plutôt comme un repos de nuit auquel ils préfèrent des congés périodi-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 13.

(2) Voir *Introduction*, p. 3.

(3) Voir dans ce sens *Rapports*, 1906, p. LXXIII.

ques : d'où résistance ouvrière. Les intéressés étant d'accord pour violer la loi, surtout dans le régime du roulement, la fraude est aisée (1).

En présence des difficultés que rencontre l'organisation du roulement (2), un grand nombre de boulangers ont tenté de donner le repos collectif du dimanche (3). Mais dans certaines régions, comme à Epinal et dans plusieurs villes du Nord, la clientèle s'est montrée mécontente d'un mode de repos qui l'oblige à manger du pain rassis un jour par semaine. D'autre part, il ne semble pas qu'il y ait progrès à assurer le repos du dimanche au prix de l'exécution en un jour du travail de deux journées. Des boulangeries retiennent leurs ouvriers au travail 16 et 18 heures le samedi. L'abus est tel que les ouvriers quittent fréquemment les établissements pratiquant le « doublage » le samedi (4).

Quant au fractionnement du repos en deux demi-journées, sur 42.380 boulangeries qui occupent un personnel, il est susceptible d'être organisé dans 41.376 établissements qui ont moins de huit employés (5). Ce régime pourrait faciliter l'application de la loi ; en fait, il aide surtout à l'éluder (1).

Au cours de la discussion de la loi au Parlement, la

(1) Voir ci-après : Chap. VI, Sect. II, *Les fraudes du roulement*.

(2) Sur ces difficultés, Cf. Watin-Augouard : *l'Application et la Réforme de la loi du 13 juillet 1906, sur le repos hebdomadaire*, p. 131.

(3) Voir ci-dessus : Chap. II, p. 98. — V. Rapports, 1912, p. LXVI.

(4) V. Rapports : 1908, p. LX, et 1909, p. XXXIX.

(5) Le nombre de 41.376 ne comprend pas les boulangeries ayant 6 et 7 ouvriers : mais leur chiffre doit être relativement faible puisqu'on n'en compte que 858 ayant un personnel de 6 à 10 ouvriers : V. Statist. Recens., 1906, T. I, II^e part., p. 198.

Commission sénatoriale avait proposé d'accorder aux boulangers la faculté de remplacer le repos hebdomadaire par un repos de treize jours tous les trois mois à prendre en une fois ou par fractions. Cette proposition ne fut pas adoptée par le Sénat (1). Le Ministre du Commerce et M. Monis lui adressèrent le juste reproche de déroger gravement au principe du repos hebdomadaire. Il faut reconnaître cependant qu'elle tenait compte des difficultés que l'expérience n'a fait que confirmer et qu'elle s'adaptait mieux aux habitudes d'une profession où les congés périodiques sont d'une pratique courante.

La nécessité du repos groupé pour les boulangers fut affirmée à la tribune de la Chambre, au cours des interpellations de 1907, par MM. Berry et Puech (2). Le projet de loi déposé par le Ministre du Travail le 31 mai 1907 entraînait dans cette manière de voir : une disposition permettait de grouper pour chaque mois les journées de repos dans les villes de moins de 25.000 habitants, avec referendum préalable des ouvriers boulangers électeurs au conseil de prud'hommes lorsqu'il existerait un Conseil. Il est à noter que la Commission du travail de la Chambre n'admit pas cette disposition.

Le Ministre du Travail a permis, par tolérance, dans plusieurs villes où il paraissait que l'état du chômage ne permettait pas le recrutement facile des extras, la faculté de substituer au repos hebdomadaire un repos mensuel de quatre jours. Cette tolérance est pratiquée dans trois circonscriptions de l'Inspection du travail

(1) Sénat, séances des 3 et 5 juillet 1906 : V. *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 476 et suivantes; vote, p. 507.

(2) Ch. Dép., séances des 1^{er} et 8 mars 1907, *J. O.*, 2 mars, p. 538 et 9 mars, p. 608.

(sur onze) : dans la circonscription de Paris, la tolérance serait assez répandue ; on la rencontrerait encore dans la circonscription de Limoges ; dans celle de Marseille, elle ne serait utilisée que par les boulangers de Nice.

Sans doute ce régime donne une plus grande souplesse au système d'application de la loi à la boulangerie, mais il est aussi une cause nouvelle de complication et de fraude. Dans les milieux patronaux, on affirme qu'il est aussi difficile de recruter un extra pour quatre jours par mois que pour un jour par semaine et nombreux sont les ouvriers qui préfèrent des congés moins réguliers, mais plus longs. Faut-il revenir à la proposition de la Commission sénatoriale qui se borne, en somme, à sanctionner le régime de fait des repos groupés trimestriels ou vaut-il mieux maintenir le principe du repos hebdomadaire et s'efforcer progressivement de le faire prévaloir, en escomptant une meilleure organisation du placement et les facilités que peut donner l'utilisation croissante du pétrin mécanique ? Seule cette dernière solution est conforme au principe de la législation, et ce principe est amplement justifié à l'égard d'une profession dont la rude besogne est encore un travail de nuit ; de plus — c'est l'argument des syndicats ouvriers — elle est de nature à atténuer le chômage en permettant aux chômeurs de travailler régulièrement comme extras. Solution difficile, sans doute, mais solution désirable et possible, elle doit être préférée à la simple consécration des habitudes corporatives qui ne serait une solution aisément applicable que parce qu'elle serait pratiquement sans portée. Le maintien de la loi n'exclut pas, d'ailleurs, tous les ménagements que commandent les difficultés véritables : ces tolérances de fait sont préférables à une brèche que

le législateur ferait lui-même au cœur de la législation et qui risquerait de s'élargir.

La question des congés annuels n'est pas sans intéresser les employés, mais ils désireraient qu'elle fût résolue sans rien sacrifier du repos hebdomadaire. C'est dans ce sens que s'exprimait, en 1904, au Conseil supérieur du Travail, M. Besse, l'un des représentants des employés, qui réclamait un congé annuel et payé de huit jours (1). Dans ce sens, M. G. Bureau et M. A. Girod, députés, ont déposé respectivement, le 13 mars et le 17 juin 1913, deux propositions de loi (2), à peu près identiques, qui prévoient que tout salarié, en dehors du repos hebdomadaire légal, aura droit à huit jours consécutifs de congé par an, payés au taux du salaire ordinaire.

Assurer le paiement du congé sans lequel ce repos groupé serait peu apprécié des employés, est une prescription d'application délicate, car l'employé ne reste pas toujours une année dans le même établissement et le patron pourra s'en séparer avant l'époque des vacances. Le projet de loi du 31 mai 1907 qui stipulait le paiement des repos groupés, prescrivait que l'employé, occupé sous ce régime, quittant l'établissement avant d'avoir bénéficié du congé, a droit à en réclamer le paiement, nonobstant toute convention contraire.

Hôtels et restaurants. — L'application des prescriptions légales sur le repos hebdomadaire dans les hôtels et restaurants a soulevé des difficultés comparables à celles qui ont été signalées dans la boulangerie, quant à l'organisation du roulement.

(1) Cons. sup. trav., 13^e session, p. 187.

(2) Proposit. Bureau, Doc. parl., n° 2.619, *J. O.*, 1913, p. 283.

— Proposit. Girod. Doc. Parl., n° 2.876.

Pour des établissements de cette nature dont le fonctionnement est continu, il faut pouvoir remplacer par des extras les employés mis au repos. Le recrutement de ces extras, surtout dans les petites villes, est fort malaisé. De plus, dans les hôtels particulièrement, chaque employé a un rôle très spécialisé ; même dans les petits établissements où cette spécialisation individuelle est moins marquée, l'employé doit connaître les habitudes de la maison : autant d'entraves à l'organisation du roulement. Enfin, les hôteliers sont responsables, aux termes de l'article 1952 du Code civil, des objets apportés par le voyageur qui loge chez eux : aussi protestent-ils vivement contre la nécessité d'embaucher pour un seul jour un inconnu qui ne leur offrira aucune garantie d'honnêteté.

Quant aux employés, ils ont parfois émis la crainte que leur jour de repos coïncidât avec le départ de voyageurs : ils se trouveraient ainsi privés du pourboire qui constitue la meilleure part de leur rémunération.

Tous ces inconvénients sont amplifiés dans les hôtels des villes d'eaux où l'activité est intense pendant la saison. Il est alors difficile au chef d'établissement de donner le repos et l'employé, engagé pour la saison, demande généralement à travailler sans interruption, sauf quelques heures de sortie.

Dans les restaurants, les inconvénients indiqués sont moins accusés que dans les hôtels ; mais il convient de remarquer qu'en province surtout, s'il existe des restaurants autonomes, il est rare de trouver un hôtel sans un restaurant annexé. Dans les hôtels-restaurants, le personnel travaille, selon l'heure, dans l'un ou l'autre service. Le même régime de repos hebdomadaire et les mêmes facilités doivent, en conséquence, être accordés aux restaurants comme aux hôtels.

La situation difficile des hôtels au regard de la législation sur le repos hebdomadaire a été signalée à la Chambre, en 1907, par MM. Berry, Engerand et Empereur (1).

Dès le début de l'application de la loi, l'Administration fut avertie de ces réelles difficultés (2). Déjà la circulaire ministérielle du 3 septembre 1906 constatait et prévenait ces inconvénients en donnant au service de l'Inspection du travail les instructions suivantes :

« Il résulte de l'enquête faite dans diverses circonstances que, pour certains travaux, pour certaines localités, il faudra un assez long laps de temps pour recruter et former le personnel supplémentaire qu'entraîne l'organisation du repos hebdomadaire par roulement. Vous devrez tenir compte de ces difficultés, dès l'instant que l'établissement opérera son recrutement d'une manière progressive et continue et fera le possible pour satisfaire entièrement à la loi dans un délai raisonnable » (3).

Se-référant à ces instructions, la circulaire du 10 avril 1907 les précise à l'égard des hôtels et des restaurants ; elle institue en leur faveur un régime défini : « Pour les établissements de cette nature, lorsque l'état du chômage, dans la localité ou dans la région, ne permet point aisément le remplacement, dans des conditions normales, des diverses catégories de personnel mises au repos, j'estime que ces tolérances pourraient consister à n'exiger pour l'employé qu'une sortie d'une journée par mois, et une demi-journée de liberté

(1) Ch. Dép., séances des 1^{er} et 8 mars 1907, *J. Q.*, 2 mars, p. 637, et 9 mars, p. 611 et 613.

(2) Cf. Rapports, 1906, p. LXXIII.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 171, *in fine*.

« dans chacune des autres semaines du mois ; cette « demi-journée de repos devra exonérer l'ouvrier de la « moitié de son travail effectif journalier » (1).

Cette tolérance a été libéralement octroyée par le service de l'Inspection du travail. Elle a même été reconnue par le Ministre dans certaines grandes villes, notamment à Paris, Marseille, Lyon, pour certains emplois très spécialisés, chefs-cavistes, chefs de cuisine, maîtres d'hôtel et chefs de salles, caissiers, etc...

Mesure transitoire, elle doit être progressivement retirée et, bien que tolérée encore, l'Administration et le service de l'Inspection s'efforcent d'en réduire l'usage. Tolérance extra-légale, elle n'équivaut pas à un droit et, en cas de poursuites, « elle ne peut légalement constituer un motif de relaxe », d'après la jurisprudence de la Cour de Cassation (arrêt du 11 janvier 1908) (2).

Le fractionnement du repos en demi-journées est une facilité qui trouve une application fréquente dans les hôtels et restaurants. Sur 41.444 de ces établissements qui occupent un ou plusieurs employés, 38.145, en effet, emploient une à cinq personnes (92 0/0) (3). Au début, les hôtels et restaurants qui avaient adopté cette modalité l'ont abandonnée pour recourir au régime de tolérances de 1907 (4). Le retrait progressif de ces tolérances semble devoir donner au roulement fractionné le caractère de régime normal des hôtels et restaurants.

Des facilités supplémentaires ont été accordées aux

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 9.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 68.

(3) Cette proportion augmenterait légèrement si on y comprenait les établissements occupant 6 et 7 personnes. 1.959 hôtels et restaurants emploient de 6 à 10 employés: V. *Statist. Recens.* 1906, T. I., II^e part., p. 242.

(4) V. *Rapports*, 1907, p. LXXXIII.

hôtels des villes d'eaux sous forme de suspensions périodiques du repos (1).

Comme pour la boulangerie, l'amélioration du régime de repos hebdomadaire des hôtels a été recherchée dans le système du repos groupé. Proposée dans le projet gouvernemental du 31 mai 1907, cette mesure qui fut écartée par la Commission du travail de la Chambre, en ce qui concerne les boulangers, fut admise pour les hôtels dans les conditions suivantes :

1° Les hôtels et restaurants des stations balnéaires, thermales ou climatiques pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an au maximum, à la condition d'assurer à l'employé ou à l'ouvrier un nombre égal de jours de repos groupés au cours de l'année;

2° Les hôtels et restaurants occupant moins de huit personnes peuvent suspendre le repos trente demi-journées au maximum par an, à la condition de donner au personnel une période égale de repos compensateur.

Ces propositions, devenues caduques, n'ont qu'une valeur indicative. Le rapporteur, M. Zévaès, déclarait que la Commission ne les présentait qu'à regret (2).

SECTION II

Vente de denrées alimentaires

Régime du commerce de détail. — Aux termes de l'article 42 du Livre II du Code du Travail (ancien

(1) Voir ci-après, chap. V, Sect. II, *Suppression annuelle de 15 repos.*

(2) Sur le paiement des jours de repos groupé, voir ci-dessus, à la fin du paragraphe précédent, sur la Boulangerie, p. 137.

art. 5 § 2 de la loi du 13 juillet 1906), « dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail, « le repos peut être donné le dimanche après-midi avec « un repos compensateur, par roulement et par semaine, d'une autre après-midi pour les employés âgés « de moins de vingt et un ans et logés chez leur patron, et par roulement et par quinzaine, d'une journée entière pour les autres employés ».

Ce régime s'inspire de celui que le Conseil supérieur du travail avait proposé, en 1904, qui consistait à permettre aux établissements de vente au détail de denrées d'alimentation de rester ouverts le dimanche matin pendant cinq heures sous réserve d'un repos compensateur en semaine (1).

Le régime adopté répond à la préoccupation de laisser au public, surtout à la clientèle ouvrière, la possibilité d'effectuer les achats de denrées alimentaires dans la matinée du dimanche.

Ce régime a un caractère mixte, en ce sens que si le repos compensateur d'une après-midi ou d'une journée peut être donné par roulement, le repos de l'après-midi du dimanche est nécessairement collectif. Par les termes « une après-midi » et « une journée », le législateur a voulu spécifier que le repos compensateur serait pris de midi à minuit ou de minuit à minuit, non à partir d'une heure quelconque.

Une autre caractéristique de la dérogation réside dans la double modalité du repos compensateur : une après-midi par semaine pour les mineurs logés, une journée par quinzaine pour les autres employés. Il ré-

(1) Cons. sup. trav., compte rendu, 13^e session, p. 228, art. 2 § 3.

sulte de la discussion au Sénat (1) que cette double modalité a été imaginée pour mettre en harmonie le repos hebdomadaire des mineurs logés et nourris dans l'établissement, très nombreux dans le commerce de l'alimentation, avec la mission de surveillance qui incombe au patron à leur égard : le repos de vingt-quatre heures se prêtait mal à cette situation ; au contraire, le législateur a entendu maintenir ce repos normal en faveur des autres employés, mineurs non logés et adultes.

Néanmoins, cette dualité était une complication, par là même une difficulté. Diverses tolérances administratives ont permis l'unification sur la base d'un repos compensateur en semaine. D'abord la circulaire du 3 septembre 1906 (2), par une interprétation extensive de la disposition de l'art. 5 § 3 de la loi de 1906 (actuellement art. 43 du Livre II du Code du Travail) admet que la faculté de fractionner le repos en deux demi-journées par semaine dans les établissements bénéficiaires du roulement occupant moins de cinq ouvriers, est applicable au repos compensateur d'une journée par quinzaine prévu pour la vente de denrées alimentaires. Ensuite la circulaire du 10 avril 1907 (3) accorde cette faculté dans tous les cas, à titre de tolérance provisoire, sans considération du nombre des employés.

Le régime, ainsi simplifié, devient plus commodément applicable, d'autant que les ménagères s'approvisionnant surtout le matin chez les détaillants de denrées alimentaires, l'activité est fort ralentie dans l'après-midi (4). Mais, dans ces conditions, il est manifeste que

(1) Sénat, séance du 3 juillet 1906 ; *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 435.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 174, *in fine*.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 8.

(4) Cf. Rapports, 1906, p. LXXVIII.

les deux après-midi ne représentent pas une journée effective de travail, contrairement à l'esprit de la législation et au vœu même exprimé par la circulaire du 10 avril 1907. En fait, ce régime est devenu la règle générale (1).

Les commerces auxquels s'applique cette dérogation sont tous les commerces de denrées alimentaires : boucheries, charcuteries, épiceries, boulangeries, pâtisseries, fruiteries, marchands de fromages et de comestibles, etc... (2), sans préjudice du roulement pour la fabrication lorsqu'il s'agit de produits de consommation immédiate. (C. Tr., L. II, art. 38-1°). Il n'y a pas lieu d'exiger, comme pour la dérogation accordée à la fabrication, que les produits soient « de consommation immédiate » (3) ; il n'y a pas correspondance exacte entre les dérogations de l'art. 38-1° et de l'art. 42 : ainsi, les confiseurs-fabricants n'auront pas droit au roulement, tandis que les détaillants confiseurs auront droit au régime de l'article 42. Il n'y a pas lieu davantage, pour l'application de cet article, d'établir une distinction que nulle disposition du texte ne justifierait, entre les denrées alimentaires de première nécessité, comme le pain et la viande, et les produits de luxe et de fantaisie, comme les bonbons, œufs de Pâques et sucreries diverses : l'Administration, se fondant sur les motifs d'un arrêt de la Cour de Cassation du 23 juillet 1909 (4) qui qualifie un établissement de vente de chocolats à la crème, bonbons et marrons glacés de « magasin de vente de produits alimentaires », considère comme den-

(1) Rapports, 1909, p. XLIV.

(2) Énumération donnée dans le rapport de la Commission supérieure pour 1906, p. LXXVIII.

(3) Circ. 3 sept. 1906 : *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 174.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 186.

rées de cette nature tout ce que l'homme mange et boit (1).

La distinction n'est pas toujours aisée entre la fabrication qui bénéficie du roulement (C. Tr., L. II, art. 38-1°), la vente au détail qui a droit au régime spécial de l'art. 42 et la vente en gros qui est soumise au repos du dimanche, sauf dérogation obtenue du préfet. Ainsi la lettre ministérielle du 11 juillet 1908 (2) distingue à cet égard, parmi les charcutiers des Halles centrales de Paris : 1° les charcutiers qui transforment la viande de porc en pâtés, boudins, saucisses (fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate) ; — 2° les charcutiers qui débitent de la viande fraîche de porc (vente au détail de denrées alimentaires) ; — 3° les charcutiers qui ne vendent qu'en gros et demi-gros.

« Il arrive très fréquemment, indique la circulaire « du 3 septembre 1906 (3), que, dans le même établis-
« sement, il soit vendu à la fois des denrées alimen-
« taires au détail et des marchandises non destinées à
« l'alimentation telles que parfumerie, ustensiles de
« ménage, papeterie, articles de bazar, etc... » Dans
ce cas, seule la vente de denrées alimentaires doit bénéficier de la dérogation, sinon les marchands spécialisés des autres produits seraient en droit de réclamer de ce fait au préfet une dérogation équivalente. Ainsi, commet une infraction l'épicier dont l'employé vend un balai le dimanche matin (arrêt de la Cour de Cassation du 20 novembre 1909) (4).

Repos de l'après-midi du dimanche et dérogations.

(1) Cf. Circ. minist. 23 juillet 1913: *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 256.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 242.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 174.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 342.

— Pendant le repos collectif de l'après-midi du dimanche prévu par l'article 42, la plupart des établissements pratiquent la fermeture. C'est ainsi que le rapport de la Commission supérieure du travail pour l'année 1912, signale qu'à Paris et à Lyon, sur 47.430 établissements commerciaux donnant le repos collectif l'après-midi du dimanche (magasins de vente au détail de denrées alimentaires, principalement ; établissements autorisés par les préfets : C. Tr., L. II, art. 34 §§ b et c) pour lesquels le renseignement a pu être donné, 35.972 ont fermé, soit 76 0/0 (1).

L'obligation de mettre les employés au repos à partir de midi n'est pas strictement observée et « le personnel « est parfois retenu illégalement jusqu'à une heure ou « deux heures de l'après-midi » (2). Les patrons allèguent que la fermeture à midi précis gênerait la vente au moment où elle est le plus active ; les bouchers, les marchands qui font leurs livraisons en ville ou dans les communes voisines ne les terminent pas avant midi, en sorte qu'il est souvent une heure quand commence le repos de l'après-midi. De plus, l'employé, avant de partir, est généralement astreint à divers travaux de rangement, de nettoyage et de fermeture. « Aussi, les « commerçants intéressés voudraient-ils que la fermeture n'ait lieu qu'à une heure » (3). Quoi qu'il en soit, en l'état actuel de la législation, une telle pratique serait illégale et l'on ne peut arguer des usages locaux et professionnels pour faire commencer l'après-midi à une heure seulement (Arrêt de la Cour de Cassation du 21 mai 1909) (4).

(1) D'après Rapports, 1912, p. LXVII.

(2) Rapports, 1909, p. XLIV.

(3) V. Rapports, 1906, p. LXXVIII, et 1907, p. LXXXIII.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 333.

Il existe un certain nombre d'établissements de vente de denrées alimentaires au détail qui ont renoncé au bénéfice du régime de l'article 42 pour observer le repos du dimanche entier. Notamment, des épiceries importantes préfèrent le régime normal, par suite des inconvénients qu'elles aperçoivent dans l'organisation des repos compensateurs de l'article 42 (1).

D'autres établissements susceptibles de bénéficier des dispositions de l'article 42 ont obtenu des préfets l'autorisation de déroger à l'obligation du repos du dimanche, suivant l'un des quatre modes prévus par l'article 34 du Livre II du Code. Au 1^{er} janvier 1913, les établissements de cette catégorie bénéficiaires d'une autorisation préfectorale non rapportée étaient au nombre de 1.333 et se répartissaient comme il suit (2) :

1° — 251 d'entre eux ont obtenu la faculté de donner le repos hebdomadaire un autre jour que le dimanche, généralement le lundi (art. 34 § a) : cette dérogation a été accordée principalement en raison des marchés qui, dans certaines localités, se prolongent le dimanche après-midi ;

2° — 234 ont obtenu l'autorisation de donner le repos hebdomadaire du dimanche midi au lundi midi (art. 34 § b) : ils ne le pouvaient point sous le régime de l'art. 42, puisqu'il est exigé que le repos compensateur soit placé l'après-midi pour les mineurs logés chez le patron ; toutefois, pour les autres employés, avec les tolérances admises, la combinaison de l'art. 34 § b devient possible par application de l'art. 42 ;

3° — 108 ont été autorisés à donner le repos l'après-midi du dimanche avec un repos compensateur par rou-

(1) V. Rapports, 1906, p. LXXVIII.

(2) V. Rapports, 1912, tableau p. LXIII.

lement et par quinzaine (art. 34 § c) : très voisine de la dérogation de l'art. 42, c'est l'exception la moins accordée ; elle avait l'avantage, avant les tolérances admises par la circulaire de 1907, de permettre d'organiser le même régime de repos compensateur pour tout le personnel ; depuis lors, — la possibilité de fractionner la journée de quinzaine ayant été admise dans le régime c —, les deux exceptions (art. 42 et art. 34 § c) seraient, par suite de ces tolérances, devenues identiques, si, dans le régime de l'art. 42, la demi-journée de repos compensateur en semaine ne devait être nécessairement une après-midi pour la catégorie des mineurs logés. Au surplus, même avec cette quasi-identité, l'autorisation préfectorale n'est pas sans valeur, car elle possède un caractère permanent, tandis que les tolérances admises pour l'application de l'art. 42 n'ont qu'une valeur provisoire ;

4° — 740 enfin ont obtenu le roulement, dont 666 le roulement pur et simple et 74 un roulement spécial comportant la division du personnel en deux équipes dont l'une se repose le dimanche entier, l'autre du dimanche midi au lundi midi, généralement avec alternance des équipes.

On remarque, par ces chiffres, que les autorisations ont porté surtout sur les régimes a et d (74 0/0) : les exceptions b et c ont été moins demandées, car elles prévoient le repos collectif de l'après-midi du dimanche et ne peuvent dès lors conférer que de bien faibles avantages par rapport au régime de l'art. 42.

Halles centrales de Paris : vente en gros. — Les commerces de denrées alimentaires en gros ne bénéficiaient d'aucun régime exceptionnel de plein droit. Ces commerces se sont accommodés du régime normal ou

ont obtenu des préfets les dérogations nécessaires (1).

Ce n'est qu'aux Halles centrales de Paris que l'application des prescriptions légales sur le repos hebdomadaire a soulevé, dans certaines branches commerciales, de grandes difficultés : le Gouvernement, pour les résoudre, a déposé à la Chambre, le 19 mai 1913, un projet de loi qui prévoit l'institution d'un régime spécial. Ce projet a été renvoyé à la Commission du travail.

L'exposé des motifs (2) analyse les difficultés rencontrées en l'espèce. D'après ce document, l'observation du repos hebdomadaire n'a pas suscité d'inconvénient sérieux dans les divers commerces de gros des Halles centrales de Paris autres que le commerce des fruits et primeurs (viandes, beurre et œufs, volailles et gibiers, poissons). Le repos collectif y a été facilement adopté dès la mise en vigueur de la loi et les pavillons où sont exercés ces commerces sont régulièrement fermés, pendant toute l'année, un jour par semaine : le dimanche ou le lundi.

L'application de cette loi a, au contraire, soulevé de graves difficultés dans le commerce des fruits et légumes, tant à raison de la nature périssable des denrées pendant une certaine période de l'année qu'à raison de l'opposition des intérêts en présence.

Les divers modes de repos que le Préfet de police peut autoriser y ont été successivement mis à l'essai et abandonnés presque aussitôt.

(1) Des dérogations ont été accordées par les préfets à des négociants en vins et à des entrepositaires de bière : Voir Rapports 1912, tableau, p. LXIII.

(2) Exposé des motifs et projet de loi du 19 mai 1913, Ch. dép., doc. parl., n° 2738, *J. O.*, p. 588.

Le régime du roulement (C. T., L. II, art. 34 § d), le seul qui aurait permis l'ouverture du marché tous les jours pendant toute l'année, a été reconnu impraticable, la présence de certains employés spécialistes étant considérée comme indispensable tous les jours, aussi bien par les commerçants que par leurs employés.

Il a été reconnu également, après expérience, que le régime prévu à l'article 34 § c (repos du dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine) ne pourrait être appliqué d'une façon régulière, sans présenter les mêmes inconvénients que le repos par roulement.

Quant au régime du repos collectif, il entraînerait la fermeture complète du marché un jour par semaine : solution impossible dans la période de l'année dite « des fruits rouges » (fraises, cerises, etc.), pendant laquelle il est indispensable que les marchandises soient vendues chaque jour.

En présence de ces difficultés, les différents syndicats patronaux et ouvriers des commerces de vente en gros des fruits et légumes aux Halles centrales et dans les magasins, furent amenés à conclure, le 23 mars 1908, l'accord suivant :

« Repos collectif toute l'année, et ce, un jour entier par semaine, sauf durant la période dite « des fruits rouges » qui est fixée irrévocablement à une durée de trois mois au maximum. Cette période « des fruits rouges » commencera le 1^{er} mai pour finir le 31 juillet.

« Toutefois, tous les intéressés, aussi bien patrons qu'employés, déclarent que le présent accord auquel ils donnent leur entière adhésion, ne pourra entrer en application qu'autant que toutes transactions commerciales seront complètement suspendues sur le carreau forain.

« A cet effet, ils prient M. le Ministre du Travail d'user de son influence auprès de M. le Président du Conseil pour que la fermeture du carreau forain, aux conditions précédemment déterminées, soit assurée par voie de décret signé au plus tard le 1^{er} mai, ou qu'à cette date, l'assurance formelle leur soit donnée qu'il le sera pour le 31 juillet. A défaut, les parties intéressées reprendront leur liberté d'action ».

Il y a lieu de remarquer qu'aucun mode de repos n'était prévu dans l'accord pour la période « des fruits rouges ». D'autre part, les intéressés subordonnaient leur adhésion au repos collectif du lundi pendant neuf mois de l'année, à la suspension complète des transactions commerciales sur le carreau forain.

Le Préfet de police sanctionna, sur ce dernier point, l'accord du 23 mars 1908, en décidant, par deux ordonnances en date du 27 avril suivant, que le marché du carreau forain des Halles centrales, ainsi que la vente dans les pavillons de gros des fruits et légumes, auraient lieu tous les jours du 1^{er} mai au 31 août, et tous les jours, sauf le lundi, du 1^{er} septembre au 30 avril. Toutefois, il faut observer qu'aucune ordonnance du préfet de police n'obligeait les commissionnaires à fermer leurs magasins le même jour que le marché : le préfet de police ne disposait d'ailleurs d'aucun moyen légal pour leur imposer cette obligation.

Quant au mode de repos pendant la période d'ouverture quotidienne du marché, il était fixé pour la majorité des commissionnaires et mandataires par les arrêtés des 13 et 15 avril 1907, qui les autorisaient à donner le repos du dimanche après-midi avec un repos compensateur (art. 34, § c). Le même régime fut étendu à un certain nombre de commissionnaires et de mandataires

qui l'avaient demandé, par des arrêtés complémentaires des 29 avril, 4, 11 et 13 mai 1908.

Mais ce régime ne pouvait être appliqué strictement, en raison de la nécessité pour les patrons de conserver tous les jours d'ouverture du marché leurs employés spécialistes. Devant cette obligation parfaitement comprise par le syndicat des employés, ce syndicat se mit d'accord avec les représentants des mandataires et des commissionnaires, pour demander que le repos compensateur en question fût donné pendant la période de fermeture du marché, soit en groupant les journées de repos dues, soit en donnant au personnel le repos collectif du dimanche après-midi et la journée entière du lundi.

Cet accord qui semblait donner satisfaction à la grande majorité des intéressés, n'avait malheureusement pas, en raison du caractère extralégal de ses différentes dispositions, une autorité suffisante pour être respecté par tous les patrons.

Aussi certains commissionnaires possédant plusieurs magasins émirent-ils bientôt la prétention de donner le repos le dimanche dans une partie de leurs établissements, le lundi dans les autres. Ils avaient le droit d'ouvrir leurs magasins, dont aucun arrêté du préfet de police n'ordonnait et ne pouvait ordonner la fermeture.

D'autre part, le Conseil d'Etat décida qu'aucune disposition de la loi sur le repos hebdomadaire ne prescrivait que le repos soit donné suivant le même mode dans des établissements distincts et séparés, par le seul motif qu'ils appartiennent au même propriétaire ou sont placés sous une direction unique (décision du 10 septembre 1909) (1).

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 330. V. ci-après, p. 180.

Aucune sanction ne peut donc atteindre, dans l'état actuel de la législation, ceux des patrons qui violent les engagements pris. Le régime défini, qui donne en principe satisfaction aux intéressés, ne peut, dès lors, se maintenir que s'il est consacré par la loi.

En conséquence, le Gouvernement a élaboré, avec le concours de l'Administration des Halles, le projet de loi susvisé qui se caractérise par l'institution de la fermeture obligatoire et d'un système facultatif de repos groupé. Ces dispositions prendraient place au Titre I^{er}, chapitre IV, du Livre II du Code du Travail dont elles formeraient la Section I *bis*, sous le titre : « Repos hebdomadaire aux Halles centrales de Paris ».

Ce projet serait applicable non seulement au commerce en gros des légumes et fruits, mais à tous les commerces en gros qui s'exercent dans le périmètre des Halles. Il a reçu l'approbation formelle des groupements suivants :

La Chambre syndicale des employés du pavillon IV (volaille et gibier) ;

Le Syndicat professionnel des employés des pavillons de la marée en gros ;

Le Syndicat des employés des Halles centrales de Paris ;

Le Syndicat des mandataires à la vente en gros des viandes ;

La Chambre syndicale des mandataires à la vente en gros de la volaille et du gibier ;

Le Syndicat des mandataires à la vente en gros de la volaille et du gibier ;

La Chambre syndicale des commissionnaires en fruits et primeurs ;

Le Syndicat des mandataires aux fruits et légumes ;

La Chambre syndicale des mandataires aux fruits et primeurs ;

Le Syndicat des mandataires à la vente en gros du poisson ;

La Chambre syndicale des mandataires à la vente en gros des beurres et œufs ;

La Chambre syndicale des mandataires à la vente en gros des fromages ;

La Chambre syndicale des beurres et œufs en gros ;

L'Union syndicale des marchands en gros de fromages, beurres et œufs de Paris.

Ce projet semble donc devoir donner satisfaction à tous les intéressés. Ses dispositions sont les suivantes :

« Les pavillons de vente en gros des Halles centrales
« de Paris, ainsi que le carreau forain et les établis-
« sements situés dans le périmètre des Halles centrales
« vendant en gros des denrées alimentaires similaires
« seront fermés un jour par semaine, soit toute l'année,
« soit pendant une partie de l'année, aux époques et
« jours fixés par un arrêté du Préfet de police pour cha-
« que genre de commerce (art. 51 a).

« Le jour fixé pour la fermeture sera le même dans
« tous les établissements où sont exercés les mêmes
« commerces (art. 51 b).

« Les resserres ou annexes des établissements visés,
« que ces resserres ou annexes soient situées ou non
« dans le périmètre des Halles centrales, seront fer-
« mées les mêmes jours que l'établissement principal
« (art. 51 c).

« Dans les établissements visés, il est interdit de
« procéder à aucune vente aux heures où la fermeture
« est obligatoire. — Il est interdit, pendant le même
« temps, d'y occuper aucun employé, exception faite
« pour le personnel exclusivement chargé de la garde

« des locaux, de la réception ou de la décharge des
« marchandises en gare, ou, dans les magasins annexes,
« de l'expédition des colis vides et de la livraison du
« lait frais, de la crème fraîche et des fromages blancs
« frais non salés. — Il sera donné à ce personnel un re-
« pos compensateur de vingt-quatre heures consécutives
« dans les six jours qui suivront le jour de la ferme-
« ture (art. 51 d).

« Pendant la période de l'année où les établissements
« d'une même catégorie seront ouverts tous les jours,
« la fermeture sera obligatoire le dimanche à partir de
« midi. — Il sera donné au personnel un repos com-
« pensateur d'une journée par quinzaine et par roule-
« ment. — Les employés aux écritures qui seraient à
« titre exceptionnel, retenus le dimanche après-midi
« pendant la période visée à l'alinéa premier du pré-
« sent article, auront droit à un repos compensateur
« d'une journée par semaine et par roulement. — Les
« repos compensateurs pourront être différés et rem-
« placés par un repos groupé donné pendant l'autre
« partie de l'année (art. 51 e).

« Les établissements où sont exercés dans un même
« local plusieurs genres de commerce, seront soumis
« aux règlements concernant celui de ces commerces
« qui sera désigné par le propriétaire comme le plus
« important. — Toutefois, les commerces accessoires
« ne pourront être exercés les jours où les arrêtés au-
« ront prononcé la fermeture des établissements ven-
« dant des denrées alimentaires (art. 51 f).

« Le périmètre des Halles sera déterminé par un ar-
« rêté du préfet de police (art. 51 g). »

Un article 51 h prévoit un règlement d'administration publique pour le contrôle des repos compensateurs et

un arrêté du Préfet de police pour le contrôle des repos groupés.

SECTION III

Réduction du repos hebdomadaire

Nettoyage des locaux ; gardiens et concierges. — L'article 41 du Livre II du Code du Travail, qui reproduit l'ancienne disposition de l'article 5, § 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1906, stipule que « dans tout établissement qui a le repos hebdomadaire au même jour « pour tout le personnel, ce repos peut être réduit à « une demi-journée pour les personnes employées... (1) « au nettoyage des magasins ou bureaux, ainsi que « pour les gardiens et concierges ».

En 1904, le Conseil supérieur du travail n'avait prévu pareille faculté que pour les travaux de nettoyage et sous bénéfice d'un repos compensateur (2).

Au cours de la discussion du projet au Sénat, le rapporteur s'est appliqué à démontrer, contre MM. Delahaye et Berger, que le nettoyage devait avoir lieu le dimanche ; contre le Ministre du Commerce, qu'il n'était pas pratique de prescrire un repos compensateur (3).

Il objectait aux premiers que certains travaux de net-

(1) La partie négligée concerne des travaux industriels : conduite des générateurs et des machines motrices, graissage et visite des transmissions, nettoyage des locaux industriels.

(2) Cons. sup. trav., compte rendu, 13^e session, art. 2 § 2, p. 228.

(3) Sénat, séance du 3 juillet 1906 : *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 421.

toyage ne peuvent s'effectuer qu'en l'absence du personnel, qu'il serait de l'intérêt même des patrons de réduire à quelques heures ces travaux improductifs et strictement limités ; au second, que pour quelques heures de travail, le jour du repos, on ne pouvait imposer aux petits établissements de se priver en semaine d'un personnel indispensable : « Quel est le régime actuel
« de ces petits magasins ? Ils ont cinq ou six employés
« et un ou deux garçons de magasin. Ceux-ci font les
« emballages, les encaissements et leur présence est
« nécessaire. Si vous les faites revenir une heure le
« dimanche matin, allez-vous pouvoir vous en priver un
« jour dans la semaine ? C'est impossible... » (1).

Cette exception, à la différence des précédentes, ne vise que certains travaux et certaines personnes, non l'ensemble de l'entreprise. La caractéristique et le défaut de ce régime particulier résident dans la dérogation permanente qu'il apporte à la règle du repos de 24 heures. Comment justifier, en équité, que, dans des circonstances normales, toute une catégorie de travailleurs ne soit que demi-bénéficiaire de la législation ? Toutefois, cette dérogation n'est pas applicable aux enfants de moins de 18 ans et aux filles mineures (C. Tr., L. II, art. 41, § 2 : ancien art. 18, § 2 de la loi du 13 juillet 1906). Mais elle est applicable aux femmes majeures.

Il est admis que la demi-journée de repos maintenue doit s'entendre d'un repos de douze heures consécutives dans la journée, entre minuit et minuit, non exactement d'une matinée jusqu'à midi ou d'une après-midi à partir de cette heure.

Le bénéfice de l'article 41 n'est accordé qu'aux éta-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 431.

blissements qui ont fixé le repos hebdomadaire « au même jour ». L'interprétation littérale conduirait à n'admettre l'exception que dans les régimes qui comportent le repos du dimanche ou le repos un autre jour que le dimanche et à la refuser lorsque le repos est donné du dimanche midi au lundi midi (art. 34 § b) : mais cette solution, strictement juridique, ne serait point logique, ni conforme à la pensée du législateur qui a voulu probablement viser tous les régimes de repos collectif, pour lesquels, en l'espèce, les besoins sont identiques.

Dans la période de première application de la loi, la dérogation a donné lieu à des abus, la proportion des ouvriers à occuper au nettoyage n'étant pas déterminée. « C'est ainsi qu'il a été constaté, notamment à Reims, que certains marchands de vins ou épiciers en gros, faisaient venir le dimanche matin la moitié ou les trois quarts de leur personnel, sous prétexte de nettoyage des magasins. En réalité, ces employés étaient tous occupés au rangement des marchandises, à la manutention des caisses, ou à la préparation des expéditions du lundi ; quelques-uns seulement procédaient au nettoyage réel des magasins » (1).

La lettre ministérielle du 6 mars 1908 (2) tire argument de ce que, d'après la discussion au Sénat, le nettoyage des machines et de l'outillage en général ne saurait rentrer dans le nettoyage des locaux industriels pour préciser que, « de même, le nettoyage et le rangement des marchandises dans les magasins du commerce, ne paraissent pas pouvoir être compris dans les travaux visés au § 1^{er} de l'art. 5 » (actuellement C. Tr., L. II, art. 41). Cette opinion a été nettement confirmée

(1) Rapports, 1907, p. LXXXI.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 13.

par la Cour de Cassation qui, dans un arrêt du 20 mai 1911 (1), décide que le nettoyage dont il s'agit « comprend uniquement les travaux nécessaires à la propreté des locaux eux-mêmes et les opérations qui s'y rattachent d'une manière indispensable » : en conséquence, est illicite le fait d'occuper un employé « à ranger, replacer et épousseter la marchandise », alors qu'il n'est pas constaté que cette opération « fut la conséquence nécessaire du nettoyage du local ».

A *fortiori*, et sans aucun doute, toute opération de vente est interdite aux employés occupés sous le régime de cette dérogation le jour du repos collectif (2).

Faut-il restreindre aux seuls employés « occupés principalement en travail normal au nettoyage des magasins » l'application de cette dérogation ? C'est l'avis formel émis par une lettre ministérielle du 20 février 1909 (3). Cette interprétation est très restrictive car, sauf dans les très grands établissements, il n'y a pas d'employé dont le travail normal est de faire principalement le nettoyage : en fait, cette solution n'est pas rigoureusement suivie.

Rappelons ici, pour mémoire, que l'art. 54 § 2 du Livre II du Code du Travail, reproduisant une disposition de l'ancienne loi du 22 février 1851 sur le contrat d'apprentissage, admet, dans les établissements non visés à l'art. 1^{er}, l'emploi des apprentis le dimanche jusqu'à 10 heures du matin pour rangement d'atelier, si

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 188.

(2) Dans ce sens, voir un jugement du 17 juin 1909 du trib. de simple pol. de Carbonne (Hte-Garonne) : *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 193.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 13.

la convention ou l'usage permet ce travail. Nous avons déjà présenté la critique de cette disposition (1).

La réduction du repos hebdomadaire prévue par l'article 41 est également applicable aux *gardiens et concierges*. Dans ce cas, il ne fait pas de doute, en raison des termes de la loi qui visent non le travail, mais la profession, que l'application de la dérogation pour une mission de garde, n'est possible qu'à l'égard des « personnes chargées habituellement de ces fonctions » (2).

Cette théorie est celle de la Cour de Cassation qui a déclaré illégale la réduction à une demi-journée du repos hebdomadaire de plusieurs garçons de recettes d'une banque, pour service de garde le dimanche (arrêt du 6 juillet 1907) (3).

Les banques et les établissements de crédit qui, par leur nature, doivent organiser un service de garde important, bénéficient, pour leur personnel de gardiens, du roulement de plein droit (décret du 14 août 1907). Ces établissements peuvent donc opter pour ce dernier régime ou pour la dérogation du repos hebdomadaire d'une demi-journée prévue par l'art. 41.

Soins à donner aux chevaux. — L'expérience a révélé qu'indépendamment des travaux visés par la disposition examinée et des travaux urgents à effectuer pour réparer ou prévenir des accidents (art. 40), il existait certains travaux d'entretien de peu d'importance et de peu de durée qui doivent être accomplis le jour du repos collectif sous peine d'amener l'entreprise à recourir au roulement. Ainsi, des réclamations se sont pro-

(1) Voir ci-dessus : Chap. II, p. 95.

(2) V. Rapports, 1906, p. LXXVII.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 62.

duites au sujet des soins à donner aux chevaux parmi les entrepreneurs de camionnage qui, renonçant au roulement auquel l'article 38-9° leur donne droit, pratiquent le repos du dimanche : « La question du pansage « mérite examen et il semble que le caractère tout spécial de ce travail légitime la dérogation d'une demi-journée aux ouvriers qui en seraient chargés à tour « de rôle (1) ».

En conséquence, la circulaire du 10 avril 1907 prévoit une tolérance relative à ce cas et à divers travaux qui doivent être nécessairement effectués le jour du repos collectif (2). Cette tolérance consiste dans une réduction du repos hebdomadaire ; mais elle n'est admise, lorsque le repos ininterrompu se trouve réduit à moins de vingt-quatre heures consécutives, que sous le bénéfice d'un repos compensateur (3).

La circulaire du 10 avril 1907 rattache plutôt cette tolérance à la suspension temporaire du repos hebdomadaire autorisée en cas de travaux pour réparer ou prévenir un accident (art. 4 de la loi de 1906 : C. Tr., L. II, art. 40). Mais les soins à donner aux chevaux constituent un besoin continu et non exceptionnel et il eût été plus rationnel de chercher la base juridique de la tolérance dans l'art. 5, § 1^{er} de la loi de 1906 (C. Tr., L. II, art. 41) qui prévoit la réduction du repos hebdomadaire à titre permanent. C'est d'ailleurs à la suite de cette disposition que le projet de loi du 31 mai 1907 proposait d'ajouter, pour consacrer légalement cette tolérance, le paragraphe suivant :

(1) Rapports, 1906, p. LXXVI.

(2) Ces divers travaux sont d'ordre industriel et se réfèrent à l'entretien de l'outillage, à la conservation de la matière première, du produit fabriqué ou en cours de fabrication.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 9, *in fine*.

« Dans tout établissement qui aura le repos au même
« jour pour tout le personnel, pourront être occupés
« le jour du repos pendant une demi-journée au maxi-
« mum et sous réserve, dans la quinzaine, d'un repos
« compensateur égal au repos supprimé, les person-
« nes employées à l'entretien de la cavalerie... »

Il est à remarquer que le décret du 14 août 1907 fait figurer dans la nomenclature des entreprises admises de droit au roulement, tous les établissements commerciaux ou industriels en ce qui concerne les soins à donner aux chevaux. C'est précisément pour éviter les inconvénients du roulement, tant pour le patron que pour l'ouvrier, que la circulaire de 1907 a institué cette tolérance pour maintenir, aussi largement que possible, le régime du repos du dimanche ou tout au moins la modalité du repos collectif (1).

(1) Ayant limité notre étude au commerce, nous n'examinerons pas les dérogations particulières instituées par règlement d'administration publique à l'égard des spécialistes des usines à feu continu, et qui comportent des réductions du repos hebdomadaire (C. Tr., L. II art. 39; décret du 31 août 1910). Mais il convient de signaler que le projet de loi du 31 mai 1907 prévoyait que le même règlement déterminerait les régimes particuliers applicables « aux chefs de service qui ne pourraient, en raison de la nature de leur travail, être remplacés pendant 24 heures consécutives chaque semaine, sans nuire gravement au fonctionnement normal de l'établissement ».

CHAPITRE IV

Dérogations permanentes autorisées (1)

SECTION I

Autorisations préfectorales : caractère et procédure.

Caractères généraux et classification. — Indépendamment des dérogations de plein droit que nous avons étudiées dans le précédent chapitre, les préfets peuvent accorder le bénéfice d'un régime exceptionnel à un établissement quelconque « lorsqu'il est établi que le repos « simultané le dimanche, de tout le personnel, serait « préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement » (art. 34 du Livre II du Code du Travail : ancien art. 2 de la loi du 13 juillet 1906). — « L'autorisation accordée à un établissement doit être étendue aux établissements de « la même ville faisant le même genre d'affaires et « s'adressant à la même clientèle » (C. Tr., L. II, art. 36 : ancien art. 8 § 4 de la loi de 1906).

Le système des dérogations de droit accordées à certaines professions se complète ainsi par un système de dérogations individuelles. A la séance du Sénat du

(1) Voir ci-dessus : classification des dérogations, Chap. II, p. 100.

3 avril 1906, le Ministre du Commerce se prononçait en faveur de ces dérogations parce qu'il est nécessaire de « tenir compte de certaines situations particulières, « les besoins du public étant différents suivant les localités et même suivant les saisons ». Néanmoins, il déclarait à la séance du 12 juin « qu'il serait cent fois préférable de ne pas maintenir ces dérogations individuelles » plutôt que d'admettre leur extension à des établissements prétendus similaires (1).

La suppression de ces exceptions risquerait de donner à la législation trop de rigidité. Mais les admettre sans prévoir leur extension aux établissements concurrents placés dans les mêmes conditions eût été injuste et arbitraire ; par contre, l'extension d'une dérogation accordée, prévue par la loi, tend à généraliser le régime exceptionnel.

Les dérogations que le préfet peut accorder sont limitativement énoncées par le Code (Livre II, art. 34) (2). L'établissement peut être autorisé à donner le repos hebdomadaire :

a) Un autre jour que le dimanche à tout le personnel ;

b) Du dimanche midi au lundi midi ;

c) Le dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine ;

d) Par roulement à tout ou partie du personnel.

D'après leur nature, ces dérogations sont de trois sortes (3) : les deux premières observent la règle du re-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 237 et 313.

(2) Cf. déc. Cons. d'Etat 25 fév. 1910 : *Bull. Insp. Trav.*, 1910, p. 168.

(3) Rappelons ici que les explications ci-dessus (Chap. I^{er}, p. 83). sur l'emploi d'*extras* le dimanche s'appliquent à tous les régimes de repos collectif.

pos collectif ; la dernière y déroge complètement ; l'exception du § c est un régime mixte, comparable à la dérogation de droit prévue par l'article 42 du Livre II du Code en faveur des établissements de vente de denrées alimentaires au détail (1).

En ce qui concerne la dérogation du § a, les préfets doivent indiquer, autant que possible, le jour de repos qui sera accordé (Circulaire du 9 août 1906) (2). Ce jour sera compté de minuit à minuit.

Les dérogations des §§ b et c ont l'avantage de maintenir le repos de l'après-midi du dimanche et la circulaire du 10 avril 1907 les signalait à l'attention des préfets comme d'utiles mesures transitoires (3). La dérogation du § b qui maintient intégralement la règle du repos collectif, nous paraît préférable, à ce titre, à la dérogation du § c : c'est, à notre avis, la moins grave des quatre exceptions, bien que la circulaire du 20 juillet 1906 paraisse attribuer ce caractère au régime A en estimant que « les dérogations se trouvent énumérées à peu près par ordre d'importance ».

Par tolérance, la circulaire précitée du 10 avril 1907 permet que, dans le régime C, le repos compensateur d'une journée par quinzaine soit remplacé par une demi-journée en semaine, sous condition que les deux demi-journées dont l'employé bénéficiera hebdomadairement « représentent ensemble la durée d'une journée complète de travail ». La compensation en semaine doit permettre à l'employé de récupérer 52 demi-journées ou 26 journées : en conséquence, doit être proscrit tout système qui ne permettrait pas cette compensation in-

(1) Voir ci-dessus : Chap. III, p. 141.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 167.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 7.

tégrale comme la fixation d'un repos d'une journée, le premier et le troisième mercredis du mois : soit 24 journées (Lettre ministérielle du 4 juin 1912) (1).

Le roulement obtenu par autorisation préfectorale (régime D) confère au titulaire les mêmes facultés que le roulement de droit (C. Tr., L. II, art. 38) lorsqu'il est accordé sans limitation. Aussi toutes les explications que nous avons données sur ce régime dans le chapitre précédent s'appliquent-elles en l'espèce (2). Notamment, aux termes de l'article 43 du Livre II, lorsque l'établissement compte moins de cinq employés — moins de huit par tolérance de la circulaire du 10 avril 1907 —, « le repos d'une journée par semaine peut être remplacé par deux repos d'une demi-journée représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail ».

Le bénéficiaire du roulement pur et simple peut adopter toute modalité qui assure vingt-quatre heures de repos par semaine à chaque employé : il pourra donc donner le repos collectivement à jour fixe ou du dimanche midi au lundi midi sans être tenu de se pourvoir d'une autorisation nouvelle portant sur le régime A ou B (3). Seule la dérogation C n'est pas incluse dans le roulement, parce qu'elle ne comporte pas régulièrement, avec la modalité du repos compensateur de quinzaine, 24 heures de repos hebdomadaire : encore faut-il remarquer que, lorsque le repos compensateur est donné par demi-journée chaque semaine, suivant la tolérance admise par la circulaire du 10 avril 1907, ce

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 138.

(2) Voir ci-dessus : Chap. III, p. 121.

(3) Cf. arrêt de la Cour de Cass. du 24 janv. 1907 : *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 36.

régime se trouve compris dans le roulement fractionné de l'article 43.

Les préfets peuvent n'accorder le roulement que pour « partie du personnel », d'après les termes mêmes de l'article 34, § d. La circulaire du 9 août 1906 leur recommande, dans ce cas, de définir nettement la partie du personnel à laquelle le roulement doit s'appliquer (1).

La circulaire du 10 avril 1907 a admis et recommandé, de préférence au roulement inconditionnel, la combinaison de la dérogation B avec le repos du dimanche, de façon qu'une partie du personnel ait le dimanche entier et l'autre partie le repos du dimanche midi au lundi midi. Dans ce régime, tout le personnel est au repos l'après-midi du dimanche et l'établissement fonctionne avec un personnel réduit les dimanche et lundi matins. On peut admettre de plus qu'il y ait alternance entre les deux groupes, afin que chaque employé bénéficie d'un dimanche complet par quinzaine. Cette dérogation ne peut pas être autorisée en vertu du § b de l'article 34, car le repos, bien que collectif dans chaque équipe, ne l'est pas pour l'ensemble du personnel comme l'exige le § susvisé : elle ne peut être autorisée qu'en vertu du § d du même article, comme modalité du roulement, car « puisque le préfet a le pouvoir d'accorder le roulement sans condition, il peut, *a fortiori*, donner cette « dérogation limitée à une combinaison déterminée de « roulement ». (Circ. du 10 avril 1907) (3).

De cette manière, d'autres modalités spéciales de roulement sont encore possibles : le repos hebdomadaire peut ainsi être donné, à partie du personnel du samedi midi au dimanche midi, à l'autre partie, du dimanche

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 167.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 7.

midi au lundi midi (1) : de même que le régime B, le régime C peut être combiné avec le repos du dimanche complet, avec ou sans alternance (2) ; le préfet pourrait encore désigner le jour de repos de chaque employé et organiser ainsi un roulement invariable, plus facile à contrôler.

Procédure d'autorisation : compétence du préfet. — C'est le préfet du département — dans le département de la Seine, le préfet de police (3) —, qui est chargé exclusivement de statuer sur les demandes de dérogations prévues par l'article 34 du Livre II du Code (art. 35 § 3 du même livre). Le Ministre ne saurait, en l'espèce, se substituer à l'autorité préfectorale, ni réformer ses actes : mais ce pouvoir propre des préfets n'a pas restreint le droit du Ministre de leur adresser des instructions « en vertu de ses pouvoirs constitutionnels » (4). Les principales instructions sur la matière sont les circulaires des 20 juillet et 9 août 1906, 10 avril 1907 et 15 janvier 1913 (5).

(1) V. Lettre minist. du 20 déc. 1906 : *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 360.

(2) Cette modalité admise par la Commission sup. du trav. (Rapports 1906, p. LXXII) nous paraît juridiquement contestable car nous avons vu que le régime C n'est pas inclus dans le régime D : dès lors ce n'est qu'en visant les deux §§ c et d, donc par l'octroi cumulatif de deux dérogations, que le préfet peut autoriser une telle combinaison ; or les termes de la loi semblent exclure ce cumul.

(3) Il a été soutenu que cette compétence appartenait au préfet de la Seine ; le Conseil d'Etat a admis la compétence du préfet de police : V. Bonnefoy, *Le Repos Hebdomadaire*, p. 98, n° 82.

(4) V. déc. Cons. d'Et. 28 déc. 1906 : *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 24.

(5) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 161 et 163 ; 1907, p. 5 ; 1913, p. 5.

Le préfet n'a pas été désigné sans discussion. La proposition de loi votée par la Chambre le 27 mars 1902 attribuait cette mission au maire. Au Conseil supérieur du travail, en 1904, il fut question de conférer ce rôle aux commissions départementales du travail, instituées par la loi du 2 novembre 1892, régies actuellement par les articles 115 et 116 du Livre II (1). Le deuxième texte élaboré par la Commission sénatoriale donnait aux Chambres de commerce le pouvoir d'accorder des exceptions : c'est M. Monis qui obtint que le préfet fût désigné en faisant remarquer qu'on ne pouvait attribuer un tel pouvoir à un corps exclusivement patronal (2).

Au cours de son interpellation du 1^{er} mars 1907, M. Lafferre déclarait qu'il eût été préférable de confier le pouvoir de décision en la matière à des commissions locales dans lesquelles tous les corps intéressés auraient été représentés : conseils municipaux, chambre de commerce, syndicats patronaux et ouvriers (3).

Enfin la Commission du Travail de la Chambre avait incorporé dans le projet de loi qui fut déposé le 12 mars 1908 par M. Zévaès, son rapporteur, une proposition de M. Millerand qui, sans supprimer le pouvoir des préfets, laissait aux employeurs et aux employés la faculté de choisir d'un commun accord, par profession et par région, l'une des modalités légales de repos hebdomadaire. Un règlement d'administration publique aurait fixé les mesures nécessaires à la consultation séparée

(1) V. Cons. sup. trav., 13^e session, Compte rendu, p. 95.

(2) Sénat, séances des 5 avril et 12 juin 1906 : *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 273-304.

(3) Ch. Dép., séance du 1^{er} mars 1907 : *J. O.*, 2 mars, p. 542, 1^{re} col.

des employeurs et employés. Cette proposition n'eut pas de suite.

A la 2^e séance du 30 mars 1910, M. Berry défendait l'urgence en faveur d'une proposition de résolution qui invitait le Gouvernement à faire bénéficier du roulement les commerçants de détail qui le demanderaient, à l'exception des grands magasins. Le Ministre du Travail fit remarquer que l'adoption d'une telle proposition aurait pour effet d'évoquer en faveur du Parlement un droit dont la loi avait réglé l'attribution et l'exercice. L'urgence fut repoussée (1).

Demande et enquête. — Le chef d'établissement qui désire obtenir le bénéfice d'une exception prévue à l'article 34, doit, aux termes de l'article 35, § 1^{er}, adresser une *demande au préfet*. Cette demande doit être rédigée sur timbre (2).

Le pétitionnaire doit prouver la nécessité, pour le public, de trouver son établissement ouvert le dimanche ou l'impossibilité d'en assurer le fonctionnement normal en fixant à ce jour le repos de son personnel. Il est désirable que l'intéressé expose également les raisons qui l'ont amené à demander telle dérogation plutôt que telle autre, surtout lorsqu'il réclame l'exception extrême du roulement (Circulaire du 20 juillet 1906) (3).

Le refus d'une dérogation opposé par le préfet et confirmé par le Conseil d'Etat ne fait pas obstacle à ce que l'intéressé sollicite et obtienne du préfet une autre

(1) V. *Bull. Off. Trav.*, mai 1910, p. 528.

(2) V. Lettre minist. 8 déc. 1906: *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 352.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 161.

dérogação, moins étendue (décision du Conseil d'Etat du 19 juillet 1907) (1).

Dans les débuts, afin d'assurer une prompte application de la loi, la circulaire du 9 août 1906 avait accepté que le président d'un syndicat patronal pût présenter une demande de dérogation au nom de sa corporation pour une même localité, sous condition d'indiquer les noms et adresses des chefs d'établissement, membres du syndicat ayant adhéré à la demande (2). Il n'y a plus lieu d'admettre aujourd'hui cette exception au principe de la spécialité des demandes et toute pétition collective doit porter les signatures des intéressés, à moins, toutefois, que l'intermédiaire ne soit nanti de procurations régulières.

Le préfet saisi de la demande doit réclamer d'urgence, conformément à l'article 35, § 2, les avis du Conseil municipal, de la Chambre de commerce de la région et des syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune. Ces avis doivent être donnés dans le délai d'un mois.

La consultation des Conseils municipaux fut décidée par le Sénat sur la proposition de M. Flaissières et sur l'observation de M. Gourju que nul organe n'était mieux qualifié pour parler au nom du public dont l'intérêt est engagé en l'occurrence. Mais M. Flaissières ne put faire accepter la consultation des bourses du travail qu'il représentait comme étant du côté ouvrier ce qu'est la Chambre de commerce du côté patronal (3).

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 536.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 165.

(3) Sénat, séance du 3 juillet 1906; *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 454 à 464.

Le *Conseil municipal* ne peut déléguer ses pouvoirs à une commission : il doit formuler lui-même son avis. De nombreux arrêtés du préfet de police concernant des commerçants parisiens ont été annulés par le Conseil d'Etat pour ce vice de forme (décisions du 30 novembre 1906) (1).

Les *syndicats* à consulter sont les syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune. La circulaire du 9 août 1906 (2) recommande aux préfets, pour éviter toute cause de nullité, « d'entendre largement cette définition un peu vague ». Un syndicat peut avoir un grand nombre d'adhérents dans une commune sans y avoir son siège. D'autre part, les spécialités intéressées ne sont pas toujours réparties en syndicats ayant le titre de chacune d'elles. Aussi le préfet agit-il prudemment en invitant les maires à faire connaître qu'une enquête est ouverte dans la commune, que la demande motivant l'enquête sera communiquée à la mairie aux syndicats intéressés pendant un mois au plus et que ces associations devront, avec leur avis, faire connaître à quel titre elles sont intéressées (Circ. du 9 août 1906 précitée, n° 10).

Il apparaît, en effet, que l'omission de consulter un corps dont l'avis doit être demandé, serait un motif d'annulation, tandis qu'au contraire une interprétation très large de la formule légale ne présente pas ce danger. Le Conseil d'Etat a même reconnu que la consultation d'un syndicat irrégulier n'entache pas de nullité l'arrêté préfectoral (décision du 29 décembre 1907) (3).

Des syndicats patronaux, appelés à donner leur avis,

(1) V. notamment Rec. Lebon, 1906, p. 820 (affaire Jacquin).

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 166.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 718.

ont répondu parfois que le solliciteur de la dérogation n'était pas inscrit à leur groupement. Les préfets doivent insister pour obtenir l'avis de ces syndicats, parce que « la question posée au sujet d'un seul chef d'établissement est de nature à intéresser tous les établissements similaires »(Circ. du 9 août 1906, n° 11).

Aucune disposition de la loi ne s'oppose à ce que les assemblées appelées à se prononcer sur les demandes de dérogation, après avoir examiné chacune de ces demandes d'une façon spéciale, en fassent l'objet d'un *avis collectif* (décision du Conseil d'Etat du 28 décembre 1906) (1).

Lorsque, dans le délai légal d'un mois, les corps consultés n'ont pas répondu à la demande d'avis qui leur a été régulièrement adressée par le préfet, celui-ci peut passer outre et statuer sur la demande : cette interprétation, donnée par la circulaire du 9 août 1906, a été confirmée par la jurisprudence du Conseil d'Etat (décisions du 10 janvier 1908 et du 12 juillet 1912) (2).

Si l'on considère, en fait, la nature des avis émis par les corps consultés, on remarque que les Chambres de commerce se montrent systématiquement favorables à l'octroi des dérogations, tandis que les syndicats d'employés et d'ouvriers émettent habituellement des avis en sens contraire. Les syndicats patronaux ont une tendance à formuler des avis favorables, sauf cependant lorsque des demandes isolées menacent les ententes ou les habitudes corporatives. Ce sont les Conseils municipaux, lorsque l'élément patronal ou l'élément ouvrier n'y prédomine pas trop nettement, qui examinent

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 24.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 54, et 1912, p. 171.

avec le plus d'impartialité, les demandes de dérogation.

Les avis des corps obligatoirement consultés ne lient pas le préfet, alors même qu'ils seraient exprimés dans le même sens par l'unanimité des assemblées appelées à les émettre (décision du Conseil d'Etat du 7 juin 1907) (1).

La loi n'a pas prévu que *l'inspection du travail* serait consultée en la matière. Néanmoins, ce service est particulièrement bien placé pour fournir à l'administration préfectorale d'utiles indications et, dans certains départements, notamment la Seine-Inférieure et le Nord, les préfets demandent l'avis de l'inspecteur (2).

A notre avis, il n'y a pas lieu à enquête lorsque le préfet est appelé à statuer sur décision du Conseil d'Etat renvoyant le requérant devant son administration pour la délivrance de l'autorisation à laquelle il a droit ; — lorsque le préfet a reçu une demande qui n'est que le renouvellement d'une demande antérieure : même dérogation sollicitée, mêmes motifs invoqués ; — lorsque le préfet est saisi d'une demande irrecevable, parce que le pétitionnaire n'a pas qualité (3) ou parce que la dérogation sollicitée ou les motifs invoqués (4) ne sont pas prévus dans la loi.

Arrêtés préfectoraux. — Le préfet, muni des avis des corps consultatifs, ou même à leur défaut lorsque le délai d'un mois est expiré, statue sur la demande de dérogation par un *arrêté motivé* (C. Tr., L. II, art. 35,

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 580.

(2) V. Rapports, 1906, p. LXXI et 1907, p. LXXVII.

(3) Intermédiaire sans mandat.

(4) Par exemple, motif pris de la religion juive dont les prescriptions obligent le pétitionnaire à chômer le samedi.

§ 3). Le défaut de motivation entraînerait l'annulation de l'arrêté pour violation d'une formalité prescrite par la loi (décision du Conseil d'Etat du 28 déc. 1906) (1). Toutefois, d'après la jurisprudence, l'arrêté est, à ce point de vue, régulier en la forme si, refusant la dérogation, il donne ce motif, formulé d'après le texte légal, que « l'enquête n'a pas démontré que le repos collectif du dimanche pouvait porter préjudice au public » ou compromettre le fonctionnement normal de l'établissement » (décision du 28 décembre 1906 : affaire Maroquesne, Rouen) (2). Par analogie, un arrêté d'autorisation serait convenablement motivé s'il portait la formule inverse.

La circulaire du 15 février 1907 (3) recommande aux préfets de donner à leurs arrêtés tous les développements nécessaires. En cas de refus, sans discuter chacun des motifs invoqués par le pétitionnaire, le préfet devra viser expressément et analyser succinctement les actes qui les contiennent et ne pas se borner à affirmer, dans une formule générale imprimée d'avance, que les conditions légales ne sont pas remplies.

Dans le cas d'autorisation, le préfet doit indiquer dans l'arrêté quels sont, parmi les motifs allégués, ceux qui l'ont amené à accorder la dérogation.

La circulaire du 9 août 1906 (4) invite les préfets à viser expressément les avis des corps dont la consultation est obligatoire. Ils pourront rappeler éventuellement dans les considérants d'autres documents ou avis.

La même circulaire a admis la possibilité de statuer

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 22.

(2) *Rec. Lebon*, 1906, p. 998.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 2.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 167.

par *arrêté collectif*, désignant par noms et adresses les bénéficiaires de l'exception accordée. Le Conseil d'Etat a reconnu la régularité de ce procédé, mais à la condition que chaque demande ait été examinée distinctement (décision du 28 décembre 1906) (1).

Lorsque le Conseil d'Etat, statuant sur un pourvoi introduit par un commerçant à la suite du refus d'une dérogation, renvoie le requérant devant le préfet « pour la délivrance de l'autorisation à laquelle il a droit », si l'intéressé présente une copie authentique de la décision rendue en sa faveur par le Conseil d'Etat, le préfet ne doit pas différer l'octroi de l'autorisation jusqu'au jour de la notification officielle, souvent tardive (Circulaire du 30 juillet 1907) (2). Cette autorisation ne peut être que celle qui avait été primitivement demandée par le pétitionnaire et refusée par le préfet (décision du Conseil d'Etat du 15 novembre 1907) (3).

Le préfet procède à la *notification* de ces arrêtés dans la huitaine (art. 35, § 3). Les arrêtés d'autorisation doivent être communiqués aux conseils municipaux, chambres de commerce et associations professionnelles consultées, en même temps qu'ils sont notifiés aux pétitionnaires : cette communication, prescrite par la circulaire du 19 novembre 1906 (4), est indispensable pour la sauvegarde du droit des intéressés autres que les pétitionnaires de déférer ces arrêtés à la censure du Conseil d'Etat.

Les arrêtés préfectoraux sont également notifiés aux

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 24. — Annulation pour défaut d'examen particulier des demandes: déc. 8 février 1907, commerçants de Montbéliard, *Rec. Lebon*, 1907, p. 143.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 563.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 715.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 348.

agents d'exécution, officiers de police judiciaire compétents et inspecteur divisionnaire du travail de la circonscription (Circulaire du 20 juillet 1906) (1).

Les ampliations des arrêtés préfectoraux statuant sur des demandes de dérogation sont exemptes de l'impôt du timbre, en vertu de l'article 16-1°, *in fine*, de la loi du 13 brumaire, an VII (Circ. du 8 décembre 1906) (2).

Procédure d'extension et de retrait. — Les arrêtés d'extension à d'autres entreprises similaires d'une dérogation accordée à un établissement, pris en vertu de l'article 36 du Livre II du Code du Travail (ancien art. 8, § 4 de la loi de 1906), sont soumis à toutes les formalités exigées dans la procédure directe. Notamment, le Conseil d'Etat a décidé, contrairement à la première interprétation administrative (3), qu'ils ne pouvaient être rendus régulièrement qu'après enquête auprès des conseils municipaux, chambres de commerce et syndicats (décision du 27 décembre 1912) (4).

La circulaire du 9 août 1906 a recommandé aux préfets de prévoir expressément l'extension éventuelle des exceptions accordées en insérant, dans les arrêtés d'autorisation, un article qui pourrait être conçu en ces termes : « La présente autorisation sera étendue aux établissements de la ville faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle. Des arrêtés ultérieurs énuméreront ces établissements sur la justification fournie par leurs chefs que les deux condi-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 162.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 352.

(3) V. circ. 9 août 1906; *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 167, n° 15, *in fine*.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 25.

« tions susénoncées sont remplies ». Cette clause n'est qu'un rappel de la législation et ne présente nullement le caractère indispensable, que lui reconnaît la circulaire précitée. Utile peut-être au début, lorsque les dérogations s'accordaient à des catégories d'établissements, il conviendrait plutôt, maintenant que les exceptions ne sont plus autorisées que dans des cas tout à fait particuliers, d'éviter une formule qui peut paraître une invitation à solliciter des dérogations nouvelles.

La Cour de Cassation a eu l'occasion de décider, par un arrêt du 20 avril 1907 (1), que l'extension à un établissement d'une dérogation accordée à une maison concurrente ne s'effectuait pas de plein droit, mais qu'elle était subordonnée à la formalité d'une autorisation particulière.

Dans le même ordre d'idées, la circulaire du 15 janvier 1913 recommande aux préfets de ne pas reconnaître par une formule générale l'extension d'une dérogation accordée aux établissements faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle, sans indication nominative de ces établissements : « Il ne saurait en effet appartenir aux chefs d'établissements, « à la fois juges et parties, en l'espèce, de trancher eux-mêmes les questions si délicates que soulève la similitude de clientèle et de genre d'affaires.

« D'autre part, les intéressés qui tiennent de la loi « le droit de contester devant le Conseil d'Etat l'extension de la dérogation à tel ou tel établissement, seraient dans l'impossibilité de faire usage de ce « droit » (2).

Des demandes devront donc être formées pour obte-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 591.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 10.

nir, par extension, une exception accordée et ces demandes devront être appuyées de justification sous peine d'être valablement rejetées (décision du Conseil d'Etat du 13 novembre 1908) (1).

De même que les arrêtés d'extension, les *arrêtés de retrait* doivent, au point de vue de la forme, être précédés de l'enquête légale (décision du Conseil d'Etat du 12 juillet 1907 (2)). Nous examinerons dans la section suivante les conditions de fond auxquelles ils sont subordonnés (3).

Valeur et portée des autorisations préfectorales. — C'est l'arrêté préfectoral, à condition qu'il ne soit pas l'objet d'un recours (4), qui crée seul le droit à la dérogation. La demande ne saurait conférer la faculté d'user provisoirement de l'exception sollicitée : « On conçoit « d'ailleurs que, s'il en était autrement, un même éτα- « blissement pourrait indéfiniment retarder, en ce qui « le concerne, par des demandes successives et variées, « l'application de la loi » (Circulaire du 3 septembre 1906) (5). L'article 34, *in fine*, stipule d'ailleurs expressément que « les autorisations nécessaires doivent être demandées et *obtenues* » et la Cour de Cassation a décidé, dans un arrêt du 24 janvier 1907 (6), qu'un tribunal ne saurait surseoir à prononcer son jugement sur une infraction à l'observation du repos du dimanche

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 10, note 1.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 584. — Cf. déc. Cons. d'Et., 4 août 1913, affaires Vve Mélier et Doucet, coiffeurs, Limoges.

(3) Voir ci-après, p. 201.

(4) V. ci-après la question de l'effet suspensif du recours, p. 219.

(5) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 176. — V. également circ. 6 nov. 1906 : *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 348.

(6) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 588.

jusqu'à ce que le préfet ait statué sur une demande de dérogation dont il était saisi par le contrevenant « attendu que cette circonstance ne pouvait faire échec à l'application immédiate de la loi ».

Le solliciteur d'une dérogation ne peut se prévaloir davantage, pour en user immédiatement, d'une autorisation verbale et provisoire que le préfet lui aurait accordée en attendant que les formalités légales fussent accomplies (arrêt de la Cour de Cassation du 1^{er} mars 1907) (1).

La dérogation accordée est strictement limitée au commerce et au personnel pour lesquels elle a été reconnue. La circulaire du 3 septembre 1906 (2) a invité les inspecteurs du travail à veiller à ce que les établissements bénéficiaires d'une dérogation pour tel commerce déterminé, ne l'utilisent pas pour des spécialités différentes annexées à ces entreprises, au préjudice des établissements spécialisés qui resteraient soumis au régime normal (3).

Dans une lettre du 13 mars 1909 (4), concernant les commissionnaires en fruits et primeurs des Halles centrales de Paris, afin d'éviter des combinaisons susceptibles de fausser les conditions normales de la concurrence, le Ministre du Travail prescrivait que le *propriétaire de deux établissements voisins* ne pouvait, utilisant une exception préfectorale autre que le roulement pour l'un de ces magasins, donner le repos du dimanche dans l'autre : « La théorie d'après laquelle on considérerait chacun de ces magasins voisins, soumis à

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 590.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 174.

(3) V. ci-dessus, chap. III, p. 129, *in fine*, et 145.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 24.

« la même direction et faisant le même genre de commerce, comme un établissement distinct, aboutirait dans la pratique à faire bénéficier du roulement des entreprises qui n'y ont pas droit. Au moyen de deux boutiques voisines, tout établissement pourrait fictivement se scinder en deux... »

Le tribunal de simple police de Paris confirmait cette thèse par un jugement de condamnation du 20 juillet 1909 (1) dans lequel il déclarait que, dans l'espèce dont il était saisi, les deux locaux n'étaient que « deux emplacements séparés d'un même établissement ».

Mais le Conseil d'Etat, appelé dans la même espèce à statuer sur une décision du préfet de police qui mettait l'intéressé en demeure d'organiser un régime uniforme dans ses deux magasins, a annulé cette mise en demeure par décision du 10 décembre 1909 (2) « considérant qu'aucune disposition légale ne prescrit que le repos hebdomadaire doit être donné suivant le même mode dans des établissements distincts et séparés par le seul motif qu'ils appartiennent au même propriétaire ou sont placés sous une direction unique ».

En fait, le titulaire d'une exception préfectorale peut renoncer à en faire usage pour *revenir au régime normal* du repos du dimanche, sans perdre son droit à la dérogation accordée et non retirée. Telle est la solution consacrée par la lettre ministérielle du 27 février 1909 (3) et fondée sur la pensée du législateur de généraliser le plus possible le repos du dimanche : admettre la perte du droit à la dérogation par suite du non-usage eût empêché dans la pratique les chefs d'établissements

(1) Affaire Carsault : *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 194.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 330. — V. ci-dessus, p. 152.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 13.

« de se prêter à des tentatives d'organisation temporaire du repos collectif le dimanche, au grand détriment de leur personnel ».

Les dérogations de l'article 34 peuvent être accordées pour en jouir, « soit constamment, soit à certaines époques de l'année ». Bien que très généralement accordées à titre permanent, elles peuvent donc jouer comme *exceptions périodiques*. Des autorisations de cette nature seront plus particulièrement utiles, comme l'indique la circulaire du 9 août 1906 (1), pour les établissements des stations balnéaires et des villes d'eaux où, pendant la saison, l'affluence de visiteurs augmente considérablement l'activité commerciale.

Il est désirable à notre avis que le Préfet, en accordant des dérogations de ce genre, précise les périodes de l'année pendant lesquelles elles sont valables. Le Conseil d'Etat a cependant admis que la dérogation pouvait être autorisée pour un certain nombre de dimanches, en laissant le choix des dates au chef d'établissement intéressé, sous condition qu'il prévienne l'inspecteur du travail à chaque utilisation du régime exceptionnel (décision du 15 janvier 1909, Galeries Lilloises) (2).

Le Conseil d'Etat estime, dans l'espèce susvisée, « que la fixation des dates auxquelles il pourra être « fait usage de la dérogation dépend de circonstances « qui ne peuvent être toutes déterminées longtemps à « l'avance ». Cependant, les conditions dans lesquelles l'autorisation est délivrée implique, semble-t-il, que l'intéressé a fait la preuve d'un préjudice existant à « certaines époques » suivant les termes de la loi : com-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 165, n° 8.

(2) *Rec. Lebon*, 1909, p. 46.

ment ce préjudice serait-il véritablement établi, si ces époques restent indéterminées ?

De plus, dans le commerce, il importe que des établissements que la concurrence rend solidaires, soient soumis simultanément au même régime et il n'est pas sans intérêt de remarquer, à cet égard, que les dérogations temporaires dans lesquelles le choix des dates d'usage est laissé au chef d'établissement, sont particulières à l'industrie (art. 46 et 47).

Enfin, dans le régime considéré, le contrôle n'est possible qu'à la condition d'en subordonner l'usage à l'envoi d'un préavis. La jurisprudence du Conseil d'Etat qui admet ce procédé, nous paraît ajouter à la loi, car nulle disposition légale ou réglementaire ne saurait être invoquée à l'appui d'une telle clause dont la violation ne pourrait être sanctionnée que par le retrait de l'autorisation.

S'il n'est vraiment pas possible, dans certains cas, de fixer longtemps à l'avance, les périodes annuelles de jouissance de la dérogation, il est préférable de ne l'accorder que pour une *durée déterminée*. Une telle forme de dérogation nous paraît régulière, car si cette autorisation peut être donnée pour « certaines époques de l'année », elle doit pouvoir l'être également pour une époque déterminée ; elle sera plus particulièrement utile dans le cas où un événement exceptionnel, une exposition par exemple, légitimerait pendant une période unique et précise l'usage d'un régime spécial.

Le Conseil d'Etat ne s'est jamais prononcé nettement sur la régularité des autorisations à durée limitée : il a cependant rejeté — pour d'autres motifs, il est vrai — le pourvoi d'un syndicat d'employés, reconnu recevable, dirigé contre un arrêté préfectoral qui comportait une

autorisation de ce genre (décision du 10 juillet 1908) (1).

Par contre, le Conseil d'Etat n'a pas admis la régularité des *autorisations temporaires* à durée indéterminée, susceptibles d'être rapportées à la volonté du Préfet. La circulaire du 20 juillet 1906 avait cependant recommandé aux préfets de ne pas libeller leurs arrêtés d'autorisation « de façon à engager l'Administration d'une manière définitive » ; elle estimait, au contraire, que ces arrêtés devaient pouvoir être rapportés à toute époque, « tout au moins après un délai de prévenance déterminée » : cette méthode lui paraissait répondre aux vues du législateur qui désirait « que les autorisations « fussent accordées plus largement au début de l'application de la loi, mais que la pratique en fût progressivement restreinte » (2).

Mais par une décision du 24 janvier 1908 (3), le Conseil d'Etat estime que l'intéressé a droit à la dérogation à titre permanent dès qu'il est établi qu'il se trouve dans les conditions prévues pour l'octroi d'un régime exceptionnel ; en conséquence, il annule, dans un arrêté du Préfet de police, la disposition qui stipulait que l'autorisation n'était accordée qu'à titre « précaire et révoquant ».

De même, dans une décision du 12 juillet 1907 (4), le Conseil d'Etat estime qu'aucune disposition légale ne permet au Préfet d'accorder des *autorisations provisoires* et que l'arrêté préfectoral qui comporte, dans les

(1) Voir ci-après, p. 231, 14^e. — Il s'agissait du bazar *les Galeries Lilloises* auquel le Préfet du Nord, par arrêté du 24 janvier 1908, avait accordé le roulement pendant dix semaines déterminées, en 1908.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 162.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 55.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 584.

termes, une autorisation de ce genre, doit être considéré « comme ayant statué définitivement ».

La jurisprudence du Conseil d'Etat est certainement conforme à la lettre du texte. Il faut cependant regretter que les préfets ne puissent délivrer des autorisations à titre temporaire : elles auraient facilité l'application progressive de la loi, comme l'indiquait la circulaire du 20 juillet 1906, en permettant l'organisation d'un régime transitoire.

La dérogation accordée au titulaire d'un établissement profite à son *successeur* : « Le simple changement de propriétaire du fonds ne rend pas nécessaire l'obtention d'une nouvelle autorisation » (arrêt de la Cour de Cassation du 20 février 1909 (1)).

SECTION II

Dérogations accordées par les Préfets (2).

Autorisations directes. — Deux voies sont ouvertes aux chefs d'établissement pour obtenir une exception du Préfet : dans « la procédure directe », selon les termes de la circulaire du 15 janvier 1913, ils ont à établir que le repos simultané de leur personnel toute la jour-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 175. — V. dans le même sens lettre minist. 8 mars 1909 : *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 15 et déc. Cons. d'Et. 18 nov. 1910 : *Bull. Insp. Trav.*, 1910, p. 239.

(2) Cf. Guiraudet, *Des dérogations à la loi du 13 juillet 1906 sur le Repos Hebdomadaire : Etude de jurisprudence*, 1911, th. Dijon.

née du dimanche est préjudiciable au public ou compromet le fonctionnement normal de leur établissement (C. Tr., L. II, art. 34) ; — dans la « procédure indirecte », ils ont à faire la preuve que des établissements concurrents ont obtenu la dérogation (article 36).

Dans le premier cas, la simple affirmation du préjudice qui résulterait pour le public ou pour l'établissement du repos collectif du dimanche, ne saurait suffire. Il faut, d'après la jurisprudence du Conseil d'Etat (1), que les intéressés fournissent, à l'appui de leur demande, tout au moins un commencement de preuve permettant la vérification de leurs allégations.

D'autre part, il ne suffit pas que les faits invoqués paraissent de nature à causer un préjudice, soit à la clientèle, soit à l'établissement : il faut que ce préjudice soit non seulement possible, mais réel et établi par des preuves. C'est ainsi que la proximité d'une gare, d'un marché se tenant le dimanche, peut ne pas être un motif suffisant pour accorder une exception à la règle du repos collectif du dimanche. Si, dans certains cas, en raison des circonstances de l'espèce, le Conseil d'Etat a admis que la *proximité d'une gare* pouvait justifier la dérogation, parce qu'il résultait de l'enquête que la clientèle se composait presque exclusivement de voyageurs de passage (décision du 30 novembre 1906 concernant un coiffeur de Nancy) (2), dans d'autres cas, ce motif lui a paru insuffisant à lui seul

(1) V. décisions 8 mai, 3 juillet et 13 nov. 1908 rapportées par circ. 15 janv. 1913: *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 7, note 1.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 21. — Dans le même sens, décision du 11 février 1909, reconnaissant le droit à la dérogation à un magasin de vente d'articles de voyages, de chaussures et bonneterie, à Alger, situé près de l'embarcadère, le paquebot partant le dimanche: *Bull. Insp. Trav.*, 1910, p. 30.

parce qu'il n'apparaissait pas que, malgré sa situation, l'établissement eût un clientèle spéciale de voyageurs, différente de celle des autres établissements de la ville (décision du 28 juin 1907) (1).

Le régime du § a qui permet le transfert du repos hebdomadaire à un autre jour que le dimanche, est particulièrement utile lorsqu'un *marché* important se tient le dimanche et se prolonge une partie de l'après-midi (2) : En 1907, le Ministre du Travail, M. Viviani, l'indiquait à la Chambre (3) et la circulaire du 10 avril 1907 en recommandait l'autorisation dans ce cas. Cependant, le Conseil d'Etat, dans plusieurs espèces où la proximité d'un marché était invoquée, a tenu compte, en outre, de l'importance du marché, de l'affluence de la clientèle et du chiffre des recettes réalisées ce jour-là par les requérants (décisions du 3 juillet 1908 et du 17 février 1911, reconnaissant le droit au régime A en faveur d'épiciers du Kremlin-Bicêtre et d'Aubervilliers) (4). Le Conseil d'Etat a vu une preuve de l'importance d'un marché dans le refus du Conseil municipal d'en changer le jour, parce que « toute modification immédiate causerait une gêne aux habitudes de la population » (décision du 1^{er} février 1907 : affaire Nouzille, nouveautés, Niort) (5).

Le Conseil d'Etat a admis le droit à la dérogation en faveur de commerçants des villes vendant principa-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 582.

(2) Sur le déplacement des jours de marché, voir ci-dessus, Chap. II, p. 80.

(3) Ch. dép., séance du 23 mars 1907 : *J. O.*, 24 mars, p. 805, 2^e col.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 8, note 2, et *Rec. Lebon*, 1911, p. 215.

(5) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 26.

lement à une *clientèle ouvrière et rurale* (1) qui ne peut effectuer ses achats que le dimanche (décision du 3 mai 1907 : affaire Claudel, confections, Rouen) (2).

Dans une *ville frontière*, la proximité de magasins étrangers restant ouverts le dimanche, la venue d'une clientèle étrangère ce jour-là dans la ville justifient l'octroi d'une dérogation (décision du Conseil d'Etat du 7 juin 1907 : affaire Poitevin-Aufort, confections, Roubaix) (3).

La comparaison des *recettes du dimanche* avec celles des autres jours de la semaine paraît devoir être considérée, d'après la jurisprudence du Conseil d'Etat, comme le principal élément d'appréciation (décisions des 17 mai 1907, du 22 mai 1908, du 11 février 1909) (4). Aussi la circulaire du 15 janvier 1913 recommande-t-elle aux préfets de ne pas manquer de faire porter sur ce point les vérifications qu'ils pourront ordonner.

Néanmoins, dans une décision du 8 mars 1907 (5), le Conseil d'Etat estimait que le seul fait que le chiffre d'affaires du dimanche fût plus élevé que le chiffre moyen des autres jours, ne suffit pas, à lui seul, pour justifier le droit à la dérogation : il faut que l'intéressé établisse que les bénéfices réalisés le dimanche, avant l'application de la loi, se trouveraient compromis par l'observation du régime normal.

La même instruction du 15 janvier 1913 indique qu'il faut considérer comme terminée la *période transitoire*

(1) Sur les habitudes de la clientèle ouvrière et rurale, voir ci-dessus : Chap. II, p. 115.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 577.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 580.

(4) Rapportées par la circ. 15 janvier 1913, *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 8, note 3.

(5) Affaire Jagot, chapelier, Châteaubriant : Lebon, 1907, p. 247.

pendant laquelle il était de règle d'accorder libéralement les dérogations, conformément à la circulaire du 10 avril 1907 : « L'application de la loi sur le repos hebdomadaire a développé depuis longtemps ses conséquences et les chefs des établissements qui existaient en 1906 ont eu tout le temps de faire valoir le préjudice qui a pu résulter de cette application, soit pour leur clientèle, soit pour eux-mêmes. D'autre part, les autorisations ayant été accordées très libéralement dans la période qui a suivi immédiatement la mise en vigueur de la loi, il y a tout lieu de présumer que tous les établissements qui fonctionnaient déjà à cette époque et pour lesquels on a pu alléguer un préjudice réel, ont obtenu depuis longtemps l'autorisation à laquelle ils avaient droit » (1). Désormais, les demandes d'autorisation doivent être soumises « à une enquête approfondie et à un examen très sévère ».

Un régime exceptionnel ne peut être autorisé par le préfet pour d'autres motifs que ceux qui sont prévus par la loi. Notamment un commerçant ne saurait arguer, dans le but d'obtenir la faculté de donner le repos hebdomadaire le samedi, que les préceptes de la *religion juive* lui prescrivent le repos ce jour-là (décisions du Conseil d'Etat du 30 novembre 1906 et du 26 juillet 1912) (2).

Lorsqu'un chef d'établissement ne peut sérieusement alléguer un préjudice que pour un *commerce accessoire* de son entreprise, il doit établir qu'il ne pourrait suffire à lui seul ou avec le concours des membres de sa famille à assurer, le dimanche, l'exploitation de cette spécialité : ainsi décidé par le Conseil d'Etat à l'égard d'un libraire, vendant accessoirement des cartes postales et

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 7.

(2) *Rec. Lebon*, 1906, p. 885 et *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 23.

des souvenirs locaux (décision du 6 décembre 1907 : affaire Decelle, Compiègne) (1).

Il est advenu que des préfets ont accordé l'exception du roulement, notamment dans la corporation des coiffeurs, à des *veuves* de chefs d'établissement et à des *patrons malades ou infirmes* que leur inaptitude à exercer eux-mêmes la profession aurait mis dans l'obligation de fermer leur établissement le jour du repos collectif. Dans sa lettre du 6 janvier 1908 (2), le Ministre du Travail s'élève contre cette pratique : « La loi sur le « repos hebdomadaire, dit-il, n'a pas à corriger les infériorités qui résultent, pour certains chefs d'établissement, du jeu normal de la concurrence ». Le danger d'une telle mesure est qu'elle ne saurait demeurer le bénéfice exclusif des veuves et des infirmes parce que tous les autres chefs d'établissement « faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle » peuvent réclamer légitimement la même autorisation : « Il « ne semble pas, dès lors, qu'on doive priver du repos « collectif tous les garçons coiffeurs d'une ville pour « accorder à certaines personnes une mesure d'exception dont la portée se trouverait d'ailleurs amoindrie « par le fait qu'elle deviendrait générale » (3) (Lettre précitée du 6 janvier 1908.)

La grande latitude laissée aux préfets pour l'octroi des dérogations a amené des *divergences* de traitement

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 716.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. I. — V. également lettre minist. 13 fév. 1908 : *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 47.

(3) La jurisprudence libérale de la Cour de Cassation sur les *extras* (Voir ci-dessus : Chap. II, p. 83) fournit d'ailleurs aux veuves et patrons infirmes le moyen d'assurer le fonctionnement de leur établissement pendant le repos collectif de leur personnel normal.

de département à département, et parfois, pour un même département, de ville à ville, par suite des avis différents des corps consultés. Si ces divergences peuvent être légitimes lorsqu'il s'agit de régions distinctes qui se différencient par leur situation économique et par leurs mœurs, elles se justifient moins lorsqu'elles affectent des départements limitrophes et des villes voisines. Aussi s'est-il produit de ce chef, dans les débuts, des récriminations très vives, suivies de résistances provoquées par des faits de concurrence regrettables (1).

A la séance de la Chambre du 1^{er} mars 1907, M. Lafferre signalait ces divergences, dont il donnait des exemples, comme une cause de mécontentement et de résistance dans les milieux patronaux (2). Sans méconnaître ces griefs, M. Viviani, Ministre du Travail, annonçait qu'il donnerait des instructions aux préfets pour que les commerçants d'une même profession exerçant leur commerce dans des villes voisines, situées dans des départements limitrophes, fussent placés sous le même régime de repos hebdomadaire (3) : ces instructions ont été insérées dans la circulaire du 10 avril 1907 (4). Le Ministre ajoutait que, dans un avenir rapproché, la jurisprudence du Conseil d'Etat instituerait des règles générales qui assureraient une interprétation uniforme de la loi, en ce qui concerne l'octroi des exceptions : la récente circulaire du 15 janvier 1913 a fourni aux préfets un résumé précis de cette jurisprudence (5).

(1) V. Rapports, 1906, p. LXX et Rapports, 1907, p. LXXV.

(2) Ch. dép., séance 1^{er} mars 1907 : *J. O.*, 2 mars, p. 541, 3^e col.

(3) Ch. dép., séance du 23 mars 1907 : *J. O.*, 24 mars, p. 799, 1^{re} col.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 6.

(5) *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 5.

Extension des dérogations accordées. — En vertu de l'article 36 du Livre II du Code du Travail (ancien article 8 § 4 de la loi du 13 juillet 1906), « l'autorisation accordée à un établissement doit être étendue aux établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle » (1).

Ainsi les autorisations primaires, obtenues par procédure directe, engendrent par la procédure indirecte de l'article 36 précité, des *autorisations secondaires* (2). On ne saurait, sans fausser les conditions normales du commerce, refuser à un chef d'entreprise le bénéfice de l'exception accordée à son concurrent et mieux vaudrait faire disparaître le système des dérogations individuelles que de supprimer la disposition régulatrice de l'article 36, sans laquelle ce système ne pourrait être qu'une source de privilèges et d'abus.

Sans doute, cette disposition est dangereuse en ce sens qu'elle tend à généraliser l'exception (3). Mais il est deux manières d'éviter cette généralisation.

En premier lieu, si les préfets, tenant compte exclusivement du caractère même de ces dérogations, n'avaient accordé de telles autorisations que dans des cas tout à fait particuliers, la dérogation, en raison même de la spécialité de ces cas, n'aurait pas été susceptible d'une extension excessive. Très judicieusement, la circulaire du 9 août 1906 signalait aux préfets le danger d'accorder à des établissements possédant des rayons multiples, tels que les *bazars*, des exceptions qui, par le jeu

(1) Sur la procédure de l'extension, voir ci-dessus, p. 177.

(2) L'extension prévue par l'art. 36 suppose nécessairement une autorisation préfectorale antérieurement accordée: déc. Cons. d'Etat, 10 juillet 1908, affaire Girault, coiffeur, Paris (*Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 251).

(3) Cf. Rapports, 1908, p. LXIII.

de la disposition susvisée, deviendraient le régime général du commerce de l'endroit : « Il ne faut accorder les « dérogations à de tels établissements que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles et après en avoir « bien pesé les conséquences. Toute autorisation, en « effet, qui, faisant échec au principe de la loi, aurait « pour conséquence de rendre exceptionnel le repos du « dimanche qui doit être général, irait à l'encontre des « intentions manifestes du législateur » (1).

Malheureusement — à ce point de vue tout au moins, — la circulaire du 10 avril 1907 dérogeait à cette méthode prudente en admettant l'octroi libéral des dérogations comme mesure transitoire.

On trouve à Paris des exemples répétés d'extension de dérogations dont il faut voir la cause dans le nombre considérable des autorisations directes. Ainsi, dans la pensée d'accorder des facilités au petit commerce, le Conseil municipal de Paris, dans sa séance du 31 décembre 1906 (2), avait émis le vœu que le roulement fût autorisé en faveur des magasins de nouveautés n'occupant pas plus de 15 employés (3). Mais quand la dérogation eût été largement octroyée à ces magasins qui ne comprenaient pas, d'ailleurs, que des petites entreprises, les grands magasins se prévalurent de l'article 8 § 4 de la loi du 13 juillet 1906 pour obtenir le bénéfice du même régime. Vainement le préfet de police refusa,

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 165. — Cf. déc. Cons. d'Etat, 31 juillet 1908, reconnaissant à un magasin de literie le droit à la dérogation accordée à un magasin de nouveautés ayant un rayon de literie : *Affaire Guitten*, *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 252.

(2) *Bull. mun. off.*, 9 janvier 1907, p. 220 et 10 janv., p. 237 : *proposit. Ranson*.

(3) Voir critiques de M. Berry, à la Chambre, séance du 1^{er} mars 1907 : *J. O.*, 2 mars, p. 535.

alléguant — pour donner un aspect juridique à la distinction arbitraire du Conseil municipal — que les grands magasins, par leurs procédés de réclame, pouvaient ramener chez eux les jours ouvrables la clientèle du dimanche : le Conseil d'Etat, considérant seulement l'identité de clientèle et de genre d'affaires entre les établissements bénéficiaires de la dérogation et ceux auxquels elle était refusée, annula les arrêtés préfectoraux qui rejetaient ces demandes (1). Ainsi, dans toutes les branches commerciales, les extensions jouèrent : même des bazars importants obtinrent de la sorte le droit au roulement (2). Le Conseil d'Etat ne maintint le refus préfectoral que pour les très grands magasins (3).

L'application de l'article 36 doit, en second lieu, trouver une limitation naturelle dans la stricte interprétation de ses termes. La circulaire du 15 janvier 1913 (4) prescrit que les préfets devront faire vérifier sur place s'il y a bien entre l'établissement qui fait l'objet de la requête et les autres établissements cités par le requérant comme ayant obtenu la dérogation sollicitée, *identité de clientèle et de genre d'affaires* au sens attaché à ces termes par la jurisprudence du Conseil d'Etat.

(1) V. Cons. d'Etat, déc. des 17 mai, 7, 10, 14, 21 juin, 19 juillet, 6 août, 15 nov. 1907, 21 fév., 5 août, 20 nov. 1908, 22 janv. 1909 concernant 16 grands magasins de nouveautés de Paris: Préfecture de police, *Recueil des Actes administratifs* concernant l'application de la loi sur le Repos hebdomadaire, 1906-1910, III^e part. Jurisprudence.

(2) V. Cons. d'Etat, déc. 15 et 22 nov. 1907, 24 janv. 1908, 2 avril 1909, concernant six bazars: même recueil. Voir statistique des dérogations, tableau p. 210.

(3) V. déc. 9 juillet 1909, concernant *La Belle Jardinière*: même recueil, jurisp., p. 174; déc. 13 janv. 1911 concernant *La Samaritaine*. V. ci-après, p. 196.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 10.

Il faut naturellement que ces établissements vendent les mêmes articles ou des produits analogues. Il faut, en outre, qu'ils en fassent le commerce dans les mêmes conditions. Il faut enfin qu'ils s'adressent à la même clientèle.

Ces trois conditions doivent être réunies pour que l'assimilation soit admise. Le Conseil d'Etat a jugé qu'un établissement effectuant des opérations variées et s'adressant à des clientèles très différentes, ne saurait invoquer, pour l'ensemble de ses rayons, le bénéfice de dérogations qui auraient été accordées à des établissements n'effectuant qu'une partie de ces opérations et ne s'adressant qu'à une partie de cette clientèle (décision du 13 janvier 1911 : affaire de *La Samaritaine*, Paris) (1).

Le Conseil a décidé, d'autre part, qu'un coiffeur qui, accessoirement à sa profession, vend des objets de parfumerie, ne peut être considéré comme en faisant le commerce dans les mêmes conditions qu'un bazar (décision du 29 décembre 1907 : affaire Benoit, Périgueux) (2).

La proximité peut également être un élément d'appréciation, lorsqu'il s'agit d'établissements à clientèle localisée (décision du Conseil d'Etat des 22 mai, 24 juillet, 5 août, 20 et 27 nov. 1908) (3).

Au point de vue de l'identité de la clientèle et du genre d'affaires, d'après la circulaire du 15 janvier 1913, il faut chercher un criterium dans la nature et la valeur des marchandises vendues. Le Conseil d'Etat a décidé que les deux conditions requises par l'article 36 ne sont pas

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 48.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 718.

(3) Rapportées par circ. 15 janv. 1913 : *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 11, note 3.

remplies lorsque la vente effectuée comprend, non seulement des marchandises de la même valeur et de la même nature que celles qui sont exclusivement mises en vente dans les établissements bénéficiant d'une dérogation, mais encore des séries de marchandises différentes ou d'une valeur de beaucoup supérieure (décision du 29 nov. 1912 : affaire de *La Samaritaine*, Paris) (1).

Affaire de La Samaritaine; proposition de loi Aubriot.
— La jurisprudence du Conseil d'Etat, sur l'extension des autorisations préfectorales, devait cependant provoquer dans le monde des employés d'assez vives protestations qui se manifestèrent particulièrement dans l'affaire de *La Samaritaine* (2).

Ce grand magasin parisien, à multiples rayons, avait à diverses reprises, sollicité sans résultat l'autorisation de déroger au repos collectif du dimanche. M. Cognacq, son propriétaire, après avoir introduit un pourvoi en Conseil d'Etat contre un arrêté du préfet de police du 11 février 1908 qui lui refusait le bénéfice du régime C, se désistait de son recours et le Conseil d'Etat lui donnait acte de son désistement par une décision du 11 décembre 1908.

Dans un deuxième recours, le propriétaire de « La Samaritaine » attaquait un arrêté préfectoral du 12 mai 1910 qui lui refusait l'autorisation du roulement, en alléguant que cette dérogation avait été accordée à des établissements avec lesquels il se trouvait en concur-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 439.

(2) Il est intéressant de noter que la circulaire du 9 août 1906 avait signalé aux préfets, comme un danger éventuel, « la répercussion, sur tels rayons des grands magasins et bazars, des autorisations demandées par des commerces spécialisés ».

rence. Par une décision précitée du 13 janvier 1911 (1), le Conseil d'Etat confirmait l'arrêté préfectoral de refus, parce que « l'établissement de La Samaritaine, pris « dans son ensemble, ne pouvait, à raison de la variété « des opérations qui y sont effectuées et des divers éléments qui composent sa clientèle, être assimilé à « aucun des autres établissements de Paris signalés par « le requérant comme ayant obtenu l'autorisation. »

M. Cognacq ne se tint pas pour battu. Puisqu'il ne pouvait obtenir la dérogation pour son établissement « pris dans son ensemble », il tenta de l'obtenir pour la plupart de ses rayons considérés distinctement en indiquant, pour chacun d'eux, les établissements bénéficiaires de l'exception qui, à son avis, faisaient le même genre d'affaires et s'adressaient à la même clientèle. Sa demande ayant été rejetée par arrêté préfectoral du 2 mai 1911, il forma un nouveau pourvoi contre ce nouveau refus.

La position du demandeur se trouvait alors plus favorable qu'auparavant. En effet, le Conseil d'Etat avait déjà admis le droit à la dérogation pour certains rayons d'un bazar, concurrencés par des établissements spécialisés de la ville et bénéficiaires d'un régime exceptionnel (décision du 31 juillet 1908 : affaire Combelérans, Carcassonne) (2).

Sur le nouveau pourvoi de M. Cognacq, le Conseil d'Etat ordonna une vérification sur place des faits allégués par le requérant (décision du 8 décembre 1911) (3). C'est à la suite de cette enquête que, statuant définitive-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 435.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 253.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 437

ment par l'importante décision du 29 novembre 1912 (1), le Conseil d'Etat maintenant le refus du préfet de police pour huit rayons sur quatorze (2), reconnaissait le droit à la dérogation pour les six autres (chapellerie et cor-donnerie ; — meubles et literie ; — tapis, rideaux, ten-tures, papiers peints ; — articles de ménage et jardins ; — appareils de chauffage et d'éclairage ; — soieries et lainages).

Bien que, par suite de la décision précitée du 31 juil-let 1908, ce ne fut point là une jurisprudence nouvelle, en raison de la situation et de l'importance de « La Sa-maritaine », l'émoi fut considérable chez les employés dont les syndicats firent entendre des protestations.

A la 2^e séance de la Chambre du 6 décembre 1912 (3), M. Aubriot, député de Paris, défendit une proposition de résolution ainsi conçue : « La Chambre invite le Gou-« vernement à prescrire aux préfets de n'accorder les « dérogations prévues par la loi sur le repos hebdoma-« daire qu'avec une extrême circonspection et à provo-« quer le retrait des dérogations, qui, par l'effet de l'ar-« ticle 8 de la loi, s'étendant aux magasins qui réunis-« sent un grand nombre de spécialités, ruinteraient en « fait le repos collectif, principe essentiel de la loi. »

M. Aubriot, dans son discours, ne méconnaissait pas

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 439.

(2) Les rayons pour lesquels la demande de dérogation n'a pas été reconnue justifiée sont les suivants : vêtements et lingerie con-fectonnés pour hommes et jeunes gens ; — mêmes articles pour femmes et jeunes filles ; — mercerie, passementerie, dentelles et broderies ; — bonneterie, ganterie, cannes et parapluies ; — bimbe-loterie ; — maroquinerie, tabletterie, articles de fantaisie ; — modes et objets de toilette ; — tissus de fil et de coton, linge de table et toilette.

(3) *J. O.*, 7 déc. 1912, p. 3 027, *in fine*.

la haute impartialité du Conseil d'Etat ; il apercevait la cause du mal dans les trop nombreuses dérogations accordées directement et c'est pourquoi il en demandait le retrait. Il estimait cependant que l'extension de la dérogation à une fraction d'établissement n'était point conforme à la pensée du législateur.

Le Ministre du Travail, M. Léon Bourgeois, déclarait alors que, sans nier le péril, il ne fallait pas l'exagérer et il montrait qu'en fait la dérogation, accordée à certains rayons d'un grand magasin, est difficilement praticable (1). Le Ministre, disait-il encore, ne peut prescrire aux préfets de retirer les dérogations, car la loi leur a conféré un pouvoir propre dont ils usent sous le contrôle du Conseil d'Etat qui n'admet que les retraits justifiés par un fait nouveau ; il ajoutait cependant qu'il donnerait aux préfets des instructions sur l'usage prudent qu'ils devaient faire désormais de leur pouvoir d'autorisation, en présence de la jurisprudence du Conseil d'Etat (2).

La proposition de résolution Aubriot fut renvoyée à la Commission du Travail avec l'assentiment de son auteur. Mais dans cette séance même, le principe d'une modification législative était admis.

M. Aubriot déposa une proposition de loi le 12 décembre 1912 ayant pour objet de modifier et de compléter l'article 36 par une double restriction ; le nouvel article 36 serait ainsi libellé : « L'autorisation accordée à « un établissement doit être étendue aux établissements « de la même ville faisant le même genre d'affaires et

(1) Il est à noter que *La Samaritaine* n'a pas fait usage de la dérogation partielle qu'elle a obtenue.

(2) La circulaire du 15 janvier 1913 est la suite donnée à cette promesse.

« s'adressant à la même clientèle — et compris dans la
« *même classe de patente*, une fraction d'établissement
« ne pouvant en aucun cas être assimilée à un établis-
« sement ». Cette proposition de loi était renvoyée à la
Commission du travail, après déclaration d'urgence (1).

De son côté, dans sa séance du 23 décembre 1912, le
Conseil municipal de Paris (2), sur la proposition de
M. Cachin, émettait le vœu « que la loi sur le repos
« hebdomadaire soit modifiée en vue d'empêcher toute
« extension anormale des dérogations et que la légis-
« lation industrielle sur la durée du travail prévoie la
« semaine anglaise dans les établissements assujettis »;
dans la même séance, le Conseil adoptait un vœu pré-
senté par M. Duval-Arnould en vue d'obtenir, par mo-
dification législative, que l'extension de la dérogation
accordée à un établissement ne puisse jouer qu'en faveur
des établissements « compris dans la même classe des
patentes » (3).

Forte de cette approbation, la proposition de loi Au-
briot était adoptée par la Chambre sans modification ni
discussion, sur rapport Lemire, dans la 2^e séance du
4 mars 1913 (4) ; elle est actuellement en instance au
Sénat. Cette proposition, si elle aboutissait rapidement,
aurait pour effet d'assurer légalement le maintien du re-

(1) Ch. dép., 2^e séance, 12 déc. 1912; *J. O.*, 13 déc., p. 3 138.

(2) *Bull. mun. off.*, 24 déc. 1912, p. 4948.

(3) On peut encore signaler un vœu du Conseil général de la
Loire émis le 18 avril 1913, sur la proposition de M. Durafour,
député, invitant le Parlement « à mettre un terme par le vote de
« dispositions précises nouvelles aux obscurités de la législation
« existante et aux interprétations tendancieuses inexactes qui
« en sont faites, par certaines juridictions ».

(4) Ch. dép., *J. O.*, 5 mars 1913, p. 735, *in fine*.

pos du dimanche dans les grands magasins (1) qui l'observent encore, à condition toutefois que des entreprises concurrentes de même nature et de même importance, n'aient pas déjà obtenu une dérogation sous l'empire du régime actuel ; mais, sans force rétroactive, la proposition Aubriot n'atteindrait pas les extensions autorisées avant sa promulgation, qui apparaîtraient abusives au regard du nouvel article 36. Au surplus, il est permis de se demander si la classification confuse et spéciale établie par la législation des patentes (loi du 15 juillet 1880 plusieurs fois modifiée, notamment par la loi du 19 avril 1905) constituerait une base convenable pour l'application des prescriptions sur le repos hebdomadaire.

Retraits d'autorisations (2). — D'après la jurisprudence du Conseil d'Etat, le préfet ne peut rapporter l'autorisation d'un régime exceptionnel que « dans le cas où des *faits nouveaux* se seraient produits » (décision du 12 juillet 1907 : affaire Montaut, bazar, Montauban) (3).

Les circonstances qui avaient fait accorder les autorisations au début de l'application de la loi, ont pu se modifier depuis ; tel établissement qui ne vendait que des articles déterminés et s'adressait à une clientèle exclusivement ouvrière, vend aujourd'hui toutes sortes d'articles et s'adresse à la clientèle riche comme à la clientèle populaire. Le maintien à de tels établissements

(1) Dans la législation des patentes, sont considérés comme grands magasins et classés à part les magasins vendant, soit plusieurs espèces de marchandises, soit des vêtements, quincaillerie, articles de ménage, comestibles, et occupant habituellement plus de dix employés (loi du 19 avril 1905).

(2) Sur la procédure des retraits, voir ci-dessus, p. 179.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 584.

d'une dérogation qui ne leur a été accordée qu'à raison d'un certain genre d'affaires et d'une certaine clientèle autoriserait des établissements, qui n'ont pu obtenir directement la dérogation dont il s'agit, à l'obtenir indirectement, en vertu de l'article 36, par assimilation avec un établissement qui ne devrait plus lui-même en jouir.

Rares sont les arrêtés de retrait qui ont été déférés à la censure du Conseil d'Etat. Aussi n'existe-t-il pas sur cette matière une jurisprudence précise et complète. Il résulte toutefois *a contrario* d'une décision du Conseil d'Etat du 13 mars 1908 (affaire Nouzille, nouveautés, Niort) (1) qu'une délibération du Conseil municipal modifiant le jour ou les heures d'ouverture d'un marché, à raison duquel une dérogation aurait été antérieurement autorisée, pourrait être de nature à faire rapporter l'arrêté d'autorisation.

Dans une localité, le préfet a considéré comme faits nouveaux, en dehors des protestations individuelles d'employés et de commerçants qu'avait soulevées la dérogation accordée, les avis défavorables à la dérogation émis : par un syndicat d'employés qui n'avait pu être consulté lors de la première instruction, parce qu'il n'était pas encore constitué ; par la Chambre de commerce, qui avait émis un avis favorable lors de la première instruction. Mais, dans cette espèce, le Conseil d'Etat a jugé, par décision du 4 août 1913 que, malgré ces appréciations nouvelles, « il résulte de l'instruction « qu'il ne s'est produit postérieurement à l'octroi de « cette dérogation, aucune modification à la situation « en considération de laquelle la société requérante » avait obtenu le bénéfice d'un régime exceptionnel (affaire Maubé, bazar, Arles : arrêté de retrait annulé).

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 247.

Dans une autre localité, le retrait a été effectué à la suite d'une déclaration de négociants bénéficiaires d'une dérogation et qui prenaient l'engagement d'y renoncer à la condition que les autres négociants y renoncent également.

« En résumé, d'après la circulaire du 15 janvier 1913 (1), peut être considéré comme fait nouveau de nature à justifier le retrait d'un arrêté d'autorisation tout fait qui n'aurait pas été porté à la connaissance de l'autorité administrative au moment où elle a pris l'arrêté et qui ferait apparaître la dérogation accordée comme n'étant pas ou comme n'étant plus nécessaire dans l'intérêt du public ou du fonctionnement normal de l'établissement. — Quant au changement d'appréciation des principaux intéressés sur la légitimité d'une dérogation, s'il n'est pas suffisant à lui seul pour en justifier le retrait, il peut être un motif sérieux de procéder à un nouvel examen de cette dérogation en vue de rechercher si elle répond encore aux nécessités auxquelles le législateur a entendu subordonner l'octroi de telles exceptions ».

Quoi qu'il en soit, la théorie du « fait nouveau » qui est d'ailleurs, dans la jurisprudence du Conseil d'Etat, le corollaire logique de la proscription des autorisations précaires et révocables (2), est de nature à gêner considérablement le retrait des dérogations largement octroyées dans la première période à titre de mesure transtoire, conformément aux instructions du 10 avril 1907.

Très justement, la circulaire du 15 janvier 1913 fait

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 14.

(2) Voir ci-dessus, p. 188 et 193.

remarquer que « la nécessité dans laquelle se sont
« trouvés les préfets d'accorder très rapidement, au dé-
« but de l'application de la loi, les dérogations qui leur
« étaient demandées, de peur de compromettre le fonc-
« tionnement normal des établissements pétitionnaires,
« n'a pas toujours permis de procéder à une instruc-
« tion approfondie des demandes ; que des dérogations
« ont pu être ainsi accordées qui n'étaient pas suffisam-
« ment justifiées et qu'on en trouverait la preuve dans
« ce fait qu'un assez grand nombre d'établissements,
« après avoir demandé et obtenu des dérogations, n'en
« ont pas fait usage. »

Néanmoins, par suite de la jurisprudence actuelle du Conseil d'Etat, de telles autorisations qui avaient été accordées comme mesures de transition ne peuvent être rapportées qu'à la condition de prouver l'existence d'un « fait nouveau » qui ne saurait être présumé, comme il eût été logique, du simple motif que la période transitoire est close. Ainsi se trouve prolongé, au détriment de l'application normale de la loi, un régime d'exception qui, dans la pensée de l'Administration, ne possédait qu'un caractère provisoire.

Statistique des dérogations accordées. — Par circulaire du 20 mai 1913 (1), le Ministre du Travail a demandé aux préfets de lui fournir l'état des dérogations qu'ils avaient accordées depuis l'origine jusqu'au 1^{er} janvier 1913, classées d'après la nature de l'exception et la profession du bénéficiaire. Cette enquête a permis d'établir que le nombre des dérogations permanentes (2) en

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 242.

(2) Le nombre des dérogations accordées pour des périodes déterminées est négligeable.

vigueur au 1^{er} janvier 1913 s'élève à 25.437, dont 23.490 pour le commerce, soit 92,7 0/0 : il apparaît donc que les dérogations de l'article 34 intéressent plus particulièrement les établissements commerciaux. Ces exceptions se répartissent comme il est indiqué dans le tableau de la page suivante (1).

Sur les 23.490 dérogations accordées au commerce, les *coiffeurs* en obtiennent 12.424, soit 53 0/0. Si l'on considère qu'il existe 14.468 coiffeurs occupant un personnel (2), il en résulte que la dérogation a été accordée aux salons de coiffure dans la proportion de 86 0/0. L'exception habituelle est le régime A (10.469 : 84 0/0) : c'est la faculté de donner le repos hebdomadaire un autre jour que le dimanche, très généralement le lundi. Au cours des travaux préparatoires de la loi de 1906, les coiffeurs qui avaient été inscrits dans la nomenclature des professions admises de droit au bénéfice du roulement, furent radiés sur l'observation du rapporteur que la faculté de donner le repos un autre jour que le dimanche paraissait devoir leur suffire (3).

Si l'on met à part les coiffeurs dont la situation est particulière, le nombre des dérogations en vigueur dans le commerce descend à 11.066.

Parmi les établissements qui ont obtenu le plus d'autorisations, il faut citer les magasins de confections, nouveautés, lingerie (2.850 : 12 0/0), les magasins de l'alimentation (1.333 : 5,5 0/0), les marchands de chaussures (1.187 : 5 0/0). — 779 bazars bénéficient d'une dérogation (soit 3 0/0 des autorisations données au commerce).

(1) Rapports, 1912, p. LXIII.

(2) Statist., Recens. 1906, T. I., II^e part. tableau, p. 252-253.

(3) Sénat, séance 14 juin 1906: *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 368.

catégories professionnelles	Régime D					Total
	Régime A	Régime B	Régime C	Roulement pur et simple	Roulement spécial ⁽¹⁾	
I. Commerce :						
Denrées alimen- taires au détail	251	234	108	666	74	1.333
Coiffeurs	10.466	366	1.126	428	35	12.424
Ameublement ...	2	17	23	52	14	108
Mercerie	82	159	152	269	60	722
Bazars, bimbelo- terie	55	89	147	426	62	779
Confections, nou- veautés, linge- rie	272	576	842	847	313	2.850
Chapellerie	34	129	145	122	37	467
Cordonnerie	79	211	348	470	79	1.187
Quincailliers	19	163	137	110	72	501
Bijoutiers, horlo- gers	8	9	18	78	6	119
Libraires, pape- tiers	6	15	17	40	8	86
Banque et assu- rances	88	14	11	65	15	193
Offices ministé- riels	273	86	10	125	37	531
Commerces di- vers (2)	460	433	608	629	60	2.190
Total (commerce).	12.098	2.501	3.692	4.327	872	23.490
II. Industrie :						
Total général...	12.281	3.567	3.916	4.665	918	25.347

(1) Repos du dimanche entier pour partie du personnel, du dimanche midi au lundi midi pour l'autre partie, avec ou sans alternance (circ. 10 avril 1907) : voir ci-dessus, p. 167.

(2) Marchands de combustibles, marchands de grains, négociants en vins, marchands de cycles et automobiles, etc...

Les établissements auxquels les dérogations ont été le moins accordées sont les libraires et papetiers (86 : 0,3 0/0), les magasins d'ameublement (108 : 0,4 0/0), les bijouteries (119 : 0,5 0/0), les banques et assurances (193 : 0,8 0/0).

Le tableau suivant donne la répartition des exceptions dans le commerce, d'après leur nature, avec et sans les coiffeurs :

Régimes	Dérogations dans le commerce	Proportion p. 0/0	Dérogations (sans les coiffeurs)	Proportion p. 0/0
A (un autre jour que le dimanche)	12.098	51,5	1.629	14,7
B (dimanche midi au lundi midi)	2.501	10,6	2.135	19,2
C (après-midi du di- manche avec repos compensateur)	3.692	15,7	2.566	23,3
D (roulement incon- ditionnel)	4.327	18,5	3.899	35,3
D (roulement spécial)	872	3,7	837	7,5
Totaux	23.490	100,0	11.066	100,0

Il apparaît ainsi que, les coiffeurs mis à part, l'exception le plus souvent accordée est le *roulement* (43 0/0) et la dérogation le moins souvent accordée le régime A (15 0/0). Ces proportions nous amènent à considérer comme désirable, à défaut du retrait, la substitution, à l'exception extrême et si malaisément contrôlable du roulement inconditionnel, de l'un des trois autres régimes de l'article 34, tout au moins, du *roulement spécial*.

Voici, pour le commerce, d'une part le nombre brut de dérogations accordées en distinguant les autorisations directes et les extensions d'autorisations et, d'autre

part le nombre des retraits, depuis l'origine jusqu'au 1^{er} janvier 1913 :

	Régime A	Régime B	Régime C	Roulement incondi- tionnel	Roulement spécial	Total
Autorisations						
directes ..	10.741	2.171	2.704	2.751	652	19.019
Extensions..	1.555	644	1.079	1.623	265	5.166
Total (chif- fre brut)	12.296	2.815	3.783	4.374	917	24.185
Retraits ...	198	314	91	47	45	695
Total (chif- fre actuel).	12.098	2.501	3.692	4.327	872	23.490

Le même tableau, sans les coiffures, se présente de la manière suivante :

	Régime A	Régime B	Régime C	Roulement incondi- tionnel	Roulement spécial	Total
Autorisations						
directes ..	1.467	1.681	1.743	2.409	623	7.923
Extensions ..	187	596	899	1.527	256	3.465
Total (chif- fre brut)	1.654	2.277	2.642	3.936	879	11.388
Retraits ...	25	142	76	37	42	322
Total (chif- fre actuel).	1.629	2.135	2.566	3.899	837	11.066

Il apparaît ainsi — les coiffeurs mis à part — que 70 0/0 des autorisations préfectorales ont été accordées par la procédure directe et 30 0/0 par voie d'extension. Donc, près de 3.500 établissements commerciaux qui n'avaient pas tout d'abord réclamé de régime exceptionnel, n'ont demandé et obtenu par la suite une dérogation que par assimilation à des maisons concurrentes.

C'est pour l'exception du roulement que l'extension a le plus joué : elle atteint la proportion de 37 0/0, tandis que cette proportion est de 34 0/0 pour le régime C, 26 0/0 pour le régime B et 11 0/0 seulement pour le régime A. Ainsi, d'une manière générale, moins la dérogation s'éloigne du régime normal, moins son extension a été réclamée.

Quant aux *retraits* d'autorisation, leur nombre est proportionnellement très faible (2,8 0/0) : encore, le plus souvent, la dérogation n'est-elle retirée que pour être remplacée par une autre. Le rapport de la Commission supérieure du travail cite, pour l'année 1912, quelques rares cas de retraits effectifs à Limoges, Brest et dans la Haute-Marne (1). Il ne résulte pas de la statistique que les retraits aient plus particulièrement porté, comme il eût été désirable, sur l'exception extrême du roulement.

Si l'on considère, par *départements*, les dérogations accordées dans le commerce, on compte moins de 50 autorisations dans 7 départements (2) ; — de 50 à 100 dans 17 ; — de 100 à 200 dans 30 ; — de 200 à 300 dans 15 ; — de 300 à 400 dans 8 ; — plus de 400 dans 10.

Parmi les départements de ce dernier groupe, on compte de 400 à 500 autorisations préfectorales en faveur d'établissements commerciaux dans 4 d'entre eux : l'Hérault, 404 ; — l'Aisne, 436 ; — les Alpes-Maritimes, 463 ; — la Loire, 467.

Les 6 autres départements dans lesquels on compte

(1) Rapports, 1912, p. LXI.

(2) Ce sont, dans l'ordre, la Corse — où les autorisations préfectorales sont inconnues ! — La Lozère, les Basses-Alpes, la Haute-Savoie, le Cantal, les Hautes-Alpes et l'Ardèche, régions de peu d'activité commerciale.

plus de 500 autorisations de cette nature sont les suivants :

Départements	Régime A	Régime B	Régime C	Roulement incondi- tionnel	Roulement spécial	Total (commerce)
Seine	2.828	242	611	2.120	»	5.801
Nord	595	288	201	32	15	1.131
Seine-Inf.	384	119	224	57	145	929
Bouch.-du-Rh..	461	25	134	28	1	649
Seine-et-Oise...	432	27	65	22	21	567
Gironde	366	31	104	24	2	527

D'une manière générale, on remarque que ce sont les départements renfermant des grands centres qui, comme il était naturel, bénéficient du plus grand nombre de dérogations. Une exception mérite cependant d'être notée : dans le département du Rhône, il n'a été accordé aux établissements commerciaux que 373 dérogations, dont 24 autorisations du roulement.

Dans la *Seine*, les exceptions se répartissent ainsi :

Commerce	Régime A	Régime B	Régime C	Régime D	Total
Coiffeurs	2.359	1	1	»	2.361
Chaussures	42	18	102	411	573
Confections, Nouveautés	53	10	43	348	454
Denrées alimentaires	14	45	8	269	336
Mercerie, lingerie	48	13	14	172	247
Bazars	14	15	26	176	231
Chapellerie	12	«	10	93	115
Commerces divers	286	140	407	651	1.484
Total (commerce)	2.828	242	611	2.120	5.801

Les coiffeurs mis à part, on s'aperçoit que la dérogation la plus fréquemment autorisée à Paris et dans le

département de la Seine est le roulement (2.120 pour 3.440 : soit 60 0/0). Il existe en France, sans les coiffeurs, 3.899 établissements commerciaux bénéficiaires du roulement inconditionnel : la Seine en fournit, elle seule, 2.120, c'est-à-dire plus de la moitié (54 0/0). Sur ces 2.120 établissements, 878 ont obtenu le roulement par la procédure directe, 1.242 l'obtenaient par voie d'extension (58 0/0) : c'est donc, à Paris et dans la Seine, que la disposition extensive de l'article 36 (ancien art. 8 § 4 de la loi de 1906) a joué dans la plus grande proportion (1). D'après le tableau qui précède, c'est principalement dans les divers commerces du vêtement que le roulement sévit et on remarque, d'autre part, que 176 bazars sont bénéficiaires de ce régime. — Signalons encore que le préfet de police n'avait effectué, au 1^{er} janvier 1913, aucun retrait d'autorisation dans le commerce et que la modalité du « roulement spécial » est inconnue dans le département de la Seine (2).

Pour se rendre compte de la *répartition annuelle* des autorisations, il faut consulter la statistique des arrêtés préfectoraux fournie, chaque année, par le service de l'inspection (3). Bien que ces chiffres soient sensiblement inférieurs aux chiffres des autorisations indiqués par les préfets (4), ils permettent cependant d'apercevoir une décroissance rapide dans le nombre des autorisations préfectorales.

(1) Sur les causes de cette situation, voir p. 193.

(2) Les refus de dérogation opposés par le préfet de police dans le département de la Seine s'élèvent, toutes catégories comprises, à 1.211, dont 1.017 refus du roulement.

(3) Rapports, 1912, p. LXI.

(4) La statistique des inspecteurs a porté en effet sur les *arrêtés* préfectoraux, dont certains sont *collectifs*, tandis que la statistique préfectorale vise les établissements.

Années	1906 (4 mois)	1907	1908	1909	1910	1911	1912
Autorisations..	2.748	13.283	1.705	1.220	1.009	936	889
Proportion 0/0	12,6	61,0	8,0	5,5	4,6	4,3	4,0

Pour se rendre compte de la *situation de fait*, dans l'ensemble du commerce, le tableau suivant a été dressé (1) :

Régimes permanents de repos	Etablissements	Proportion 0/0
Repos collectif du dimanche	64.422	30,5
Repos collectif un autre jour que le dimanche (régime A)	12.813	6,1
Repos du dimanche midi au lundi midi (régime B)	4.476	2,1
Repos du dimanche après-midi avec repos compensateur (art. 34 § c et art. 42)	59.329	28,1
Roulement (art. 34 § d et art. 38).....	62.159	29,5
Repos spéciaux tolérés provisoirement (circulaire du 10 avril 1907) (2)	7.905	3,7
Total	211.104	100,0

Les chiffres indiqués dans ce tableau pour les régimes A et B sont supérieurs à ceux qui résultent de la statistique des autorisations préfectorales (3). Indépendamment de la part d'erreur que comportent des statistiques simplement approximatives, cette particularité peut s'expliquer par ce fait que des établissements bénéficiaires du roulement ont pu, dans la pratique, adopter les régimes A ou B.

Le même tableau, si l'on distingue les dérogations de

(1) Rapports, 1912, p. LXV.

(2) Voir ci-dessus, hôtels et restaurants, p. 137.

(3) Cf. tableau, p. 207.

droit et les autorisations préfectorales, se présente de la manière suivante :

	Etablissements	Proportion 0/0
Repos collectif du dimanche	64.422	30,5
Déroptions de droit (art. 38 et 42)	115.287	54,6
Déroptions autorisées par les préfets.	23.490 (1)	11,2
Régimes tolérés (Circul. 10 avril 1907)..	7.905	3,7
Total	211.104	100,0

Il apparaît ainsi que, bien que largement octroyées, les autorisations préfectorales ne profitent, dans l'ensemble du commerce, qu'à 11 0/0 des établissements (2). Si la proportion des établissements donnant le repos collectif du dimanche n'est que de 30 0/0, il faut en voir la cause dans les dérogations admises de plein droit par les articles 38 et 42 qui constitueraient le régime effectif de plus de la moitié des établissements commerciaux (54 0/0). C'est ainsi que sur les 62.159 établissements bénéficiaires du roulement, 5.199 en usent en vertu d'une autorisation préfectorale (8,5 0/0) et 56.960 en jouissent de plein droit (91,5 0/0).

(1) Chiffre théorique, légèrement supérieur à la réalité, car il faudrait pouvoir en déduire les dérogations non utilisées sur lesquelles il n'existe pas de statistique d'ensemble. — Cf. Rapports, 1909, p. XXXVII et 1911, p. LV.

(2) Encore convient-il de se rappeler que les coiffeurs fournissent plus de la moitié de ces autorisations.

SECTION III

Le recours au Conseil d'Etat

Caractères du recours. — L'article 37 du Livre II du Code du Travail (ancien art. 9 de la loi du 13 juillet 1906) a formellement prévu que les arrêtés préfectoraux refusant ou accordant une dérogation pourraient être déférés au Conseil d'Etat. A défaut de cette disposition, ce recours aurait d'ailleurs existé par application des règles générales du contentieux administratif.

La nature de ce recours a été définie par M. Romieu, commissaire du Gouvernement, dans les savantes conclusions qu'il présentait au Conseil d'Etat et qui ont été corroborées par ce haut tribunal à l'occasion des premières affaires sur lesquelles il était statué le 30 novembre 1906 (1).

Deux questions se posent : le Conseil d'Etat a-t-il le droit d'examiner au fond la légalité des arrêtés préfectoraux ? — S'il annule un arrêté pour refus de la dérogation, peut-il lui-même accorder l'autorisation ?

Se demander si le Conseil d'Etat a le droit de procéder à un examen du fond, c'est rechercher si la loi a entendu conférer au chef d'établissement un droit lorsqu'il satisfait à certaines conditions, ou si elle a voulu donner à l'administration un pouvoir discrétionnaire, la dérogation n'étant qu'une tolérance ou une faveur.

M. Romieu n'a point de peine à démontrer qu'il résulte de l'esprit de la législation comme de la lettre du texte que « la dérogation correspond à un véritable droit et exclut toute idée de tolérance ou de faveur ; « la loi fixe les conditions auxquelles elle subordonne

(1) Voir conclusions Romieu : Rec. Lebon, 1906, p. 863, note.

« la dérogation et l'administration n'a pas plus le droit
« de refuser la dérogation si ces conditions sont rem-
« plies que de l'accorder si elles ne le sont pas. »

Dès lors, puisque la dérogation correspond à l'idée de droit, « il faut qu'il y ait un juge pour dire si les cir-
« constances de fait exigées pour que ce droit existe,
« sont ou non réalisées, c'est-à-dire un juge compétent
« sur le fond ».

M. Romieu considère que le législateur de 1906 a ainsi conféré au Conseil d'Etat un pouvoir « assez exceptionnel » qui comporte « un mélange d'administration et de contentieux ». Mais cette situation lui apparaît conforme aux tendances générales de la jurisprudence et de la législation qui ont ruiné les pouvoirs du Ministre-juge et qui s'appliquent aujourd'hui à substituer à la tutelle administrative, la tutelle contentieuse.

La question de savoir si le Conseil d'Etat, après avoir annulé un arrêté pour refus illégal de la dérogation, peut accorder lui-même l'autorisation, revient à se demander, en langage technique, si le recours dont il s'agit est un recours de pleine juridiction ou un recours pour excès de pouvoir, c'est-à-dire un recours en annulation. Si, dans la première hypothèse, le Conseil d'Etat peut, par lui-même, substituer un acte régulier à l'acte illégal qu'il annule, dans la seconde, il ne peut que procéder à la simple annulation de cet acte. Raisonant par analogie, M. Romieu démontre, par des exemples tirés de la jurisprudence du Conseil d'Etat, que les pourvois formés en matière de repos hebdomadaire sont des *recours pour excès de pouvoir* dont le caractère est précisément de « viser des actes d'autorité » qui ne se rencontrent pas dans le droit civil dans les « rapports entre particuliers, et qui sont spéciaux au « droit administratif. »

Ces pourvois ne pourraient donc qu'aboutir, en cas de succès, à la simple annulation de l'arrêté préfectoral :
« Toutefois, déclare le Commissaire du Gouvernement,
« afin de bien préciser le droit des citoyens et l'obligation de l'administration, nous ne verrions aucun
« obstacle à ce que le Conseil d'Etat, après avoir annulé
« l'arrêté qui rejette une demande de dérogation fondée
« en droit, renvoie le demandeur devant l'autorité compétente pour faire l'acte, afin qu'il soit statué à nouveau sur sa demande. »

Impliquée par la nature du recours, l'impossibilité pour le Conseil d'Etat d'accorder directement une dérogation est absolue : il ne saurait notamment la concéder à titre provisoire au cours d'une vérification complémentaire qu'il ordonne (décision du 15 novembre 1907) (1).

Procédure et décisions. — Le commerçant auquel la dérogation est refusée, peut déférer au Conseil d'Etat l'arrêté préfectoral de refus : les pourvois sont généralement introduits par ce requérant, principal intéressé. Il ne saurait solliciter du Conseil que la reconnaissance du droit à la dérogation particulière qui lui a été refusée : la sollicitation d'une autre exception aurait en effet le caractère de première demande et devrait être, en conséquence, portée d'abord devant le préfet (décision du 3 juillet 1908) (2).

Tout chef d'établissement qui s'estime lésé par l'octroi d'une exception à un concurrent, peut poursuivre devant le Conseil d'Etat le retrait de cette autorisation. En fait, ce genre de recours a été très rarement uti-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 715.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 248.

lisé (1) : les chefs d'établissement placés dans cette situation, préfèrent réclamer le bénéfice de l'exception accordée, par la procédure d'extension de l'article 36.

Tous les employés de l'établissement auquel une exception est accordée, qui perdent de ce fait le bénéfice du repos du dimanche, ont qualité pour se pourvoir contre l'arrêté d'autorisation. Il est d'ailleurs difficile au personnel de diriger une telle action contre l'employeur et, en fait, il n'existe pas d'exemple d'un pareil recours.

Les corps dont la consultation est obligatoire peuvent-ils, dans certains cas tout au moins, former devant le Conseil d'Etat le recours prévu par l'article 37 ? Si aucun doute ne subsiste à cet égard, en ce qui concerne les pourvois des syndicats dont la pratique offre des exemples (2), il n'en est pas de même quant aux chambres de commerce et Conseils municipaux qui n'ont, en fait, introduit aucun recours (3).

Il convient d'ailleurs de remarquer en faveur de la solution négative que, bien que jouissant de la personnalité civile, les chambres de commerce — exception faite des travaux qu'elles peuvent exécuter et des services qu'elles peuvent administrer — n'ont que des attributions

(1) Il n'en existe qu'un, à notre connaissance : pourvoi Bissonnet, marchand de chaussures et d'articles de voyages, à Alger, contre un arrêté préfectoral du 1^{er} juin 1910 accordant le roulement à l'un de ses concurrents, le sieur Prioret (décision de rejet du Cons. d'Etat du 31 mars 1911 : Rec. Lebon, 1911, p. 1570, note).

(2) Voir ci-après, sur les pourvois de syndicats, p. 226.

(3) La circ. minist. du 19 nov. 1906 en recommandant aux préfets de notifier leurs arrêtés d'autorisation à tous les corps consultés pour sauvegarder le droit des intéressés de déférer ces arrêtés au Cons. d'Etat, semble admettre implicitement que tous ces organes pourraient introduire des pourvois : V. *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 348.

tions consultatives, aux termes de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 qui les régit et dont l'article 35 § 2 du Livre II du Code du Travail présente un cas d'application. Elles diffèrent par là du syndicat que la loi du 21 mars 1884 a chargé de « la défense » des intérêts professionnels ; elles représentent d'ailleurs l'intérêt général du commerce, tandis que le syndicat est l'organe d'une profession déterminée.

Le Conseil municipal a qualité pour ester en justice au nom de la ville. Aussi pourrait-on soutenir que la municipalité, gardienne de l'ordre public, est compétente pour attaquer les autorisations préfectorales qui sont de nature à soulever des manifestations et à susciter des troubles. Mais, d'autre part, il apparaît que le public dont le Conseil municipal représente les intérêts ne peut être lésé par l'octroi d'une dérogation qui lui donne, au contraire, des facilités plus grandes pour effectuer ses achats. L'intérêt du public pourrait seulement être lésé par des arrêtés de refus : mais ces arrêtés, d'après la jurisprudence du Conseil d'Etat sur le droit des syndicats professionnels, ne peuvent être attaqués par d'autre requérant que le solliciteur de la dérogation.

Objectera-t-on que l'obligation pour le préfet de consulter le Conseil municipal et la Chambre de commerce crée un droit en faveur de ces corps et que la violation de cette formalité leur ouvrirait un recours ? Il semble plus rationnel de voir dans cette prescription une garantie accordée aux patrons et aux employés en présence, sans déduire de cette obligation à prendre un avis que l'organe consulté a un intérêt dans l'affaire, d'autant que les meilleurs avis ne sont pas toujours les plus intéressés.

L'article 37, § 2, attribue au recours formé devant le

Conseil d'Etat un *effet suspensif*. Certains commerçants auxquels la dérogation fut refusée, avaient émis la prétention d'en jouir provisoirement par l'effet suspensif du pourvoi qu'ils avaient introduit contre ce refus. Telle n'était pas l'interprétation administrative d'après laquelle « le recours au Conseil d'Etat n'a d'autre conséquence « que de suspendre l'effet de la décision du préfet, c'est-à-dire de laisser le chef d'établissement qui a demandé l'autorisation dans la situation de droit où il se trouvait avant cette décision » (Circulaire du 6 novembre 1906) (1).

Cette interprétation fut confirmée par la Cour de Cassation qui, dans un arrêt du 18 janvier 1907 (2), décidait que « l'effet suspensif n'affecte que l'arrêté préfectoral en produisant, selon les circonstances, les conséquences qu'il comporte... » Une circulaire du Garde des Sceaux du 4 février 1907 appelle l'attention des parquets sur cette jurisprudence (3).

En somme, l'effet suspensif est pratiquement inopérant lorsqu'il s'agit d'un arrêté préfectoral de refus. Par contre, il produit une suspension effective à l'égard des arrêtés d'autorisation en s'opposant à ce que les bénéficiaires en jouissent tant que le Conseil d'Etat n'a pas statué (4). Cette suspension ne saurait être limitée au délai d'un mois légalement imparti au Conseil d'Etat pour statuer, lorsque ce délai est expiré sans que la décision soit intervenue (arrêt de la Cour de Cassation du

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 348.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 31.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 1.

(4) Cf. déc. Cons. d'Et., 9 juillet 1909, reconnaissant l'effet suspensif à un pourvoi du Syndicat des ouvriers coiffeurs de Bordeaux : *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 174.

16 décembre 1911) (1). Il nous semble que l'effet suspensif doit être refusé par l'administration à un pourvoi qui serait manifestement irrecevable, notamment parce que formé après l'expiration du délai légal ou par un requérant sans qualité.

Si dans les débuts, par suite du grand nombre de pourvois en instance et des retards à statuer apportés par le Conseil d'Etat, la solution rigoureuse de la jurisprudence a pu paraître critiquable (2), il convient de remarquer que l'admission provisoire d'un commerçant au bénéfice du régime exceptionnel contre le refus duquel il a formé un recours, aurait, dans la pratique, facilité tous les abus : par des demandes de dérogations sans cesse renouvelées, suivies de pourvois contre leurs rejets successifs, un chef d'établissement aurait pu bénéficier indéfiniment d'une exception, au grand préjudice de ses concurrents respectueux de la loi.

Les pourvois, d'une manière générale, sont soumis, en raison de leur caractère de recours pour excès de pouvoir, aux *règles de procédure* de ce genre de recours. Notamment, ils sont dispensés du ministère d'avocat et enregistrés en débet, les frais n'étant dus qu'en cas d'insuccès (3).

En vertu de l'article 37, ils doivent être introduits dans la quinzaine de la notification (4), sous peine d'être déclarés irrecevables. Le requérant pourra ensuite pro-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 350.

(2) V. Ch. Dép., séances des 1^{er} et 8 mars 1907 : *J. O.*, 2 mars, discours Berry, p. 533, 3^e col., et *J. O.*, 9 mars, discours Noulens, p. 616, 3^e col.

(3) Décret du 2 novembre 1864 et loi du 17 avril 1906, art. 4.

(4) En l'absence d'une prescription spéciale à cet égard, ce délai eût été de deux mois (loi du 13 avril 1900, art. 24 § 4).

duire, sur timbre comme le pourvoi lui-même, un mémoire ampliatif.

La sous-section chargée d'instruire l'affaire communique le dossier, pour avis, au Ministre du Travail qui consulte, à son tour, le préfet. Le Ministre doit retourner le dossier dans un délai de huitaine et le Conseil d'Etat, après avoir entendu le rapporteur, le commissaire du gouvernement et, le cas échéant, l'avocat du demandeur, doit statuer dans un délai d'un mois à compter de l'introduction du pourvoi, conformément à l'article 37, § 2.

La décision — il faut le reconnaître — intervient rarement dans ce délai que l'expérience semble montrer insuffisant pour l'instruction complète des affaires (1). Le Ministère du Travail, de son côté, soucieux d'obtenir des préfets tous les renseignements utiles, ne peut guère retourner le dossier dans le délai de huitaine que lui assigne le Conseil d'Etat.

La *décision du Conseil d'Etat* peut être un arrêt avant dire droit ordonnant la vérification sur place des faits allégués pour le requérant et à laquelle il doit être procédé dans un délai habituellement fixé à 20 jours. Cette vérification est effectuée par un fonctionnaire désigné par le Ministre du Travail qui est, en fait, l'Inspecteur divisionnaire de la circonscription (2) : les li-

(1) De 1910 à 1912, le pourvoi sur lequel il a été statué le plus rapidement est restée 3 mois et 3 jours en instance; la plus longue instance a duré un an et 6 mois et 1/2 (affaire de *La Samaritaine*, dernier pourvoi). L'accroissement du nombre des affaires portées devant le Conseil d'Etat dû, en partie, aux recours prévus par la loi sur le repos hebdomadaire a amené, en 1910, une réorganisation des organes du contentieux et une augmentation du personnel du Conseil (Loi de finances du 8 avril 1910, art. 96 et 97).

(2) Dans la première circonscription (Seine, S. et O., S. et M.)

vres de comptabilité servent plus particulièrement de base à ses recherches, mais l'intéressé n'est pas tenu de les communiquer. Le fonctionnaire enquêteur donne copie de son rapport au requérant qui peut adresser au Conseil d'Etat, sur timbre, un mémoire en réponse.

Par la décision définitive le Conseil d'Etat peut :

1° Rejeter la requête comme irrecevable ou non fondée ;

2° Annuler l'arrêté préfectoral pour vice de forme : dans le cas où le requérant est le solliciteur de la dérogation, il est renvoyé devant le préfet pour qu'il soit statué à nouveau sur sa demande ; mais l'arrêt du Conseil d'Etat n'ayant rien préjugé sur le fond, le préfet décide librement ;

3° Annuler l'arrêté pour autorisation ou refus illégitime de la dérogation : dans le cas d'annulation d'un arrêté de refus, le requérant est renvoyé devant le préfet « pour la délivrance de l'autorisation à laquelle il a droit » qui doit s'entendre de celle qu'il avait primitivement demandée (décision du 15 novembre 1907) (1) ;

4° Décider qu'il n'y a pas lieu de statuer parce que le requérant a produit un acte de désistement ou parce que le préfet a accordé, pendant l'instance, l'autorisation dont le refus motivait le recours : l'octroi d'une autre dérogation laisserait subsister le pourvoi (2) (décision du 10 janvier 1908) (3).

cette mission est confiée à « l'inspecteur chargé du contrôle », sorte d'inspecteur divisionnaire adjoint.

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 713.

(2) Exception faite, semble-t-il, de l'hypothèse où la dérogation accordée contiendrait la dérogation sollicitée, l'exception D comprenant les régimes A et B.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 54.

Statistique des arrêts du Conseil d'Etat. — Depuis l'origine jusqu'au 1^{er} juillet 1913, le Conseil d'Etat a rendu, en matière de repos hebdomadaire, 637 décisions (dont 392 concernant Paris, 234 la province et 11 l'Algérie). — 619 de ces décisions ont été rendues sur le pourvoi de chefs d'établissement (19 ont un caractère collectif) (1) et 18 ont été prises à la suite de pourvois de syndicats.

Au point de vue de leur *nature*, ces décisions se répartissent ainsi, entre Paris et la province :

	Rejet de la requête	Annulation de l'arrêté préfectoral		Non lieu à statuer	Totaux
		Au fond	Pour vice de forme		
Paris	35	37	312 (3)	8	392
Province (2)...	137	91	10	7	245
	172	128	322	15	637

Les décisions avant dire droit ordonnant une vérification, ne sont pas comprises dans cette statistique. Elles sont au nombre de 82, dont 59 ont été suivies d'une annulation de l'arrêté préfectoral, 22 du rejet de la requête, une d'un non-lieu à statuer.

Au point de vue de la *profession* intéressée, les 637 décisions définitives se répartissent de la manière suivante :

(1) Sur ces 19, 10 concernent 137 chefs d'établissement.

(2) Y compris l'Algérie.

(3) Nombreuses annulations du 30 novembre et du 28 décembre 1906 pour consultation d'une commission du Conseil municipal, non du Conseil lui-même.

Catégories	Rejet de la requête	Annulation de l'arrêté préfectoral			Totaux
		Au fond	Pour vice de forme	Non lieu à statuer	
Confection, nouveautés.	60	56	123	9	248
Chaussures	10	12	81	3	106
Bazars	30	22	47	1	100
Coiffeurs	32	4	19	»	55
Chapellerie	3	8	26	»	37
Alimentation	14	10	»	»	24
Mercerie	4	4	6	»	14
Quincailliers	6	5	3	»	14
Ameublement	2	3	3	»	8
Commerces divers	6	2	14	2	24
Industries	5	2	»	»	7
Totaux	172	128	322	15	637

Cette statistique fait apparaître que sept décisions seulement concernent l'industrie, tandis que 630 visent le commerce. Ce sont les commerces du vêtement, les bazars et les coiffeurs qui ont fourni le plus grand nombre de pourvois.

Le tableau ci-après présente la situation, pour les catégories principales, d'après la *dérogation* visée dans le pourvoi, en distinguant les rejets et les annulations au fond (1) :

Catégories	Rejet de la requête					Annulation de l'arrêté				
	A	B	C	D	Total	A	B	C	D	Total
C o n f e c t i o n s .										
Nouveautés..	9	4	19	28	60	»	10	9	37	56
Bazars	»	2	6	22	30	»	2	6	14	22
Coiffeurs	2	3	8	19	32	1	»	»	3	4

(1) Les annulations pour vice de forme et les décisions de non lieu à statuer qui n'apportent, en fait, aucune solution nouvelle, ont été négligés dans ce relevé.

Il apparaît donc que c'est le roulement que les pourvois ont particulièrement visés. Mais tandis qu'à l'égard des coiffeurs, le refus du *roulement* était maintenu, le droit à la dérogation était reconnu dans la moitié des cas en ce qui concerne le commerce des nouveautés et confections et les bazars, le plus souvent par extension d'une autorisation accordée à un établissement similaire. Les principales villes, Paris excepté (1), où le droit au roulement a été reconnu du fait du Conseil d'Etat sont les suivantes : pour certains bazars, Marseille, Roubaix, Limoges, Tours, Carcassonne, Montauban, Montélimar ; pour certains magasins de confections et nouveautés : Marseille, Lille, Roubaix, Niort, Argentan, etc... Il est à craindre que les autorisations accordées à la suite de ces décisions du Conseil d'Etat n'aient pu rester particulières aux établissements qu'elles concernaient.

Pour *Paris*, le tableau ci-dessus se présente de la manière suivante :

Catégories	Rejet de la requête					Annulation de l'arrêté				
	A	B	C	D	Total	A	B	C	D	Total
Confections et nouveautés..	»	»	1	3	4	»	»	1	23	24
Bazars	»	»	»	3	3	»	»	6	9	15
Coiffeurs	»	»	2	11	13	1	»	»	»	1

Il résulte de ce relevé que dans 39 cas, dont 32 sont relatifs au roulement, la dérogation a été reconnue, à Paris, à des magasins de confections et nouveautés et à des bazars par décisions du Conseil d'Etat. On remarquera qu'à l'égard de ces catégories d'établissements, les pourvois ont abouti dans la proportion inaccoutumée de

(1) Voir tableau ci-dessous.

85 0/0 : c'est la conséquence de l'octroi libéral de la dérogation aux petites et moyennes entreprises (1).

Le nombre des pourvois va décroissant, par suite de la diminution rapide des demandes de dérogation. Les décisions du Conseil d'Etat se répartissent, par leur date, comme il est dit ci-après :

	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913 ⁽²⁾ 1 ^{er} sem.	Totaux
Paris	297	58	26	9	»	1	1	»	392
Province (3).....	18	135	32	19	12	10	13	6	245
	315	193	58	28	12	11	14	6	637

Enfin, au point de vue de leur répartition *territoriale*, les 637 décisions du Conseil d'Etat concernent 56 départements ; la Seine excepté, les départements qui donnent le plus fort contingent sont les suivants : Haute-Vienne (22), Hérault (16), Nord (13), Seine-Inférieure (12), Gard (11), Seine-et-Oise (11), Bouches-du-Rhône (10) (4).

En province, les 234 décisions prises concernent 97 villes : 33 chefs-lieux de département et 64 autres villes, dont 29 localités de moins de 10.000 habitants.

Pourvois de syndicats (5). — Les syndicats patronaux et ouvriers dont la consultation est d'ailleurs prévue par la loi lorsqu'un chef d'établissement sollicite le béné-

(1) Voir ci-dessus, p. 193.

(2) 13 pourvois étaient en instance devant le Conseil d'Etat au 1^{er} octobre 1913. — 4 décisions d'annulation ont été rendues le 4 août 1913, trois annulations pour vice de forme et une au fond.

(3) Y compris l'Algérie.

(4) Tous les nombres indiqués comportent une ou plusieurs décisions collectives.

(5) Cf. Pellenc, *Le Repos hebdomadaire*, 1909, th. Lyon : Du rôle des syndicats professionnels, Chap. VI, p. 120.

fice d'un régime exceptionnel, peuvent former des pourvois en Conseil d'Etat contre les arrêtés accordant une dérogation, parce que ces autorisations, en elles-mêmes et par leur possibilité d'extension à d'autres établissements, peuvent porter atteinte aux intérêts collectifs de la profession, tant du côté patronal que du côté ouvrier. C'est au premier chef l'intérêt patronal qu'un membre de la corporation n'obtienne pas une dérogation particulière qui le placerait dans des conditions plus avantageuses que ses concurrents ; c'est également l'intérêt du corps des employés qu'il soit dérogé le moins possible au repos collectif du dimanche qui est légalement le régime normal et pratiquement le régime le plus favorable pour l'employé.

Mais le Conseil d'Etat n'a pas admis que les syndicats patronaux puissent former un pourvoi, au nom du syndicat, contre des arrêtés refusant la dérogation à tels commerçants déterminés (1), attendu que « s'il appartient aux syndicats professionnels de prendre *en leur propre nom* la défense des intérêts dont ils sont chargés aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, ils ne peuvent intervenir au nom d'intérêts particuliers sans y être autorisés par un mandat spécial » (décision du 28 décembre 1906 : syndicat des patrons coiffeurs de Limoges) (2).

Il convient de remarquer cependant que dans l'espèce citée, il s'agissait d'un pourvoi formé contre le refus opposé par le préfet au syndicat qui avait présenté lui-même une demande générale de dérogation,

(1) Cette jurisprudence est applicable à tous les syndicats ; mais, en fait évidemment, les syndicats ouvriers ne demandent pas l'annulation des arrêtés qui refusent des autorisations.

(2) Rec. Lebon, 1906, p. 984 ; conclusions Romieu, p. 978, note.

sans mandat des commerçants intéressés. Mais le motif reproduit s'applique aussi bien à l'hypothèse où les demandes auraient été présentées individuellement au préfet ; d'ailleurs, d'après les conclusions prises par M. Romieu, commissaire du Gouvernement, à l'occasion de cette affaire, il apparaît que l'action est *individuelle*, et non syndicale, dès qu'elle « tend à obtenir
« un avantage déterminé, une autorisation... au profit
« d'un membre du syndicat, nominalemeut désigné ;
« elle conserve ce caractère, même si un groupe d'in-
« dividus poursuivent un but identique, du moment où
« le titre doit être délivré au profit de chacun indivi-
« duellement, après examen et en raison de sa situa-
« tion personnelle. » Et M. Romieu ajoutait : « Envi-
« sagée comme formée au nom du syndicat, l'action ne
« serait, *en aucun cas*, recevable, puisque les deman-
« des de dérogation... ne peuvent donner lieu qu'à des
« actions individuelles et non à une action syndicale ».

Il résulte toutefois du motif susvisé que le syndicat pourrait, en l'occurrence, exercer l'action individuelle à titre de mandataire (1).

Nous avons indiqué qu'il avait été formé, depuis la mise en application de la loi sur le repos hebdomadaire jusqu'au 1^{er} juillet 1913, 18 pourvois de syndicats sur lesquels le Conseil d'Etat avait statué. Voici, dans l'ordre chronologique, la nomenclature de ces recours et des décisions intervenues :

1° Pourvoi du syndicat des *patrons* coiffeurs de *Limoges* contre l'arrêté du préfet de la Haute-Vienne du 17 décembre 1906 qui refusait aux coiffeurs l'autorisation de donner le repos hebdomadaire le lundi : rejet

(1) Voir ci-après le pourvoi indiqué sous le n° 2°.

de la requête pour les motifs susindiqués (décision précitée du 28 décembre 1906) ;

2° Pourvoi du Syndicat coopératif des *patrons* coiffeurs de *Marseille* comme mandataire de plusieurs patrons coiffeurs auxquels l'arrêté du préfet des Bouches-du-Rhône du 28 septembre 1906 refusait l'autorisation de donner le repos hebdomadaire le lundi : annulation de l'arrêté préfectoral pour refus injustifié (décision du 1^{er} février 1907) (1) ;

3° Pourvoi de l'Association des *employés* de commerce d'*Alais* contre l'arrêté du préfet du Gard du 27 octobre 1906 accordant la dérogation C à six maisons de confections : rejet de la requête comme non justifiée (décision du 8 mars 1907) (2) ;

4° Pourvoi des Chambres syndicales des *patrons* et des *ouvriers* coiffeurs de *Versailles* contre l'arrêté du préfet de Seine-et-Oise autorisant 26 coiffeurs de cette ville à donner le repos hebdomadaire du dimanche midi au lundi midi : rejet de la requête comme non justifiée (décision du 8 mars 1907) (3).

5° Pourvoi de l'Union syndicale des *employés* de commerce de *Vierzon* contre l'arrêté du préfet du Cher du 9 novembre 1906 accordant le bénéfice du « roulement spécial » à 17 commerçants de la ville : rejet de la requête comme non justifiée (décision du 22 mars 1907) (4) ;

6° Pourvoi du Syndicat des *employés* de commerce de *Perpignan* contre un arrêté du préfet des Pyrénées-Orientales du 26 octobre 1906 accordant la dérogation

(1) Rec. Lebon, 1907, p. 122.

(2) Rec. Lebon, 1907, p. 248.

(3) Rec. Lebon, 1907, p. 247.

(4) Rec. Lebon, 1907, p. 303.

C à plusieurs commerçants : annulation de l'arrêté préfectoral pour défaut d'examen particulier de chaque demande (décision du 22 mars 1907) (1) ;

7° Pourvoi du Syndicat des *employés* de commerce de *Vichy* contre un arrêté du préfet de l'Allier du 17 décembre 1906, accordant à un bazar la dérogation C : rejet de la requête, le président ayant signé le pourvoi au lieu du secrétaire seul habilité par les statuts pour représenter l'association en justice (décision du 7 juin 1907) (2) ;

8° Pourvoi du Syndicat des *employés* de *Thiers* dit « Cercle amical » contre des arrêtés du préfet du Puy-de-Dôme des 8 et 11 décembre 1906 accordant la dérogation C à quatre marchands de confections et à deux quincailliers : rejet de la requête comme non justifiée (décision du 7 juin 1907) (3) ;

9° Pourvoi de la Chambre syndicale des *employés* de *Reims* contre un arrêté du préfet de la Marne du 5 janvier 1907 accordant le bénéfice du roulement spécial à 46 commerçants de la ville : rejet de la requête comme non justifiée (décision du 12 juillet 1907) (4) ;

10° Pourvoi de la Chambre syndicale des *employés* de la région parisienne contre un arrêté du préfet de police du 11 février 1907 accordant le roulement à un magasin de nouveautés de *Paris* : rejet de la requête comme irrecevable, le syndicat n'étant pas légalement constitué parce que composé de personnes employées dans toutes les professions (décision du 3 août 1907) (5) ;

(1) Rec. Lebon, 1907, p. 305.

(2) Bull. Insp. Trav., 1907, p. 581.

(3) Rec. Lebon, 1907, p. 531.

(4) Bull. Insp. Trav., 1907, p. 583.

(5) Bull. Insp. Trav., 1907, p. 587.

11° Pourvoi du Syndicat des *employés* de commerce de *Montpellier* contre un arrêté du préfet de l'Hérault du 31 mai 1907 accordant le roulement à plusieurs maisons de nouveautés : rejet de la requête, même motif que dans l'arrêt précédent (décision du 20 décembre 1907) (1) ;

12° Pourvoi du Syndicat des *employés* de commerce de *Nîmes* contre un arrêté du préfet du Gard du 14 décembre 1907 accordant la dérogation C à un magasin de nouveautés : rejet de la requête comme non justifiée (décision du 8 mai 1908) (2).

13° Pourvoi du Syndicat des *employés* de commerce, de bureau et d'industrie de l'Agenais contre un arrêté du préfet du Lot-et-Garonne du 29 mars 1907 accordant la dérogation C à un bazar d'*Agen* : non-lieu à statuer, l'arrêté préfectoral ayant été rapporté (décision du 13 mai 1908) ;

14° Pourvoi du Syndicat des *employés* de commerce et d'industrie de la région du Nord contre un arrêté du préfet du Nord du 24 janvier 1908 accordant un régime de roulement périodique à un bazar de *Lille* : rejet de la requête comme non justifiée (décision du 10 juillet 1908) (3) ;

15° Pourvoi de l'Association syndicale des *ouvriers* coiffeurs de *Rouen* contre des arrêtés du préfet de la Seine-Inférieure des 18, 22 et 27 mai 1908 accordant le roulement à des coiffeurs de la banlieue de Rouen : annulation des arrêtés préfectoraux pour octroi d'une

(1) Rec. Lebon, 1907, p. 992.

(2) Rec. Lebon, 1908, p. 496.

(3) Bull. Insp. Trav., 1908, p. 249.

dérogação injustifiée (décision du 27 novembre 1908) (1);

16° Pourvoi de l'Association syndicale des *patrons* coiffeurs et de la Chambre syndicale des *ouvriers* coiffeurs de *Bordeaux* contre un arrêté du préfet de la Gironde du 1^{er} août 1908 accordant la dérogation C à plusieurs coiffeurs : rejet du pourvoi comme irrecevable, la requête n'étant pas présentée sur timbre ni enregistrée (décision du 26 mars 1909) (2) ;

17° Pourvoi du Syndicat des *employés* et *ouvriers* de commerce et d'industrie de *Nérac* contre un arrêté du préfet de Lot-et-Garonne accordant la dérogation B, à titre périodique, à un teinturier : rejet de la requête, le Syndicat étant irrégulièrement constitué (3), (décision du 28 mai 1909) (4) ;

18° Pourvoi de la Chambre syndicale de l'Union des *employés* de commerce de *Saint-Etienne*, contre deux arrêtés du préfet de la Loire des 28 décembre 1911 et 12 janvier 1912, accordant la dérogation C à deux tailleurs confectionneurs et à un marchand de confections par application de l'article 36 : annulation des arrêtés préfectoraux pour défaut de consultation de la Chambre syndicale (décision du 27 décembre 1912) (5).

En résumé, les résultats des pourvois syndicaux se présentent de la manière suivante :

(1) Rec. Lebon, 1908, p. 985.

(2) Rec. Lebon, 1909, p. 355.

(3) V. ci-dessus n^{os} 10 et 11.

(4) Rec. Lebon, 1909, p. 560.

(5) Bull. Insp. Trav., 1913, p. 25.

	Rejet de la requête		Annulation de l'arrêté		Total
	Irrecevabilité	Au fond	Pour vice de forme	Au fond	
Syndicats d'employés ...	4	6	2	1	13
Syndicats patronaux ...	1	»	»	1	2
Syndicats ouvriers et patronaux	1	1	»	»	2
Totaux	6	7	2	2	17 (1)

Au 1^{er} octobre 1913, cinq pourvois formés par des syndicats patronaux de Lyon étaient en instance devant le Conseil d'Etat : ces pourvois ont été introduits sur mandat de 41 chefs d'établissement (nouveauautés, confections, bonneterie, chaussures, bazars, etc...) contre des arrêtés du préfet du Rhône du 20 décembre 1912 qui refusaient à ces commerçants l'autorisation de donner le repos hebdomadaire du dimanche midi au lundi midi.

(1) La décision de non lieu à statuer (n° 13°) n'a pas été comprise dans ce relevé.

CHAPITRE V

Déroptions temporaires (1)

SECTION I

Fêtes locales

Historique de la dérogation. — Aux termes de l'article 44 du Livre II du Code du Travail (ancien article 5 § 4 de la loi du 13 juillet 1906) « dans tout établissement
« où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le
« repos hebdomadaire a lieu le dimanche, ce repos peut
« être supprimé lorsqu'il coïncide avec un jour de fête
« locale ou de quartier désigné par arrêté municipal ».

Dans sa session de 1904, le Conseil supérieur du travail avait repoussé une proposition de M. Touron, ainsi conçue : « Les établissements dans lesquels s'exerce
« un commerce de détail pourront suspendre le repos
« hebdomadaire pendant les fêtes locales et au maximum dix fois par an ». M. Touron faisait remarquer que ces fêtes sont le rendez-vous des marchands forains qui vendent généralement sans le concours d'employés, et il ajoutait : « C'est le dimanche que tous les gens des
« campagnes viennent en ville attirés par les multiples
« attractions qui accompagnent ces exhibitions forai-

(1) Voir ci-dessus: classification des dérogations, chap. II, p. 100. Les dérogations de l'art. 34 qui, bien que généralement permanentes, peuvent être accordées par les préfets pour certaines périodes déterminées, ont été examinées au précédent chapitre, p. 183.

« nes ; si vous exigez que tous les magasins de la ville
« soient fermés et qu'il n'y ait plus que ces forains qui
« puissent vendre le dimanche, vous voyez dans quel
« état d'infériorité vous allez mettre le commerce lo-
« cal. »

M. Jay rétorquait ces arguments en objectant que cette situation, si elle pouvait justifier une dérogation à l'obligation du repos du dimanche, n'impliquait pas une exception à la règle du repos un jour sur sept ; que, d'ailleurs, les commerçants de la localité n'étaient pas obligés de fermer leurs magasins et qu'ils pourraient vendre le dimanche sans le concours d'employés, comme les forains. Le Conseil supérieur repoussa également la proposition suivante de M. Fontaine, assez semblable à celle de M. Touron, mais plus restrictive : « Les
« magasins de détail pourront suspendre le repos heb-
« domadaire pendant les fêtes locales, deux fois ou plus
« par mois et six fois au plus par an » (1).

C'est sur la demande de M. Touron, devenu sénateur, que la Commission sénatoriale introduisit cette dérogation dans le projet, mais sans aucune limitation précise (2). Dans le deuxième texte de la Commission, présenté au Sénat par M. Prevet, la dérogation était formulée en ces termes : « Dans tout établissement où
« s'exerce un commerce de détail et dans lequel le
« repos hebdomadaire aura lieu le dimanche, ce repos
« pourra être supprimé s'il coïncide avec un jour de
« fête locale ou de quartier » (3).

(1) Cons. sup. Trav., compte rendu, 13^e session, 1904; discours Touron, p. 193; intervention Jay, p. 195; texte proposit. Fontaine, p. 201, *in fine*; texte proposit. Touron, p. 206; votes, p. 207 et 208.

(2) Cf. Rapport Poirrier; *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 117 et 121.

(3) Art. 5 § 4 du projet; *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 206.

Au cours de la discussion, dans la pensée de lever toute incertitude et d'éviter des abus, M. Monis proposa d'ajouter : « Ces jours seront désignés par des arrêtés « préfectoraux ». Sur les instances du rapporteur qui fit remarquer que les municipalités connaissaient mieux les fêtes locales que les préfectures, l'amendement fut modifié et voté sous la forme suivante, avec l'adhésion de son auteur : « Ces jours seront désignés par des « arrêtés municipaux approuvés par le préfet » (1). Dans la seconde délibération, les termes « approuvés par le préfet » ont disparu : ils étaient inutiles, les arrêtés municipaux comportant en droit commun le contrôle préfectoral d'après la loi du 5 avril 1884, à laquelle, selon la déclaration du Ministre, « il n'est en rien dérogé » (2).

Il y a lieu de remarquer que le premier texte et l'amendement ont été fondus en une seule phrase : cette fusion a engendré une équivoque — que nous allons examiner — au sujet de la désignation des dimanches ayant le caractère de fête locale.

Nécessité d'un arrêté spécial du maire. — L'exposé historique qui précède permet de discuter utilement s'il est nécessaire, pour que la dérogation puisse jouer, qu'un arrêté municipal soit pris en vertu de la disposition spéciale de la législation sur le repos hebdomadaire relative à cette dérogation ou s'il suffit que le maire, usant de ses pouvoirs de police, institue ou réglemente une fête ou une foire.

Dès le début, l'Administration a adopté le premier

(1) Sénat, séances des 5 avril et 14 juin 1906 : *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 258 et 374.

(2) Sénat, séance du 3 juillet 1906 : *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 448, et 449.

point de vue et la circulaire ministérielle du 3 septembre 1906 déclarait qu'il faut inférer des mots « désigné par « arrêté municipal » qu'un arrêté du maire « doit spécifier les jours de fête locale où le repos du dimanche peut être supprimé » (1).

Cette interprétation n'a soulevé de sérieuses difficultés qu'à l'occasion de la grande foire annuelle de Saint-Quentin, dite foire de Saint-Denis. Cette foire qui remonte au xiv^e siècle, s'ouvre le 9 octobre et dure normalement vingt jours ; mais elle est fréquemment prolongée d'une ou deux semaines ; elle suscite une affluence considérable de visiteurs le dimanche : par les diverses attractions qu'elle comporte (spectacles, jeux, tirs, etc...), cette foire a incontestablement le caractère d'une fête locale. Or, depuis 1910, le maire s'est refusé à prendre un arrêté spécial pour désigner comme jours de fête locale, au regard de la législation sur le repos hebdomadaire, les dimanches inclus dans la période de la foire. Les commerçants prétendirent alors que l'arrêté municipal du 10 mai 1907, portant règlement de la foire, leur donnait implicitement droit à supprimer le repos hebdomadaire par application de l'article 5, § 4 de la loi du 13 juillet 1906 (C. Tr., L. II, art. 44).

Des contraventions ayant été relevées pour ce motif, M. Tournon, par voie d'interpellation, porta le litige devant le Sénat. Le débat eut lieu le 12 décembre 1912 et se termina par le vote de l'ordre du jour pur et simple (2).

M. Tournon soutint que la dérogation dont il s'agit possède un caractère « automatique » et qu'un arrêté spécial du maire n'est point nécessaire pour la faire

(1) V. *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 175.

(2) Sénat, séance du 12 décembre 1912: *J. O.*, 13 déc., p. 1.473.

jouer. Les autres dérogations de l'article 5 de la loi de 1906, disait-il, ont ce caractère : l'exception du § 4 est de même nature. S'il en était autrement, le commerce se trouverait livré à l'arbitraire du maire et les mêmes dimanches, suivant l'année et selon sa fantaisie, seraient dimanches ordinaires ou fêtes locales : du moins, si le législateur avait confié un tel pouvoir au maire, aurait-il pris soin de prévoir formellement un recours contre ses décisions comme il l'a fait à l'égard des décisions préfectorales. Le projet de loi du 31 mai 1907 apporte en l'espèce une formule nouvelle : « ... Ce repos pourra être supprimé par arrêté municipal lorsqu'il coïncidera avec un jour de fête locale... » : c'est donc, conclut M. Tournon, que le maire, dans l'état actuel de la législation, n'a pas ce pouvoir. Enfin, dans sa réplique au Ministre, l'orateur tire argument de ce que le pouvoir général d'accorder des dérogations, conféré au maire par le projet de la Chambre, a été supprimé par le Sénat, pour en inférer que le Sénat n'a pu rendre ce pouvoir aux maires dans le cas des fêtes locales.

Contre cette argumentation, le Ministre du Travail, M. Léon Bourgeois, défendit la théorie administrative de l'arrêté spécial. Il apporta à la tribune l'avis émis par le Comité consultatif du Contentieux du Ministère du Travail (1), dans sa séance du 22 novembre 1912. Aux termes de cet avis, « le jeu de l'art. 5 § 4 de la loi du 13 juillet 1906 est légalement subordonné à un « arrêté spécial du maire, pris en exécution de ladite

(1) Ce Comité a été institué par décret du 11 oct. 1912 et ses membres ont été désignés par arrêté ministériel du 15 octobre : des membres de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat en font partie.

« loi et déterminant avec précision les jours de fête locale ou de quartier dont la coïncidence avec un ou plusieurs dimanches autorise les détaillants de la localité ou du quartier visé à supprimer pour leur personnel le repos hebdomadaire ».

Dans son rapport au Comité, M. Pic, professeur à la Faculté de Droit de Lyon, s'attache particulièrement à montrer que l'expression finale de la disposition sur laquelle porte la discussion — « ... désigné par arrêté municipal » — provient de l'amendement Monis modifié et cette addition n'a de sens qu'autant qu'elle implique la nécessité d'un arrêté spécial du maire, ainsi qu'il appert des travaux préparatoires.

Dira-t-on qu'un arrêté pris en vertu des pouvoirs de police que la loi du 5 avril 1884 confère aux maires, peut suffire en l'espèce ? Mais nulle part, cette loi n'attribue au maire la désignation des « fêtes locales » : l'article 97 indique seulement que la police municipale a notamment pour objet « le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances publiques, spectacles, etc... » et l'article 98 stipule que le maire peut « donner des permis de stationnement ou de dépôt temporaire sur la voie publique... ». Sans doute il est question, dans l'article 68, de l'établissement, suppression ou changement des « foires et marchés » autres que les simples marchés d'approvisionnement : mais on ne peut, sans abus, confondre les foires avec les fêtes locales ; si certaines foires présentent un caractère de festivité, d'autres en effet sont exclusivement marchandes.

Un arrêté spécial est donc rigoureusement nécessaire puisque les « fêtes locales » ne sont pas normalement désignées par arrêtés municipaux. Ce pourrait être tou-

tefois une disposition spéciale édictée expressément en vertu de l'article 44 et inscrite dans un arrêté général. Si une mesure spéciale n'était point prise, dans certaines villes comme Paris et Lyon où les fêtes foraines se succèdent presque sans interruption, la suppression du repos hebdomadaire serait le régime habituel du commerce du détail. Cette conséquence condamne la théorie qui la permet.

Telle est, sur cette question, l'opinion de l'Administration et des juristes. Les premiers procès-verbaux dressés n'ayant pas eu de suite judiciaire, deux commerçants de Saint-Quentin se mirent d'accord pour porter la question devant les tribunaux : c'est dans ces conditions que le tribunal de simple police de Saint-Quentin, adoptant la thèse de l'arrêté spécial, prononça le 15 décembre 1911, un jugement de condamnation (affaire Vatin). Saisie par un pourvoi de l'intéressé, la Cour de Cassation annula ce jugement pour vice de forme, sans aborder le fond (arrêt du 30 novembre 1912). Le tribunal de simple police de Laon devant lequel l'affaire fut renvoyée, a prononcé un jugement de condamnation le 2 janvier 1913 « attendu qu'il n'est « pas justifié que le dimanche 29 octobre 1911 fût un « jour de fête locale désigné par un arrêté municipal « ainsi que le prescrit l'art. 5, § 4 de la loi du 13 juillet 1906; — que ni l'arrêté du 10 mai 1907 (règlement « permanent de la foire), ni l'arrêté spécial de prolongation du 24 octobre 1911, ne spécifient rien à ce « sujet... » (1). Ce jugement n'a pas été déféré à la Cour de Cassation.

Autre difficulté. La question s'est posée de savoir si le préfet peut statuer à la place du maire quand celui-ci

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 307.

refuse de désigner les dimanches de fête locale pendant lesquels le repos hebdomadaire pourra être supprimé.

Sur ce point, le rapporteur du Comité consultatif du Contentieux, M. Pic, affirmait le droit du préfet d'intervenir, en lui donnant comme fondement juridique l'article 99 de la loi du 5 avril 1884, ainsi conçu : « Les
« pouvoirs qui appartiennent au maire, en vertu de
« l'article 91, ne font pas obstacle au droit du préfet
« de prendre... dans tous les cas où il n'y aurait pas
« été pourvu par les autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques. Ce droit ne pourra
« être exercé par le préfet à l'égard d'une seule commune qu'après une mise en demeure au maire restée
« sans résultats. »

M. Pic estime que cet article « interprété extensivement » semble bien conférer au préfet le droit d'agir dans l'hypothèse considérée. Il cite à l'appui de cette thèse un arrêt du Conseil d'Etat du 13 mars 1908, d'après lequel le préfet peut d'office procéder à des publications requises par la loi (rôle des contributions directes) lorsque le maire mis en demeure de les effectuer, s'y est refusé (1).

Le rapporteur estime également que le refus des autorités administratives à statuer en la matière, ouvre aux intéressés un recours dans les conditions de l'art. 5 de la loi du 15 juillet 1900, d'après lequel « dans les affaires contentieuses qui ne peuvent être introduites
« devant le Conseil d'Etat que sous la forme d'un recours contre une décision administrative, lorsqu'un
« délai de quatre mois s'est écoulé sans qu'il soit intervenu aucune décision, les parties intéressées peu-

(1) *Rec. Lebon*, 1908, p. 258.

« vent considérer leur demande comme rejetée et se « pourvoir devant le Conseil d'Etat. »

L'opinion du rapporteur n'a pas été adoptée par le Comité du Contentieux qui a émis l'avis « qu'en présence des dispositions des lois des 5 avril 1884 et « 13 juillet 1906, et en l'état actuel de la jurisprudence, « il n'apparaît pas qu'un recours soit ouvert contre « l'abstention de l'autorité municipale » (séance du 22 novembre 1912).

Refuser au préfet le droit d'agir à la place du maire en vertu de l'art. 99 précité, revient à dire que les pouvoirs que le maire tient de la législation sur le repos hebdomadaire, ne peuvent être confondus avec les pouvoirs de police municipale. Refuser aux intéressés un recours pour excès de pouvoir contre l'abstention du maire, c'est reconnaître à celui-ci un pouvoir arbitraire : cette deuxième solution nous paraît plus contestable, car c'est un principe de bonne organisation administrative que les litiges doivent trouver un juge pour dire le droit.

Il convient de signaler que le préfet du Tarn, par arrêté du 22 décembre 1911, pris en vertu des articles 99 de la loi du 5 avril 1884 et 5 § 4 de la loi du 13 juillet 1906, autorisait les commerçants au détail de la ville d'Albi à suspendre le repos hebdomadaire les dimanches 24 et 31 décembre 1911, à la suite du refus à statuer du maire et après mise en demeure restée sans effet.

Autorisation de la suppression. — Pour que la dérogation de l'article 44 du Livre II du Code du Travail puisse jouer, il suffit que tel dimanche soit désigné comme fête locale en vue de l'application de la disposition précitée. Il n'est pas nécessaire que l'arrêté muni-

cial porte, de plus, que le repos hebdomadaire pourra être supprimé ce dimanche, car la dérogation est de droit dès que cette désignation est faite. Quant à la formule qui prévoit la suppression du repos tel dimanche par application de l'article 44 et qui est notamment celle des arrêtés du préfet de police, elle n'est pas juridiquement inefficace comme on l'a prétendu, car elle reconnaît implicitement, mais nettement, le caractère de fête locale au dimanche considéré.

Toutefois pour que cette désignation soit régulière, il faut, conformément à la loi, que le dimanche désigné possède les caractères de « fête locale ». Nous avons déjà indiqué que les foires ne présentaient véritablement ce caractère que lorsqu'elles étaient accompagnées de réjouissances publiques. Néanmoins, le Ministre du Travail a admis une interprétation extensive de ces termes : « Dans un grand nombre de villes, on a considéré que l'affluence des visiteurs aux environs de Noël, du Jour de l'An ou de Pâques, donnait aux dimanches de ces époques de l'année, le caractère de fêtes locales. J'estime qu'il n'est pas contraire aux intentions du législateur que les maires usent de cette faculté lorsque, pour une raison d'ordre général, le commerce de détail aurait, un tel dimanche, une occasion exceptionnelle de faire des recettes qui ne se retrouveraient pas pendant la semaine » (Circulaire du 10 avril 1907) (1).

Utilisant cette faculté, les maires, dans la plupart des grandes villes, ont pris des arrêtés déclarant fêtes locales les dimanches précédant Noël, le Jour de l'An, Pâques ; dans les autres localités, des arrêtés ont été

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 8.

pris surtout à l'occasion de la fête communale ou de fêtes de bienfaisance (1).

Cette interprétation n'a pas été sans soulever des protestations. Le 16 décembre 1910, à la Chambre, MM. Aubriot et Lauche la qualifiaient d'abusives en s'élevant contre la suppression du repos hebdomadaire autorisée pour le dimanche 18 décembre 1910 par arrêté du préfet de police du 12 du même mois (2).

Mais si l'Administration s'est montrée libérale dans l'appréciation du caractère de fête locale, elle a dû, par contre, limiter le nombre des suppressions afin de maintenir à la dérogation, selon la pensée du législateur, son caractère exceptionnel. En effet, au début de l'application de la loi, par suite de l'absence d'une limitation légale numérique, des abus se produisirent. Le maire d'une importante commune des environs de Paris leva l'obligation du repos hebdomadaire pendant cinq mois de l'année. « On cite, dans certaines villes importantes, des arrêtés de suspension du repos hebdomadaire atteignant 16 dimanches dans l'année » (3). Du 1^{er} octobre 1906 au 3 avril 1907, une municipalité de la Marne avait autorisé la suppression du repos hebdomadaire pendant vingt dimanches (4).

En conséquence, la circulaire ministérielle du 10 avril 1907 recommande aux préfets de « veiller attentivement « à ce que ces autorisations gardent leur caractère exceptionnel ; et si les maires en abusaient, si, par exemple, le nombre de ces dimanches dépassaient « six ou huit par an, ils devraient rechercher si les

(1) Cf. Rapports, 1907, p. LXXXIV.

(2) Ch. dép., 2^e séance du 16 déc. 1910, *J. O.*, 17 déc., p. 3440.

(3) Rapports, 1906, p. LXXXI.

(4) V. Rapports, 1907, p. LXXXIV.

« maires n'ont pas fait une interprétation excessive de « la disposition précitée » (1).

Le contrôle du préfet sur l'initiative du maire s'exerce dans les formes prévues par les lois sur l'organisation municipale (Circulaire du 3 septembre 1906) (2). Il faut donc se référer en la matière à l'article 95 de la loi du 5 avril 1884 qui prescrit que « les arrêtés pris par le « maire sont immédiatement adressés au sous-préfet « ou, dans l'arrondissement du chef-lieu du départe- « ment, au préfet. Le préfet peut les annuler ou en « suspendre l'exécution.. » Les préfets ont eu l'occasion d'exercer leur droit de contrôle et d'annulation soit spontanément, soit sur l'invitation du Ministre du travail (3).

La circulaire du 10 avril 1907 estime préférable que les maires prennent au début de l'année un arrêté fixant pour l'année entière les dimanches de fêtes locales. La plupart des maires ont adopté ce procédé. D'après le rapport de la Commission supérieure du travail pour l'année 1908, « cette pratique ne saurait qu'être ap- « prouvée, surtout si l'arrêté prévoit un nombre de « dimanches assez limité pour qu'il soit possible, dans « une circonstance imprévue, de prendre un arrêté com- « plémentaire. Elle a, en effet, l'avantage de porter « longtemps à l'avance à la connaissance des intéressés « patrons et ouvriers, les dimanches pendant lesquels « le repos sera suspendu. Elle permet, en outre, au pré-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 8. — Le projet de loi du 31 mai 1907 proposait de limiter à six suppressions le pouvoir des maires.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 175.

(3) Cf. Rapports, 1908, p. LXIX, et 1909, p. XLV.

« fet d'exercer, s'il en est besoin, son action modérée » (1).

C'est particulièrement en raison du caractère tardif de l'arrêté du préfet de police du 12 décembre 1910, publié au *Bulletin municipal* du 15, et qui comportait la suppression du repos hebdomadaire le dimanche 18 décembre, que M. Lauche, député, avait déposé à la Chambre une proposition de résolution invitant le Ministre du Travail à rapporter cette autorisation. Au cours de la discussion de cette motion, à la 2^e séance du 16 décembre 1910, le Ministre reconnut qu'il y avait intérêt à ce que les intéressés fussent prévenus un certain temps d'avance et il promit d'y veiller à l'avenir (2).

Depuis 1910, les rapports annuels de la Commission supérieure du travail donnent la statistique des autorisations municipales, connues du service de l'Inspection, qui ont été accordées (3).

Le nombre des suppressions du repos hebdomadaire autorisées pour « fête locale » s'élève, en 1910, à 913 pour 217 villes ; en 1911, à 837 pour 209 communes ; en 1912, à 793 pour 203 localités. La moyenne des suppressions par ville s'établit ainsi : 4,25 en 1910, 4 en 1911 et 3,9 en 1912. On constate donc une légère diminution dans le nombre des villes qui font usage de la dérogation et dans la moyenne annuelle des suppressions autorisées.

La répartition de ces localités, d'après le nombre de dimanches qui y ont été déclarés fêtes locales, s'établit de la manière suivante :

(1) Rapports, 1908, p. LXX. — V. également Rapports, 1910, p. LXI.

(2) Ch. Dép., 2^e séance du 16 déc. 1910, *J. O.*, 17 déc., p. 3441.

(3) Rapports, 1910, p. LX ; 1911, p. LX ; 1912, p. LXXII.

Nombre de fêtes locales	Nombre de villes		
	1910	1911	1912
1	23	13	16
2	37	50	40
3	34	39	58
4	22	30	19
5	46	26	23
6	24	20	14
7	10	13	17
8	19	16	15
9	3	2	1
10	4	»	»
11	1	»	»

A Paris, le nombre des fêtes locales désignées par le Préfet de police en vertu de ses pouvoirs municipaux (1), a été de 6 en 1910, de 5 en 1911 et 1912. Le chiffre de Paris n'a pas été dépassé dans 85 0/0 des autres localités en 1910, dans 75 0/0 en 1911, dans 77 0/0 en 1912.

Pour l'année 1913, les 5 dimanches considérés, à Paris, comme jours de fêtes locales portent les dates suivantes : 16 mars, 4 mai, 26 octobre, 21 et 28 décembre ; ce sont les dimanches précédant Pâques, Pentecôte, Toussaint, Noël et le Premier de l'An. En 1914, les suppressions ne porteront que sur quatre dimanches : 5 avril, 25 octobre, 20 et 27 décembre (arrêté du Préfet de police du 24 septembre 1913) ; ainsi le repos du dimanche avant Pentecôte sera maintenu.

L'article 44 du Livre II du Code du Travail qui permet la suppression du repos hebdomadaire à l'occasion de fêtes locales ne prévoit pas qu'un *repos compensateur* sera donné.

(1) Cf. circ. minist. 4 déc. 1906 : *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 352.

Dès lors la stipulation d'un tel repos compensateur dans l'arrêté municipal « ne s'appuie sur aucun texte légal » (1) et se trouve dépourvue de toute sanction pénale.

Il nous paraît excessif toutefois que certains préfets annulent de tels arrêtés, comme contraires à la loi. Le préfet des Ardennes a annulé dans ces conditions un arrêté du maire de Charleville du 17 décembre 1907 (2) et le préfet de l'Aisne, à la demande de « L'Union des commerçants », a annulé un arrêté du maire de Saint-Quentin d'octobre 1909, pris à l'occasion de la foire dite de Saint-Denis (3).

Puisque le maire peut absolument refuser de désigner les dimanches de fêtes locales, de l'avis du Comité Consultatif du Contentieux du Ministère du Travail, pourquoi lui serait-il interdit, lorsqu'il fait usage des pouvoirs que lui confère l'article 44, de poser des conditions générales qui ne sont pas contraires à l'esprit de la législation et dont le caractère objectif respecte le principe de l'égalité des citoyens devant la loi ? Qui peut le plus, peut le moins : qui peut refuser une autorisation peut l'accorder conditionnellement et on ne saurait dire que ce qui n'est pas prévu dans le texte est nécessairement contraire à la loi.

Sans doute, la stipulation du repos compensateur insérée dans un arrêté municipal sera, en droit pénal, dépourvue de sanction (*Nulla pœna sine lege*). Mais elle garde la valeur d'une invitation formelle munie d'une

(1) V. Rapports, 1906, p. LXXXI; 1909, p. XLV.

(2) V. Rapports, 1907, p. LXXXIV, *in fine*.

(3) V. Sénat, séance du 12 déc. 1912, *J. O.*, 13 déc., p. 1478, 3^e col. — C'est à la suite de cette annulation, que les maires de St-Quentin ont refusé de prendre de nouveaux arrêtés relatifs à la dérogation des fêtes locales. Voir. p. 237.

sanction administrative, car si elle n'est pas respectée d'une manière générale, le maire pourra se refuser, l'année suivante, à permettre aussi libéralement la suppression du repos.

Il est advenu qu'un repos compensateur fut donné spontanément par certains commerçants (1). Le 16 décembre 1910, à la Chambre, au cours de la discussion de la proposition de résolution susvisée de M. Lauche, le Ministre du Travail pouvait lire une lettre du 12 décembre par laquelle le président de la Chambre syndicale du commerce de la Nouveauté prenait l'engagement, au nom des commerçants de la profession, d'assurer un repos compensateur au personnel à la suite de la suppression du repos hebdomadaire autorisée pour le dimanche 18 décembre 1910 (2).

La clause du repos compensateur facilite l'acceptation de la dérogation par le personnel des établissements bénéficiaires, car si la suppression du repos hebdomadaire, à l'occasion ou sous le couvert des fêtes locales, est le plus souvent sollicitée auprès des maires par les commerçants intéressés, elle se heurte généralement à l'hostilité compréhensible des employés (3).

Ceux-ci pourraient d'ailleurs, aussi bien que les commerçants eux-mêmes, « attaquer l'arrêté qui leur fait grief par la voie du recours pour excès de pouvoir », indépendamment du recours hiérarchique porté devant le préfet (4). Jusqu'ici aucun recours de ce genre n'a été formé devant le Conseil d'Etat.

(1) Cf. Rapports, 1909, p. XLV.

(2) Ch. Dép. 2^e séance du 16 déc. 1910: *J. O.*, 17 déc. p. 3441, 3^e col.

(3) Cf. Rapports, 1907, p. LXXXV.

(4) Avis du Comité Consult. du Contentieux du Ministère du Trav., séance du 22 nov. 1912.

Commerces bénéficiaires. — Pour qu'une entreprise puisse bénéficier de la dérogation de l'article 44, quand un arrêté municipal a été pris à ce sujet, trois conditions doivent être remplies : la première est d'ordre professionnel, la seconde est une condition de lieu, la troisième est relative au régime habituel du repos hebdomadaire.

Au point de vue professionnel, la dérogation est applicable dans « tout établissement où s'exerce un commerce de détail ». Ces termes sont normalement employés à l'égard du commerce des marchandises qu'on subdivise en commerces de gros, demi-gros et détail d'après la quantité habituellement vendue dans chaque transaction. La lettre ministérielle du 13 août 1908 (1) donne une interprétation large des termes susvisés puisqu'elle considère que les coiffeurs — commerce de soins personnels — doivent être assimilés au commerce de détail.

La dérogation est refusée aux commerces de gros et de demi-gros et à l'industrie. Si l'établissement possède à côté du magasin de vente au détail, un service de vente en gros ou s'il existe dans cet établissement commercial un personnel exécutant des travaux industriels, la dérogation doit être limitée à la vente au détail. Un arrêt de la Cour de Cassation du 11 janvier 1908 (2) décide à ce sujet « que la dérogation n'est applicable qu'au « personnel employé dans les magasins où les marchandises sont vendues au détail au public ; qu'on ne saurait considérer comme faisant partie de ce personnel... « les ouvriers qui travaillent dans les ateliers, même pendant d'un établissement de commerce au détail ; « que c'est seulement en effet dans les magasins de vente

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 48.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 258.

« que s'exerce le commerce de détail en faveur duquel la
« dérogation a été autorisée. »

Il n'appartient pas aux maires de limiter à certains commerces l'effet de leurs arrêtés supprimant le repos hebdomadaire. La loi a défini le champ d'application de la dérogation : les maires ne pourraient les restreindre sans enlever à la mesure la garantie d'impartialité que lui donne sa portée générale dans le commerce de détail (1).

Au point de vue territorial, l'effet de la dérogation est limité évidemment à la commune dont le maire a pris l'arrêté. Il peut même être limité à un quartier, la législation ayant visé « les fêtes de quartier » avec les fêtes locales. Cette limitation ne jouera guère que dans les grandes villes. Elle a été utilisée à Paris. Encore est-elle de nature à soulever pratiquement des difficultés : « Les
« différents quartiers d'une ville comprennent dans leurs
« zones limitrophes tout un côté de rue, l'autre côté appartenant au quartier voisin. Il en résulte que des com-
« merçants faisant les mêmes affaires sont exclus de la
« faveur dont bénéficient leurs concurrents et voi-
« sins (2). »

Troisième et dernière condition : il faut que le repos hebdomadaire soit donné le dimanche. Cette disposition écarte incontestablement les établissements qui bénéficieraient effectivement du droit de donner le repos hebdomadaire un autre jour que le dimanche (C. Tr., L. II, art. 34, § a) ou par roulement (art. 34, § d et art. 38).

En ce qui concerne les magasins qui donnent le repos hebdomadaire du dimanche midi au lundi midi (art. 34,

(1) V. Rapports, 1906, p. LXXXI, *in fine*, et lettre minist. 20 février 1909; *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 13.

(2) Rapports, 1906, p. LXXXII.

§ b) ou l'après-midi du dimanche avec un repos compensateur (art. 34 § c et art. 42), la question est plus délicate. Une lettre ministérielle du 3 décembre 1907 (1) décide que la dérogation relative aux fêtes locales s'applique dès que le repos hebdomadaire est donné collectivement le dimanche en tout ou en partie: « Mais, dans le second cas, seule la partie du repos fixée au dimanche se trouve supprimée par l'arrêté municipal ; il en résulte que la fraction du repos donnée en semaine doit être maintenue. »

Cette interprétation a été confirmée par la Cour d'Appel de Rouen qui déclare, dans un arrêt du 7 mars 1908 (2), « que l'intention du législateur a été, pour ces jours de vente exceptionnelle, de mettre sur le pied d'égalité tous les commerçants en détail et de supprimer, pour cette occasion, toute différence entre ceux qui, d'une façon ou d'une autre, sont obligés de fermer le dimanche et ceux qui, soit en vertu d'une dérogation permanente, soit en vertu du roulement organisé par leur personnel, sont autorisés à rester ouverts ce jour-là. »

Dans cette hypothèse, la Cour de Cassation, sans discuter si le commerçant qui donne le repos hebdomadaire du dimanche midi au lundi midi, peut invoquer un arrêté municipal pour suspendre le repos du dimanche, a décidé que le repos donné en semaine — le lundi matin en l'espèce — ne pouvait pas être supprimé (arrêt du 22 mai 1909) (3).

Toutefois, le Conseil d'Etat a déclaré incidemment,

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 704. — Cf. également Rapports, 1908, p. LXIX.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 73.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 335.

dans un arrêt du 25 février 1910 (1), que « si le § 4 de l'article 5 de la loi du 13 juillet 1906 (C. Tr., L. II, art. 44) permet de supprimer le repos hebdomadaire lorsqu'il coïncide avec un jour de fête locale, il n'autorise cette suppression que dans les établissements où le repos hebdomadaire a lieu toute la journée du dimanche ». Peut-être cette opinion est-elle la plus conforme à la lettre du texte; mais la théorie précédente est plus équitable et plus conforme à l'esprit de la législation : aussi l'Administration, forte de l'approbation des tribunaux de l'ordre judiciaire desquels ressortissent les contestations sur cette matière, a-t-elle maintenu sa première interprétation malgré l'opinion du Conseil d'Etat, formulée d'ailleurs incidemment.

Si les commerçants bénéficiaires d'une dérogation peuvent revenir à leur gré au repos collectif du dimanche qui est le régime normal, il n'est pas possible d'admettre et l'Administration n'a pas admis que les titulaires d'exceptions permanentes revinssent fictivement au droit commun les dimanches désignés comme fêtes locales, afin de supprimer le repos hebdomadaire ce jour-là. Par ce moyen, en effet, « tous les commerçants pourraient bénéficier de l'art. 5, § 4, quel que soit le mode de repos qu'ils pratiquent, et l'art. 5, § 4 aurait le même sens que si les mots — dans lequel le repos hebdomadaire aura lieu le dimanche — n'existaient pas » (Lettre ministérielle du 17 mai 1911 (2). Autrement dit, le commerçant ne peut se prévaloir de cette dérogation que si le repos collectif du dimanche, total ou partiel, est le régime normalement pratiqué dans son établissement.

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 168.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 165.

SECTION II.

Déroptions et tolérances diverses.

Expositions ; inventaires. — Pour la préparation des expositions de saison, telles que les pratiquent les grands magasins, il a été admis à titre de tolérance que le repos hebdomadaire pourrait être réduit à une demi-journée dans les magasins donnant normalement à leur personnel le dimanche complet, à la condition que ces expositions gardent un caractère exceptionnel (Circulaire du 10 avril 1907) (1).

Les inventaires nécessitent également la présence d'employés au magasin le jour du repos collectif : « Il « y aura lieu, dit la circulaire du 10 avril 1907, de la to-
« lérer jusqu'à nouvel ordre, mais seulement une ou
« deux fois par an. »

La circulaire ministérielle susvisée rattache cette double tolérance à l'art. 5, § 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906 (Code Trav., L. II, art. 41) qui permet la réduction du repos hebdomadaire à une demi-journée pour les employés occupés au nettoyage des locaux, gardiens et concierges, etc... dans les établissements qui donnent le repos au même jour (2). Il existe cependant entre les tolérances dont il s'agit et la dérogation légale à laquelle elles sont juxtaposées, une différence essentielle ; tandis que la dérogation légale est permanente, les tolérances sont nettement exceptionnelles et temporaires. On ne saurait davantage les comprendre dans la dérogation de l'article 40 du Livre II du Code du Travail qui permet des suppressions temporaires de repos hebdomadaire

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 10.

(2) V. Chap. III, Section III, p. 156.

pour prévenir ou réparer des accidents : par un arrêt du 3 juillet 1909 (1), la Cour de Cassation a décidé que cette dérogation ne pouvait s'appliquer au cas d'inventaire. Ces deux tolérances ont donc un caractère extralégal.

Bien que très voisines par leur nature, les deux exceptions tolérées par les instructions de 1907 pour la préparation d'expositions de saison et pour inventaires, se distinguent à deux points de vue : la première n'était pas d'abord strictement limitée ; la circulaire stipulait seulement qu'elle devait garder un caractère exceptionnel ; la seconde est limitée à deux fois par an au maximum ; — tandis que la tolérance relative aux expositions de saison n'est applicable que dans les magasins qui donnent le repos du dimanche entier, la tolérance pour inventaires est prévue pour tous les régimes de repos collectif.

Lorsqu'il est fait usage de ces tolérances, les employés ne doivent être occupés, pendant le jour normal du repos, qu'au travail d'inventaire ou à la préparation de l'exposition et la vente au public doit être complètement interrompue (Circ. 10 avril 1907.)

Depuis que le projet de loi du 31 mai 1907 qui prévoyait des dérogations pour ces deux cas, a été frappé de caducité, ces deux tolérances, nettement extralégales, ne sont même plus en instance de légalisation. Aussi ne pouvaient-elles manquer de soulever des protestations.

A la deuxième séance de la Chambre du 20 janvier 1911 (1), M. Aubriot défendit une proposition de résolu-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 337.

(2) Ch. dép. 2^e séance du 20 janv. 1911: *J. O.*, 21 janvier, p. 196. — V. *Bull. Off. Trav.*, février 1911, p. 178.

tion, invitant le Ministre du Travail à faire respecter la loi sur le repos hebdomadaire par un grand magasin qui avait décidé de réduire ce repos à une demi-journée le dimanche 22 janvier. M. Aubriot visait les « Magasins du Bon Marché », à Paris, qui se prévalaient de la tolérance du 10 avril 1907 pour la préparation d'une exposition de blanc. Par suite du caractère de fête locale reconnu à trois dimanches antérieurs, l'usage de cette tolérance provoquait la suppression du repos hebdomadaire un quatrième dimanche, depuis le 18 décembre 1910.

Le Ministre du Travail, M. Lafferre, répondit qu'en présence des instructions du 10 avril 1907, il ne pouvait, à la dernière heure, retirer au magasin visé le bénéfice d'une tolérance dont cet établissement n'avait pas abusé et sur laquelle le texte de la circulaire de 1907 lui donnait le droit de compter. Mais il fit connaître qu'il s'était assuré qu'en l'occurrence le personnel ne serait pas retenu au delà de midi et qu'il se proposait, après enquête, de modifier la circulaire dans un sens restrictif.

Le débat fut clos par le vote d'une proposition de résolution d'une portée générale présentée par M. Lemire, et à laquelle se rallia M. Aubriot. Cette motion que son auteur plaçait sous le patronage même de la Commission du Travail de la Chambre (1), « invite le Ministre « du Travail à reviser les circulaires concernant la loi « sur le repos hebdomadaire pour assurer la stricte application de cette loi. »

(1) M. Lemire rappelait en effet qu'une délégation de la Commission du Travail avait fait une démarche auprès du Ministre, fin décembre 1910, pour appeler son attention sur les trop nombreuses suppressions du repos hebdomadaire qui se produisaient à cette époque dans les grands magasins de la capitale, du fait de dérogations et tolérances diverses. (V. J. O., 21 janv. 1911, p. 198, le col.).

A la suite de ce vote, le Ministre du Travail, par circulaire du 16 mars 1911 (1), a ordonné au service de l'Inspection de procéder à une enquête afin de rechercher dans quelle mesure et dans quelles conditions les tolérances pour inventaires et préparation d'expositions de saison avaient été utilisées en 1910.

« En attendant la revision de la circulaire du 10 avril 1907 qui ne saurait tarder », la circulaire du 16 mars 1911 prescrit que ces deux tolérances doivent toujours faire l'objet d'une demande préalable et garder leur caractère exceptionnel : « C'est ainsi que le nombre des « suspensions de repos hebdomadaire, pour les inventai-
« res, ne pourra être porté à deux par an sans en ré-
« férer au Ministre. Pour les expositions de saison, le
« nombre des dérogations ne devra pas excéder quatre
« (une par saison), et, dans ce cas, le travail de prépara-
« tion devra être terminé à midi au plus tard. »

Il résulte de l'enquête ordonnée par la circulaire du 16 mars 1911 que la tolérance accordée pour la préparation d'expositions de saison n'a joué, en 1910, que dans 70 établissements environ : à Paris, elle a donné lieu à 30 suppressions du repos hebdomadaire dans 14 magasins (parmi lesquels figurent *Le Louvre*, *Le Bon Marché*, *Le Printemps*, *La Belle Jardinière*, *Les Galeries Lafayette*, *Pygmalion*). La moyenne des suspensions est de deux par établissement : deux grands magasins de la capitale ont atteint 6 et 5 suppressions; quelques établissements en ont effectué 3 ou 4 (principalement à Marseille); la grande majorité s'en est tenue à une ou deux suppressions. Le repos hebdomadaire a été suspendu presque partout de 8 heures du matin à midi. Sauf une

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 392.

exception à Paris, l'usage de la tolérance a toujours fait l'objet d'une demande ou d'un préavis.

La tolérance pour inventaires a été utilisée, en 1910, dans plus d'une centaine d'établissements. Sur un total de 164 suppressions, 100 portent sur une journée entière, 64 sur une fraction de journée, matinée ou après-midi. Sauf une exception à Paris, l'usage de la tolérance a été précédé d'une demande ou d'un avis.

En somme, il n'apparaît point qu'il ait été abusé de ces deux tolérances. Aussi le vote émis par la Chambre le 20 janvier 1911, n'a-t-il pas reçu, à cet égard, d'autre sanction administrative que les prescriptions complémentaires contenues dans la circulaire du 16 mars.

Suppression annuelle de quinze repos. — Les articles 46 et 47 du Livre II du Code du Travail permettent, dans certains cas, la suppression du repos hebdomadaire 15 fois par an. Mais ces dérogations sont spéciales à l'industrie pour laquelle elles constituent un régime comparable aux facilités accordées au commerce de détail par la dérogation relative aux fêtes locales. Néanmoins, par extension ou par tolérance, elles ont été reconnues exceptionnellement à certains établissements commerciaux : c'est la raison qui nous conduit à les exposer sommairement.

L'article 46 (ancien art. 6, § 2 de la loi du 13 juillet 1906) prévoit que « les industries de plein air, celles « qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, « peuvent suspendre le repos hebdomadaire quinze fois « par an ». Le terme « suspendre » est ici synonyme de « supprimer » : aucun repos compensateur n'est dû.

L'article 47 (ancien article 6, § 3 de la loi de 1906) dispose que « les industries qui emploient des matières « périssables, celles qui ont à répondre, à certains mo-

« ments, à un surcroît extraordinaire de travail, et qui
« ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour
« tout le personnel, peuvent également suspendre ce
« repos quinze fois par an. Mais, pour ces deux caté-
« gories d'industries, l'employé ou l'ouvrier doit jouir
« au moins de deux jours de repos par mois ». Dans
ce second cas, la suppression est donc soumise à une
condition particulière — observation habituelle du re-
pos collectif (1) —, et à une restriction — deux jours
de repos par mois —. Ces deux jours de repos peuvent
consister, soit dans le maintien de deux repos normaux
dans le mois, soit dans un repos compensateur men-
suel de deux jours susceptibles d'être accordés par rou-
lement et pouvant même être groupés : l'imprécision du
texte permet ces combinaisons qui ne sont pas désavan-
tageuses pour l'employé. En effet, dans l'hypothèse du
maintien de deux jours de repos normaux dans le mois,
deux dimanches par exemple, la suppression de quinze
repos annuels produit son plein effet ; tandis que si les
quatre repos collectifs habituels d'un même mois sont
supprimés, cette suppression ne s'effectuera que sous
la réserve de deux journées de repos compensateur :
par conséquent, ce système qui aura l'avantage, pour
l'employeur, de permettre la suppression consécutive
de quinze repos collectifs, sera cependant plus favorable
pour l'employé auquel il assurera une demi-compen-
sation de sept journées de repos.

Le décret du 29 avril 1913 (ancien décret modifié du
16 mars 1908), pris en vertu de l'article 48 du Livre II

(1) On ne saurait admettre, sans rendre illusoire la condition
légale, que le retour momentané au repos du dimanche permit de
jouir de cette dérogation : Lettre minist. 20 avril 1909 (pâtisseries),
Bull. Insp. Trav., 1909, p. 36.

du Code du Travail (ancien art. 18, § 4 de la loi du 13 juillet 1906) donne, dans ses articles 3 et 4, la nomenclature des industries particulières auxquelles sont limitées à l'égard des femmes et des enfants, les dérogations susvisées. En ce qui concerne les hommes adultes, c'est exclusivement à la définition générale et très large du Code qu'il faut se reporter : il appartient seulement aux tribunaux de décider définitivement en cas de contestation.

Mais il est certain « qu'il ressort du texte de ces dispositions et de leur rapprochement avec les autres articles de la même loi, qu'elles sont applicables à l'industrie, à l'exclusion du commerce » (Arrêt de la Cour de Cassation du 13 mai 1909) (1).

La circulaire du 10 avril 1907 estime « qu'il est conforme aux intentions du législateur d'entendre le mot *industrie* dans un sens très large. Et si le commerce de détail, qui jouit d'ailleurs de dérogations et de tolérances exceptionnelles, ne peut légalement être admis au bénéfice des §§ 2 et 3 de l'article 6 (C. Tr., L. II, art. 46 et 47), il y a lieu, par contre, d'en faire l'application à tous les établissements présentant à un titre quelconque le caractère industriel tels que, par exemple, les *entreprises de transport*, de chargement et de déchargement, les chantiers de bois et charbons, les *hôtels et restaurants*, etc... » (2).

La même circulaire signale que la faculté de supprimer 15 fois le repos hebdomadaire en vertu de la disposition actuellement insérée dans l'art. 46 et relative

(1) C. C., arrêt du 13 mai 1909 (avec des extraits d'un rapport détaillé de M. le Conseiller Bourdon sur le sens du mot « industrie ») : *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 179.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 8.

aux industries qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, pourra être utilisée notamment par les *hôtels et restaurants de villes d'eaux et stations balnéaires* n'ouvrant qu'une partie de l'année.

Quant à l'article 47 qui suppose le repos au même jour pour tout le personnel, il semble ne comporter aucune application pratique dans les hôtels et restaurants admis de droit au bénéfice du roulement : « Il est
« bon cependant de signaler qu'il peut être utilement
« invoqué dans les nombreux établissements n'ayant
« qu'un employé ; il peut même arriver qu'en raison
« de circonstances particulières, des établissements
« ayant deux ou plusieurs employés leur donnent congé
« le même jour. Cette disposition facilite donc, en réalité, l'exploitation de tous petits établissements » (Circulaire du 10 avril 1907).

Le rapport de la Commission supérieure du travail pour l'année 1908 signalait que l'Inspecteur divisionnaire de Lyon avait admis l'application de la deuxième dérogation en faveur des « marchands de comestibles en
« gros qui ont pendant l'année trois périodes de travail d'une intensité particulière : pendant ces saisons,
« les arrivages d'oranges, de cerises ou de raisins se multiplient. Ces produits étant essentiellement périssables leur distribution à la clientèle de demi-gros et
« de grand détail (hôtels, restaurants) ne souffre aucune interruption » (1). Mais il ne pouvait s'agir, dans cette espèce nettement commerciale, que d'une tolérance exceptionnelle et provisoire. La solution régulière des difficultés de ce genre nous paraît devoir être recherchée dans l'autorisation préfectorale d'un roulement périodique.

(1) Rapports, 1908, p. LXXI.

Parmi les entreprises figurant dans les nomenclatures du décret du 29 avril 1913 et qui n'ont pas un caractère strictement industriel, il faut citer, en ce qui concerne l'application de l'article 46 : les hôtels, restaurants, traiteurs et rôtisseurs ; les établissements de bains des stations balnéaires, thermales ou climatériques ; — en ce qui concerne l'application de l'article 47 : les établissements balnéaires ; les boulangeries ; les charcuteries ; les hôtels, restaurants, traiteurs et rôtisseurs.

Il n'est pas douteux qu'une interprétation aussi extensive du terme « industrie » force la lettre du texte : d'après le rapport de la Commission supérieure du Travail pour l'année 1907, « il paraît que le législateur « n'avait point prévu les nécessités particulières aux « hôtels lorsque fut rédigé le § 2 de l'article 6 (C. Tr., « L. II, art. 46) et qu'il ne songeait qu'à l'industrie « proprement dite ; ce n'est que par voie d'interprétation, et pour permettre à ces entreprises de se conformer à la loi, tout en tenant compte des nécessités « de leur fonctionnement, que cette assimilation a été « décidée » (1). Et les auteurs du projet de loi du 31 mai 1907, dans le but de maintenir cette dérogation aux « hôtels et restaurants des stations balnéaires, thermales ou climatériques », proposaient de les inscrire formellement dans le texte légal.

Il convient de remarquer que si les hôtels, restaurants, traiteurs et rôtisseurs sont admis au double bénéfice des articles 46 et 47, il n'en faut pas inférer qu'ils peuvent cumuler les deux dérogations et porter à 30 les suppressions annuelles du repos hebdomadaire : il s'agit, dans le premier cas, des établissements qui n'ouvrent qu'à certaines époques de l'année et, dans le se-

(1) Rapports, 1907, p. LXXXVI.

cons cas, des établissements fonctionnant sans interruption qui subissent un surcroît de travail à certaines périodes (1).

A la suite de contestations, le bénéfice des dérogations des articles 46 et 47 a été refusé, comme n'ayant pas le caractère d'entreprises industrielles, aux salons de coiffure par circulaire du 13 avril 1908 (2), au commerce en gros des vins et spiritueux par lettre ministérielle du 12 mars 1909 (3), aux cercles et aux casinos des villes d'eaux par deux arrêts de la Cour de Cassation des 23 avril et 15 décembre 1910 (4). Le tribunal de simple police de Dijon a condamné en 1908 un négociant en vins, en même temps fabricant de cassis, qui avait invoqué la deuxième dérogation pour supprimer, malgré le service de l'Inspection du travail, le repos hebdomadaire des employés de bureau occupés aux écritures pour l'expédition du cassis fabriqué (5).

Malgré les nombreuses sollicitations présentées au service de l'Inspection, la dérogation de l'article 47 n'a pu être admise dans les établissements commerciaux « à l'occasion des périodes d'instruction militaire, des

(1) Cf. Circ. Minist., 5 avril 1908: *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 45. — Voir également sur l'impossibilité du cumul des deux dérogations, Lettre minist. 17 déc. 1908, *in fine*: *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 407.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 48.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 23.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1910, p. 142 et 255. — A la suite de l'arrêt du 23 avril, M. Berry, député, posa une question au Ministre du Travail au sujet du refus de la dérogation aux commerçants des villes saisonnières. Le Ministre répondit qu'il ne pouvait que s'en tenir à la jurisprudence de la Cour suprême, conforme d'ailleurs à la doctrine administrative: Ch. Dép. séance 11 juillet 1910, *J. O.*, 12 juillet, p. 2479.

(5) Rapports 1908, p. LXXII.

« deuils, mariages, maladies et autres circonstances
« obligeant momentanément le commerçant à abandon-
« ner la direction de son magasin » (1). Nous avons vu
que la circulaire du 10 avril 1907 a permis de consi-
dérer l'un des employés comme gérant non astreint au
repos hebdomadaire pendant les périodes d'instruction
militaire du chef de l'établissement (2).

Il existe une troisième dérogation qui permet la sup-
pression du repos hebdomadaire quinze fois par an.
Elle est prévue en ces termes par l'article 49 du Livre II
du Code du Travail (ancien art. 7 de la loi de 1906) :
« Dans tous les établissements soumis au contrôle de
« l'Etat, ainsi que dans ceux où sont exécutés des tra-
« vaux pour le compte de l'Etat et dans l'intérêt de la
« *défense nationale*, les Ministres intéressés peuvent
« suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an ».
D'après le rapport de M. le sénateur Prevet (3), il s'agit
seulement « des établissements travaillant sous le con-
trôle ou pour le compte de l'Etat, dans l'intérêt de la
« *défense nationale* ».

Bien que cette dérogation, rarement utilisée, ne soit
pas limitée à l'industrie par le texte, l'hypothèse envisa-
gée ne peut guère comporter que des travaux indus-
triels.

Accidents ; intempéries. — Les articles 40 et 45 pré-
voient deux sortes de dérogations temporaires qui, par
leur nature, sont plus particulièrement applicables à
l'industrie. Elles sont relatives à des cas d'accidents et
d'intempéries.

(1) Rapports 1909, p. XLVI.

(2) Voir ci-dessus : Chap. I^{er}, section II, p. 73.

(3) Rapport Prevet : *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 204.

1° L'art. 40 du Livre II du Code du Travail (anciens art. 4 et 18 § 2 de la loi du 13 juillet 1906) est ainsi conçu :

« En cas de travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire pourra être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents.

« Cette faculté de suspension s'applique non seulement aux ouvriers de l'entreprise où les travaux urgents sont nécessaires, mais aussi à ceux d'une autre entreprise faisant les réparations pour le compte de la première. Dans cette seconde entreprise, chaque ouvrier devra jouir d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé.

« Les dérogations prévues par le présent article ne sont pas applicables aux enfants de moins de dix-huit ans et aux filles mineures ».

Quand il s'agit du personnel de l'entreprise sinistrée, la dérogation permet la suppression du repos hebdomadaire sans compensation ; mais, dans ce cas, cette suppression présentera un caractère nettement exceptionnel. Dans le second cas, au contraire, il s'agit des entreprises dont c'est le travail habituel de faire des réparations pour le compte d'autres établissements : dès lors, sans la prescription d'un repos compensateur, le jeu de la dérogation aurait généralement exclu le personnel de ces entreprises du bénéfice du repos hebdomadaire.

La dérogation ne peut, dans tous les cas, être appliquée qu'au personnel nécessaire à l'exécution des tra-

vaux urgents pour lesquels elle a été prévue (Circ. minist., du 3 septembre 1906) (1).

A l'exception de quelques grands établissements commerciaux qui peuvent occuper une équipe d'ouvriers chargés des réparations, le commerce fera appel dans l'hypothèse de l'article 40, au concours d'une entreprise industrielle. D'ailleurs, les accidents qui peuvent survenir au matériel, aux installations et aux bâtiments sont bien moins fréquents dans le commerce que dans l'industrie, en raison même des différences inhérentes à la nature de l'outillage et du travail.

2° L'article 45 du Livre II du Code du Travail (ancien article 6, § 1^{er} de la loi de 1906) dispose que « dans toutes les catégories d'entreprises ou les intempéries déterminent des chômages, les repos forcés viennent, au cours de chaque mois, en déduction des jours de repos hebdomadaire ».

Il est admis qu'il faut entendre par « mois », non le mois civil, le mois du calendrier, mais une période de trente jours consécutifs, sinon les chômages résultant des intempéries qui se produiraient en fin de mois ne pourraient être compensés, contrairement au vœu du législateur. Les seuls chômages pouvant être compensés sont ceux qui ont duré une journée entière : en décider autrement serait permettre des décomptes compliqués laissant toute latitude à la fraude (2).

Pour les enfants et les femmes, la dérogation est limitée aux entreprises visées par l'article 2 du décret du 29 avril 1913, pris en exécution de l'article 48 du Livre II du Code du Travail. Toutes les entreprises énumérées ont un caractère industriel.

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 173.

(2) V. Rapports, 1906, p. LXXXIII.

Ce sont les chantiers extérieurs de l'industrie du bâtiment qui sont les principaux bénéficiaires de la dérogation. Mais le commerce n'en est pas exclu, puisque la disposition vise « toutes les catégories d'entreprises » ; en fait, cependant, il existe fort peu d'entreprises commerciales dans lesquelles les intempéries peuvent déterminer des chômages : on pourrait citer les marchands ambulants qui déballent leurs marchandises sur la voie publique ; encore faut-il remarquer qu'il est rare que ces commerçants occupent des employés. Lorsque les intempéries ne créent pas une impossibilité matérielle et directe de continuer le travail, il ne semble pas que la dérogation puisse jouer : on a donné comme exemple le café d'un lieu de villégiature dont le mauvais temps n'empêche pas l'ouverture, bien que la clientèle s'en trouve fort diminuée.

CHAPITRE VI

Contrôle et Sanctions

SECTION I

Agents du contrôle

Inspection du travail. — L'article 93 du Livre II du Code du Travail charge les Inspecteurs du travail d'assurer l'exécution des dispositions contenues dans ce Livre, parmi lesquelles figurent — au Chapitre IV du Titre I^{er} — les prescriptions de l'ancienne loi du 13 juillet 1906. Cette stipulation était rigoureusement nécessaire, car les inspecteurs du travail, officiers de police judiciaire spéciaux, ne sont compétents qu'autant qu'un texte leur confère expressément cette compétence.

Le projet de la Commission sénatoriale présenté le 20 mars 1906 à la Haute Assemblée par le rapport de M. Prevet, à la différence du projet de la Chambre et du premier projet de la Commission sénatoriale, écartait l'inspection du travail et stipulait que les poursuites n'auraient lieu que « sur une plainte signée remise au commissaire de police ou au maire » (art. 11, § 2) (1). Dans ce système, par dérogation aux principes du droit pénal, l'action publique dépendait des particuliers ; pratiquement, un tel régime aboutissait à l'ar-

(1) V. *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 207.

bitraire patronal, car les quelques employés qui auraient osé signer des plaintes de ce genre, se seraient placés sous la menace d'un prochain renvoi. Le Sénat, repoussant ce système, adopta un amendement de M. Monis qui chargeait le service de l'Inspection du travail de l'exécution de la loi (1).

C'est d'ailleurs le rôle normal de ce service d'inspection que d'assurer l'application des lois réglementant le travail : c'est la raison d'être de l'institution.

Un texte de réglementation du travail, comme la législation sur le repos hebdomadaire, exige, en raison de la multiplicité habituelle de ses prescriptions que l'agent chargé de la surveillance connaisse exactement la loi dont l'application lui est confiée ; il doit la connaître non seulement dans sa lettre, mais dans son esprit ; il doit pouvoir distinguer, dans chaque espèce, l'infraction de la dérogation régulière ; il doit aussi pouvoir renseigner exactement les intéressés sur leurs obligations et sur leurs droits.

Ce n'est qu'en spécialisant l'agent qu'on pouvait obtenir cette solide compétence. Il convenait donc d'employer plus particulièrement des agents spéciaux pour l'exécution des lois de réglementation du travail.

De plus, — c'est un préjugé dont on ne peut ne pas tenir compte —, la visite du commissaire de police chargé de relever toutes sortes d'infractions, risque de jeter un certain discrédit sur l'établissement qui en est l'objet. Aussi les commerçants préférèrent-ils être soumis au contrôle d'un fonctionnaire spécial (2).

(1) Sénat, débats, séance du 12 juin 1906; vote, séance du 14 juin: V. *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 315 et 351.

(2) Cf. Ch. Dép. interpell. sur le rep. hebdom. : discours de M. Noulens, séance du 8 mars 1907, *J. O.*, 9 mars, p. 615, 3^e col.

Le 23 mars 1907, à la Chambre, le Ministre du Travail, M. Viviani, répondant aux interpellations sur l'application de la loi sur le repos hebdomadaire, définissait ainsi le caractère de la mission confiée aux inspecteurs du travail : « ... Je leur rappelle qu'ils sont avant tout les « représentants de la loi, qu'ils doivent procéder, particulièrement dans les débuts de l'application d'une « loi sociale, par avertissements, par appels à la raison, au bon sens et à l'équité des citoyens et je leur « ai toujours demandé de ne faire intervenir la contrainte et la coercition que lorsqu'ils sont en face de « la fraude répétée et de la mauvaise foi avérée ; de « se souvenir que si leur mission est ingrate, la situation des citoyens surpris par des lois sociales qui « viennent quelquefois gêner leurs habitudes, est fort « digne d'intérêt et qu'après tout, si j'ose ainsi parler, « ils sont moins des soldats chargés d'une consigne « sur laquelle il leur est impossible de délibérer avec « eux-mêmes, que des fonctionnaires d'un ordre élevé « qui ne doivent pas oublier que trop souvent on juge « une loi sociale à travers l'intermédiaire chargé de « l'appliquer » (1).

Le service de l'Inspection du travail (2) dont l'idée plutôt que l'institution se trouve dans la première loi de réglementation — loi du 22 mars 1841 concernant le travail des enfants dans l'industrie —, fut organisée véritablement pour la première fois par la loi du 19 mai 1874 qui abrogeait et remplaçait la loi précitée. A son

(1) Ch. Dép., séance du 23 mars 1907, *J. O.*, 24 mars, p. 798, 2^e col.

(2) Voir sur l'organisation et le fonctionnement de l'Inspection du travail : Pic. *Traité élém. de Législat. industrielle*, 1912, p. 672, et Rouquet, *Traité de l'Inspection du travail*, 1902.

tour, la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, abrogeait et remplaçait la loi précédente. C'est la loi du 2 novembre 1892 qui organise l'inspection du travail sur ses bases actuelles : ses dispositions sur la matière sont insérées actuellement au Titre III du Livre II du Code du Travail : « De l'Inspection du Travail » — et plus particulièrement au Chapitre II de ce titre : « Inspecteurs du travail » (art. 93 à 111). Le décret du 22 septembre 1913 (qui abroge et remplace le décret du 17 mai 1905) et le décret du 3 mai 1907, plusieurs fois modifié, sont relatifs, le premier, à l'organisation du corps des inspecteurs, le second, à l'avancement et à la discipline.

Ce corps se compose actuellement de 142 fonctionnaires : 11 inspecteurs divisionnaires et 131 inspecteurs départementaux (1), dont 18 inspectrices (2). Les inspecteurs divisionnaires sont des chefs de service placés à la tête de circonscriptions. Les chefs-lieux de ces *circonscriptions*, résidences des inspecteurs divisionnaires, sont, dans l'ordre : Paris, Limoges, Dijon, Nancy, Lille, Rouen, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Marseille et Lyon. Il existe en Algérie un service d'inspection du travail autonome comprenant un inspecteur divisionnaire et

(1) Deux créations d'emploi sont prévues pour fin 1913. — Le titre de « départemental » n'implique pas que la section à laquelle l'inspecteur est affecté coïncide nécessairement avec un département; cette appellation est une survivance du régime de 1874 dans lequel cette deuxième catégorie d'inspecteurs était des agents du département.

(2) L'inspectrice surveille en règle générale, les établissements à personnel féminin et sans moteur mécanique: V. Circ. minist. des 19 déc. 1892 et 3 fév. 1908, *Bull. Insp. Trav.*, 1893, p. 58 et 1908, p. 3.

trois inspecteurs départementaux relevant du Gouverneur général (arrêté du Gouverneur du 11 janvier 1909) (1).

Au début de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire, une lettre ministérielle du 5 novembre 1906 (2) rappelle que, suivant les instructions générales du 19 décembre 1892, les inspecteurs du travail doivent entretenir des relations aussi fréquentes que possible avec les préfets et sous-préfets de leur ressort. Ils pourront correspondre directement avec eux.

Concours des Syndicats. — Par circulaire du 22 novembre 1906 (3), le Ministre du Travail rappelait aux Inspecteurs les instructions du 19 janvier 1900 (4), sur les relations qu'ils doivent entretenir avec les groupements professionnels : « La découverte des infractions
« ne doit pas être abandonnée au hasard des visites,
« mais elle doit être le résultat d'une préparation méthodique et sûre pour laquelle il convient d'envisager
« comme indispensable l'aide des travailleurs qui sont
« les témoins constants de ces infractions. Il importe
« donc que des relations suivies s'établissent entre les
« représentants des syndicats professionnels auxquels
« les ouvriers ont confié la défense de leurs intérêts
« et les inspecteurs à qui l'Etat a confié la mission de
« faire respecter les lois de protection ouvrière... L'aide
« des travailleurs devient indispensable lorsqu'il s'agit
« de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire.
« La constatation des infractions à cette loi ne peut

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 57.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 356.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 349.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1900, p. 4.

« très généralement être faite que le dimanche et, bien
« souvent même, que pendant une partie de la journée
« du dimanche. Les inspecteurs du travail ont des sec-
« tions d'inspection trop étendues pour qu'il leur soit
« possible d'assurer à eux seuls, ce jour-là, une sur-
« veillance effective des établissements soumis à leur
« contrôle. Ce contrôle resterait donc inefficace si leur
« attention n'était pas attirée spécialement sur ceux
« des établissements où des infractions sont à pré-
« voir... »

Conformément aux instructions de la circulaire du 19 janvier 1900, les inspecteurs doivent aviser « orale-
« ment ou par lettre, dans un délai de quinze jours,
« les secrétaires des bourses du travail, unions locales
« ou syndicats, du résultat des visites faites d'après
« leurs indications ». Lorsqu'il n'est pas possible à
l'inspecteur de visiter dans le délai d'un mois un éta-
blissement signalé par un groupement professionnel, il
doit en informer l'auteur de la plainte.

A la Chambre, dans son interpellation du 1^{er} mars 1907 (1), M. Berry s'est élevé contre cet appel officiel au concours des syndicats ouvriers, qui lui paraissait susceptible d'engendrer des abus. Cependant il citait lui-même une lettre ministérielle qui traçait les limites au delà desquelles cette collaboration eût été abusive :
« Il ne vous a pas échappé, écrivait le Ministre à un
« syndicat ouvrier, que votre rôle doit se borner à ap-
« peler l'attention des agents du contrôle sur les man-
« quements à la loi et qu'il n'appartient qu'à eux de
« veiller à son application... Les chefs d'établissement
« ne sont pas obligés de donner accès dans les locaux

(1) Ch. dép., séance du 1^{er} mars 1907, *J. O.*, 2 mars, p. 534, 2^e col.

« de travail à d'autres personnes qu'aux officiers de police judiciaire nommément désignés par la loi ».

L'efficacité du concours prêté par les bourses du travail et les syndicats ouvriers est incontestable. Les plaintes syndicales ouvrières représentent près du quart des plaintes reçues ; c'est la catégorie qui donne la plus forte proportion de plaintes reconnues fondées. Le tableau ci-dessous donne la statistique de ces plaintes pour les trois dernières années (1) :

Années	Ensemble des plaintes reçues	Plaintes syndicales			
		Nombre	Proportion %	Fondées	Proportion %
1910	9.079	2.200	24	1.525	69
1911	9.288	2.082	22	1.354	65
1912	8.790	1.970	22	1.274	64,7

La statistique embrasse l'ensemble des plaintes syndicales ouvrières pour infractions aux lois réglementant le travail. Mais les plaintes relatives au repos hebdomadaire sont les plus nombreuses et l'on peut affirmer qu'elles représentent plus des deux tiers des nombres susindiqués : la presque totalité vise des établissements commerciaux.

Droit d'entrée : visites de nuit. — Le droit d'entrée des inspecteurs dans les établissements assujettis à leur contrôle ne souffre juridiquement aucune difficulté lorsqu'il s'exerce pendant le jour. Signalons toutefois, en ce qui concerne les *cantines régimentaires*, que les inspecteurs doivent se procurer une autorisation des commandants d'armes des diverses places pour obtenir l'ac-

(1) Rapports, 1910, p. LXXVIII; 1911, p. LXXXI; 1912, p. XCIII.

cès de ces établissements commerciaux (Lettre du Ministre de la Guerre du 22 décembre 1906) (1) ; lorsque ces cantines sont tenues par des militaires, l'autorité militaire reste compétente pour la répression (article 271 du Code de Justice militaire) : en conséquence, les agents du contrôle devront signaler aux commandants d'armes les infractions qu'ils auraient constatées (lettre ministérielle du 31 août 1907) (2).

Le *contrôle de nuit* soulève plusieurs questions de droit. Depuis la codification des lois réglementant le travail, le droit de visite des inspecteurs est défini par l'article 105 du Livre II du Code du Travail, ainsi conçu : « Les inspecteurs ont entrée dans tous les établissements visés par les dispositions dont ils ont à assurer l'exécution à l'effet d'y procéder à la surveillance et aux enquêtes dont ils sont chargés ».

D'après la jurisprudence de la Cour de Cassation, cette disposition qui figurait en des termes sensiblement analogues dans les lois du 2 novembre 1892 et du 12 juin 1893, permet l'entrée de l'inspecteur dans un établissement la nuit aussi bien que le jour quand le travail y est organisé de jour et de nuit ; mais elle n'autorise l'entrée, pendant la nuit, dans les établissements qui ne travaillent normalement que le jour, que si l'inspecteur a « recueilli des indices lui permettant de croire à une contravention du travail » (arrêt du 12 juillet 1902) (3).

Or la loi du 13 juillet 1906, dans son article 11, prévoyait la compétence des inspecteurs du travail « concurremment avec tous les officiers de police judiciaire », mais ne stipulait rien sur le droit d'entrée. La Chambre

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 361.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 573.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1902, p. 236.

criminelle de la Cour de Cassation avait fait néanmoins application en la matière de la jurisprudence exposée ci-dessus (arrêt du 18 novembre 1909, affaire Galtier, boulanger, Montpellier) (1). Mais la Cour de Cassation, dans un arrêt du 29 juin 1911 rendu sur la même espèce toutes chambres réunies (2), a inféré du silence de la loi de 1906 sur le droit d'entrée et du texte de l'article 11 que « les inspecteurs du travail n'ont, pour la « constatation des infractions à la loi sur le repos hebdomadaire, d'autres droit que ceux que possèdent, « d'après le droit commun, les officiers de police judiciaire ». En conséquence, le droit d'entrée leur est refusé la nuit par application du principe de l'inviolabilité du domicile (art. 76 de la Constitution du 22 frimaire, an VIII) (3).

Aujourd'hui, par l'effet de la codification, devant la formule générale de l'article 105 du Livre II du Code du Travail sur le droit d'entrée, qui vise l'ensemble des dispositions du Livre II, il n'y a plus lieu d'instituer une procédure particulière en matière de repos hebdomadaire et l'interprétation de l'arrêt précité du 12 juillet 1902 doit être généralisée.

Remarquons d'ailleurs que, dans le domaine commercial, les règles indiquées par cette jurisprudence ne seraient applicables qu'aux ateliers annexés à l'établissement (fourneaux des boulangeries, par exemple), aux magasins fermés et aux bureaux et dépendances où le public n'entre pas. Mais les magasins, boutiques et bureaux, tant qu'ils demeurent ouverts au public, présen-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 341.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 184.

(3) Un auteur, M. Bonnefoy, avait présenté cette jurisprudence : *Le repos hebdomadaire, Etude théorique et critique de la loi du 13 juillet 1906-1907*, p. 155.

tent le caractère de *lieux publics* et ne bénéficient pas de l'inviolabilité du domicile.

La nuit, dans le droit commun, s'étend de 6 heures du soir à 6 heures du matin du 1^{er} octobre au 31 mars et de 9 heures du soir à 4 heures du matin du 1^{er} avril au 30 septembre (Code proc. civ., art. 1.037). Si, dans l'industrie, on pourrait prétendre qu'il faut utiliser la définition de la nuit donnée par l'article 21 du Livre II du Code du Travail (9 heures du soir à 5 heures du matin), à l'égard des établissements commerciaux, il faut se référer à la définition du droit commun.

Insuffisance du nombre d'inspecteurs (1). — Le nombre des inspecteurs n'a pas été augmenté dans la mesure où leurs attributions ont été étendues. Le nombre de ces fonctionnaires (divisionnaires y compris), qui était de 106 en 1894 et de 122 au 31 décembre 1905 à la veille de l'application de la loi de 1906, n'est encore au 1^{er} octobre 1913, que de 142 (2). Depuis 1894, le corps des Inspecteurs s'est accru de 36 fonctionnaires seulement, soit du tiers, alors que par l'extension de la législation sur l'hygiène et la sécurité au commerce (loi du 11 juillet 1903) et par la loi sur le repos hebdomadaire, leurs attributions étaient plus que doublées.

Aussi, malgré toute l'activité déployée par le service, les inspecteurs n'arrivent-ils à visiter chaque année que le tiers seulement des établissements soumis à leur contrôle. Il est vrai que ces établissements occupent les deux tiers environ du personnel protégé (3).

(1) Cf. Jay, *La protection légale des travailleurs*, 1910, p. 234 et suiv.

(2) V. Rapports 1911 tableau, p. LXXX. — Rappelons que deux créations d'emploi sont prévues pour fin 1913.

(3) En 1912, les inspecteurs du travail ont visité 33,7 0/0 des

Comme la législation sur le repos hebdomadaire possède le champ d'application le plus étendu, ces proportions relatives à l'ensemble des établissements soumis à la réglementation du travail, révèlent exactement l'état du contrôle de l'inspection du travail au regard de cette loi. Les statistiques officielles apportent donc cette grave constatation que, chaque année, les deux tiers des établissements assujettis ne reçoivent pas la visite de l'inspecteur et que le tiers du personnel protégé ne bénéficie pas du contrôle de l'inspection.

Mais cette constatation s'aggrave encore si nous restreignons au commerce les données de ces statistiques. En effet, en raison de la limitation de la durée de la journée de travail qui n'existe que dans l'industrie et de la plus grande insécurité du travail dans les entreprises de cette nature, l'inspecteur visite plus particulièrement les établissements industriels. Aussi la proportion des établissements commerciaux visités chaque année par l'inspecteur n'est-elle que d'un cinquième (21,8 0/0 en 1911 ; 22 0/0 en 1912) et la proportion des personnes protégées rencontrées dans ces établissements n'atteint pas deux cinquièmes (35 0/0 en 1911 ; 38 0/0 en 1912). Il faut cependant remarquer que, dans le département de la Seine et à Lyon, le service de l'Inspection a été déchargé de l'exécution de la législation sur le repos hebdomadaire dans le commerce, par suite de l'impossibilité d'y pourvoir et, d'autre part, qu'à défaut de l'inspecteur les officiers de police judiciaire ordinaires peuvent agir (1).

Si l'on considère que les inspecteurs ne visitent cha-

établissements occupant 65,7 0/0 du personnel protégé : Rapports 1912, tableaux, p. XV et XVI.

(1) Voir ci-après : *Officiers de police judiciaire*, p. 281.

que année que le tiers des établissements assujettis à la réglementation du travail, que la plupart des établissements contrôlés ne reçoivent qu'une visite annuelle (1), il apparaît que pour que le service de l'inspection puisse visiter annuellement toutes les entreprises, il devrait être au moins doublé : il faut tenir compte, en effet, que les deux tiers non visités comprennent des petites entreprises dont la visite serait rapide, que la section de chaque inspecteur étant territorialement réduite, il perdrait moins de temps en déplacements, enfin, que le travail de bureau de chaque inspecteur se trouverait proportionnellement diminué. Mais pour que le service pût suffire à sa tâche et fonctionner normalement, effectuer toutes les contre-visites nécessaires, il faudrait qu'il fût triplé.

Les dépenses budgétaires relatives au service de l'inspection s'élèvent à 918.050 francs (loi de finances du 30 juillet 1913 : Chap. 12 et 13 du budget du Ministère du Travail). C'est une somme de deux millions environ qui devrait être normalement (2) inscrite au budget pour que le service de l'Inspection du travail pût prendre le développement nécessaire à l'accomplissement complet de sa mission. Qui oserait soutenir que la législation de

(1) En 1911, pour 167,483 établissements visités, on ne compte que 38.324 *contre-visites*. (Il y a contre-visite quand la visite a lieu dans un établissement déjà inspecté au cours de l'année) : Rapports 1911, tableau 6, p. 446.

(2) Normalement, disons-nous, car au début, même en supposant le *triplément* immédiat, — or il est préférable de procéder par étapes —, la somme serait inférieure en raison du plus faible traitement des débutants. Normalement d'ailleurs, elle ne triplerait pas la dépense actuelle : les fonctionnaires de traitement supérieur ne seraient pas triplés ; les frais de déplacement ne seraient pas sensiblement augmentés.

réglementation du travail ne doit pas être véritablement et méthodiquement appliquée ? Qui oserait prétendre qu'une augmentation d'un million est trop forte pour un budget qui atteint aujourd'hui près de 5 milliards, et que la protection légale *effective* des travailleurs ne vaut pas ce sacrifice ?

Mais il faut éviter toute création nouvelle de fonctionnaires, dira-t-on avec M. le Sénateur Ch. Prevet ? (1) Il faut éviter toute création inutile ; il faudrait même réduire le nombre des fonctionnaires dans certains corps ; il faut aussi consentir aux créations qui sont démontrées nécessaires.

Régime de tracasserie et de vexation à l'égard des commerçants, objectera-t-on encore ? Objection superficielle et fausse, car le patron, loyalement respectueux des lois, a le plus grand intérêt à ce que le contrôle soit organisé méthodiquement et complètement. Que d'honorables commerçants ont été incités à violer les prescriptions sur le repos hebdomadaire parce que leurs concurrents ne les respectaient pas et, parfois, à la suite de plaintes, c'est contre les moins coupables que la répression a pu s'exercer le plus sévèrement !

Nous ne préconisons nullement une application draconienne de la réglementation du travail, une répression impitoyable des infractions. Nous prétendons, au contraire, que leur nombre étant accru, les inspecteurs pourraient être plutôt, pour les chefs d'établissement, des conseillers que des agents verbalisateurs. Les fraudes et les infractions diminueraient naturellement devant la vigilance du service : beaucoup de patrons ne violent la loi que parce qu'ils ne voient pas assez sou-

(1) Rapport Prevet, *in fine*, 1906; *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 205.

vent l'inspecteur. Dans le régime actuel, une fermeté qui ne peut se manifester que par intermittence et isolément risque d'être arbitraire et l'équité ne peut être recherchée qu'au prix d'une indulgence excessive. Dans le régime désirable que nous avons exposé, le contrôle serait équitable parce que la surveillance serait générale et continue, par là même il prendrait un caractère plutôt préventif que répressif.

La pénurie d'inspecteurs du travail a été signalée maintes fois au Parlement au cours de la discussion du budget. Les quelques créations d'emplois consenties restent manifestement insuffisantes. Le 7 mai 1907, le Ministre du Travail avait déposé un projet de loi en vue d'instituer des délégués ouvriers adjoints à l'Inspection (1), comparables aux délégués-mineurs. Mais devant l'hostilité convergente des patrons et des ouvriers, ce projet ne pouvait aboutir : les Chambres de commerce considéraient la proposition comme vexatoire, parce qu'elle donnait des pouvoirs particuliers à l'une des parties en cause ; les syndicats ouvriers, en général, dénoncèrent le projet comme insuffisant et sans portée, parce que, ne donnant pas à ces délégués le pouvoir de verbaliser, il n'accordait aucun moyen nouveau aux travailleurs.

La solution doit donc être recherchée, non dans une transformation, mais dans le développement du service sur ses bases actuelles.

Officiers de police judiciaire. — Aux termes de l'article 111 du Livre II du Code du Travail les dispositions du Chapitre II du Titre III, concernant les inspecteurs du travail, « ne dérogent point aux règles du droit com-

(1) Ch. dép. doc. parl. n° 919, *J. O.*, 1907, p. 329.

« mun quant à la constatation et à la poursuite des infractions par les commissaires de police ou autres officiers de police judiciaire ».

Cette formule unique du Code est reproduite des lois du 2 novembre 1892 et du 12 juin 1893. La loi du 13 juillet 1906 prescrivait que « les inspecteurs du travail sont chargés concurremment avec les officiers de police judiciaire, de constater les infractions à la présente loi » (art. 11).

Le Ministre de la Justice estimait d'ailleurs, dans une lettre du 3 juin 1909 (1), que ces formules étaient équivalentes. L'unification n'aurait donc rien changé en ce qui concerne la mission de ces fonctionnaires.

Les officiers de police judiciaire ne peuvent constater les infractions que dans la limite du droit commun. « Il en sera ainsi notamment en cas de flagrant délit ou bien quand il y aura mandat de justice ; mais dans ces différentes hypothèses, les officiers de police judiciaire restent soumis à la règle des heures légales » : ils ne peuvent entrer la nuit dans les locaux non ouverts au public, à la différence de l'inspecteur (Lettre précitée du Garde des Sceaux du 3 juin 1909).

La circulaire ministérielle du 20 juillet 1906 (2) a appelé l'attention des préfets sur la collaboration que des officiers de police judiciaire doivent prêter au service de l'Inspection pour la répression des infractions à la loi sur le repos hebdomadaire : « Plus que toutes les autres lois ouvrières qui l'ont précédée, la loi nouvelle a prévu la collaboration des autorités locales. C'est ce caractère essentiel qu'il convient de lui maintenir en intéressant à son bon fonctionnement les

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 224.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 162, *in fine*.

« municipalités comme la police locale. En particulier, « le Parlement a tenu à marquer dans l'article 11 que, « sans le concours des officiers de police judiciaire, la « loi ne pourrait être convenablement appliquée. Les « inspecteurs du travail ne sauraient, en effet, suffire « au contrôle d'une multitude d'établissements dissé- « minés... »

Nouvelles recommandations à ce sujet dans la circulaire du 9 août 1906 (1). Comme l'avaient indiqué des instructions antérieures (Circ. du 10 novembre 1894 et du 10 nov. 1900) (2), la circulaire du 9 août 1906 prescrit que ces agents « devront signaler les faits contraven- « tionnels qu'ils auront constatés aux inspecteurs du « travail afin d'éviter que ceux-ci ne verbalisent de leur « côté en raison des mêmes faits, et pour qu'ils puis- « sent tenir compte des procès-verbaux dressés dans « les statistiques ».

Dans le *département de la Seine* et à *Lyon*, les officiers de police judiciaire ont été chargés d'une manière spéciale de surveiller l'application des prescriptions sur le repos hebdomadaire dans les établissements commerciaux.

A Paris, ce service a été partagé entre les commissaires de police de quartier et les commissaires de police inspecteurs des poids et mesures, par décision ministérielle du 17 novembre 1906 (3).

Les *commissaires de police de quartier* sont chargés de la surveillance de tous les commerces de détail ci-après : bazars, chaussures, confections, nouveautés, chapeaux, chemiseries, lingerie, merceries ; — dans

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 167.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1894, p. 1003 et 1900, p. 590.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 358.

les établissements de vente de denrées alimentaires au détail (C. Tr., L. II, art. 42) ; — dans les hôtels, magasins de fleurs naturelles et établissements de bains (art. 38), ainsi que dans les salons de coiffure.

Les *commissaires de police, inspecteurs des poids et mesures* (1), sont chargés du contrôle dans les établissements suivants admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement : fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate (boulangers, pâtisseries, charcutiers, glacières), restaurants et débits de boissons, débits de tabacs.

Il convient de remarquer cependant qu'en fait, les commissaires inspecteurs des poids et mesures, — dont les attributions normales sont moins nombreuses que celles des commissaires de police, — exercent actuellement le contrôle spécial, confié à ces derniers par la lettre du 17 novembre 1906, dans les bazars, commerces de confections et nouveautés et dans tous les établissements de vente de denrées alimentaires.

Les établissements qui ne figurent pas dans la nomenclature de la décision susvisée restent soumis à la surveillance des inspecteurs du travail qui doivent s'abstenir de faire, dans les commerces énumérés, des visites uniquement destinées à contrôler l'application de la législation sur le repos hebdomadaire. Mais si, au cours de tournées motivées par la surveillance de l'exécution des autres prescriptions légales protectrices des

(1) Ces agents de la préfecture de Police sont des commissaires de police affectés à un service spécial — inspection des poids et mesures et répression des fraudes — et non des officiers de police judiciaire spéciaux comme les inspecteurs du travail ou les vérificateurs des poids et mesures avec lesquels il ne faut pas les confondre. Ce service comprend un chef, un sous-chef et 22 commissaires inspecteurs, dont 18 pour la capitale et 4 pour la banlieue.

travailleurs, l'inspecteur est amené à constater des infractions à l'obligation du repos hebdomadaire, il doit relever ces infractions dans des procès-verbaux dont il donnera connaissance au commissaire de police plus particulièrement chargé du contrôle dans l'établissement visité (décision ministérielle du 17 nov. 1906).

La lettre ministérielle du 28 octobre 1911 (1) précise que la mission spéciale, confiée aux agents relevant du préfet de police, ne se restreint pas à la ville de Paris, mais s'étend à toutes les communes du département de la Seine, à l'exclusion des trois communes de Seine-et-Oise du ressort de la Préfecture de police (Saint-Cloud, Sèvres et Meudon). Le nombre des établissements qui sont ainsi placés sous le contrôle des agents de la préfecture de police s'élève à 101.588, dont 10.272 sont visités par les commissaires de police et 91.316 par les commissaires inspecteurs des poids et mesures (2).

A Lyon, une répartition analogue à celle que nous avons exposée pour Paris, a été faite entre le service de l'Inspection du travail et les commissaires de police (décision ministérielle du 16 juillet 1907) (3).

Mais comme il n'existe pas dans cette ville de commissaires de police inspecteurs des poids et mesures, ce sont les commissaires de police ordinaires qui contrôlent à Lyon l'ensemble des établissements commerciaux visés dans la lettre du 17 novembre 1906, concernant Paris. La mission particulière qui a été confiée aux officiers de police judiciaire à Lyon ne s'étend pas aux autres communes du département du Rhône.

En dehors du département de la Seine et de la ville

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 328.

(2) *Rapports*, 1912, p. XCVII.

(3) Non publiée au *Bull. Insp. Trav.*

de Lyon, le contrôle du repos hebdomadaire dans le commerce constitue la mission particulière du service de l'inspection et le Ministre a indiqué qu'il n'appartenait pas aux inspecteurs divisionnaires d'en décharger leurs subordonnés en s'en remettant exclusivement aux officiers de police judiciaire (lettre du 13 février 1911) (1).

Si dans le département de la Seine et à Lyon où la police dépend entièrement du préfet, où les commissaires de police ont reçu une mission précise et nettement définie, les officiers de police judiciaire rendent de précieux services dans l'exécution des prescriptions sur le repos hebdomadaire, il n'en est pas de même dans les autres départements où leur compétence n'est qu'accessoire. Assez vigilante au début, l'activité des commissaires de police s'est considérablement ralentie, à part quelques exceptions, comme à Rouen, Nantes, Bordeaux, Marseille ; placés sous l'autorité des maires qui sont disposés à entendre les réclamations de leurs administrés, ils ne peuvent exercer une surveillance convenable (2).

On peut, dans une certaine mesure, se rendre compte du concours prêté par les officiers de police judiciaire d'après le nombre de contraventions qu'ils ont relevées. En 1912 (3), il a été constaté par procès-verbal 13.432 infractions aux prescriptions sur le repos hebdomadaire (commerce et industrie) : 10.577 ont été relevées par le service de l'Inspection du travail, 1.939 par les agents de la préfecture de police dans le dé-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 37.

(2) V. Rapports, 1906, p. LXXXVI; 1907, p. XC; 1908, p. LXXIV; 1909, p. XLIX.

(3) Rapports, 1912, p. LXXXVI et XCVIII.

partement de la Seine et 916 seulement par les commissaires de police de province (y compris Lyon) (1).

On ne saurait méconnaître que les commissaires de police ont des charges nombreuses et diverses et qu'il n'est pas possible de leur demander de s'occuper particulièrement de l'observation du repos hebdomadaire. De plus, « on ne saurait exiger d'un service qui n'a point « fait une étude spéciale de la législation complexe qui « régit la matière, qu'il se reconnaisse dans la multi- « plicité de régimes particuliers qui varient suivant les « différents établissements. En principe, la police est « tout particulièrement qualifiée lorsqu'il s'agit de la « répression pure et simple des délits et contraven- « tions. Lorsque des questions d'appréciation souvent « délicates interviennent, lorsqu'il faut donner des con- « seils ou des avertissements, l'application de la loi « par un corps spécialement recruté à cet effet semble « la solution la mieux indiquée » (2).

Les officiers de police judiciaire ordinaires, — par opposition aux agents spéciaux comme les inspecteurs du travail, — sont désignés par l'article 9 du Code d'Instruction criminelle ; ce sont : les gardes champêtres et gardes forestiers, les commissaires de police, les maires et leurs adjoints, les procureurs de la République et leurs substituts, les juges de paix, les officiers de gendarmerie, les commissaires généraux de police et les juges d'instruction.

Des contestations se sont élevées au sujet de la compétence des *gardes champêtres* pour le contrôle du repos hebdomadaire. A Bordeaux, une compagnie de

(1) A Lyon, les commissaires de police ont relevé 150 contraventions.

(2) Rapports, 106, p. LXXXVII.

louage de voitures a refusé communication du registre de roulement à un de ces agents. Par lettre du 8 juin 1912 (1), le Ministre du Travail a estimé que les gardes champêtres sont incompetents en la matiere pour les raisons suivantes : d'après l'article 16 du Code d'Instruction criminelle, les gardes champêtres, considérés comme officiers de police judiciaire, sont chargés de rechercher les délits et contraventions portant atteinte aux propriétés rurales et, par un arrêt du 13 janvier 1865, la Cour de Cassation décidait qu'ils étaient sans qualité pour constater les contraventions de police urbaine. Sans doute l'article 20 de la loi du 24 juillet 1867 étend la compétence de ces agents à la constatation des contraventions aux règlements de police municipale : mais d'après la jurisprudence de la Cour de Cassation, cette disposition ne s'applique qu'aux seules contraventions aux arrêtés des maires et des préfets que réprime l'art. 471-15° du Code Pénal et laisse les gardes champêtres sans qualité en ce qui concerne toutes les autres contraventions urbaines prévues soit par le dit Code, soit par des lois spéciales (arrêtés des 1^{er} mai, 5 et 6 novembre 1868).

Contrôles spéciaux. — L'article 96 du Livre II du Code du Travail prescrit que « dans les établissements « soumis au contrôle du Ministre des Travaux Publics, « l'exécution des dispositions relatives au repos hebdomadaire, est assurée par les fonctionnaires chargés « de ce contrôle, placés à cet effet sous l'autorité du « Ministre du Travail ».

Tel est le cas pour les entreprises de *tramways* lors-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 145.

qu'elles sont assujetties (1). C'est au service des Ponts et Chaussées que les préfets qui ont la responsabilité de ce contrôle (2), confient généralement la surveillance de l'observation du repos hebdomadaire dans ces entreprises.

Il convient de remarquer que, si en raison de la compétence d'agents spéciaux, les inspecteurs du travail se trouvent incompetents, il n'en est pas de même des officiers de police judiciaire qui ont des pouvoirs généraux (arrêt de la Cour de Cassation du 17 mai 1907) (3).

En prescrivant que les dispositions sur le repos hebdomadaire sont applicables aux clercs des études dans les *offices ministériels* (4), l'article 51 du Livre II du Code du Travail (ancien art. 95 de la loi de finances du 13 juillet 1911) charge de l'exécution de cette prescription « les chambres de discipline, sous le contrôle du parquet ». C'est donc à ces Chambres qu'il appartient, sous le contrôle du procureur de la République, de constater et de réprimer avec leurs moyens ordinaires, les infractions à la législation sur le repos hebdomadaire qui pourraient être relevées à la charge des officiers ministériels : inspecteurs du travail et officiers de police judiciaire sont également incompetents en la matière et les dispositions relatives aux pénalités sont inapplicables : « Cette interprétation ressort avec évidence de la discussion à laquelle l'article précité a donné lieu au Parlement » (Circulaire du Ministre du Travail

(1) Voir ci-dessus, Chap. I^{er}, p. 38.

(2) Instructions aux Préfets, circ. des 17 déc. 1906 et 22 mai 1907 : *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 354 et 1907, p. 547.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 594.

(4) Sur la portée de cette prescription, voir Chap. I^{er}, p. 46.

du 8 septembre 1911) (1). Le Ministre de la Justice a donné des instructions en conséquence aux Procureurs généraux par circulaire du 20 juillet 1911 (2).

Les agents du contrôle des chemins de fer sont incompétents pour constater les contraventions aux prescriptions sur le repos hebdomadaire dans les entreprises connexes assujetties, comme les buffets des gares. La compétence de ces agents a été expressément limitée par l'article 23 de la loi du 15 juillet 1845 à la constatation des crimes, délits et contraventions relatifs, soit à la conservation des chemins de fer, soit à la police et à la sûreté de la circulation par voie ferrée (arrêt de la Cour de Cassation du 4 août 1911) (3).

SECTION II

Moyens spéciaux de contrôle

Exposé d'ensemble ; régime normal. — Par application de l'article 10 de la loi du 13 juillet 1906, devenu l'article 50 du Livre II du Code du Travail, le décret du 24 août 1906, modifié par décret du 13 juillet 1907, a prescrit certaines formalités pour assurer le contrôle, suivant le régime en usage. Ces formalités sont de trois

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 321. — Cf. Sénat, 2^e séance du 7 juillet 1911, *J. O.*, 8 juillet, M. Delahaye, p. 1195.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 323.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 343.

sortes : elles consistent dans un affichage, la tenue d'un registre et l'envoi d'un préavis.

Les exigences du décret du 24 août 1906 ne concernent que les régimes de dérogation. L'usage d'une modalité exceptionnelle de repos collectif comporte l'apposition d'une affiche et l'envoi d'un duplicata à l'inspecteur ; l'usage du roulement implique la tenue d'un registre ; l'utilisation d'une dérogation temporaire permettant la suppression du repos est subordonnée, en général, à l'envoi d'un préavis au service du contrôle et à l'affichage d'un duplicata.

Les inspecteurs du travail, indépendamment des moyens ordinaires dont ils disposent, les plaintes par exemple, utilisent ainsi dans le contrôle du repos hebdomadaire, deux ordres de moyens spéciaux :

1° Ils reçoivent des assujettis le double des affiches et les préavis ; d'autre part, les préfets — et les maires dans le cas de la dérogation pour fête locale — doivent leur adresser des ampliations de leurs arrêtés sur la matière (1) ;

2° Sur place, leur contrôle est guidé par l'affiche, le registre et le cahier d'embauchage, l'arrêté préfectoral accordant une dérogation dont le chef d'établissement possède une ampliation, l'affichage d'un duplicata du préavis.

L'usage du régime normal est dispensé de toute formalité. Par conséquent, lorsqu'aucune formalité de contrôle n'est remplie, il faut présumer que l'établissement

(1) Pour les cas où l'Administration a substitué aux inspecteurs du travail les officiers de police judiciaire, comme à Paris, il faut noter que nulle disposition réglementaire n'astreint les commerçants à adresser à ceux-ci les doubles et préavis ; le décret du 24 août 1906 ne prescrit ces envois qu'aux inspecteurs du travail,

accorde le repos collectif du dimanche à son personnel, même s'il est bénéficiaire d'une dérogation de plein droit (arrêt de la Cour de Cassation du 4 août 1911) (1).

Nous avons déjà indiqué que l'entreprise titulaire d'un régime exceptionnel peut renoncer temporairement ou indéfiniment à en faire usage pour se conformer au régime de droit commun. Or le repos du dimanche ne comportant aucune formalité, le changement de régime suppose seulement que l'affiche sera enlevée ou que la tenue du registre sera négligée. Il serait désirable cependant que le service du contrôle fût avisé de ces changements au moment de la mise en application du régime normal et au moment du retour au régime exceptionnel : la situation actuelle peut prêter à des fraudes en permettant parfois au patron d'alléguer un prétendu retour au droit commun pour justifier l'absence d'affiche ou la tenue irrégulière du registre (2). Dans une circulaire du 27 février 1909 (3) relative à cette question, le Ministre du Travail avait manifesté l'intention de compléter sur ce point le décret du 24 août 1906 : cette modification n'a pas été effectuée.

Dérogations permanentes : affiche et registre. — L'affiche est prévue par l'article 1^{er}-1^o du décret susvisé pour les trois premières dérogations de l'article 34 du Livre II du Code du Travail et la modalité de l'article 42 (vente de denrées alimentaires) : repos un autre jour que le dimanche, repos du dimanche midi au lundi midi, et en ce qui concerne la fraction donnée collectivement,

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 343.

(2) *V. Rapports*, 1908, p. LXXIII.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 13.

repos de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur.

L'affiche doit indiquer les jours et heures du repos collectif ainsi donné : ce sont les seules indications exigibles et il est inutile que les noms des employés y soient inscrits. « Elle doit être facilement accessible et lisible » (Décret du 24 août 1906, art. 2, § 1^{er}).

Le 2^e § du même article prescrit qu'un duplicata en sera envoyé à l'inspecteur du travail avant sa mise en service. Cette mesure est le complément des instructions ministérielles du 20 juillet 1906 (1) qui recommandent aux préfets de communiquer leurs arrêtés, statuant sur des demandes de dérogations, aux officiers de police judiciaire compétents ainsi qu'à l'inspecteur divisionnaire du travail.

Le registre est prescrit par l'article 1^{er}-2^o du décret dans tous les cas où le repos hebdomadaire n'est pas donné exclusivement sous forme collective. Il est exigible aussi bien dans le cas de roulement proprement dit (C. Tr., L. II, art. 34 § d, art. 38 et 43) et pour les dérogations qui le comportent en partie (art. 34 § c et art. 42) que pour les catégories de personnel qui sont assujetties à une dérogation particulière dans un établissement soumis à un régime de repos collectif (article 41).

A la différence de l'affiche qui est impersonnelle parce qu'elle indique un régime uniforme pour l'ensemble des employés, le registre est nominatif. Il doit mentionner les noms des employés et ouvriers soumis à un régime particulier et indiquer ce régime. En ce qui concerne chacune de ces personnes, le registre doit faire connaî-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 162.

tre le jour et éventuellement les fractions de journée choisies pour son repos.

D'après la circulaire du 3 septembre 1906 (1), « il est
« désirable que les chefs d'établissements cotent les pa-
« ges de leur registre et y fassent figurer les personnes
« employées avec leurs noms, prénoms et spécialités
« professionnelles, soit en regard du jour ou de la frac-
« tion de jour affecté à leur repos, soit dans une co-
« lonne portant en tête l'indication de ce jour ou de cette
« fraction de jour. Toutefois, ces modes de tenir le re-
« gistre ne sont pas obligatoires ; les prescriptions du
« décret sont rigoureusement satisfaites si le registre en
« indiquant le régime de repos, donne des indications
« telles que l'inspecteur puisse en déduire immédiate-
« ment le jour ou fraction de jour de repos de chaque
« personne inscrite ».

Le registre doit être tenu constamment à jour. La mention des journées ou fractions de journée dont bénéficie un employé peut toujours être modifiée : c'est la conséquence du droit reconnu à l'employeur de changer, chaque semaine, le jour de repos d'un employé déterminé (2). Il faut et il suffit que la modification soit portée au registre avant de recevoir exécution ; toutefois, la modification ainsi faite ne peut en aucun cas priver le remplaçant du repos auquel il a droit (Cf. art. 2, § 3 du décret) (3).

Le registre reste à la disposition des agents du contrôle qui y apposent leur visa au cours de leurs visites. Il doit être communiqué aux employés qui en font la demande (Décret du 24 août 1906, art. 2, § 4). Mais au-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 179

(2) Voir ci-dessus : Chap. III, p. 122.

(3) Voir Bruneau, *op. cit.*, p. 216 : modèles de registre.

cune disposition réglementaire n'exige les signatures du personnel pour attester cette communication.

Les régimes mixtes, — c'est-à-dire ceux qui comportent à la fois le repos collectif et le repos par roulement, soit que le repos de chaque employé participe de ces deux modes (article 34 § c, art. 42), soit que le personnel soit divisé en deux parties dont l'une bénéficie du repos collectif et l'autre soumise au roulement —, impliquent normalement la double formalité de l'affiche et du registre (Circulaires du 3 septembre 1906 et du 20 août 1907) (1).

Lorsqu'un établissement bénéficiaire du roulement n'occupe qu'un seul employé ou que, plusieurs employés étant occupés, il est accordé régulièrement les mêmes jours de repos aux mêmes employés, le registre peut évidemment être remplacé par une affiche. Dans le second cas, toutefois, elle devra, pour répondre aux conditions du registre qu'elle remplace, donner la liste nominative des employés. Mais par contre, le service du contrôle ne saurait exiger que le duplicata d'une telle affiche lui soit adressé parce que les prescriptions relatives au registre auquel elle est substituée, ne comportent pas cette formalité.

Si l'affiche peut ainsi être substituée au registre à condition de donner toutes les indications que celui-ci doit fournir, il ne nous paraît pas que l'affichage, lorsqu'il est requis, puisse être remplacé par la tenue d'un registre. En effet, le registre est un moyen de contrôle plus défectueux et plus compliqué que l'affiche et qui n'a été permis que pour adapter la formalité à la faculté de changer chaque semaine le jour de repos de chaque employé ; tandis que le personnel est obligé de deman-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 179 et 1907, p. 571.

der communication du registre au patron pour connaître le jour de repos qui lui est réservé, dans le système de l'affichage il est renseigné sans être astreint à aucune démarche de ce genre.

Il était inutile et illogique d'exiger l'inscription au registre du roulement du personnel supplémentaire et occasionnel qui est embauché pour quelques jours, parfois pour quelques heures. Le repos hebdomadaire n'est dû, en effet, aux employés, dans le système du roulement, que six jours après leur entrée dans l'entreprise. Mais afin d'éviter la fraude qui aurait pu s'ensuivre, le décret du 13 juillet 1907 qui a modifié à cet égard le décret du 24 août 1906, en même temps qu'il remet au 6^e jour d'emploi l'inscription obligatoire au registre, prescrit qu'à défaut d'inscription immédiate, il sera présenté aux agents chargés du contrôle « un cahier régulièrement tenu portant l'indication du nom et la date d'embauchage de l'ouvrier ou employé » (art. 1^{er}, *in fine*, du décret de 1906 modifié) (1).

Les fraudes du roulement. — Le régime du repos alternatif, par sa complexité et sa souplesse, est extrêmement difficile à contrôler ; on a pu dire du roulement que c'est un moyen de « rouler » la loi (2). Le Ministre du Travail lui-même déclarait à la tribune de la Chambre le 23 mars 1907 : « ...Le roulement, si nécessaire qu'il soit, est encore pour le commerçant ami de la fraude le meilleur moyen qu'il ait de déjouer le contrôle le plus avisé (3). »

(1) V. circ. 20 août 1907 : *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 572.

(2) V. Ch. Dép., séance du 8 mars 1907, Interpell., discours Dubois : *J. O.*, 9 mars, p. 620, 3^e col.

(3) Ch. dép. *J. O.*, 24 mars 1907, p. 805, 1^{re} col.

Tout d'abord, le registre réglementaire est fréquemment mal tenu (1). En second lieu, la vérification des indications du registre est malaisée.

« Dans les établissements où le roulement ne porte
« pas sur tous les jours de la semaine, l'inspecteur
« ignore les jours où la surveillance doit être faite. — Il
« en est de même toutes les fois qu'un individu est dési-
« gné au service comme n'ayant pas de repos, alors que,
« par crainte de renvoi, il n'ose demander communica-
« tion du registre pour connaître le jour qui lui a été
« désigné. L'inspecteur est, dans ce cas, obligé de faire
« deux visites, la première n'ayant d'autre but que de
« relever les inscriptions du registre, ce qui donne na-
« turellement l'éveil, rend très souvent la seconde inutile
« et fait surtout perdre beaucoup de temps (2). »

La négligence et la fraude sévissent particulièrement dans les petites entreprises, rarement visitées par les agents du contrôle, et dans lesquelles, lorsque l'employé est d'accord avec le patron pour renoncer au repos hebdomadaire régulier — et cette renonciation pourra lui être imposée par le patron, au moment de l'embauchage, — la découverte de l'infraction est à peu près impossible, surtout si le registre présente toutes les apparences de la régularité (3).

Comme procédés frauduleux qui permettent de conserver au registre une régularité apparente, nous citerons — sans les décrire afin de ne pas contribuer à les propager — le déplacement fictif du jour de repos, la tenue d'un double registre, l'inscription d'employés en surnombre.

(1) Rapports 1908, p. LXXIV.

(2) Rapports, 1906, p. LXXXVIII.

(3) Cf. Rapports, 1907, p. LXXXIX.

Ce n'est qu'au prix de visites réitérées que de telles fraudes pourraient être présumées et entravées, sans pouvoir même dans tous les cas être découvertes et poursuivies.

Il apparaît donc que le système du roulement — avec la facilité qu'il comporte de changer, chaque semaine, le jour de repos affecté au même employé, — est dépourvu, tout au moins dans les petites entreprises, d'un contrôle efficace et que la seule garantie du respect de la loi repose, dans ce régime, sur la bonne foi de l'employeur ou sur sa maladresse à frauder.

L'inspecteur divisionnaire de Dijon a proposé de compléter les mesures de contrôle du roulement en exigeant : « 1° que le registre indique non seulement le nom des « employés, mais encore leurs prénoms et surtout l'état « civil de chacun d'eux ; 2° que le samedi soir au plus « tard le chef d'établissement inscrive sur le registre « soit une annotation confirmant pour la semaine suivante les indications précédentes, soit des indications « nouvelles pour la semaine qui va commencer, ces indications ne pouvant être modifiées en cas de nécessité qu'après avis préalable à l'inspecteur et mention « de l'envoi de cet avis sur le registre (1). » Ces mesures, ingénieuses sans doute, auraient cependant l'inconvénient d'exiger des commerçants de nouvelles formalités sans donner au contrôle une efficacité complète.

Certaines professions se prêtent mal à la surveillance, dans les transports par exemple, à raison des fonctions ambulantes des ouvriers. Chez les boulangers où les visites ont lieu principalement la nuit, quand l'inspecteur parvient à se faire ouvrir, ce n'est bien souvent qu'après que le patron, averti de la qualité du visi-

(1) Rapports, 1906, p. LXXXVII.

teur, ait dissimulé son ouvrier. Dans les hôtels, difficultés du même ordre ; s'il est relativement facile de contrôler le repos du personnel des cuisines, il n'en est point de même pour le repos du personnel attaché au service des chambres et plus l'hôtel est grand, plus le contrôle est malaisé ; pendant que l'inspecteur est au rez-de-chaussée, on fait disparaître les employés des étages, s'ils doivent avoir leur repos le jour de la visite (1).

Toutes les difficultés que nous avons exposées se retrouvent et s'aggravent lorsque le roulement porte sur une demi-journée (repos fractionné en deux demi-journées : C. Tr., L. II, art. 43 — repos compensateur par demi-journées : art. 34 § c et art. 42 interprétés par la circulaire du 10 avril 1907) : il est très difficile de vérifier si, conformément au vœu du législateur, l'ensemble des repos fractionnés exonère chaque semaine le personnel d'une journée effective de travail (2). Cette fraude paraît fréquente chez les boulangers, dans les magasins de vente au détail de denrées alimentaires et dans les hôtels.

Enfin, dans le régime du roulement, l'employeur peut avoir normalement recours à un *personnel d'extra* pour remplacer ses employés habituels pendant leur repos hebdomadaire. En fait, dans les grandes entreprises, le recours aux extras a pu être évité par une augmentation du personnel permanent ; il l'a été aussi dans bien des petits établissements, soit parce qu'ils peuvent fonctionner certaines demi-journées avec un personnel amoindri, soit parce que le patron ou un membre de sa famille remplace l'employé. L'emploi d'extras est une nou-

(1) Rapports, 1906, p. LXXXVIII.

(2) V. Rapports, 1908, LXVII et LXVIII.

velle difficulté pour le contrôle : tel employé occupé de façon permanente pouvant être irrégulièrement qualifié d'extra, tel employé travaillant le jour désigné pour son repos pouvant être présenté comme l'extra qui le remplace. Il est vrai que, dans ces cas, théoriquement tout au moins, le service possède un moyen de contrôle dans le cahier d'embauchage, prévu par l'article 1^{er}, § 4 du décret modifié du 24 août 1906, et sur lequel la lettre ministérielle du 10 juin 1908 (1) estime que les noms des extras doivent être portés s'ils ne sont pas inscrits au registre du roulement.

Remarquons d'ailleurs qu'il résulte des termes du décret que ce cahier d'embauchage n'est exigible que dans le régime du roulement. Par conséquent, ce moyen de contrôle ne peut être requis à l'égard des extras occasionnels dont la jurisprudence permet l'emploi le jour du repos dans les établissements soumis à un régime collectif (2). Il en résulte qu'en fait ces extras pourront revenir régulièrement le jour du repos, tant que l'agent de contrôle n'aura pas constaté leur présence et leur identité.

Déroptions temporaires ; le préavis. — La troisième formalité spéciale du contrôle est le préavis qui est exigé dans quatre cas de suspension du repos hebdomadaire en vertu des articles 3 et 4 du décret du 24 août 1906 :

1° Quand un chef d'entreprise, directeur ou gérant veut faire usage de la dérogation de l'article 46 du Livre II du Code de Travail (suppression du repos hebdomadaire 15 fois par an), il doit aviser immédiatement

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 232.

(2) Voir ci-dessus : chap. II, p. 83.

et, sauf le cas de force majeure, avant le commencement du travail, le service de l'inspection des circonstances qui justifient la suspension du repos, indiquer la durée et la date de cette suspension et spécifier le nombre d'employés auxquels elle s'applique : les hôtels des stations balnéaires et climatiques qui n'ouvrent qu'une partie de l'année et qui ont été admis à bénéficier de cette dérogation ne sauraient se soustraire à la formalité du préavis (Cf. arrêt de la Cour de Cassation du 28 juillet 1911) (1) ;

2° Préavis analogue pour l'usage de la dérogation de l'article 47 (suppression du repos hebdomadaire quinze fois par an, sous réserve de deux jours de repos dans le mois) : l'avis doit indiquer, s'il y a lieu, les deux jours de repos mensuel réservés aux employés ;

3° Même formalité pour l'usage de la dérogation de l'art. 40 (travaux urgents pour réparer ou prévenir des accidents) : lorsque les travaux sont exécutés par une entreprise distincte, l'avis de cette entreprise doit mentionner la date du jour de repos compensateur assuré au personnel ;

4° Dans les entreprises où les intempéries déterminent des chômages, la suppression du repos hebdomadaire dans le courant du mois pour compenser ces arrêts donne lieu à un premier avis par lequel le chef d'entreprise doit prévenir l'inspecteur, le jour même du chômage, et lui indiquer le nombre de personnes qui ont chômé ; un deuxième avis fait connaître la veille au plus tard, au service du contrôle, le jour où le repos hebdomadaire sera supprimé par compensation.

Toute dérogation dont l'usage est subordonné à un

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 342.

préavis constitue un droit certain dès que se rencontre le cas pour lequel le Code l'a prévue. Le préavis ne doit donc pas être assimilé à une demande d'autorisation ; c'est une formalité d'usage, mais elle est essentielle et la dérogation ne joue régulièrement que si l'avis a été envoyé. Toutefois, si les dérogations réclamées ne paraissent pas justifiées, l'inspecteur devrait sans délai en aviser le chef d'établissement. En cas de continuation du travail exceptionnel, il serait dressé procès-verbal ; il en serait de même si, malgré un avis antérieur contraire, le chef d'entreprise suspendait à nouveau le repos hebdomadaire ou si les suppressions excédaient le nombre autorisé par la loi (Circulaire du 3 septembre 1906) (1).

L'article 5 du décret du 24 août 1906 prescrit l'affichage dans l'établissement d'une copie de l'avis pendant toute la durée de la dérogation. D'après la circulaire susvisée, cet affichage a été prévu non seulement en vue de montrer au personnel que la dérogation est régulière, mais aussi pour que les agents du contrôle qui, par suite d'absence de leur domicile, n'auraient pas reçu le préavis, puissent se rendre compte que les formalités réglementaires ont été exécutées.

Le décret du 24 août 1906 n'a prévu aucun moyen particulier de contrôle en ce qui concerne les dérogations instituées par l'article 44 (suppression du repos hebdomadaire à l'occasion de fêtes locales) et par l'article 49 (travaux intéressant la défense nationale). Mais il convient de remarquer, dans le premier cas, qu'il s'agit d'une suppression générale du repos hebdomadaire et non d'une faculté particulière à un établisse-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 180.

ment : la circulaire ministérielle du 4 décembre 1906 (1) a recommandé aux préfets d'inviter les maires qui prendraient des arrêtés en vue d'autoriser cette dérogation, à communiquer les copies de ces arrêtés aux inspecteurs du travail et autres fonctionnaires chargés du contrôle.

Dans le second cas, le Ministre du Travail qui autorise la dérogation, en informe l'inspecteur divisionnaire du travail de la circonscription.

Enfin, l'usage de la tolérance de la circulaire du 10 avril 1907 qui permet exceptionnellement la suppression du repos hebdomadaire pour inventaire et préparation d'exposition de saison (2), a été subordonné, par la circulaire du 16 mars 1911 (3), à une autorisation préalable du service du contrôle. L'affichage de l'autorisation n'est pas exigé.

SECTION III.

Sanctions pénales.

Condition des poursuites. — Les premières instructions ministérielles, adressées au service de l'inspection du travail pour la répression des infractions à la loi sur le repos hebdomadaire, se montrèrent soucieuses de ménager de justes transitions.

La circulaire du 3 septembre 1906 s'exprimait ainsi : « Vous devez tout d'abord vous efforcer de faire connaî-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1906, p. 352.

(2) Voir ci-dessus : chap. V, p. 254.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 392.

« tre aux assujettis la réglementation nouvelle et indi-
« quer pour chacun les dispositions qui l'intéressent.
« Jusqu'au moment où la loi pourra être considérée
« comme pratiquement connue des intéressés, avant d'u-
« ser de mesures de coercition, vous aurez à donner
« toutes les explications et les avertissements nécessai-
« res. Des procès-verbaux ne devront être dressés que
« dans des cas de refus formel d'obéissance aux pres-
« criptions légales ou de mauvaise volonté mani-
« feste (1). »

Après les interpellations de mars 1907, la circulaire du 10 avril organisait « l'application largement libérale » recommandée par l'ordre du jour Sarrien : on y lisait cependant que « cette application libérale de la loi ne
« saurait être un abandon de ses prescriptions. Sur les
« points qui n'ont pas donné lieu aux difficultés aux-
« quelles la présente circulaire apporte une solution, il
« faut que la loi soit appliquée avec fermeté après l'a-
« vertissement qui doit suivre la première contravention
« constatée ; sans brutalité, mais aussi sans faiblesse
« lorsqu'on se trouvera en présence de la fraude ou de
« la mauvaise foi (2). »

Quoi qu'il en soit, après les interpellations de 1907, l'application de la loi a traversé une période de fléchissement : ayant entendu dire que la loi devait être modifiée, de nombreux commerçants, surtout dans l'alimentation, ont paru croire, de très bonne foi, qu'elle ne devait plus être appliquée jusque-là ; aussi les agents du contrôle durent-ils provoquer des poursuites pour ramener les intéressés au respect des prescriptions légales (3).

(1) *Bul. Insp. Trav.*, 1906, p. 168.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 10, *in fine*.

(3) *V. Rapports*, 1909, p. XLVIII.

Depuis que le projet de loi du 31 mai 1907 est devenu caduc, depuis que la Chambre elle-même par son vote du 20 janvier 1911 a réclamé la revision des circulaires ministérielles en vue d'assurer « la stricte application de la loi », la législation sur le repos hebdomadaire a pris un caractère plus stable et son application est entrée dans une phase nouvelle.

Les infractions constatées par les agents du contrôle sont relevées dans des procès-verbaux qui sont transmis au Parquet. Ces fonctionnaires ne sont pas légalement tenus de donner des avertissements et explications avant toute poursuite (1). Les procès-verbaux dressés par le service de l'inspection du travail font foi jusqu'à preuve du contraire (C. Tr., L. II, art. 107) : cette valeur probante ne s'attache d'ailleurs qu'aux constatations de l'inspecteur et non aux appréciations qu'il peut en tirer (2). Il a été jugé, dans l'application de la législation sur le repos hebdomadaire, que « les contraventions « peuvent être prouvées non seulement par procès-verbaux et rapports, mais encore à défaut de procès-verbaux, par témoins », en vertu de l'article 154 du Code d'Instruction criminelle auquel il n'est pas dérogé (arrêt de la Cour de Cassation du 20 juillet 1907) (3).

Dans la recherche des infractions, les fonctionnaires chargés de la surveillance peuvent être guidés par des *plaintes*. Le tableau ci-après (4) donne, en ce qui concerne le service de l'inspection, pour l'année 1912, la statistique de ces plaintes relatives à l'ensemble des prescriptions de réglementation du travail. On peut affir-

(1) C. C. arrêt 11 janvier 1908: *Bull. Insp. Trav.*, 1908, p. 257.

(2) C. C. arrêt 17 mars 1911: *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 66.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 720.

(4) Rapports, 1912, p. XCIII.

mer que plus des deux tiers d'entre elles, ainsi que nous l'avons dit ci-dessus (1) pour les plaintes émanant des associations ouvrières, signalent des infractions à la législation sur le repos hebdomadaire et, dans cette catégorie, la plupart des plaintes visent le commerce ; mention spéciale doit être faite des plaintes adressées par des patrons ou des associations patronales qui, presque toutes, signalent des faits de concurrence déloyale provenant de l'inobservation du repos hebdomadaire chez certains commerçants.

Provenance des plaintes	Plaintes reçues	Proportion par catégorie %	Fondées en tout ou par- tiellement	Proportion des plaintes fondées %
Anonymes	4.444	50,5	1.901	42,7
Ouvriers ou employés isolés	1.664	19	1.039	62,4
Patrons isolés	222	2,5	141	63,5
Associations patro- nales	58	0,5	37	63,8
Associations ouvrières.	1.970	22,5	1.274	64,7
Personnes diverses ..	432	5	221	51,2
	8.790	100	4.613	52,5

Application des pénalités. — Les pénalités prévues pour infraction aux prescriptions sur le repos hebdomadaire sont sensiblement les mêmes que celles qui ont été inscrites dans les lois de réglementation du travail depuis 1892.

La pénalité consiste dans une *amende de 5 à 15 francs* infligée par le tribunal de simple police (C. Tr., L. II, art. 159, § 1^{er}). L'amende est appliquée autant de fois qu'il y a de personnes occupées dans des conditions illé-

(1) Voir p. 274.

gales, sans que toutefois le total des amendes puisse dépasser 500 francs (art. 160). Le taux même de l'amende donne à l'infraction le caractère d'une *contravention*. Il résulte notamment de ce caractère que, conformément au droit commun, « l'excuse tirée de la bonne foi ne saurait faire disparaître l'infraction » (arrêt de la Cour de Cassation du 1^{er} mars 1907) (1).

Il y a *récidive*, en matière de repos hebdomadaire, lorsque dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi le contrevenant a déjà subi une condamnation pour *contravention identique*. Dans ce cas, les coupables sont poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de 16 à 100 francs (art. 161) ; l'amende est multipliée par le nombre de personnes irrégulièrement au travail, sans que la somme totale des amendes puisse s'élever au-dessus de 3.000 francs (art. 162).

A la différence du Code pénal qui, lorsque la première infraction est une contravention, maintient ce caractère à l'infraction de récidive, mais avec l'obligation pour le juge de prononcer la peine de l'emprisonnement (C. P. art. 474, 478, 482), en réglementation du travail afin d'écarter cette peine corporelle, le législateur a pris comme règle de punir l'infraction de récidive d'une amende supérieure à 15 francs, par conséquent correctionnelle : il s'ensuit que l'infraction prend les caractères du *délit*.

Ce système répressif ne comporte donc que des pénalités pécuniaires assez faibles et que certains auteurs jugent insuffisantes : M. Jay a pu écrire que, dans ces conditions, le chef d'établissement « aura trop souvent « un considérable intérêt pécuniaire à se mettre et à res-

(1) *Bull. Insp. Trav.*, 1907, p. 590.

« ter en opposition avec les prescriptions réglementaires (1). »

Cette faiblesse du système s'aggrave par le jeu de l'article 463 du Code Pénal, relatif aux *circonstances atténuantes*, qui peut être appliqué dans tous les cas en vertu de l'article 182 du Livre II du Code du Travail et dont l'effet complet est de réduire l'amende à un franc, minimum des pénalités de simple police (2).

Il a été fait une large application de l'article 463 du Code Pénal et le taux des pénalités se trouve ainsi fixé, en général, à un franc. Quelques tribunaux établissent cependant une distinction entre les contraventions aux dispositions relatives au contrôle et les contraventions pour inobservation du repos : les premières sont sanctionnées par des amendes de 1 ou 2 francs, les secondes par des amendes de 5 francs (3).

De même le sursis qui, conformément aux règles générales du droit pénal est inapplicable en cas de contravention, a été fréquemment prononcé dans le cas de délit de récidive, tout au moins dans les débuts (4).

Quelques tribunaux de simple police ont poussé l'indulgence jusqu'à l'illégalité en ne procédant pas à la multiplication de l'amende par le nombre d'employés irrégulièrement occupés (5). « Les délais de pourvoi en

(1) Cf. JAY, *op. cit.* p. 246. — Parmi les premières lois de réglementation du travail, les lois du 9 sept. 1848 et du 19 mai 1874 punissaient toute infraction d'une amende correctionnelle.

(2) Il est à remarquer que, dans la législation de 1892 (travail des enfants et des femmes dans l'industrie), l'art. 463 du C. P. n'est pas applicable en cas de contraventions.

(3) Rapports, 1906, p. LXXXIX; 1908, p. LXXV; 1909, p. XLIX.

(4) Rapports, 1906, p. LXXXIX.

(5) Rapports, 1909, p. XLIX.

« cassation n'étant que de trois jours pour le ministère
« public, il est matériellement impossible au service de
« l'inspection de faire diligence auprès de l'organe qui
« le représente, à l'occasion des jugements illégaux (1).»

La Cour Suprême a été appelée à casser, comme manquant de base légale, un jugement de simple police qui relaxait le prévenu en se fondant sur un arrêté préfectoral de dérogation, mais dont il n'indiquait ni la date, ni le texte, ni l'autorisation accordée (arrêt du 23 avril 1910) (2).

La Cour de Cassation n'a pas admis comme *cas de force majeure* de nature à justifier des décisions de relaxe la difficulté pour un patron de trouver des remplaçants à ses ouvriers dans le régime du roulement (arrêts du 3 avril et du 13 novembre 1909) (3). L'impossibilité momentanée de présenter le registre réglementaire parce qu'il serait déposé chez l'avocat du prévenu, n'est pas davantage un cas de force majeure (arrêt du 18 novembre 1909) (4). De même, on ne saurait donner ce caractère à une sentence arbitrale, rendue par application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage, qui prévoyait une organisation du travail ne comportant pas le repos hebdomadaire (arrêt du 2 mars 1912) (5).

D'après cette jurisprudence de la Cour de Cassation, la force majeure, par application de l'article 64 du Code Pénal, ne peut résulter que d'un événement indépendant de la volonté humaine et qui ne peut être ni

(1) Rapports, 1906, p. LXXXIX.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1910, p. 240.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 176 et 1910, p. 32.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1910, p. 34.

(5) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 37.

prévu, ni conjuré ; il faut qu'il y ait impossibilité absolue de ne pas commettre l'infraction. Le service de l'inspection du travail a vu un cas de force majeure susceptible de justifier la réduction du repos hebdomadaire dans la situation suivante qui s'est présentée, au début de 1909, à l'hôpital mixte de Castres : « Une épidémie « de fièvre typhoïde, aggravée de quelques cas de fièvre « cérébro-spinale, avait grossi le chiffre des hospita-
« lisés à un moment où la maladie et le départ avaient
« réduit le nombre des infirmiers (1). »

Au point de vue du nombre des infractions, la Cour de Cassation a décidé, par un arrêt du 8 mars 1913 (2), qu'on ne saurait relever double contravention lorsque l'employé qui travaille le dimanche, jour du repos, se trouve avoir été occupé plus de six jours dans la semaine : ces irrégularités constituent les éléments d'une même infraction.

De même il n'est pas possible de relever double infraction pour défaut de repos hebdomadaire et absence du préavis de suspension, sans violer la maxime *non bis in idem* et l'article 360 du Code d'Instruction criminelle (arrêt de la Cour de Cassation du 5 décembre 1912) (3).

Il résulte d'un arrêt de la Cour Suprême, du 20 février 1909 (4) que le défaut de présentation du registre du roulement constitue une infraction, alors même qu'il est prouvé que le repos hebdomadaire a été observé.

Dans un arrêt du 14 janvier 1911 (5), la Cour de Cassation a décidé, dans le cas d'un registre de roulement non tenu à jour, que « le vœu de la loi est non seule-

(1) Rapports, 1909, p. XLI.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 40.

(3) *Bull. Insp. Trav.*, 1913, p. 29.

(4) *Bull. Insp. Trav.*, 1909, p. 43.

(5) *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 53. — Cf. Rapports, 1910, p. LXV.

« ment que les ouvriers jouissent du repos hebdoma-
« daire, mais aussi qu'ils en jouissent dans certaines
« conditions édictées en vue de faciliter la surveillance
« des inspecteurs du travail et de prévenir les infrac-
« tions » ; par suite tout employé occupé sans que les
prescriptions du décret du 24 août 1906 sur le contrôle
soient observées, est par cela même occupé dans des
« conditions contraires à la loi ». Il résulte formelle-
ment de cet arrêt que, dans ce cas, il doit être prononcé
non une amende unique, mais une amende multipliée
par le nombre de personnes occupées. Cette jurispru-
dence fournit un moyen de répression fort utile dans le
régime du roulement où il est plus facile de saisir l'ir-
régularité du registre que l'inobservation du repos heb-
domadaire (1).

Indépendamment des pénalités pour infraction aux
prescriptions légales sur le repos hebdomadaire, le Li-
vre II du Code du Travail punit d'une amende de 100
à 500 francs et, en cas de récidive, de 500 à 1.000 francs,
ceux qui mettent obstacle à l'accomplissement des de-
voirs d'un inspecteur (art. 178).

Par un jugement du 11 mai 1911 (2), le tribunal cor-

(1) Cette jurisprudence est heureusement différente de celle que
suit la Cour de Cassation dans un cas analogue, lorsqu'il s'agit
de l'affichage de l'horaire institué pour le contrôle de la durée
de la journée de travail des enfants et des femmes dans l'indus-
trie: elle n'admettait autrefois qu'une contravention unique pour
inexactitude de l'horaire (arrêt du 27 avril 1900: *Bull. Insp.* 1901,
p. 29); elle n'admet actuellement aucune infraction en l'espèce
parce que nulle disposition légale ne punirait le défaut de con-
cordance entre le tableau affiché et le travail effectif (arrêt du
6 mai 1904, D. 1904, I. 320). On pouvait craindre que cette juris-
prudence regrettable fût appliquée aux moyens de contrôle du
repos hebdomadaire.

(2) *Bull. Insp. Trav.*, 1912, p. 48.

rectionnel d'Angoulême a considéré comme délit d'obstacle le fait d'insérer au registre du roulement des énonciations sciemment fausses dans le but de déjouer le contrôle. Un jugement dans le même sens a été rendu le 9 juillet 1913 par le tribunal correctionnel de Boulogne-sur-Mer.

Les dispositions du Code Pénal qui prévoient et répriment les actes de résistance, les outrages et les violences contre les officiers de police judiciaire (1) sont, en outre, applicables à ceux qui se rendent coupables des faits de même nature à l'égard des inspecteurs (art. 179).

Aux termes de l'article 184 du Livre II du Code du Travail, les chefs d'entreprise sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs, gérants ou préposés.

Il n'est pas douteux que l'employé privé illégalement du repos hebdomadaire ou renvoyé pour l'avoir réclamé à son patron puisse, devant la juridiction civile ou répressive, demander et obtenir des dommages-intérêts ; mais la jurisprudence actuelle de la Cour de Cassation paraît refuser ce droit au syndicat ouvrier de la profession (arrêt du 21 octobre 1911) (2).

Amnistie et grâce. — Une première mesure générale de clémence intervint en 1907, après les interpellations du mois de mars. Elle fut prise par le Garde des Sceaux, sans qu'il ait eu d'amnistie régulièrement accordée par le pouvoir législatif, à la suite d'une question qui lui fut posée à la Chambre le 28 mars 1907 par M. Beauregard

(1) Voir C. P. art. 224, 230, 231, 232, 233.

(2) Affaire Farkas, Etampes, et Synd. nat. des ouvriers mécaniciens : *Bull. Insp. Trav.*, 1911, p. 346. — Cf. Pellenc. *Le Repos hebdomadaire*, th. Lyon, 1909, p. 123.

au sujet des amendes prononcées à l'occasion de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire (1).

Par une circulaire du 29 mars 1907 (2), le Garde des Sceaux donnait l'ordre de surseoir à l'exercice des poursuites relativement aux infractions *antérieures au 30 mars 1907* inclus. Seules les infractions commises à partir de cette date devaient être déferées à la juridiction compétente.

Quant aux condamnations définitives à la date du 30 mars et non exécutées, le Ministre de la Justice mettait leur exécution « en surséance jusqu'à nouvel avis », d'accord avec le Ministre des Finances.

Enfin, pour les délits et contraventions connexes commis généralement par des ouvriers au cours de manifestations, le Garde des Sceaux se déclarait prêt à accueillir « dans la plus large mesure possible » les recours en grâce éventuels.

Le 20 décembre 1907, la Chambre des Députés repoussant l'urgence, renvoyait à la Commission compétente une proposition de loi d'amnistie de M. G. Berry, visant les contraventions et délits commis avant le 1^{er} janvier 1908 à l'occasion de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire et toutes les amendes et frais de justice qui en étaient la conséquence (3).

Sur la proposition du Gouvernement, une loi du 10 avril 1908, accordait, dans son article 2-3°, amnistie pleine et entière pour les infractions, commises *antérieurement au 16 mars 1908*, prévues par la loi sur le repos hebdomadaire, ou commises à l'occasion de son application ainsi que pour les faits connexes (4).

(1) Ch. Dép. J. O., 29 mars, p. 877, *in fine*.

(2) Bull. Insp. Trav., 1907, p. 4.

(3) Ch. Dép., J. O., 21 déc. 1907, p. 3000.

(4) V. Bull. Off. Trav., avril 1908, p. 383 et mai 1908, p. 480.

Le 12 février 1909, la Chambre repoussait, sur l'intervention du Ministre du Travail, une proposition de M.G. Berry ayant pour objet d'étendre un projet d'amnistie en discussion aux infractions relatives à la législation du repos hebdomadaire (1).

Enfin, par la loi du 31 juillet 1913, il est accordé amnistie pleine et entière, pour les faits commis *antérieurement* au 30 janvier 1913, « à toutes les contraventions de simple police » (art. 1^{er}-9^o). Les contraventions pour infractions aux prescriptions sur le repos hebdomadaire se trouvent visées par cette rubrique générale (2). Seuls les délits de récidive ne sont pas amnistiés.

Il résulte de cet exposé qu'à trois reprises, le 29 mars 1907 par mesure gouvernementale, le 10 avril 1908 et le 31 juillet 1913 par des lois d'amnistie, la répression a été suspendue. Pour la bonne application d'une législation dont le contrôle est si malaisé et les pénalités assez faibles, il serait désirable de renoncer à l'octroi de périodiques amnisties.

La grâce, mesure individuelle, est plus équitable et moins dangereuse. Elle permet de tenir compte de certaines situations particulières dignes d'intérêt sans compromettre l'application générale de la loi.

Depuis l'origine jusqu'au 1^{er} juillet 1913, pour 305 recours en grâce sur lesquels il a été statué — car de nombreuses requêtes sont demeurées sans objet par suite d'amnistie —, il a été prononcé 199 rejets (65 0/0)

(1) Ch. Dép., *J. O.*, 13 février 1909, p. 373-375.

(2) A propos de l'amnistie accordée par la loi du 27 déc. 1900, dont l'art. 1^{er} — 6^o était conçu dans les mêmes termes que l'art. 1^{er} — 9^o de la loi du 31 juillet 1913, la Cour de Cassation avait jugé que l'amnistie s'appliquait aux contraventions pour infraction aux lois du travail (arrêt du 2 fév. 1901, *Bull. Insp. Trav.*, 1901, p. 110).

et 100 remises partielles de la peine (33 0/0) : 6 remises totales seulement ont été accordées (2 0/0).

Sur ces 305 recours, 24 seulement concernent l'industrie proprement dite (8 0/0); 281 (92 0/0) ont été formés par des commerçants, principalement par des boulangers. Le nombre des recours présentés par les contrevenants aux prescriptions sur le repos hebdomadaire constitue plus de la moitié des recours en grâce introduits à la suite de condamnation pour infractions aux lois réglementant le travail.

Statistique des infractions relevées. — Nous avons dressé, d'après les renseignements fournis par les rapports annuels de la commission supérieure du travail et leurs annexes, une série de tableaux qui donnent des précisions statistiques sur la répression des infractions.

Le tableau ci-dessous présente le relevé des infractions à la législation sur le repos hebdomadaire constatées par le service de l'Inspection du travail dans le commerce (1).

Années	Infractions aux dispositions		Commerce total	Commerce et industrie
	du texte légal	du décret du 24 août 1906		
1906	6.032	278	6.310	8.603
1907	5.955	1.238	7.193	12.695
1908	3.684	1.024	4.708	9.576
1909	2.587	915	3.502	9.574
1910	»	»	3.711	7.678
1911	»	»	5.571	10.551
1912	»	»	5.165	10.577

(1) Rapports annuels, tableaux des infractions par catégories professionnelles; Annexes. — Le commerce entendu suivant la définition large que nous en avons donnée, y compris les transports assujettis et les petites industries de l'alimentation: voir ci-dessus p. 3 et 29.

Il ressort de l'examen de cette statistique que la répression a été plus particulièrement active dans les débuts, qu'elle a décliné depuis 1907 pour reprendre en 1911 : ces différences mettent en relief les trois phases que nous avons dégagées dans l'application de la loi (1).

La moyenne des contraventions relevées par l'inspection du travail dans le commerce est de 52 0/0 du total des infractions à la législation du repos hebdomadaire constatées par ce service : elle fut la première année de 71 0/0.

Pour obtenir le chiffre total des infractions à la législation sur le repos hebdomadaire *dans le commerce*, il faut ajouter les contraventions constatées par les officiers de police judiciaire (à Paris principalement) à celles que nous avons indiquées dans le tableau précédent, en ce qui concerne l'inspection ; on obtient ainsi le relevé suivant :

Années	Infractions constatées par		Commerce Total général	Commerce et industrie Total général	Commerce Proportion %
	les Inspecteurs du travail	les officiers de police judiciaire (2)			
1910	3.711	3.767	7.478	11.445	65
1911	5.571	3.790	9.361	14.341	65
1912	5.165	2.855	8.020	13.432	60

Ainsi, pour les trois dernières années, la proportion moyenne des infractions relevées dans le commerce, en matière de repos hebdomadaire, relativement à l'ensemble des contraventions à cette législation, est de 63 0/0. Nous avons vu cependant que le commerce est moins surveillé que l'industrie (3) : mais tandis que le

(1) Voir ci-dessus, p. 303.

(2) Rapports, 1911, p. LXIV et 1912, p. LXXXVI.

(3) Voir ci-dessus, p. 278.

repos du dimanche est la règle dans l'industrie, il est l'exception dans le commerce et, de ce fait, les infractions y sont plus nombreuses.

Voici les commerces où l'inspection du travail a constaté le plus d'infractions (1) :

Catégories professionnelles	1906	1907	1908	1909	Proportion moyenne
					%
<i>Commerces: ensemble</i>	6.310	7.193	4.708	3.502	100
<i>Commerces de l'habil-</i>					
<i>lement</i>	2.170	932	671	511	20
<i>Boulangerie, pâtis-</i>					
<i>serie</i>	570	1.064	801	794	15
<i>Commerces de comes-</i>					
<i>tibles</i>	531	958	365	446	10
<i>Restaurants et hôtels.</i>	492	588	758	387	10
<i>Transports par terre.</i>	5	1.067	355	232	7
<i>Coiffeurs, soins per-</i>					
<i>sonnels</i>	237	464	402	169	6

Dans le tableau suivant, il est indiqué comment se répartissent, d'après leur nature, les infractions constatées par le service de l'Inspection du travail en matière de repos hebdomadaire (commerce et industrie) (2). Ce même tableau indique la proportion de ces infractions dans le nombre total des infractions relevées par l'inspection pour l'ensemble des lois réglementant le travail.

(1) Rapports annuels, tableaux des infractions par catégories professionnelles. La statistique détaillée n'est plus donnée depuis 1909.

(2) Rapports annuels, tableaux des infractions d'après leur nature, Annexes.

Années	Nature des Infractions				Repos hebdoma- daire Total	Réglemen- tation du travail Total	Repos hebdoma- daire Proportion %
	Non observation du repos hebdomadaire	Affiche Registre	Pré- avis	Obstacle à l'inspection			
1906.	»	»	»	»	8.603	28.634	30
1907.	10.918	1.622	134	21	12.695	28.953	44
1908.	8.262	1.177	122	15	9.576	24.320	40
1909.	8.227	1.219	112	16	9.574	26.192	37
1910.	6.261	1.299	98	20	7.678	21.629	35
1911.	8.469	1.921	145	16	10.551	27.615	38
1912.	8.660	1.811	94	12	10.577	26.511	40

La proportion moyenne des infractions en matière de repos hebdomadaire par rapport à l'ensemble des infractions constatées par l'inspection du travail, s'élève à 37,5 0/0, plus du tiers. Cette indication confirme nos remarques sur le développement insuffisant du service de l'inspection.

Pour la constatation des 10.577 contraventions relevées en 1912 pour infraction au repos hebdomadaire, les inspecteurs du travail ont dressé 3.062 procès-verbaux (sur un total général de 6.225) et les officiers de police judiciaire en ont rédigés 1.020 pour constater 2.855 contraventions (1).

La statistique des infractions relevées ne donne pas exactement le chiffre des amendes prononcées ; ainsi en 1912, pour le service de l'Inspection, sur 5.911 procès-verbaux qui ont reçu une solution définitive, 64 ont donné lieu à un acquittement complet et 37 ont été classés : la proportion des procès-verbaux ayant servi de base à des condamnations s'élève donc à 98 0/0 (2).

(1) Rapports, 1912, p. XCVII.

(2) Rapports, 1912, p. XCIX.

CONCLUSION

Le but de la législation du 13 juillet 1906 est de garantir à l'employé et à l'ouvrier un jour de repos par semaine, le dimanche autant que possible. Toutefois, le repos du dimanche qui est légalement le régime normal du repos hebdomadaire n'est même pas observé par le tiers des entreprises commerciales. Il ne faut pas chercher la cause principale de ce fait ailleurs que dans la loi elle-même : le législateur a concédé des dérogations de droit à de nombreux établissements tels que les boulangeries, hôtels et restaurants, cafés et débits, magasins de vente au détail de denrées alimentaires ; or, la statistique fait apparaître que ces établissements représentent plus de la moitié des entreprises commerciales réglementées.

Le repos du dimanche complet n'est effectivement le régime normal des travailleurs protégés que si l'on envisage dans son ensemble le champ d'application des prescriptions légales sur le repos hebdomadaire, en considérant le commerce avec l'industrie dans laquelle ce régime est la règle très généralement appliquée.

Il importe de reconnaître que les dérogations de droit qui transforment la règle générale en exception dans le domaine commercial, se justifient par les besoins du consommateur et les nécessités inhérentes aux entreprises bénéficiaires. Nul ne songe, en France, à arrêter les tramways, à fermer les restaurants, les cafés et les théâtres parce que c'est dimanche...

D'ailleurs si le repos du dimanche pendant toute la journée est relativement exceptionnel, il convient de constater que le repos du dimanche après-midi est devenu le régime de près des deux tiers des établissements commerciaux et que la législation de 1906 a contribué à ce résultat.

La matinée du dimanche apporte souvent au commerce de détail une activité exceptionnelle : c'est le moment habituellement choisi par les clientèles ouvrière et rurale pour effectuer leurs achats. Cependant certaines modifications économiques, certaines mesures législatives comme l'institution de la « semaine anglaise » dans l'industrie, pourront reporter cette activité sur d'autres jours et permettre par là même d'assurer plus largement à l'employé le bénéfice du repos du dimanche.

*
* *

Cet aperçu sommaire fixe les limites des progrès possibles au point de vue de l'extension désirable du régime normal. Mais, dans ces limites, des améliorations peuvent et doivent être recherchées.

Les commerçants ont apporté contre l'application de la législation actuelle, principalement à ses débuts, ce grief précis et parfois légitime qu'elle modifiait les conditions naturelles de la concurrence, les uns ouvrant leurs magasins sans employés le jour du repos hebdomadaire, les autres ne le pouvant pas.

L'exonération de l'obligation du repos admise à l'égard de la femme et des enfants du chef d'entreprise, la possibilité d'occuper dans certaines conditions le jour du repos hebdomadaire des extras, des pseudo-associés et des gérants d'après la jurisprudence de la Cour de Cassation, a permis des combinaisons et facilité des

fraudes qui ont irrité les commerçants loyalement respectueux de la loi et les ont incités à user des mêmes moyens ou bien à réclamer au préfet le bénéfice de dérogations.

Ces dérogations libéralement accordées furent étendues aux établissements similaires, par application d'une disposition légale, équitable certes dans son esprit, dangereuse cependant par ses conséquences. Par le jeu des extensions progressives les exceptions qui proviennent d'une autorisation préfectorale, se sont multipliées plus que de raison. A Paris, elles ont contribué à faire du repos du dimanche, observé dans la moitié des établissements commerciaux en province, le privilège du dixième des maisons de commerce et un litige retentissant, l'affaire de *La Samaritaine*, appelait récemment sur leur multiplication excessive l'attention de l'opinion et du Parlement.

Dérogations individuelles, les discussions qu'elles ont amenées dans chaque cas particulier ont créé toutefois une idée exagérée de leur importance numérique. La statistique a révélé qu'elles étaient bien moins nombreuses que les dérogations de droit et que, sur cinq établissements commerciaux admis à déroger à l'obligation du repos du dimanche, un seul tient cette faculté d'une autorisation préfectorale, quatre le tirent de la loi même.

Est-ce à dire que les chefs d'établissement trouvaient désormais dans ces facilités qui prouvaient la souplesse de la législation, la possibilité d'observer sans préjudice les prescriptions légales ? Il en eût été de la sorte si les récalcitrants n'avaient mis à profit cette complexité de régimes pour déjouer le contrôle, d'ailleurs manifestement insuffisant.

L'impossibilité matérielle pour le service de l'Inspection du travail de visiter annuellement, une seule fois,

toutes les maisons de commerce, incite les uns à la fraude et provoque de ce fait chez les autres un légitime mécontentement. Vainement le Département du Travail a fait appel au concours des officiers de police judiciaire : sauf dans la Seine où cette mission a été plus particulièrement confiée à un corps spécial, l'inefficacité de ce concours a été officiellement reconnu.

Or près du tiers des établissements commerciaux sont soumis au régime du roulement dont la complexité et la souplesse commanderaient une surveillance régulière. Il faut convenir que, dans cette catégorie, l'observation des prescriptions légales repose principalement sur la bonne foi des commerçants dont la plupart, respectueux de ces prescriptions, n'en méritent que davantage d'être protégés contre les profits illicites que les fraudeurs tirent de la violation de la loi.

*
* *

Une autre cause des difficultés auxquelles l'application de la loi sur le repos hebdomadaire s'est heurtée, réside dans le défaut de régime transitoire.

Plus que toute autre cependant, cette loi qui réglait pour la première fois l'organisation même du travail commercial, aurait dû procéder par étapes pour amener progressivement le public et les commerçants à s'accommoder de son application intégrale. La faculté de donner provisoirement le repos du dimanche midi au lundi midi, par exemple, que la loi aurait pu accorder au commerce de détail, eût été préférable à l'octroi de dérogations plus graves, admises par les préfets à titre permanent.

Sans doute l'Administration a tenté d'utiliser le système des autorisations préfectorales pour organiser un régime transitoire. Les dérogations individuelles fu-

rent ainsi libéralement octroyées, dans la pensée qu'elles pourraient être retirées par la suite sans difficulté. Mais le Conseil d'Etat, se fondant sur le silence du texte légal, considère maintenant ces autorisations comme définitives et ne permet leur retrait que dans le cas où des « faits nouveaux » se seraient produits. De la sorte cette tentative, manquant son but, au lieu de conduire à l'observation intégrale de la loi, en a déformé l'application.

*
* *

L'absence de régime transitoire légal a mis aux prises, dès les débuts, l'Administration et les intéressés. Le Parlement se fit arbitre.

Les circulaires ministérielles du 20 juillet et du 3 septembre 1906 qui n'étaient que l'explication juridique du texte légal apparurent trop strictes à l'application et la Chambre, après une série d'interpellations, réclamait par l'ordre du jour Sarrien du 23 mars 1907 une « application libérale » de la loi nouvelle.

La circulaire du 10 avril 1907 se montrait en conséquence favorable à l'octroi des autorisations préfectorales ; elle admettait, d'autre part, pour une série de cas particuliers, des tolérances extralégales. Par ailleurs, des modifications législatives étaient annoncées.

Plus grave que ces mesures elles-mêmes dont certaines étaient opportunes, fut l'hésitation qu'elles laissaient apparaître au sein des pouvoirs publics : ainsi les protestataires triomphaient et le prestige de la loi s'en trouva quelque peu ébranlé.

L'application « libérale » parvint à calmer les protestations des commerçants, mais développant progressivement ses conséquences, elle devait susciter les récla-

mations des employés, après quelques années d'expérience.

C'est dans ces conditions que la Chambre, dans sa séance du 20 janvier 1911, prêtant l'oreille à ces revendications inverses, invitait le Ministre du Travail « à reviser les circulaires concernant la loi du repos hebdomadaire en vue d'en assurer la stricte application ». Le 4 mars 1913, elle votait une proposition de loi de M. Aubriot pour restreindre les extensions excessives des autorisations préfectorales.

De son côté le Sénat, dans sa séance du 12 décembre 1912, refusait selon les vues du Ministre du Travail de reprendre l'ordre du jour de la Chambre du 23 mars 1907, sur l'application libérale.

Ce nouvel état d'esprit du Parlement est pour l'Administration une indication précise de son devoir. C'est l'état d'esprit de l'application intégrale : nous avons déjà signalé les obstacles qui entravent la complète efficacité de cette heureuse tendance.



Il faut donc rechercher les remèdes appropriés à la situation présente. Les autorisations préfectorales ont été largement octroyées ; il importe actuellement, par des retraits conformes à la jurisprudence du Conseil d'Etat, d'en restreindre l'usage aux seuls établissements pour lesquels elles se justifient à titre permanent. A défaut de retraits absolus, la substitution d'un régime à un autre pourrait permettre de diminuer la trop grande utilisation, principalement à Paris, de la dérogation extrême du roulement dont le contrôle est si malaisé.

Dans le même ordre d'idées, conformément au vote de la Chambre du 20 janvier 1911, il conviendrait que

les tolérances de la circulaire du 10 avril 1907 fussent retirées aux bénéficiaires. Notamment par application des prescriptions légales, les hôtels et restaurants devraient donner vingt-quatre heures de repos par semaine à chaque employé ; les établissements occupant plus de quatre employés et admis au roulement devraient donner à leur personnel les vingt-quatre heures de repos hebdomadaire sous forme consécutive et non par demi-journées.

D'autre part, il importe de développer le service de l'inspection du travail pour le mettre en mesure d'accomplir effectivement la tâche qui lui incombe. Il ne s'agit nullement d'inquiéter le commerce, mais bien au contraire, par un contrôle que sa régularité même ferait plus préventif que répressif, d'assurer à tous les employés le repos auquel ils ont droit et aux commerçants respectueux de la loi la garantie qu'un régime identique est appliqué chez leurs concurrents.

Mais, sans préjudice de ces mesures, la meilleure solution de la plupart des difficultés actuelles est, à notre avis, l'introduction dans le Code du Travail d'une disposition législative qui prescrirait la fermeture de l'établissement pendant le repos collectif. Cette mesure qui pourrait n'affecter qu'une partie de la journée de repos, l'après-midi du dimanche par exemple, ne serait prise dans une localité, à l'égard de tous les établissements de la même profession, que sur avis conforme des intéressés, patrons et ouvriers, consultés par referendum.

Chaque fois que cette mesure serait adoptée, toutes les difficultés soulevées par l'emploi d'extras, de membres de la famille, de gérants et d'associés, tous les incidents nés de l'octroi de dérogations particulières ou de l'insuffisance du contrôle se trouveraient résolus par

l'organisation d'un régime unique, voulu par les intéressés.

Cette réforme garantirait le repos hebdomadaire aux petits patrons et à leur famille, à ces nombreux et modestes travailleurs de la boutique, non moins intéressants que les employés, et qui seraient heureux de bénéficier eux-mêmes du repos hebdomadaire à condition que leurs concurrents fussent astreints à observer la même trêve.

Sans doute le principe de la liberté individuelle subirait, par cette réforme, une incontestable dérogation. La fermeture reste cependant une solution libérale puisqu'elle serait décidée par le corps des intéressés ; elle serait aussi une solution d'égalité et, par là, elle répondrait mieux à l'équité qui commande au législateur de ne pas fausser le jeu naturel de la concurrence entre les commerçants d'une même catégorie professionnelle.

Au surplus, le système actuel comporte implicitement cette mesure, car tous les établissements qui ne peuvent fonctionner sans employés le jour du repos collectif doivent normalement fermer. La principale innovation serait l'extension qu'on en ferait aux boutiquiers sans employés que la législation en vigueur n'atteint à aucun degré et qui sont condamnés de la sorte, sans grand avantage, au labeur ininterrompu.

La fermeture par voie de referendum avait été proposée par le Conseil Supérieur du Travail en 1904, sur le vœu de M. Jay. Inscrite dans le premier texte de la Commission sénatoriale, elle ne figurait plus dans le deuxième projet qui cependant se montrait plus strict à d'autres égards puisqu'il prévoyait le repos du dimanche. Au cours des interpellations de 1907, à la Chambre, M. Lafferre à gauche, M. Lerolle à droite, la préconisaient également.

Cette réforme n'atteindrait pas, il est vrai, les établissements qui doivent fonctionner tous les jours et qui bénéficient par suite du roulement de plein droit. Aussi les employés de ces entreprises mériteraient-ils plus particulièrement d'obtenir, — indépendamment des garanties que leur donnerait un contrôle plus régulier —, un repos annuel payé de plusieurs jours consécutifs en compensation de la perte du repos hebdomadaire à jour fixe.

*
* *

Malgré ses lacunes, malgré les difficultés d'application, la loi du 13 juillet 1906, actuellement codifiée, a assuré le repos hebdomadaire à de nombreux employés qui en étaient privés ; elle a augmenté le nombre des bénéficiaires du dimanche. Progressivement améliorée dans son application et dans son texte par les mesures et les réformes que dicte l'expérience, elle produirait bientôt tous les résultats qu'on est en droit d'en attendre.

C'est aux intéressés qu'il appartient de veiller à la réalisation de ce programme par un effort continu de revendications méthodiques.

Sans méconnaître la mission du pouvoir législatif qui vote les lois, ni le rôle de l'Administration chargée de les appliquer, il n'est pas niable que le Parlement ne saurait rester insensible aux mouvements de l'opinion et que le pouvoir exécutif, soumis au contrôle des Chambres, obéit aux suggestions de celles-ci. L'exemple de 1907 en est la preuve ; que les employés en tirent profit !

C'est par l'action de leurs syndicats auprès des pouvoirs publics, qu'ils obtiendront dans les conditions les meilleures et les plus rapides, les réformes désirables.

Le rôle concret du syndicalisme moderne n'est pas

de se dresser systématiquement contre la puissance politique et de créer par cette lutte une agitation stérile et pernicieuse, mais au contraire d'être le stimulant et l'inspirateur de l'activité législative dans le domaine de la protection du travail. Et la preuve que cette activité n'est point vaine, se trouve justement dans l'exemple des lois en vigueur, parmi lesquelles la législation sur le repos hebdomadaire apparaît comme l'un des plus beaux actes de l'œuvre sociale accomplie sous la Troisième République.

Vu : *Le Doyen de la Faculté*, Vu : *Le président de la thèse*,
P. CAUWÈS. RAOUL JAY.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Documents.

LÉGISLATION, ADMINISTRATION, JURISPRUDENCE.

- Bulletin de l'Inspection du Travail*, année 1906 à 1913 (1)-(2).
Rapports sur l'Application des Lois réglementant le travail,
années 1906 à 1912 (1).
Bulletin de l'Office du Travail, années 1906 à 1913 (1).
Conseil Supérieur du Travail : 13^e Session (novembre 1904). —
I. *Rapports et Documents*. — II. *Compte rendu* (1).
Recueil des Actes administratifs concernant l'application de la
loi du 13 juillet 1906 sur le Repos hebdomadaire : Régle-
mentation, Statistique, Jurisprudence (1906-1913), Préfec-
ture de police.
Journal Officiel.
Recueil de Jurisprudence Dalloz (2).
Recueil des Arrêts du Conseil d'Etat, Lebon.

II. — Doctrine.

1^o OUVRAGES GÉNÉRAUX.

- R. JAY. — *La Protection légale des Travailleurs*, 2^e édition,
1910 (Larose et Tenin).

(1) Publications du Ministère du Travail: Librairie Berger-Levrault.

(2) Sauf indication particulière, les arrêts de la Cour de Cassation mentionnés dans cet ouvrage d'après le *Bulletin d'Inspection du Travail* ou le *Dalloz*, ont été rendus par la Chambre criminelle.

- G. BRY. — *Cours élémentaire de Législation industrielle, Les lois du Travail et de la Prévoyance sociale*, 5^e édition, 1912 (Larose et Tenin).
- PAUL PIC. — *Traité élémentaire de Législation industrielle, Les Lois ouvrières*, 4^e édition, 1912 (Arthur Rousseau).
- FIGHIERA. — *La protection légale des Travailleurs en France*, 2 vol. (1), 1913 (Berger-Levrault).

2° OUVRAGES SPÉCIAUX (2).

- J. CRUVEILHIER. — *Rapport sur la proposition de loi relative au Repos hebdomadaire*, 1904, Fédération des Industriels et Commerçants français, 50, boulevard Haussmann.
- BONNEFOY. — *Le Repos hebdomadaire, étude théorique et critique de la loi du 13 juillet 1906*, 1907 (Davy).
- BRUNEAU. — *Le Repos hebdomadaire, commentaire de la loi du 13 juillet 1906*, 1907 (Librairie générale de Droit et de Jurisprudence).
- AMBRUSTER. — *Le Repos hebdomadaire, commentaire de la loi du 13 juillet 1906*, 2^e édition, 1910 (Berger-Levrault).

3° THÈSES DE DOCTORAT.

- DODU. — *La loi du 13 juillet 1906 établissant le Repos hebdomadaire en faveur des ouvriers et employés*, 1907, Paris.
- ESTÈVE DE BOSCH. — *Du Repos hebdomadaire*, 1907, Caen.

(1) Le 1^{er} vol. seulement a paru.

(2) Deux brochures: *J. Boistel*, Manuel pratique pour l'application de la loi sur le Repos Hebdomadaire, 1906 (Chaix); — *Berthiot*, Repos Hebdomadaire, 1906 (Roustan). — Une revue spéciale: *Bulletin de la Ligue populaire pour le repos du dimanche en France*.

VIGUIER. — *Le Repos hebdomadaire : La loi du 13 juillet 1906, les difficultés d'application*, 1908, Aix.

RÉVILLON. — *Le Repos hebdomadaire : Loi du 13 juillet 1906*, 1908, Lyon.

PELLENC. — *Le Repos hebdomadaire*, 1909, Lyon.

WATIN-AUGOUARD. — *L'Application et la Réforme de la loi du 13 juillet 1906, sur le Repos hebdomadaire*, 1909, Paris.

DELOMBRE. — *Du Repos obligatoire : Etude historique et critique de la Loi sur le Repos hebdomadaire*, 1910, Paris.

GUIRAUDET. — *Des Dérogations à la loi du 13 juillet 1906 sur le Repos hebdomadaire : Etude de Jurisprudence*, 1911, Dijon.

*
* *

Nous avons l'agréable devoir de remercier ici M. CH. PICQUENARD, chef du bureau de l'Inspection du Travail au Ministère du Travail, qui a bien voulu nous donner, avec sa haute compétence, d'utiles renseignements sur l'objet de notre étude.

Table des Matières

INTRODUCTION. — <i>Objet et champ d'étude</i>	1
---	---

CHAPITRE PRELIMINAIRE.

Principes et Historique de la Réforme.

SECTION I: <i>Principes</i> . — Nécessité du repos hebdomadaire. — Valeur particulière du repos du dimanche. — Intervention du législateur	6
SECTION II: <i>Historique</i> . — Ancien Régime, Révolution, Restauration. — Législation concernant les enfants et les femmes. — Genèse de la loi du 13 juillet 1906. — Aperçu de l'application de la loi de 1906.....	12

CHAPITRE PREMIER

Champ d'application.

SECTION I: <i>Etablissements et Professions</i> . — Considérations générales. — Agriculture et Commerce. — Transports. — Emplois domestiques et emplois commerciaux. — Carrières libérales et professions commerciales. — Offices ministériels. — Services publics en régie ou concédés.....	28
SECTION II: <i>Personnes protégées</i> . — Considérations générales. — Durée du travail et mode de rémunération. — Associés et Sociétés. — Gérants. — Membres de la famille.....	56

CHAPITRE II

Régime normal : Repos du dimanche.

SECTION I: <i>Application et particularités.</i> — Règles constitutives. — Facilités et difficultés d'application. — Personnel d'extra. — Situation de l'employé le jour du repos. — Apprentis. — Observation du repos du dimanche. — Régimes exceptionnels: classification	76
SECTION II: <i>La Fermeture des Magasins.</i> — La fermeture en droit. — La pratique de la fermeture. — L'opinion du com- merce. — Clientèle ouvrière et rurale du dimanche.....	102

CHAPITRE III

Déroptions permanentes de droit.

SECTION I: <i>Régime du Roulement.</i> — Caractères généraux de ce régime. — Fractionnement du repos. — Le roulement de droit. — Commerces bénéficiaires. — Boulangeries; le repos groupé. — Hôtels et restaurants.....	121
SECTION II: <i>Vente de denrées alimentaires.</i> — Régime du com- merce de détail. — Repos de l'après-midi du dimanche et déro- gations. — Halles centrales de Paris: vente en gros	141
SECTION III: <i>Réduction du repos hebdomadaire.</i> — Nettoyage des locaux; gardiens et concierges. — Soins à donner aux chevaux	156

CHAPITRE IV

Déroptions permanentes autorisées.

SECTION I: <i>Autorisations préfectorales, caractère et procédure.</i> — Caractères généraux et classification. — Procédure d'auto- risation: compétence du préfet. — Demande et enquête. — Arrêtés préfectoraux. — Procédure d'extension et de retrait. — Valeur et portée des autorisations préfectorales.....	163
SECTION II: <i>Déroptions accordées par les préfets.</i> — Auto- risations directes. — Extension des dérogations accordées. — Affaire de <i>La Samaritaine</i> ; proposition de loi Aubriot. —	

Retraits d'autorisations. — Statistique des dérogations accordées	185
SECTION III: <i>Le Recours au Conseil d'Etat.</i> — Caractères de ce recours. — Procédure et décisions. — Statistique des arrêts du Conseil d'Etat. — Pourvois de syndicats	214

CHAPITRE V

Dérogations temporaires.

SECTION I: <i>Fêtes locales.</i> — Historique de la dérogation. — Nécessité d'un arrêté spécial du maire. — Autorisation de la suppression. — Commerces bénéficiaires.....	234
SECTION II: <i>Dérogations et tolérances diverses.</i> — Expositions; Inventaires. — Suppression annuelle de quinze repos. — Accidents; intempéries	254

CHAPITRE VI

Contrôle et Sanctions.

SECTION I: <i>Agents du contrôle.</i> — Inspection du travail. — Concours des syndicats. — Droit d'entrée: visites de nuit. — Insuffisance du nombre d'inspecteurs. — Officiers de police judiciaire. — Contrôles spéciaux.....	268
SECTION II: <i>Moyens spéciaux de contrôle.</i> — Exposé d'ensemble; régime normal. — Dérogations permanentes: affiche et registre. — Les fraudes du roulement. — Dérogations temporaires; le préavis	290
SECTION III: <i>Sanctions pénales.</i> — Condition des poursuites. — Application des pénalités. — Amnistie et grâce. — Statistique des infractions relevées.....	303
CONCLUSION	319
BIBLIOGRAPHIE	329

